
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 99 — 2228

[C — 99/11140]

20 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1993 fixant les indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal, que nous avons l'honneur de présenter à Votre Majesté, a pour objet de modifier l'arrêté royal du 11 janvier 1993 fixant les indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires

Cet arrêté royal doit être adapté en raison de la modification de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire. En effet, la méthode de variation proportionnelle du taux d'intérêt (nouveau taux = taux initial — nouvel indice : indice initial) est supprimée au profit d'une variation "par quantités égales" (nouveau taux = taux d'intérêt initial augmenté de la différence entre les indices de référence nouveau et initial). Le nouveau taux est donc égal au nouvel indice augmenté de la différence entre les taux et indice initiaux : on peut dire que cette seconde différence constitue une marge fixe. Aucun problème ne se posait précédemment pour appliquer une règle de trois à des taux d'intérêt mensuels et à des indices calculés sur base annuelle. Avec la formule de marge fixe, il n'est évidemment pas concevable, pour calculer un taux d'intérêt mensuel, d'augmenter un indice calculé sur une base annuelle d'une marge mensuelle. Il est donc nécessaire d'établir une règle de conversion : c'est l'objet de l'article 2, § 4 nouveau.

De plus, il est proposé quelques adaptations ayant pour but d'améliorer le rendement de la variabilité par le biais des indices de référence.

Ces améliorations se situent sur deux plans :

1° sur le plan du temps écoulé entre les notations des coefficients de rendement qui sont à la base du calcul de l'indice et l'instant de l'utilisation de cet indice pour le calcul du nouveau taux d'intérêt;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 99 — 2228

[C — 99/11140]

20 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot vaststelling van de referentie-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het bijgevoegde ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben voor te leggen aan Uwe Majesteit heeft tot doel het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot vaststelling van de referentie-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten te wijzigen

Dit koninklijk besluit is aan aanpassing toe omwille van de wijziging van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet. Inderdaad, de verhoudingsgewijze verandering van de rentevoet (nieuwe rentevoet = oorspronkelijke rentevoet — nieuwe index : oorspronkelijke index) wordt afgeschaft ten voordele van een verandering met dezelfde hoeveelheid (nieuwe rentevoet = oorspronkelijke rentevoet vermeerderd met het verschil tussen de nieuwe en de oorspronkelijke index). De nieuwe rentevoet is met andere woorden gelijk aan de nieuwe index vermeerderd met het verschil tussen de oorspronkelijke rentevoet en index : men kan zeggen dat dit tweede verschil een vaste marge uitmaakt. Vroeger stelde zich geen probleem om een regel van drie toe te passen op maandrentevoeten en indexen berekend op jaarbasis. Met de formule van de vaste marge gaat het natuurlijk niet op, voor de berekening van een maandrentevoet de index op jaarbasis te verhogen met een marge op maandbasis. Er moet dus een omzettingregel komen : dat is het voorwerp van het nieuwe artikel 2, § 4.

Daarnaast worden nog enige aanpassingen voorgesteld die tot doel hebben het rendement van de veranderlijkheid door middel van referentie-indexen te verbeteren.

Deze verbeteringen doen zich voor op twee vlakken :

1° op het vlak van het tijdsverloop tussen de noteringen van de rendementscoëfficiënten die aan de basis liggen van de indexen en het ogenblik van gebruik van de index voor de berekening van de nieuwe rentevoet;

2° sur le plan de la méthode employée pour le calcul des indices, sur base des coefficients de rendement.

Les indices sont publiés au *Moniteur belge* depuis novembre 1992. L'expérience a démontré que la "période prise en compte" depuis le début des observations des notations jusqu'au moment où l'indice peut être utilisé est beaucoup trop longue. En effet, un indice utilisé au mois de juillet est calculé à l'aide d'observations entamées le 16 mars. Afin de raccourcir ce délai, il est proposé d'abord, de réduire à un mois la période sur laquelle la moyenne est calculée; ceci est d'autant plus justifié que le rendement de valeurs à long terme (indices B à E) est moins soumis à des fluctuations incontrôlées que celui de valeurs ayant une durée résiduelle plus courte (indice A).

Le temps s'écoulant entre la fin des observations et le moment de l'utilisation de l'indice est, également raccourci de trois semaines, du fait notamment de la prise en charge de la publication par le Fonds des Rentes de la Banque Nationale elle-même, cette publication ne transitant plus par l'Office de Contrôle des Assurances.

Dans son ensemble, la "période prise en compte" est donc raccourcie de presque deux mois, une correction qui n'augmente pas pour autant le rendement mais permet de suivre ce rendement de plus près : un indice utilisé au mois de juillet sera calculé dorénavant sur base de coefficients de rendement notés à partir du 10 mai.

Une autre amélioration, qui a pour conséquence de rendre un indice plus représentatif et donc d'optimiser le rendement d'un portefeuille hypothécaire, consiste à remplacer la méthode actuelle de détermination des coefficients de rendement par un système plus scientifique.

Une petite explication : un indice est calculé comme étant la moyenne d'une série de notations de coefficients de rendement concernant des effets ayant tous une même durée résiduelle. Ainsi l'indice C est issu des obligations linéaires ayant une durée résiduelle de 3 ans. Du moins devrait-il en être ainsi, mais ceci est impossible en pratique. C'est pourquoi, il est tenu compte des obligations d'une durée résiduelle avoisinant 3 ans et, si celles-ci ne sont pas disponibles, il est procédé à une interpolation avec celles ayant les durées résiduelles les plus proches.

Cette méthode de travail très simple ne tient pas compte du fait que le rendement d'une obligation ayant une durée résiduelle de trois ans tout juste est différent de celui d'une obligation dont la durée résiduelle est de trois ans et quelques mois (ou presque trois ans).

Cette proposition peut donc sembler justifiée lorsque la différence est d'une ou de quelques semaines, mais ne l'est plus lorsque cette différence dépasse quelques mois.

C'est pourquoi une méthode a été recherchée avec le Fonds des Rentes, méthode pour laquelle est prise en compte la durée résiduelle réelle de l'obligation afin de déduire les coefficients de rendement des périodes intermédiaires de 2, 3, 4 et 5 ans.

Pour atteindre cet objectif, on trace une courbe de rendement, basée sur des observations déterminées, et sur laquelle sont reportées les périodes souhaitées. Les coefficients qui sont trouvés alors sont notés journalièrement par le Fonds : leur moyenne sur un mois fournit un indice.

Par ailleurs, l'article 2 du projet étend la liste des indices aux indices F, G, H, I et J lesquels se rapportent aux périodes de variation respectivement de 6, 7, 8, 9 et 10 ans. Dès lors, un prêt de 18 ans avec une seule variation après 10 ans stipulera l'indice H. En effet, la modification de la loi ne permet plus aux prêteurs et emprunteurs de choisir dans la liste des indices de référence, mais elle les oblige à prendre cet indice qui correspond avec la période pour laquelle le taux d'intérêt sera calculé.

De plus, l'article 2 de l'arrêté royal de 1993 est adapté pour le rendre d'application aux contrats stipulés dans l'unité monétaire euro. L'article 3 s'appliquera alors aux unités monétaires autres que le bef, le luf ou l'euro, de sorte que, jusqu'au 1^{er} janvier 2002, les parties contractantes ont la possibilité, si elle souhaitent aligner le taux d'intérêt sur, par exemple, le dem, de libeller le capital en dem, ce qui leur permet de fixer dans le contrat un indice qui satisfait aux critères figurant à l'article 3.

Après le 1^{er} janvier 2002, cette faculté contractuelle n'existera plus : il sera dès lors opportun de remplacer les articles 2 et 3 de l'arrêté royal par un autre procédé, dont les modalités ne sont pas encore connues à ce jour. Il sera alors peut-être nécessaire de recourir au rendement d'obligations négociables dans la zone euro sans distinction d'origine, avec un usage éventuel de coefficients de conversion.

2° op het vlak van de methode aangewend voor de berekening van de indexen, vertrekkende van de rendementscoëfficiënten.

De indexen worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* sinds november 1992. De ervaring heeft aangetoond dat de "terugkijkperiode" vanaf het begin van de waarnemingen van de noteringen tot het ogenblik waarop de index kan gebruikt worden, veel te lang is. Inderdaad, een index die gebruikt wordt in juli is berekend aan de hand van waarnemingen die beginnen op 16 maart. Om dit in te korten wordt voorgesteld, enerzijds, de periode waarover het gemiddelde berekend wordt, te herleiden tot 1 maand hetgeen overigens gerechtvaardigd is daar het rendement van lange-termijnwaarden (indexen B tot E) minder onderhevig is aan ongecontroleerde schommelingen dan dat van waarden met een kleine restduur (index A).

De tijd tussen het einde van de waarnemingen en het ogenblik van gebruik van de index wordt eveneens ingekort met drie weken, mede doordat het Rentenfonds van de Nationale Bank zelf zorgt voor de publicatie in het Staatsblad, dit in plaats van via de Controledienst voor de Verzekeringen te transiteren.

In haar geheel wordt de "terugkijkperiode" dus ingekort met bijna twee maanden, een verbetering die daarom niet het rendement verhoogt, maar wel toelaat dat rendement beter te volgen : een index gebruikt in juli zal in de toekomst berekend worden op basis van rendementscoëfficiënten opgetekend vanaf 10 mei.

Een andere verbetering die tot gevolg heeft dat een index meer representatief wordt, en die dus het rendement van een portefeuille hypothécaire kredieten verbetert, bestaat erin de vroegere werkwijze om een rendementscoëfficiënt te bepalen, te vervangen door een meer wetenschappelijk verantwoord systeem.

Enige toelichting : een index wordt berekend als gemiddelde van een aantal noteringen van rendementscoëfficiënten van effecten die alle eenzelfde residuele looptijd hebben. Zo spruit index C voort uit de lineaire obligaties met restduur 3 jaar, tenminste zo zou het moeten, maar in de praktijk is dat onmogelijk. Daarom wordt uitgekeken naar obligaties met een restduur in de buurt van 3 jaar en als die niet voorradig zijn, wordt er geïnterpoleerd tussen nevenliggende jaren.

In deze eenvoudige werkwijze wordt geen rekening gehouden met het feit dat het rendement van een obligatie met residuele looptijd van juist drie jaar verschillend is van dat van een obligatie met restduur drie jaar en enige maanden (of bijna drie jaar).

Deze voorstelling kan dan wel verantwoord zijn wanneer het slechts om één of een paar weken verschil gaat, maar zij is het niet meer wanneer dat verschil groter wordt dan een paar maanden.

Daarom werd met het Rentenfonds uitgekeken naar een methode waarbij de werkelijke restduur van de obligatie in aanmerking genomen wordt om de rendementscoëfficiënten van de tussenliggende ogenblikken 2, 3, 4 en 5 jaar af te leiden.

Om dit te bereiken wordt een rendementscurve aangelegd, vertrekkende van bepaalde waarnemingen, waarop de gewenste ogenblikken uitgezet worden. De coëfficiënten die dan gevonden worden, worden dagelijks opgetekend door het Fonds : hun gemiddelde over een maand levert een index op.

Overigens wordt door artikel 2 van het ontwerp de lijst van de indexen uitgebreid tot de indexen F, G, H, I en J die staan voor periodes van verandering van respectievelijk 6, 7, 8, 9 en 10 jaar. Een lening van 18 jaar met een enkele verandering na 10 jaar zal dan index H bedingen. Inderdaad, door de wetswijziging is het de kredietgevers en -nemers niet meer mogelijk nog te kiezen uit de lijst van referte-indexen, maar moeten zij die index nemen die overeenstemt met de periode waarvoor de rentevoet zal berekend worden.

Ook wordt artikel 2 van het koninklijk besluit van 1993 aangepast om het van toepassing te maken op de contracten opgesteld in de munteenheid euro en wordt artikel 3 van toepassing gemaakt op andere muntenheden dan bef, luf of euro. Zo hebben, tot 1 januari 2002, de contractanten de mogelijkheid, indien ze wensen de rentevoet te doen aanleunen bij de dem bijvoorbeeld, het kapitaal uit te drukken in dem, waardoor ze in het contract een index vastleggen die voldoet aan de criteria vermeld in artikel 3.

Na 1 januari 2002 bestaat die contractuele mogelijkheid niet meer : dan zal het wenselijk zijn de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit te vervangen door een ander procédé waarvan de modaliteiten tot nog toe niet gekend zijn. Het zal dan misschien nodig zijn om een beroep te doen op het rendement van obligaties verhandelbaar binnen de Eurozone zonder onderscheid van herkomst met eventueel gebruik van omzettingcoëfficiënten.

Enfin, au regard de l'introduction de dispositions légales en matière d'indice de référence initial, sa détermination par le biais d'un arrêté royal est devenu superflue : en conséquence, l'article 5 de l'arrêté royal du 11 janvier 1993 est supprimé.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO
Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, le 3 décembre 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1993 fixant les indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires", a donné le 25 mars 1999 l'avis suivant :

Le projet n'appelle pas d'observation.

La chambre était composée de :

MM. :

D. Verbiest, président de chambre;
M. Van Damme, J. Smets, conseillers d'Etat;
G. Schrans, E. Wymeersch, assesseurs de la section de législation;
Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. D. Verbiest.

Le rapport a été présenté par M. P. Depuydt, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. W. Pas, référendaire adjoint.

Le greffier,
A. Beckers.

Le président,
D. Verbiest.

20 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1993 fixant les indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, notamment l'article 9 tel que modifié par la loi du 13 mars 1998 modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire et modifiant la loi du 13 avril 1995 modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 1993 fixant les indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires;

Vu les avis de la Banque Nationale de Belgique du 23 avril 1998 et 31 août 1998;

Vu les avis de la Commission bancaire et financière du 30 avril 1998 et du 2 septembre 1998;

Vu l'avis de l'Office de Contrôle des Assurances du 27 juillet 1998 après consultation, par celui-ci, de la Commission des Assurances;

Vu la délibération du Conseil des Ministres, le 13 novembre 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 mars 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996.

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 11 janvier 1993 fixant les indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. — Au sens du présent arrêté on entend par :
la loi : la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire;

Tenslotte wordt erop gewezen dat door de invoering van een wettelijke regeling inzake de oorspronkelijke referte-index (art. 9, § 1, 5°), zijn vaststelling via koninklijk besluit niet meer nodig is : artikel 5 van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 wordt dus geschrapt.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Economie,
E. DI RUPO
De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 3 december 1998 door de Minister van Economie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot vaststelling van de referte-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten", heeft op 25 maart 1999 het volgende advies gegeven :

Bij het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

D. Verbiest, kamervoorzitter;
M. Van Damme, J. Smets, staatsraden;
G. Schrans, E. Wymeersch, assessoren van de afdeling wetgeving;
Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer D. Verbiest.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. Depuydt, eerste auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer W. Pas, adjunct-referendaris.

De griffier,
A. Beckers.

De voorzitter,
D. Verbiest.

20 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot vaststelling van de referte-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, inzonderheid op artikel 9 als gewijzigd door de wet van 13 maart 1998 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet en tot wijziging van de wet van 13 april 1995 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot vaststelling van de referte-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten;

Gelet op de adviezen van de Nationale Bank van België van 23 april 1998 en 31 augustus 1998;

Gelet op de adviezen van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van 30 april 1998 en 2 september 1998;

Gelet op het advies van de Controledienst voor de Verzekeringen van 27 juli 1998, na raadpleging van de Commissie voor Verzekeringen;

Gelet op de beraadslaging van de Ministerraad op 13 november 1998, betreffende de adviesaanvraag binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 maart 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen door de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en van Onze Minister van Financiën en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot vaststelling van de referte-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. — In dit besluit wordt bedoeld met :

de wet : de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet;

le Fonds des Rentes : l'établissement public institué par l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un Fonds des Rentes;

l'indice de référence : la valeur de l'indice de référence visée à l'article 9, § 1^{er}, 5° et 6° de la loi. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1^{er}. Pour un crédit en francs belges ou luxembourgeois ou dans l'unité monétaire euro, il convient de prendre un des indices de référence calculés mensuellement par le Fonds des Rentes, conformément aux règles fixées ci-après.

§ 2. L'indice A d'un mois civil est égal à la moyenne arithmétique des taux d'intérêt de référence, notés au cours du mois qui se termine le 10 de ce mois civil, de la ligne de certificats de trésorerie ayant la durée résiduelle la plus proche d'un an. Ces taux d'intérêt de référence sont ceux publiés quotidiennement par le Fonds des Rentes conformément à l'article 10, 2° de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie.

§ 3. Les indices B, C, D, E, F, G, H, I et J d'un mois civil sont égaux chacun à la moyenne arithmétique des taux de rendement théoriques, notés au cours du mois qui se termine le 10 de ce mois civil, des titres de la dette de l'Etat à respectivement 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 ans que le Fonds des Rentes détermine quotidiennement par interpolation mathématique. Le Fonds des Rentes procède à ces interpolations sur la base des taux d'intérêt ou cours de référence qu'elle publie conformément à l'article 10, 2° du même arrêté pour les certificats de trésorerie et obligations linéaires. Le Fonds des Rentes peut, pour une application adéquate de la méthode d'interpolation, se limiter aux observations relatives à certains de ces titres.

§ 4. Lorsque le taux d'intérêt du crédit est défini sur une période autre que l'année, l'indice de référence à prendre en considération est obtenu en convertissant l'indice annuel publié en un indice défini sur cette période, à l'aide de la formule des intérêts composés. La présente disposition ne s'applique pas aux contrats conclus avant le 1^{er} septembre 1998. »

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, les mots "Pour des crédits accordés dans une monnaie autre que le franc belge ou luxembourgeois" sont remplacés par les mots "Pour des crédits accordés dans une unité monétaire autre que celles visées à l'article 2".

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. La liste des indices de référence visés à l'article 2 est publiée au *Moniteur belge* le vingtième jour de chaque mois par les soins du Fonds des Rentes. Si ce jour n'est pas un jour de publication, elle est publiée le premier jour de publication suivant.

Les indices de référence sont publiés sous forme annuelle, semestrielle, trimestrielle et mensuelle.

Cette publication remplace celle qui était effectuée par les soins de l'Office de Contrôle, le dernier jour ouvrable du mois. »

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

het Rentenfonds : de openbare instelling ingesteld door de besluitwet van 18 mei 1945 houdende oprichting van een Rentenfonds;

de referte-index : de waarde van de referte-index bedoeld in artikel 9, § 1, 5° en 6° van de wet. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. § 1. Voor een krediet in Belgische of Luxemburgse franken of in de munteenheid euro moet één van de referte-indexen worden genomen die maandelijks worden berekend door het Rentenfonds overeenkomstig de volgende voorschriften.

§ 2. Index A van een kalendermaand is gelijk aan het rekenkundig gemiddelde der referentierentevoeten, opgetekend gedurende de maand die eindigt op de 10de van die kalendermaand, van de lijn van de schatkistcertificaten waarvan de residuele looptijd het dichtst bij een jaar is. Deze referentierentevoeten worden dagelijks door het Rentenfonds bekendgemaakt overeenkomstig artikel 10, 2° van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten.

§ 3. De indexen B, C, D, E, F, G, H, I en J van een kalendermaand zijn ieder gelijk aan het rekenkundig gemiddelde der theoretische rendementsvoeten, opgetekend gedurende de maand die eindigt op de 10de van die kalendermaand, van de effecten van de Staatsschuld over respectievelijk 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 jaar die het Rentenfonds dagelijks bepaalt door wiskundige interpolatie. Het Rentenfonds voert die interpolaties uit op basis van de referentierentevoeten of -koersen die zij voor de schatkistcertificaten en lineaire obligaties bekendmaakt overeenkomstig artikel 10, 2° van hetzelfde besluit. Voor een gepaste toepassing van de interpolatiewerkwijze kan het Rentenfonds zich beperken tot de waarnemingen van sommige waarden.

§ 4. Indien de rentevoet van het krediet op een andere periode slaat dan één jaar, wordt de in aanmerking te nemen referte-index bekomen door de bekendgemaakte jaarindex om te zetten in een index die slaat op die periode, met behulp van de formule van samengestelde interest. Deze bepaling is niet van toepassing op de overeenkomsten die werden gesloten vóór 1 september 1998. »

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "Voor de kredieten toegestaan in een andere munt dan de Belgische of Luxemburgse frank" vervangen door de woorden "Voor de kredieten toegestaan in een andere munteenheid dan die bedoeld zijn in artikel 2".

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. Door toedoen van het Rentenfonds wordt de lijst van de in artikel 2 bedoelde referte-indexen maandelijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, op de twintigste dag. Indien deze dag geen dag van publicatie is, wordt hij bekendgemaakt op de volgende dag van publicatie.

De referte-indexen worden onder jaarlijkse, semestriële, trimestriële en maandelijksse vorm gepubliceerd.

Deze bekendmaking vervangt die welke door toedoen van de Controledienst werd uitgevoerd op de laatste werkdag van de maand. »

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 2229 [C — 99/09509]

23 AVRIL 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1976 allouant des allocations et indemnités aux membres des commissions et de la commission supérieure de défense sociale

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et délinquants d'habitude, modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1961, notamment les articles 12, 13 et 16;

Vu l'arrêté ministériel du 3 mars 1965 allouant des allocations et indemnités aux membres des commissions et de la commission supérieure de défense sociale, modifié par l'arrêté ministériel du 7 avril 1971 et l'arrêté ministériel du 17 février 1976;

Vu l'accord du Conseil des Ministres du 16 avril 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1 de l'arrêté ministériel du 3 mars 1965 allouant des allocations et indemnités aux membres des commissions et de la commission supérieure de défense sociale, modifié par l'arrêté ministériel du 7 avril 1971 et l'arrêté ministériel du 17 février 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1. Aux membres des commissions et de la commission supérieure de défense sociale est alloué pour les réunions, un jeton de présence de 400 francs, lié à l'indice-pivot 138,01, par demie heure prestée. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.
Bruxelles, le 23 avril 1999.

T. VAN PARYS

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 2229 [C — 99/09509]

23 APRIL 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 17 februari 1976 tot toekenning van toelagen en vergoedingen aan de leden van de commissies en van de hoge commissie tot bescherming van de maatschappij

De Minister van Justitie,

Gelet op de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1961, inzonderheid op de artikelen 12, 13 en 16;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 maart 1965, tot toekenning van toelagen en vergoedingen aan de leden van de commissies en van de hoge commissie tot bescherming van de maatschappij, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 7 april 1971 en het ministerieel besluit van 17 februari 1976;

Gelet op het akkoord van de Ministerraad van 16 april 1999,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 3 maart 1965 tot toekenning van toelagen en vergoedingen aan de leden van de commissies en van de hoge commissie tot bescherming van de maatschappij, gewijzigd bij ministerieel besluit van 7 april 1971 en ministerieel besluit van 17 februari 1976, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 1. Aan de leden van de commissies en van de hoge commissie tot bescherming van de maatschappij wordt voor de vergaderingen een zitpenning van 400 frank toegekend, gekoppeld aan spilindex 138.01, per gepresteerd half uur. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.
Brussel, 23 april 1999.

T. VAN PARYS

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

F. 99 — 2230 [C — 99/16202]

13 JUIN 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 octobre 1998 concernant l'agrégation et l'enregistrement des fabricants et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation des animaux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, modifiée par les lois du 21 décembre 1998 et du 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1998 concernant l'agrégation et l'enregistrement des fabricants et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation des animaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les conditions pour retirer l'agrégation et l'enregistrement comme fabricant ou intermédiaire dans le secteur de l'alimentation des animaux doivent être élargie, en vue de prévenir des effets négatifs éventuels pour la santé humaine, animale et l'environnement;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, chargé de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 12 de l'arrêté royal du 30 octobre 1998 concernant l'agrégation et l'enregistrement des fabricants et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation des animaux est complété après le point 4^o par un nouveau point 5^o rédigé comme suit :

« 5^o le fabricant ou l'intermédiaire fait des déclarations inexactes concernant l'origine et/ou les risques sanitaires des substances destinées à l'alimentation animale ».

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

N. 99 — 2230 [C — 99/16202]

13 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1998 betreffende de erkenning en de registratie van fabrikanten en tussenpersonen in de sector diervoeding

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1998 en van 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1998 betreffende de erkenning en de registratie van fabrikanten en tussenpersonen in de sector diervoeding;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gezien de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voorwaarden voor de intrekking van de erkenning en de registratie als fabrikant of tussenpersoon in de sector diervoeding dringend dienen uitgebreid te worden, teneinde mogelijke negatieve gevolgen voor de volksgezondheid, de diergezondheid en het milieu te voorkomen;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, belast met Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 12 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1998 betreffende de erkenning en de registratie van fabrikanten en tussenpersonen in de sector diervoeding wordt na het punt 4^o aangevuld met een punt 5^o luidend als volgt :

« 5^o de fabrikant of de tussenpersoon legt onjuiste verklaringen af betreffende de herkomst en/of de gezondheidsrisico's van de stoffen bestemd voor dierlijke voeding ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
chargé de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,
H. VAN ROMPUY

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
belast met Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
H. VAN ROMPUY

MINISTERE DES FINANCES

F. 99 — 2231

[C — 99/03316]

6 MAI 1999. — Arrêté royal portant exécution de l'article 4, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à exécuter l'article 4, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Cette disposition prévoit que :

« Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et pris en concertation avec les Gouvernements concernés, le Roi règle l'affectation des intérêts de retard et la charge des intérêts moratoires relatifs aux impôts visés à l'article 3. »

Le présent arrêté royal règle donc, pour chacun des impôts régionaux visés, la question de l'affectation des intérêts de retard et de la charge des intérêts moratoires, et ce quelle que soit l'autorité (Etat fédéral ou Région) qui en assure le service.

Au sens du présent arrêté, on entend par intérêt de retard tous les intérêts moratoires payés par le redevable de l'un des impôts régionaux visés, en raison du retard avec lequel il paie cet impôt. La notion d'intérêt moratoire vise l'hypothèse inverse, à savoir le cas où c'est le fisc qui paie un tel intérêt.

Il a été tenu compte des remarques formulées par le Conseil d'Etat.

Commentaire des articles

Article 1^{er}. Cet article prévoit que le produit des intérêts de retard est alloué à et que la charge des intérêts moratoires est supportée par chaque Région, dans la mesure où le produit de l'impôt régional auquel ces intérêts se rapportent lui est attribué, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi spéciale (à savoir les dispositions relatives à la localisation des impôts).

L'article précise que lorsque le produit d'un impôt n'est pas entièrement attribué aux Régions, les intérêts perçus ou payés ne sont toutefois alloués ou supportés par la Région qu'à raison du pourcentage d'attribution découlant de l'application de l'article 10 de la loi spéciale.

Il convient de noter que ces règles ont une portée générale et s'appliquent quelle que soit l'autorité (Etat fédéral ou Région) qui assure le service de l'impôt.

Art. 2. Cet article fixe les modalités d'imputation du solde revenant à ou dû par chaque Région, en ce qui concerne les intérêts afférents aux impôts régionaux dont l'Etat fédéral assure le service.

Art. 3. Cet article règle l'entrée en vigueur du présent arrêté, telle qu'elle a été convenue entre l'Etat fédéral et les Régions.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 99 — 2231

[C — 99/03316]

6 MEI 1999. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 4, § 6, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat ik ter ondertekening wil voorleggen aan het Staatshoofd strekt ertoe artikel 4, § 6, van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten uit te voeren.

Deze bepaling zegt :

« Bij een in Ministerraad overlegd besluit, genomen na overleg met de betrokken Regeringen, regelt de Koning de toewijzing van de nalatigheidsinteressen en de last van de verwijlinteressen op belastingen bedoeld in artikel 3. »

Dit koninklijk besluit regelt bijgevolg, voor elk van de bedoelde gewestelijke belastingen, de vraag naar toewijzing van de nalatigheid-sinteressen en de last van de verwijlinteressen, en dit ongeacht de overheid (Federale Staat of Gewest) die voor de dienst ervan instaat.

In de zin van dit besluit moeten onder nalatigheid-sinteressen worden verstaan alle verwijlinteressen die door een belastingschuldige worden betaald inzake een bedoelde gewestelijke belasting om reden van zijn laattijdige betaling van die belasting. Het begrip moratoriuminteressen beoogt het tegenovergestelde, zijnde het geval waarin de fiscus dergelijke interest betaalt.

Er wordt met de opmerkingen van de Raad van State rekening gehouden.

Commentaar bij de artikelen

Artikel 1. Dit artikel bepaalt dat de opbrengst van de nalatigheid-sinteressen wordt toegekend aan en dat de last van de verwijlinteressen wordt gedragen door elk van de Gewesten en dit in de mate waarin de opbrengst van de gewestelijke belasting waarop die interessen betrekking hebben hen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van de bijzondere wet (met name de bepalingen met betrekking tot de lokalisatie van de belastingen), wordt toegewezen.

Het artikel verduidelijkt dat wanneer de opbrengst van een belasting niet volledig wordt toegewezen aan de Gewesten, de geïnde of betaalde interessen maar worden toegekend aan of gedragen door het Gewest in verhouding tot het percentage van toewijzing die voortvloeit uit de toepassing van artikel 10 van de bijzondere wet.

Het is nuttig de aandacht te vestigen op het feit dat die regels een algemene draagwijdte hebben en van toepassing zijn op om het even welke overheid (Federale Staat of Gewest) die voor de dienst van de belasting instaat.

Art. 2. Voor wat betreft de interessen aangaande de gewestelijke belastingen waarvoor de Federale Staat voor de dienst instaat, stelt dit artikel de manier van verrekening vast van het saldo, dat toekomt aan of verschuldigd is door elk van de Gewesten.

Art. 3. Dit artikel regelt de inwerkingtreding van dit besluit zoals die werd overeengekomen tussen de Federale Staat en de Gewesten.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en de zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 28 décembre 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 4, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions", a donné le 24 février 1999 l'avis suivant :

Examen du texte

Préambule

1. Dans le texte néerlandais de l'alinéa 4, il y a lieu d'écrire : « Gelet où de akkoordbevinding van... ».

2. L'alinéa 5 doit être rédigé comme suit :

« Vu le procès-verbal de la concertation préalable avec les Gouvernements de Régions et de Communautés qui a eu lieu lors de la Conférence interministérielle des ministres des Finances et du Budget du 29 mai 1998; ».

3. Il y a lieu d'insérer l'alinéa suivant entre les alinéas 5 et 6 :

« Vu la délibération du Conseil des ministres le 18 décembre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois; ».

4. L'alinéa 6 (devenant l'alinéa 7) sera, en outre, rédigé comme suit :

« Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le (date), en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat; ».

Dispositif

Article 1^{er}

1. Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Mieux vaut ajouter les mots "la Région" après les mots "alloué à".

3. In fine, on écrira "le cas échéant, à raison du pourcentage visé à l'article 10, §§ 1^{er} et 2, de ladite loi spéciale. »

La chambre était composée de :

MM. :

J.-J. Stryckmans, premier président;

Y. Kreins et P. Quertainmont, conseillers d'Etat;

F. Delperee et J. Kirkpatrick, assesseurs de la section de législation;

Mme B. Vigneron, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Brouwers, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le greffier,

J. Gielissen.

Le président,

J.-J. Stryckmans.

6 MAI 1999. — Arrêté royal portant exécution de l'article 4, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 4, § 6;

Vu la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment l'article 127, § 1^{er};

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 18 février et 17 septembre 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 29 septembre 1998;

Vu le procès-verbal de la concertation préalable avec les Gouvernements de Régions et de Communautés qui eu lieu lors de la Conférence interministérielle des ministres des Finances et du Budget du 29 mai 1998;

Vu la délibération du Conseil des ministres le 18 décembre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 december 1998 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoering van artikel 4, § 6, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten", heeft op 24 februari 1999 het volgende advies gegeven :

Onderzoek van de tekst

Aanhef

1. In het vierde lid schrijve men : « Gelet op de akkoordbevinding van... ».

2. Het vijfde lid moet worden gesteld als volgt :

« Gelet op het proces-verbaal van het voorafgaand overleg met de Gewest- en Gemeenschapsregeringen dat heeft plaatsgevonden binnen de interministeriële conferentie van de Ministers van Financiën en Begroting van 29 mei 1998; ».

3. Tussen het vijfde en het zesde lid behoort het volgende lid te worden ingevoegd :

« Gelet op het besluit van de Ministerraad van 18 december 1998 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand; ».

4. Het zesde lid (dat het zevende lid wordt) behoort bovendien te worden gesteld als volgt :

« Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op (datum), met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; ».

Dispositief

Artikel 1

1. Het zou beter zijn te schrijven : « Welke overheid ook zorgt voor de dienst... de Gewesten, de opbrengst... ».

2. Het zou beter zijn de woorden "het Gewest" in te voegen na de woorden "toegekend aan".

3. In fine schrijve men "in voorkomend geval, naar verhouding van het percentage genoemd in artikel 10, §§ 1 en 2, van de voornoemde bijzondere wet. »

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

J.-J. Stryckmans, eerste voorzitter;

Y. Kreins en P. Quertainmont, staatsraden;

F. Delperee en J. Kirkpatrick, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. B. Vigneron, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer P. Brouwers, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

De griffier,

J. Gielissen.

De voorzitter,

J.-J. Stryckmans.

6 MEI 1999. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 4, § 6, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 4, § 6;

Gelet op de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 127, § 1;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 februari en 17 september 1998;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 september 1998;

Gelet op het proces-verbaal van het voorafgaand overleg met de Gewest- en Gemeenschapsregeringen heeft plaatsgevonden binnen de interministeriële conferentie van de Ministers van Financiën en Begroting van 29 mei 1998;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 18 december 1998 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 24 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Quelle que soit l'autorité qui assure le service des impôts régionaux visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, le produit des intérêts de retard et la charge des intérêts moratoires, afférents à chacun de ces impôts sont respectivement alloués à la Région et supportée par la Région à laquelle est attribué le produit de cet impôt, le cas échéant, à raison du pourcentage visé à l'article 10, §§ 1^{er} et 2, de ladite loi spéciale.

Art. 2. Lorsque l'Etat assure le service d'un impôt régional visé à l'article 1^{er}, il détermine à la fin de chaque mois le solde des intérêts perçus ou payés durant ce mois, à imputer à la Région conformément aux dispositions de cet article 1^{er}. Ce solde est, selon qu'il est positif ou négatif, porté en majoration ou en déduction des ressources transférées à cette Région en application de l'article 54, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, à la fin du mois qui suit celui de la perception et du paiement de ces intérêts.

Art. 3. Le présent arrêté est applicable aux intérêts perçus ou payés à partir du 1^{er} juin 1998.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 februari 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Welke overheid ook zorgt voor de dienst van de gewestelijke belastingen bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 februari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, de opbrengst van de nalatigheidsintresten en de last van de verwijlintresten, met betrekking tot elk van die gewestelijke belastingen, worden respectievelijk toegekend aan het Gewest of gedragen door het Gewest waaraan de opbrengst van die belasting wordt toegewezen, in voorkomend geval naar verhouding van het percentage genoemd in artikel 10, §§ 1 en 2, van de voornoemde bijzondere wet.

Art. 2. Wanneer de Staat zorgt voor de dienst van een in het eerste artikel vermelde gewestelijke belasting, bepaalt hij op het einde van elke maand het saldo van de interesten, geïnd of betaald in de loop van die maand, dat aan het Gewest wordt verrekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 1. Dit saldo wordt, naar gelang het positief of negatief is, op het einde van de maand die volgt op de maand van de inning en de betaling van die interesten, toegevoegd aan of afgetrokken van de middelen die aan dit Gewest worden overgemaakt bij toepassing van artikel 54, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 3. Dit besluit is van toepassing op de interesten die vanaf 1 juni 1998 worden geïnd of betaald.

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

F. 99 — 2232

[C — 99/03325]

13 MAI 1999. — Arrêté royal portant exécution de l'article 194bis, CIR 92 et modifiant, en matière de provisions techniques, l'AR/CIR 92

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet d'assurer l'exécution de l'article 194bis du Code des impôts sur les revenus 1992.

Il contient les limites et conditions auxquelles les provisions techniques constituées dans le chef des entreprises d'assurances peuvent être exclues des bénéfices imposables.

Generalités

Jusqu'à présent, le régime fiscal des provisions techniques des entreprises d'assurances reposait essentiellement sur de simples dispositions administratives.

Dorénavant, seules les provisions techniques qui seront mentionnées à l'article 73¹, AR/CIR 92, sont susceptibles d'être exonérées, dans les limites et aux conditions déterminées par le Roi.

Portée de l'arrêté royal proposé

Le présent arrêté royal vise à déterminer les règles d'exonération de certaines provisions techniques des entreprises d'assurances.

Plus particulièrement, il fixe le régime applicable à la provision pour égalisation et catastrophes et à la provision pour primes non acquises.

Pour ce qui concerne la première, l'exonération nouvellement consentie répond à la volonté exprimée par le Conseil des Ministres du 7 mars 1997.

N. 99 — 2232

[C — 99/03325]

13 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 194bis, WIB 92 en tot wijziging van het KB/WIB 92, op het vlak van de technische voorzieningen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat ter ondertekening van Zijne Majesteit wordt voorgelegd, heeft tot doel de uitvoering van artikel 194bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 te verzekeren.

Het bevat de grenzen en voorwaarden ingevolge welke de technische voorzieningen aangelegd ten name van de verzekeringsondernemingen, kunnen worden uitgesloten van de belastbare winst.

Algemeenheden

Tot op heden berustte het fiscaal regime van de technische voorzieningen van de verzekeringsondernemingen hoofdzakelijk op louter administratieve bepalingen.

Voortaan zullen enkel nog de technische voorzieningen die worden vermeld in artikel 73¹, KB/WIB 92, kunnen worden vrijgesteld binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door de Koning.

Draagwijdte van het voorgestelde koninklijk besluit

Dit koninklijk besluit beoogt de regels inzake vrijstelling van bepaalde technische voorzieningen van de verzekeringsondernemingen vast te stellen.

In het bijzonder regelt dit besluit het regime dat van toepassing is op de voorziening voor egalisatie en catastrofes en op de voorziening voor niet-verdiende premies.

Wat de eerstbedoelde betreft, beantwoordt de nieuw toegestane vrijstelling aan de wil uitgedrukt door de Ministerraad van 7 maart 1997.

Pour la seconde, il est entendu que les nouvelles dispositions réglementaires sont applicables en lieu et place des directives administratives existantes.

Régime transitoire

A ce stade, l'examen du régime fiscal des autres catégories de provisions techniques est toujours en cours. Ainsi, le présent arrêté royal sera progressivement complété.

Par souci de bonne administration, il importe de gérer harmonieusement la transition du régime préexistant (application de directives administratives et de décisions de jurisprudence) vers le régime légal nouvellement instauré, dans une perspective de cohésion et de continuité.

Ainsi, il y a lieu de considérer que les directives existantes relatives à l'exonération des autres provisions techniques restent d'application jusqu'à l'entrée en vigueur de dispositions réglementaires futures les concernant.

Commentaire des articles

1. Conditions générales d'exonération.

L'article 73², AR/CIR 92, pose trois conditions générales à l'exonération des provisions techniques.

Pour ce qui concerne plus particulièrement la justification du montant de chaque provision pour lequel l'exonération est revendiquée (voir article 73², alinéa 1^{er}, 3^e, AR/CIR 92), il est requis que l'entreprise d'assurance produise tous les documents probants utiles en la matière. Il s'agit notamment :

— de décrire, par type de provision, les règles précises présidant à son évaluation à la date de clôture du bilan.

En l'espèce, il peut être renvoyé à une copie certifiée conforme de certains éléments fournis à l'Office de Contrôle des Assurances (OCA), par exemple en réponse au questionnaire standard élaboré par cet organisme.

— de joindre tout ou partie des relevés statistiques adéquats (ex.: en ce qui concerne la provision d'égalisation et catastrophes, il y a lieu d'annexer une copie certifiée conforme des schémas statistiques à remettre à l'OCA, conformément aux instructions figurant dans sa communication n° D.151 du 6 décembre 1996).

2. Provision pour égalisation et catastrophes.

A. Limites de l'exonération.

L'article 73³, AR/CIR 92, énonce les limites d'exonération de la provision pour égalisation et catastrophes, par type de risque (risques dus à des éléments naturels, risques aériens et spatiaux, risques attentats et conflits du travail et risques en matière de responsabilité civile dus à la pollution et du fait de produits défectueux).

Un système de double limite a été introduit: la première concerne le total de la provision comptabilisée au passif du bilan, la seconde concerne la dotation annuelle à la provision.

Les seuils retenus en matière de plafond à atteindre (montant théorique) correspondent à ceux qui ont été établis par l'OCA dans sa communication n° D.151 visée ci-avant, selon la méthode de calcul forfaitaire.

Cette première limite correspond à un multiple des primes acquises (nettes de cessions ou rétrocessions en réassurances) de l'exercice comptable. En principe, elle variera donc chaque année, en fonction de l'importance des dites primes.

Pour ce qui concerne la dotation annuelle à la provision, la limite fiscale a été exprimée selon un pourcentage du montant théorique à atteindre.

En l'espèce, il est légitime de préconiser, sur le plan fiscal, une constitution progressive et relativement régulière de la provision, afin d'étaler la prise en charge de manière équilibrée sur une période jugée raisonnable.

Cette position restrictive se justifie, à ce stade, par l'incertitude totale quant à la probabilité de survenance des sinistres concernés (notamment les risques de catastrophes naturelles). En effet, il est possible que la provision constituée sur des bases forfaitaires s'avère, en définitive, injustifiée.

Wat de tweede voorziening betreft, is het zo dat de nieuwe reglementaire bepalingen van toepassing zullen zijn, in plaats van de bestaande administratieve richtlijnen.

Overgangsregeling

In dit stadium is het onderzoek naar het fiscaal regime van de andere categorieën van technische voorzieningen nog steeds gaande. Derhalve zal dit koninklijk besluit progressief worden aangevuld.

Ingevolge de beginselen van behoorlijk bestuur, is het van belang de overgang van het reeds bestaande regime (toepassing van de administratieve richtlijnen en van de rechtspraak) naar het nieuw ingestelde wettelijk regime evenwichtig te beheren, in een perspectief van samenhang en continuïteit.

Derhalve moet worden aangenomen dat de bestaande richtlijnen betreffende de vrijstelling van de andere technische reserves van toepassing blijven tot de inwerkingtreding van de desbetreffende toekomstige reglementaire bepalingen.

Commentaar van de artikelen

1. Algemene voorwaarden inzake vrijstelling.

Artikel 73², KB/WIB 92 stelt drie algemene voorwaarden betreffende de vrijstelling van de technische voorzieningen.

Wat meer bepaald de verantwoording van het bedrag van elke voorziening betreft voor dewelke de vrijstelling wordt gevraagd (zie artikel 73², 1ste lid, 3^e, KB/WIB 92), wordt vereist dat de verzekeringsonderneming alle nuttige bewijskrachtige documenten terzake voorlegt. Het betreft met name :

— het beschrijven van de nauwkeurige regels per type van voorziening die de waardering ervan beheersen op de datum van afsluiting van de boekhouding.

In casu, kan worden verwezen naar een eensluidend verklaard afschrift van bepaalde elementen verstrekt aan de Controledienst voor de Verzekeringen (CDV), bijvoorbeeld in antwoord op de standaard vragenlijst opgesteld door dit organisme;

— het bijvoegen van alle of een deel van de ermede overeenstemmende statistische opgaven (bv.: wat de voorziening voor egalisatie en catastrophes betreft, dient een eensluidend verklaard afschrift van de aan de CDV te overhandigen statistische schema's te worden bijgevoegd, overeenkomstig de instructies in haar mededeling nr. D.151 van 6 december 1996).

2. Voorziening voor egalisatie en catastrophes.

A. Grenzen voor vrijstelling.

Artikel 73³, KB/WIB 92, formuleert de grenzen voor vrijstelling inzake de voorziening voor egalisatie en catastrophes, per type van risico (risico's in verband met natuurelementen, lucht- en ruimtevaarrisico's, risico's in verband met aanslagen en arbeidsconflicten en risico's inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid in verband met milieuverontreiniging en van producten met gebreken).

Een systeem van dubbele begrenzing werd ingevoerd: de eerste betreft het totaal van de voorziening geboekt op het passief van de balans, de tweede betreft de jaarlijkse toevoeging aan de voorziening.

De weerhouden drempels betreffende het te bereiken maximum (normbedrag) stemmen overeen met die welke door de CDV werden vastgesteld in haar hiervoor vermelde mededeling nr. D.151, overeenkomstig de forfaitaire berekeningsmethode.

Deze eerste grens stemt overeen met een veelvoud van de verworven premies (netto van overdrachten uit hoofde van herverzekering of retrocessie) van het boekjaar. In principe zal deze dus elk jaar schommelen, in functie van de omvang van voormelde premies.

Wat de jaarlijkse toevoeging aan de voorziening betreft, werd de fiscale grens uitgedrukt in een percentage van het te bereiken normbedrag.

In casu is het verantwoord op fiscaal vlak een progressieve en relatief regelmatige opbouw van de voorziening aan te bevelen, om aldus de tenlasteneming op een evenwichtige manier te spreiden over een periode die als redelijk kan worden aangemerkt.

Deze strikte houding wordt, in dit stadium, gerechtvaardigd door de totale onzekerheid ten aanzien van de waarschijnlijkheid van het zich voordoen van de desbetreffende rampen (met name de risico's in verband met natuurrampen). Het is inderdaad mogelijk dat de voorziening aangelegd op forfaitaire basis uiteindelijk niet gerechtvaardigd blijkt te zijn.

En tout état de cause, l'adoption de limites fiscales spécifiques n'empêche en aucun cas la constitution d'une provision supérieure à titre prudentiel. A cet égard, on peut rappeler que, par essence, les préoccupations prudentielles et fiscales diffèrent radicalement et que toute confusion en la matière serait nuisible aux intérêts respectifs de chacun.

En outre, les limites fiscales retenues à ce jour, tant en ce qui concerne les risques visés que le plafond ou la dotation annuelle, sont susceptibles d'être adaptées dans le futur, sur base de données statistiques fiables découlant de l'expérience acquise.

B. Récupération d'excédents de provisions antérieurement taxés.

Les caractéristiques propres de la provision pour égalisation et catastrophes la distinguent foncièrement des autres provisions techniques des entreprises d'assurances ainsi que des provisions (non techniques) pour risques et charges.

Compte tenu de cette spécificité, le traitement fiscal de la provision en cause visera, avant tout, à régulariser le rythme de sa prise en charge. En ce sens, il s'apparentera à celui qui est applicable aux excédents d'amortissement.

Pratiquement, l'étalement fiscal de la prise en charge s'opérera au niveau de la déclaration à l'impôt sur les revenus, via le mouvement des bénéfiques réservés imposables.

Par exemple, dans l'hypothèse où une entreprise d'assurances a, au terme de la 10e année d'alimentation de la provision, constitué la totalité du montant théorique à atteindre (propre à cette 10e année), elle sera, au terme de chaque période imposable constitutive de cette décennie, imposée sur l'excédent de dotation à la provision mis en évidence eu égard à la limite fiscale visée à l'article 73³, alinéa 1^{er}, 1^o, b et 2^o, b, AR/CIR 92. Le montant cumulé des dotations annuelles successivement taxées sera inscrit parmi les réserves imposables de la société.

A partir de la 11e année, cette réserve sera progressivement détaxée, à concurrence d'un montant annuel égal à 5% du montant théorique à atteindre déterminé sur la base des primes acquises nettes se rapportant à ces années ultérieures. Cela se traduira, au niveau de la déclaration fiscale, par un transfert du montant adéquat du cadre « bénéfiques réservés imposables » vers le cadre « bénéfiques réservés exonérés ».

Lors de la survenance d'un sinistre (événement catastrophique, par exemple), il appartient à l'entreprise d'assurances de prélever sur la provision exonérée préalablement constituée la quotité utile à la couverture du mali sur sinistres subi au cours de l'exercice.

Pour le surplus, il y a lieu de noter que le bénéfice des exonérations antérieurement consenties reste, en principe, acquis dans le cas où le montant total de la provision comptabilisé à la clôture du bilan d'un exercice social ultérieur dépasse les limites visées à l'article 73³, alinéa 1^{er}, 1^o, a et 2^o, a, AR/CIR 92.

C. Mesure de rattrapage (exercices sociaux 1997 et 1998).

L'article 2, alinéa 2, du présent arrêté prévoit que le total de la provision pour égalisation et catastrophes comptabilisée à l'expiration de la période imposable rattachée à l'exercice d'imposition 2000, est exonéré dans la mesure où il n'excède pas 5 p.c. de la somme des maxima visés à l'article 73³, alinéa 1^{er}, 1^o, a et 2^o, a, AR/CIR 92 (montant théorique à atteindre, variable d'une année à l'autre), relatifs aux exercices sociaux 1997 à 1999.

Une telle mesure de rattrapage trouve son origine dans le contexte particulier lié à l'élaboration des dispositions relatives à l'exonération de la provision en cause.

Elle répond, d'une part, au souci de prendre en considération la contrainte que constitue, pour les entreprises d'assurances, la date d'entrée en vigueur de la communication de l'OCA n° D.151 précitée qui, sur le plan comptable, détermine des seuils minimaux obligatoires en matière de constitution de la provision pour égalisation et catastrophes, à partir de l'exercice comptable 1997.

Elle permet, en outre, de rencontrer la volonté exprimée par le Conseil des Ministres du 7 mars 1997 consacré à l'examen de questions diverses en matière de couverture de certaines catastrophes naturelles (accord sur le principe de la déductibilité de la provision d'égalisation pour catastrophes naturelles).

3. Provision pour primes non acquises.

L'article 73⁴, AR/CIR 92, définit les limites d'exonération de la provision pour primes non acquises.

In elk geval verhindert het aannemen van specifieke fiscale grenzen geenszins de opbouw van een grotere voorziening uit prudentieel oogmerk. In dit opzicht kan eraan worden herinnerd dat per definitie de prudentiële en fiscale bekommernissen radicaal van elkaar verschillen en dat elke verwisseling dienaangaande schadelijk zou zijn ten aanzien van de respectievelijke belangen.

Bovendien kunnen de fiscale grenzen die thans worden weerhouden in de toekomst vatbaar zijn voor aanpassingen, zowel wat de beoogde risico's betreft als het te bereiken maximum of de jaarlijkse toevoeging, zulks op basis van betrouwbare statistische gegevens die voortvloeien uit de verworven ervaring.

B. Recuperatie van excedenten van voorheen belaste voorzieningen.

De kenmerken eigen aan de voorziening voor egalisatie en catastrofes onderscheiden deze ten gronde van de andere technische voorzieningen van de verzekeringsondernemingen alsook van de (niet-technische) voorzieningen voor risico's en kosten.

Gelet op deze bijzonderheid beoogt de fiscale behandeling van de betreffende voorziening in eerste instantie het ritme van de tenlasteneming te regulariseren. In die zin vertoont deze veel gelijkenis met deze welke van toepassing is op de afschrijvingsexcedenten.

Praktisch zal de fiscale spreiding van de tenlasteneming geschieden op het niveau van de aangifte in de inkomstenbelastingen, via de beweging van de belastbare gereserveerde winst.

Bijvoorbeeld, in de veronderstelling dat een verzekeringsonderneming op het einde van het 10de jaar van toevoeging aan de voorziening, de totaliteit van het te bereiken normbedrag heeft aangelegd (eigen aan dit 10de jaar) zal zij op het einde van elk belastbaar tijdperk dat deel uitmaakt van dit decennium, worden belast op het excedent van toevoeging aan de betreffende voorziening rekening houdend met de fiscale grens bedoeld in artikel 73³, 1ste lid, 1^o, b en 2^o, b, KB/WIB 92. Het gecumuleerde bedrag van de jaarlijkse toevoegingen die opeenvolgend werden belast zal bij de vennootschap worden ingeschreven onder de belastbare reserves.

Vanaf het 11de jaar zal deze reserve progressief worden ontlast, ten belope van een jaarlijks bedrag gelijk aan 5 % van het te bereiken normbedrag vastgesteld op basis van de netto verworven premies betreffende deze latere jaren. Zulks zal zich op vlak van de fiscale aangifte vertalen door een transfert van het betreffende bedrag van het vak « belastbare gereserveerde winst » naar het vak « vrijgestelde gereserveerde winst ».

Wanneer zich een ramp voordoet (catastrofaal voorval, bijvoorbeeld), dient de verzekeringsonderneming aan de voorheen aangelegde vrijgestelde voorziening, het bedrag te onttrekken nodig tot dekking van het tekort op het schadebedrag ondergaan tijdens het boekjaar.

Voor het overige dient te worden opgemerkt dat het voordeel van de voorheen aangenomen vrijstellingen, in principe behouden blijft in het geval waarin het totale bedrag van de voorziening geboekt bij de afsluiting van de balans van een later boekjaar de grenzen overschrijdt bedoeld in artikel 73³, 1ste lid, 1^o, a en 2^o, a, KB/WIB 92.

C. Inhaalmaatregel (boekjaren 1997 en 1998).

Artikel 2, 2de lid, van dit besluit voorziet dat het totaal van de voorziening voor egalisatie en catastrofes geboekt bij het verstrijken van het belastbaar tijdperk verbonden aan het aanslagjaar 2000, slechts blijft vrijgesteld in de mate dat het geen 5 pct. overschrijdt van het totaal van de maximumbedragen bedoeld in artikel 73³, 1ste lid, 1^o, a en 2^o, a, KB/WIB 92 (te bereiken normbedrag, dat van jaar tot jaar schommelt) betreffende de boekjaren 1997 tot 1999.

Een dergelijke inhaalmaatregel vindt zijn oorsprong in de specifieke context verbonden aan de opstelling van de bepalingen aangaande de vrijstelling van de betreffende voorziening.

Zij beantwoordt enerzijds aan de bezorgdheid om voor de verzekeringsondernemingen de verplichting in overweging te nemen betreffende de datum van inwerkingtreding van de voormelde mededeling van de CDV nr. D. 151, mededeling die op boekhoudkundig vlak vanaf het boekjaar 1997, de verplichte minimumdrempels vastlegt inzake het aanleggen van een voorziening voor egalisatie en catastrofes.

Zij laat daarenboven toe om tegemoet te komen aan de wil uitgedrukt door de Ministerraad van 7 maart 1997, gewijd aan het onderzoek van diverse vragen aangaande de dekking van bepaalde natuurrampen (principepakkord inzake de aftrekbaarheid van de voorziening voor egalisatie inzake natuurrampen).

3. Voorziening voor niet-verdiende premies.

Artikel 73⁴, KB/WIB92, definieert de grenzen inzake vrijstelling van de voorziening voor niet-verdiende premies.

L'alinéa 1^{er} s'inspire de la définition comptable de la provision pour primes non acquises. Sur le plan fiscal, il est toutefois requis que les commissions d'acquisition soient déduites des primes servant de base au calcul du report.

Par « commissions d'acquisition », il convient d'entendre les commissions de toute nature, notamment les commissions d'acquisition, de renouvellement, d'encaissement et de service après-vente.

Pour le surplus, la quotité des primes inscrite en provision et susceptible d'être exonérée doit être calculée séparément pour chaque contrat d'assurance, au prorata du temps restant à courir jusqu'à l'échéance de la couverture.

Si, pour des raisons particulières, une entreprise se trouve dans une situation telle que l'application de la méthode visée à l'alinéa précédent, s'avère impossible, pour une ou plusieurs branches d'assurances ou pour l'ensemble de son activité, l'usage de la méthode forfaitaire des vingt-quatrièmes pourrait cependant être admis.

4. Entrée en vigueur.

Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2000.

Dès lors, les dispositions réglementaires relatives à l'exonération de la provision pour primes non acquises deviennent applicables en lieu et place des directives administratives.

J'ai l'honneur,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

13 MAI 1999. — Arrêté royal
portant exécution de l'article 194bis, CIR 92
et modifiant, en matière de provisions techniques, l'AR/CIR 92

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment les articles 194bis, inséré par la loi du 4 mai 1999 portant des dispositions fiscales diverses et 360;

Vu l'AR/CIR 92;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 avril 1999;

Vu l'accord de notre Ministre du Budget, donné le 4 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant :

— que l'article 194bis du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par l'article 13 de la loi du 4 mai 1999 portant des dispositions fiscales diverses, qui permet l'exonération des provisions techniques constituées par les entreprises d'assurances dans les limites et aux conditions déterminées par le Roi, entrera en vigueur 10 jours après publication de cette loi;

— que le présent arrêté vise à déterminer les règles d'exonération de certaines provisions techniques constituées par les entreprises d'assurances;

— que les contribuables concernés par les mesures proposées doivent en être informés le plus rapidement possible;

— que dès lors le présent arrêté doit être pris d'urgence ;

Het eerste lid is ingegeven door de boekhoudkundige definitie van de voorziening voor niet-verdiende premies. Op fiscaal vlak is alleszins vereist dat de commissielonen voor acquisitie worden afgetrokken van de premies die als berekeningsbasis dienen voor de overdracht.

Onder « commissielonen voor acquisitie » moeten alle soorten commissielonen worden verstaan, met name commissielonen voor acquisitie, hernieuwing, incasso en portefeuillebeheer.

Voor het overige moet het bedrag aan premies dat in de voorziening is ingeschreven en dat kan worden vrijgesteld, voor elk verzekeringscontract afzonderlijk worden berekend, naar verhouding van de nog resterende looptijd tot op de vervaldag van de dekking.

Indien ingevolge bijzondere omstandigheden, een onderneming zich in een zodanige situatie bevindt dat de toepassing van de methode vermeld in het vorige lid, onmogelijk blijkt te zijn voor één of meerdere verzekeringstakken of voor het geheel van haar activiteit, zou het gebruik van de forfaitaire methode van de vierentwintigsten toch kunnen worden toegestaan.

4. Inwerkingtreding.

Dit besluit treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2000.

Derhalve zijn de reglementaire bepalingen betreffende de vrijstelling van de voorziening voor niet-verdiende premies van toepassing, in plaats van de administratieve richtlijnen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

13 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 194 bis, WIB 92 en tot wijziging van het KB/WIB 92, op het vlak van de technische voorzieningen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op de artikelen 194bis, ingevoegd door de wet van 4 mei 1999 houdende diverse fiscale bepalingen en 360;

Gelet op het KB/WIB 92;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 april 1999;

Gelet op het akkoord van onze Minister van Begroting, gegeven op 4 mei 1999;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

— dat artikel 194bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd door artikel 13 van de wet van 4 mei 1999 houdende diverse fiscale bepalingen, dat voorziet in de vrijstelling van de technische voorzieningen aangelegd door de verzekeringsondernemingen binnen de grenzen en de onder de voorwaarden bepaald door de Koning, in werking treedt 10 dagen na bekendmaking van deze wet;

— dat dit besluit ertoe strekt de regels inzake vrijstelling van een aantal technische voorzieningen aangelegd door de verzekeringsondernemingen vast te stellen;

— dat de bij de voorgestelde maatregelen betrokken belastingplichtigen zo snel mogelijk hiervan moeten worden ingelicht;

— dat dit besluit dus dringend moet worden getroffen;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le chapitre Ier de l'AR/CIR 92, il est inséré, après l'article 73, une section XXVIIbis, comprenant les articles 73¹ à 73⁴, rédigée comme suit :

« Section XXVIIbis. Conditions et limites d'exonération des provisions techniques (Code des impôts sur les revenus 1992, article 194bis).

Art. 73¹. Sont exonérées aux conditions et limites visées aux articles 73² à 73⁴, les provisions techniques suivantes :

— la provision pour égalisation et catastrophes en ce qu'elle concerne les risques visés à l'article 73³;

— la provision pour primes non acquises visée à l'article 73⁴.

Art. 73². Les provisions visées à l'article 73¹ comptabilisées à l'expiration de la période imposable, sont exclues des bénéfices de cette période à condition que :

1° les provisions correspondent aux obligations incombant à l'entreprise pour l'exécution de contrats d'assurances existant au dernier jour de la période imposable ou de contrats échus mais non entièrement liquidés;

2° les provisions apparaissent sous les rubriques appropriées du passif;

3° chaque montant de provision technique subsistant à l'expiration de la période imposable et pour lequel l'exonération est revendiquée soit justifié par tous les documents nécessaires à sa détermination. Pour chaque catégorie ou sous-catégorie de provision, il peut être exigé un relevé spécifique dont le modèle, le contenu et le support sont déterminés par le Ministre des Finances ou son délégué.

³⁴Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, la provision pour égalisation et catastrophes doit correspondre à l'obligation incombant à l'entreprise relativement à la couverture des risques visés à l'article 73³.

Art. 73³. La provision pour égalisation et catastrophes est exonérée dans les limites suivantes :

1° en ce qui concerne les risques dus à des éléments naturels, les risques aériens et spatiaux et les risques attentats et conflits du travail :

a) le total de la provision exonérée subsistant à l'expiration de la période imposable ne peut excéder 350 p.c. des primes acquises nettes de cessions ou rétrocessions en réassurance;

b) le montant exonéré de la dotation à la provision de la période imposable ne peut excéder 5 p.c. du maximum visé sub a;

2° en ce qui concerne les risques en matière de responsabilité civile dus à la pollution et du fait des produits défectueux :

a) le total de la provision exonérée subsistant à l'expiration de la période imposable ne peut excéder 500 p.c. des primes acquises nettes de cessions ou rétrocessions en réassurance;

b) le montant exonéré de la dotation à la provision de la période imposable ne peut excéder 5 p.c. du maximum visé sub a.

Les charges auxquelles se rapportent les provisions constituées conformément à l'alinéa 1^{er} doivent être imputées sur cette provision au moment où elles sont effectivement supportées.

Art. 73⁴. La provision pour primes non acquises est exonérée à concurrence de la quotité des primes brutes de réassurance, diminuées des commissions d'acquisition, qui est afférente à la période imposable suivant celle visée à l'article 73² ou aux périodes imposables ultérieures, afin de couvrir la charge des sinistres, les frais d'administration et les frais de gestion des placements.

Cette quotité doit être calculée séparément pour chaque contrat d'assurance, au prorata du temps restant à courir jusqu'à l'échéance de la couverture. ».

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In hoofdstuk I, van het KB/WIB 92 wordt, na artikel 73, een afdeling XXVIIbis ingevoegd, die de artikelen 73¹ tot 73⁴ bevat, luidend als volgt :

« Afdeling XXVIIbis. Voorwaarden en grenzen van de vrijstelling van de technische voorzieningen (Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 194bis).

Art. 73¹. Worden vrijgesteld onder de voorwaarden en binnen de grenzen als vermeld in de artikelen 73² tot 73⁴, de volgende technische voorzieningen :

— de voorziening voor egalisatie en catastrofes wat betreft de risico's als vermeld in artikel 73³;

— de voorziening voor niet-verdiende premies als vermeld in artikel 73⁴.

Art. 73². De in artikel 73¹ vermelde voorzieningen geboekt bij het verstrijken van het belastbare tijdperk, worden uit de winst van dit tijdperk gesloten op voorwaarde dat :

1° de voorzieningen overeenstemmen met de verplichtingen die rusten op de onderneming voor de uitvoering van verzekeringscontracten die op de laatste dag van het belastbare tijdperk bestaan of van contracten die vervallen maar nog niet volledig vereffend zijn;

2° de voorzieningen voorkomen onder de passende rubrieken van het passief;

3° ieder bedrag van de bij het verstrijken van het belastbare tijdperk bestaande technische voorziening en waarvoor de vrijstelling wordt gevraagd, verantwoord is door alle documenten noodzakelijk voor de bepaling ervan. Voor iedere categorie of sub-categorie van voorziening kan een specifieke staat worden geëist, waarvan het model, de inhoud en de informatiedrager door de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde wordt vastgesteld.

In afwijking van het eerste lid, 1°, moet de voorziening voor egalisatie en catastrofes overeenstemmen met de aan de onderneming opgelegde verplichting betreffende de dekking van de risico's als vermeld in artikel 73³.

Art. 73³. De voorziening voor egalisatie en catastrofes is vrijgesteld binnen de volgende grenzen :

1° met betrekking tot de risico's in verband met natuurelementen, de lucht- en ruimtevaartrisico's en de risico's in verband met aanslagen en arbeidsconflicten :

a) het bij het verstrijken van het belastbare tijdperk overblijvend totaal van de vrijgestelde voorziening mag 350 pct. van de verworven premies netto van overdrachten uit hoofde van herverzekering of retrocessie niet overschrijden;

b) het voor het belastbare tijdperk vrij te stellen bedrag van de toevoeging aan de voorziening, mag 5 pct. van het sub a, bedoelde maximum niet overschrijden;

2° met betrekking tot de risico's inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid in verband met milieuverontreiniging en van producten met gebreken :

a) het bij het verstrijken van het belastbare tijdperk overblijvend totaal van de vrijgestelde voorziening mag 500 pct. van de verworven premies netto van overdrachten uit hoofde van herverzekering of retrocessie niet overschrijden;

b) het voor het belastbare tijdperk vrij te stellen bedrag van de toevoeging aan de voorziening, mag 5 pct. van het sub a, bedoelde maximum niet overschrijden.

De kosten waarop de overeenkomstig het eerste lid aangelegde voorzieningen betrekking hebben, moeten op die voorziening worden afgeboekt op het ogenblik dat zij werkelijk worden gedragen.

Art. 73⁴. De voorziening voor niet-verdiende premies is vrijgesteld ten belope van het deel van de premies bruto van herverzekering, verminderd met de commissielonen voor acquisitie, dat betrekking heeft op het belastbare tijdperk dat volgt op het in artikel 73² vermelde tijdperk of op latere belastbare tijdperken teneinde de schadelast, de administratiekosten en de beheerskosten van beleggingen te dekken.

Dat deel moet voor ieder verzekeringscontract afzonderlijk worden berekend naar verhouding van de nog resterende looptijd tot op de vervaldag van de dekking. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2000.

Toutefois, le total de la provision pour égalisation et catastrophes comptabilisée à l'expiration de la période imposable rattachée à l'exercice d'imposition 2000 est exonéré dans la mesure où il n'excède pas 5 p.c. de la somme des maxima visés à l'article 73³, alinéa 1^{er}, 1^o, a et 2^o, a, tel qu'il est inséré dans l'AR/CIR 92 par le présent arrêté, relatifs aux exercices sociaux 1997 à 1999.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Art. 2. Dit besluit treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2000.

Evenwel wordt het totaal van de voorziening voor egalisatie en catastrofes geboekt bij het verstrijken van het belastbare tijdperk verbonden aan het aanslagjaar 2000 slechts vrijgesteld in de mate dat het geen 5 pct. overschrijdt van het totaal van de maxima bedoeld in artikel 73³, eerste lid, 1^o, a en 2^o, a, zoals ingevoegd in het KB/WIB 92 door dit besluit, betreffende de boekjaren 1997 tot 1999.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

F 99 — 2233

[C - 99/03384]

9 JUIN 1999. — Arrêté royal modifiant, en matière d'exonération pour personnel affecté en Belgique à la recherche scientifique en tant que chercheur hautement qualifié, l'AR/CIR 92

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 67, remplacé par la loi du 27 octobre 1997;

Vu l'AR/CIR 92;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 avril 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant :

- que la nécessité de prendre des mesures en faveur de la recherche scientifique a été soulignée dans la déclaration gouvernementale et que le montant exonéré de 800 000 Fr pour toute entreprise qui recrute un chercheur hautement qualifié est justifié par la volonté de donner une impulsion réelle à la recherche précitée;

- que la notion de chercheur hautement qualifié doit être définie sans tarder afin que l'article 67 du Code des impôts sur les revenus 1992 puisse être applicable;

- que les entreprises concernées par la mesure doivent en avoir connaissance le plus rapidement possible vu que le nouvel article 67 du Code des impôts sur les revenus 1992 entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1997;

- qu'il s'impose de concrétiser la disposition légale dans les plus brefs délais afin de ne pas mettre en péril les mesures de contrôle administratif;

- que dès lors l'AR/CIR 92 doit être adapté d'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'intitulé de la Section XV du chapitre I^{er} de l'AR/CIR 92 est remplacé par l'intitulé suivant :

« Exonération pour personnel supplémentaire affecté en Belgique à la recherche scientifique, au potentiel technologique, à l'exportation et à la gestion intégrale de la qualité (Code des impôts sur les revenus 1992, article 67, § 5) ».

N. 99 — 2233

[C - 99/03384]

9 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 op het stuk van belastingvrijstelling voor personeel dat als hooggekwalificeerd onderzoeker in België voor wetenschappelijk onderzoek wordt tewerkgesteld

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid artikel 67, vervangen bij de wet van 27 oktober 1997;

Gelet op het KB/WIB 92;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 27 april 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van onze Minister van Begroting, gegeven op 11 mei 1999;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

- dat de noodzaak om onverwijld maatregelen te nemen ter bevordering van het wetenschappelijk onderzoek is gebleken uit de regeringsverklaring en dat het bedrag vrijgesteld tot 800 000 F voor elke onderneming die een hooggekwalificeerd onderzoeker aanwerft gerechtvaardigd is door de wil een reële stimulans te geven aan voormeld onderzoek;

- dat het begrip hooggekwalificeerd onderzoeker dringend moet worden gedefinieerd opdat artikel 67 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 van toepassing kan zijn;

- dat de door de maatregel betrokken ondernemingen zo spoedig mogelijk moeten worden in kennis gesteld aangezien artikel 67 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 in werking treedt vanaf het aanslagjaar 1997;

- dat het zich opdringt om de wettelijke bepaling te verwezenlijken binnen de kortste termijn opdat de administratieve controlemaatregelen niet in gevaar zouden komen;

- dat het KB/WIB 92 dus dringend moet worden aangepast;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van Afdeling XV van hoofdstuk I van het KB/WIB 92 wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Vrijstelling voor bijkomend personeel dat voor wetenschappelijk onderzoek, technologisch potentieel, uitvoer en integrale kwaliteitszorg wordt tewerkgesteld in België (Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 67, § 5) ».

Art. 2. L'article 44 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 44. § 1^{er}. Par chercheur hautement qualifié, il faut entendre toute personne affectée à la recherche scientifique au sens de l'article 67, du Code des impôts sur les revenus 1992, et qui, en outre :

- est titulaire d'un diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation, ou du diplôme d'agrégé de l'enseignement supérieur;

- et peut globalement justifier d'une ancienneté d'au moins 10 ans, soit comme personne affectée à la recherche scientifique au sens de l'article 67 du Code précité, soit au sens de l'ancienneté scientifique définie par l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat.

§ 2. Le chercheur hautement qualifié tel que défini au § 1^{er}, doit être affecté à temps plein à la recherche et au développement expérimental.

Par recherche et développement expérimental, on entend les travaux créatifs entrepris de manière systématique en vue d'accroître le stock de connaissances et d'exploiter ces dernières afin de concevoir de nouvelles applications telles que le développement de nouveaux produits et procédés. Sont aussi visés la construction, le développement et les tests d'un prototype ainsi que le développement de logiciels pour autant qu'ils comprennent une avancée scientifique et technologique. ».

Art. 3. Le présent arrêté est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1997.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Art. 2. Artikel 44 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 44. § 1. Onder hooggekwalificeerd onderzoeker moet worden verstaan ieder persoon die wordt tewerkgesteld voor wetenschappelijk onderzoek in de zin van artikel 67 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en die bovendien :

- houder is van een diploma van doctor, bekomen na de openbare verdediging van een verhandeling, of van geaggregeerde van het hoger onderwijs;

- en een totale anciënniteit van minstens 10 jaar kan rechtvaardigen, hetzij als persoon tewerkgesteld voor wetenschappelijk onderzoek in de zin van artikel 67 van voormeld Wetboek, hetzij in de zin van de wetenschappelijke anciënniteit vastgelegd in het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat.

§ 2. De hooggekwalificeerd onderzoeker zoals bepaald in § 1, moet voltijds worden tewerkgesteld voor onderzoek en experimentele ontwikkeling.

Onder onderzoek en experimentele ontwikkeling verstaat men, creatief werk ondernomen op een systematische wijze met het doel de kennisvoorraad te verhogen en de aanwending van deze kennisvoorraad om nieuwe toepassingen te bedenken zoals de ontwikkeling van nieuwe produkten en procédés. Worden eveneens bedoeld, de bouw, de ontwikkeling en het testen van een prototype alsmede softwareontwikkeling voor zover het wetenschappelijke en technologische vooruitgang omvat. ».

Art. 3. Dit besluit is van toepassing met ingang van het aanslagjaar 1997.

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

F. 99 — 2234

[C — 99/03385]

9 JUIN 1999. — Arrêté royal modifiant, en matière d'exonération pour personnel affecté en Belgique à la recherche scientifique, au potentiel technologique, à l'exportation ou à la gestion intégrale de la qualité, l'AR/CIR 92

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 67, remplacé par la loi du 27 octobre 1997;

Vu l'AR/CIR 92;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 avril 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

N. 99 — 2234

[C — 99/03385]

9 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 op het stuk van belastingvrijstelling voor personeel dat in België voor wetenschappelijk onderzoek, technologisch potentieel, uitvoer of integrale kwaliteitszorg wordt tewerkgesteld

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid artikel 67, vervangen bij de wet van 27 oktober 1997;

Gelet op het KB/WIB 92;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 27 april 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van onze Minister van Begroting, gegeven op 11 mei 1999;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Considérant :

— que la nécessité de prendre des mesures destinées à encourager l'exportation a été dictée par la volonté d'améliorer l'image de la Belgique à l'étranger et d'y valoriser la présence belge;

— que les entreprises concernées par les mesures proposées doivent en avoir connaissance le plus rapidement possible vu que le nouvel article 67 du Code des impôts sur les revenus 1992 entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1997;

— qu'il s'impose de concrétiser la disposition légale dans les plus brefs délais afin de ne pas mettre en péril les mesures de contrôle administratif;

— que dès lors le présent arrêté doit être pris sans retard;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 45 de l'AR/CIR 92 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 45, § 1^{er}. Pour l'application de l'article 67, § 1^{er}, 1° et 2° du Code des impôts sur les revenus 1992, ne sont pas pris en compte les membres du personnel administratif non directement liés aux travaux de recherche ou au développement du potentiel technologique de l'entreprise, du personnel de surveillance, d'entretien et de cuisine.

§ 2. En ce qui concerne le personnel transféré à l'occasion d'opérations visées aux articles 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, 211, § 1^{er} et 214, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les dispositions de l'article 67 du Code précité sont applicables, dans le chef du nouveau contribuable ou des sociétés absorbantes, bénéficiaires ou nées de la transformation, comme si ces opérations n'avaient pas eu lieu.

§ 3. Pour l'application de l'article 67, § 1^{er}, du même Code, il n'est pas tenu compte de l'affectation qui résulte de la reprise de membres du personnel qui étaient antérieurement affectés par un contribuable soit avec lequel l'entreprise se trouve directement ou indirectement dans des liens quelconques d'interdépendance, soit dont elle continue l'activité en tout ou en partie à la suite d'un événement non visé au § 2. ».

Art. 2. L'article 46 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 46, § 1^{er}. Pour chacune des périodes imposables pour lesquelles l'octroi ou le maintien de l'exonération est sollicité, les contribuables doivent joindre à leur déclaration aux impôts sur les revenus, par catégorie d'exonération, un relevé nominatif dont le modèle est déterminé par le Ministre des Finances ou son délégué.

§ 2. En ce qui concerne le personnel affecté à la recherche scientifique et le personnel affecté au développement du potentiel technologique de l'entreprise, les contribuables doivent également joindre à leur déclaration aux impôts sur les revenus, pour chacune des périodes imposables pour lesquelles l'octroi ou le maintien de l'exonération est sollicité, une attestation nominative des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles.

Les chercheurs hautement qualifiés au sens de l'article 67, § 3, du Code précité doivent faire l'objet d'une attestation nominative distincte délivrée par le même service.

Le modèle des attestations visées aux alinéas 1^{er} et 2 ainsi que leurs modalités d'octroi, sont arrêtés par le Ministre qui a la Politique scientifique dans ses compétences.

Overwegende :

— dat de noodzaak om onverwijld maatregelen te nemen bestemd ter bevordering van de uitvoer werd ingegeven door de wil om het imago van België in het buitenland te verbeteren en er de Belgische aanwezigheid in waarde te doen stijgen;

— dat de door de voorgestelde maatregelen betrokken ondernemingen zo snel mogelijk ervan moeten worden in kennis gesteld aangezien het nieuwe artikel 67 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 in werking treedt vanaf het aanslagjaar 1997;

— dat het zich opdringt om de wettelijke bepaling te verwezenlijken binnen de kortste termijn opdat de administratieve controlemaatregelen niet in gevaar zouden komen;

— dat dit besluit dus zonder uitstel moet worden getroffen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 45 van het KB/WIB 92 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 45. § 1. Voor de toepassing van artikel 67, § 1, 1° en 2° van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, worden de leden van het administratief personeel die niet rechtstreeks te maken hebben met onderzoekswerkzaamheden of de uitbouw van het technologisch potentieel van de onderneming, en van het toezichts-, onderhouds- en keukenpersoneel niet in aanmerking genomen.

§ 2. Met betrekking tot het personeel dat wordt overgenomen naar aanleiding van verrichtingen als vermeld in de artikelen 46, § 1, eerste lid, 1° en 2°, 211, § 1 en 214, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, zijn de bepalingen van artikel 67 van voormeld Wetboek, van toepassing bij de nieuwe belastingplichtige of overnemende, verkrijgende of uit de omzetting ontstane vennootschappen, alsof die verrichtingen niet hadden plaatsgevonden.

§ 3. Er wordt voor de toepassing van artikel 67, § 1 van hetzelfde Wetboek, geen rekening gehouden met de tewerkstelling die het gevolg is van een overname van personeelsleden die voorheen waren tewerkgesteld door een belastingplichtige hetzij waarmee de onderneming zich rechtstreeks of onrechtstreeks in enigerlei band van wederzijdse afhankelijkheid bevindt, hetzij waarvan zij de beroepswerkzaamheid geheel of gedeeltelijk voortzet ingevolge een gebeurtenis die niet bedoeld is in § 2. ».

Art. 2. Artikel 46 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 46. § 1. Voor elk van de belastbare tijdperken waarvoor de toekenning of het behoud van de vrijstelling wordt gevraagd, moeten de belastingplichtigen aan hun aangifte in de inkomstenbelastingen, per soort van vrijstelling, een nominatieve opgave toevoegen, waarvan het model door de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde wordt vastgelegd.

§ 2. Met betrekking tot het personeelsbestand dat voor het wetenschappelijk onderzoek wordt tewerkgesteld en het personeelsbestand dat voor de uitbouw van het technologisch potentieel van de onderneming wordt tewerkgesteld, moeten de belastingplichtigen eveneens, voor elk van de belastbare tijdperken waarvoor de toekenning of het behoud van de vrijstelling wordt gevraagd, aan hun aangifte in de inkomstenbelastingen een attest op naam toevoegen van de Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele Aangelegenheden.

De hooggekwalificeerde onderzoekers in de zin van artikel 67, § 3, van voormeld Wetboek moeten het voorwerp uitmaken van een door dezelfde dienst afzonderlijk uitgereikt attest op naam.

Het model van de in lid 1 en 2 bedoelde attesten alsmede de toekenningsvoorwaarden ervan worden vastgelegd door de Minister die het Wetenschapsbeleid onder zijn bevoegdheid heeft.

§ 3. En ce qui concerne l'emploi de chef de service des exportations, les contribuables doivent fournir, pour chacune des périodes imposables pour lesquelles l'octroi ou le maintien de l'exonération est sollicité, une attestation nominative de l'Office belge du commerce extérieur, dont le modèle et les modalités d'octroi sont arrêtés par le Ministre qui a le Commerce extérieur dans ses compétences.

§ 4. En ce qui concerne l'emploi de chef de service de la section Gestion intégrale de la qualité, les contribuables doivent fournir, pour chacune des périodes imposables pour lesquelles l'octroi ou le maintien de l'exonération est sollicité, une attestation nominative soit du Ministre qui a les Affaires économiques dans ses compétences, soit du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses compétences pour les entreprises de moins de 50 travailleurs. Ceux-ci en arrêtent le modèle et les modalités d'octroi.

§ 5. Les attestations prévues aux §§ 2 à 4, doivent être demandées auprès du Ministre ou du service compétent, sous peine de déchéance, dans les trois mois à compter du dernier jour de la période imposable. Les contribuables doivent produire ces attestations, soit à l'appui de leur déclaration aux impôts sur les revenus, soit, si cela n'est pas possible, dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de ces attestations. ».

Art. 3. § 1^{er}. Le présent arrêté est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1997.

La section XV du chapitre Ier de l'AR/CIR 92, telle qu'elle existait avant d'être modifiée par l'arrêté royal du 22 décembre 1995 modifiant en matière d'exonération pour personnel supplémentaire affecté à la recherche scientifique en Belgique, le CIR 92 et l'AR/CIR 92, reste toutefois applicable pour le personnel qui a été affecté à la recherche scientifique au cours de la période imposable rattachée à l'exercice d'imposition 1996 ou au cours d'une période imposable antérieure.

§ 2. Par dérogation à l'article 46, § 5, AR/CIR 92, inséré par l'article 2 du présent arrêté, le délai y visé pour solliciter les attestations commence à courir au plus tôt à partir de la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

§ 3. Betreffende de betrekking van diensthoofd voor de uitvoer, moeten de belastingplichtigen voor elk belastbaar tijdperk waarvoor de toekenning of het behoud van de vrijstelling wordt gevraagd, een attest op naam verstrekken van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel, waarvan het model en de toekenningsvoorwaarden worden vastgelegd door de Minister die de Buitenlandse Handel onder zijn bevoegdheid heeft.

§ 4. Betreffende de betrekking van diensthoofd van de dienst Integrale kwaliteitszorg, moeten de belastingplichtigen, voor elk belastbaar tijdperk waarvoor de toekenning of het behoud van de vrijstelling wordt gevraagd, een attest op naam verstrekken, hetzij van de Minister die de Economische Zaken onder zijn bevoegdheid heeft, hetzij van de Minister die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft voor de ondernemingen met minder dan 50 werknemers. Het model en de toekenningsvoorwaarden ervan worden door hen vastgelegd.

§ 5. De in §§ 2 tot 4 bedoelde attesten, moeten bij de bevoegde Minister of dienst op straffe van verval worden aangevraagd binnen de drie maanden te rekenen vanaf de laatste dag van het belastbare tijdperk. De belastingplichtigen moeten deze attesten voorleggen, hetzij tot staving van hun aangifte in de inkomstenbelastingen, hetzij, zo dit niet mogelijk is, binnen een termijn van een maand te rekenen vanaf de datum van verzending van deze attesten. ».

Art. 3. § 1. Dit besluit is van toepassing met ingang van het aanslagjaar 1997.

Afdeling XV van hoofdstuk I van het KB/WIB 92, zoals het bestond alvorens te zijn gewijzigd door het koninklijk besluit van 22 december 1995 tot wijziging, op het stuk van belastingvrijstelling voor bijkomend personeel dat in België voor wetenschappelijk onderzoek wordt tewerkgesteld, van het WIB 92 en het KB/WIB 92, blijft evenwel van toepassing voor het personeel dat voor wetenschappelijk onderzoek werd tewerkgesteld tijdens het belastbaar tijdperk verbonden aan het aanslagjaar 1996 of tijdens een vorig belastbaar tijdperk.

§ 2. In afwijking van artikel 46, § 5, KB/WIB 92, ingevoegd door artikel 2 van dit besluit, begint de erin bedoelde termijn voor het aanvragen van de attesten te lopen ten vroegste vanaf de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

F. 99 — 2235

[C — 99/03386]

11 JUIN 1999. — Arrêté ministériel fixant le modèle du relevé nominatif visé à l'article 46, § 1^{er}, AR/CIR 92

Le Ministre des Finances,

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 67;

Vu l'AR/CIR 92, notamment l'article 46, § 1^{er}, remplacé par l'article 2 de l'arrêté royal du 9 juin 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Le modèle du relevé nominatif visé à l'article 46, § 1^{er}, AR/CIR 92 est fixé à l'annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1997.

Bruxelles, le 11 juin 1999.

J.-J. VISEUR

N. 99 — 2235

[C — 99/03386]

11 JUNI 1999. — Ministerieel besluit tot vastlegging van het model van de nominatieve opgave als vermeld in artikel 46, § 1, KB/WIB 92

De Minister van Financiën,

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op artikel 67;

Gelet op het KB/WIB 92, inzonderheid op artikel 46, § 1, vervangen door artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999,

Besluit :

Artikel 1. Het model van de nominatieve opgave als vermeld in artikel 46, § 1, KB/WIB 92, wordt in de bijlage van dit besluit vastgelegd.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing met ingang van het aanslagjaar 1997.

Brussel, 11 juni 1999.

J.-J. VISEUR

Annexe à l'arrêté ministériel du 11 juin 1999

MINISTERE DES FINANCES

Administration des
Contributions directes

N° national :

N° du répertoire :

RELEVÉ DU PERSONNEL AFFECTÉ A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,
AU DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL TECHNOLOGIQUE, A UN EMPLOI DE CHEF DE SERVICE
DES EXPORTATIONS OU DE LA SECTION GESTION INTÉGRALE DE LA QUALITÉ (1) (2)

Annexe à la déclaration de l'exercice d'imposition.....
(Exercice comptable au)
au nom de :
adresse :
.....(3)

I. PERSONNEL ENGAGÉ ET AFFECTÉ A TEMPS PLEIN(4)
AU COURS DE LA PÉRIODE IMPOSABLE

Identité N° National	Date de l'engagement et de l'affectation	Montant de l'exonération	Montant effectivement exonéré

II. PERSONNEL AFFECTÉ A TEMPS PLEIN(4) AU COURS
DE LA PÉRIODE IMPOSABLE (5)

Identité N° National	Date de l'engagement et de l'affectation	Montant effectivement exonéré

III. PERSONNEL DONT L'AFFECTATION A TEMPS PLEIN(4)
 A CESSÉ AU COURS DE LA PÉRIODE IMPOSABLE

Identité N° National	Date de l'engagement et de l'affectation	Montant effectivement exonéré

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 11 juin 1999.

Le Ministre des Finances,

J.-J. VISEUR

—
 Note

(1) Application de l'article 67, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92) et des articles 44 à 46 de l'arrêté royal d'exécution dudit code (AR/CIR 92), tels qu'ils sont applicables pour les exercices d'imposition 1997 et suivants.

(2) Ce relevé doit être remis dans le délai prescrit pour le dépôt de la déclaration aux impôts sur les revenus de la période imposable et être annexé à cette déclaration.

(3) Forme juridique et raison sociale ou dénomination (contribuables assujettis à l'ISoc. ou à l'INR/soc.) ou nom et prénoms (personnes physiques) et adresse complète (y compris, pour les sociétés étrangères, celle de l'établissement belge)

(4) Préciser l'activité de l'article 67, § 1^{er}, CIR 92, pour laquelle le relevé est établi, c'est-à-dire soit :

- la recherche scientifique;
- le développement du potentiel technologique de l'entreprise;
- un emploi de chef de service des exportations;
- un emploi de chef de service de la section Gestion intégrale de la qualité.

(5) Reprendre dans cette rubrique le personnel affecté durant toute la période imposable à l'activité de l'article 67, § 1^{er}, CIR 92, visée par le relevé. Les personnes engagées au cours d'une période imposable rattachée à un exercice d'imposition antérieur à l'exercice 1997, ne peuvent pas être mentionnées au présent relevé.

Bijlage van het ministerieel besluit van 11 juni 1999

MINISTERIE VAN FINANCIEN

—
 Administratie der
 directe belastingen
 —

Nationaal nr. :

Repertoriumnr. :

OPGAVE VAN HET PERSONEEL DAT VOOR WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK,
 DE UITBOUW VAN HET TECHNOLOGISCH POTENTIEL, EEN BETREK-KING VAN DIENSTHOOFD VOOR DE
 UITVOER
 OF VAN DE AFDELING INTEGRALE KWALITEITSZORG WORDT TEWERKGESTELD (1) (2)

—
 Bijlage bij de aangifte over het aanslagjaar
 (Boekjaar van tot)
 op naam van :
 adres :
(3)

I. PERSONEEL AANGEWORVEN EN VOLTIJDS TEWERKGESTELD VOOR(4)
 TIJDENS HET BELASTBARE TIJDPERK

Identiteit National nr.	Datum van aanwerving en tewerkstelling	Bedrag van vrijstelling	Werkelijk vrijgesteld bedrag

II. PERSONEEL VOLTIJDS TEWERKGESTELD VOOR
(4) TIJDENS HET BELASTBARE TIJDPERK (5)

Identiteit National nr.	Datum van aanwerving en tewerkstelling	Werkelijk vrijgesteld bedrag

III. PERSONEEL WAARVAN DE VOLTIJDSE TEWERKSTELLING VOOR(4)
TIJDENS HET BELASTBARE TIJDPERK OPHOUDT

Identiteit Nationaal nr.	Datum van aanwerving en tewerkstelling	Werkelijk vrijgesteld bedrag

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 11 juni 1999.

De Minister van Financiën,

J.-J. VISEUR

Nota's

(1) Toepassing van artikel 67, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92) en van de artikelen 44 tot 46 van het koninklijk besluit tot uitvoering van dit wetboek (KB/WIB 92), zoals ze van toepassing zijn voor de aanslagjaren 1997 en volgende.

(2) Deze opgave moet worden ingediend binnen de termijn die gesteld is voor het overleggen van de aangifte in de inkomstenbelastingen over het belastbare tijdperk en moet bij die aangifte worden gevoegd.

(3) Rechtsvorm en firma of benaming (belastingplichtigen die in de Ven.B of in de BNI/ven. belastbaar zijn) of naam en voornamen (natuurlijke personen) en volledig adres (voor de buitenlandse vennootschappen ook het adres van de Belgische inrichting).

(4) Vermeld de activiteit van artikel 67, § 1, WIB 92, waarvoor de opgave wordt opgesteld, t.t.z. :

- het wetenschappelijk onderzoek;
- de uitbouw van het technologisch potentieel van de onderneming;
- een betrekking van diensthoofd voor de uitvoer;
- een betrekking van diensthoofd van de afdeling Integrale kwaliteitszorg.

(5) Herneem in deze rubriek het personeel dat gedurende het volledige belastbare tijdperk wordt tewerkgesteld voor de in de opgave bedoelde activiteit van artikel 67, § 1, WIB 92. De personen die zijn aangeworven in de loop van een belastbaar tijdperk verbonden aan een aanslagjaar voorafgaand aan het aanslagjaar 1997, mogen niet in deze opgave worden vermeld.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 2236 [C — 99/22491]

3 MAI 1999. — Arrêté ministériel
fixant les critères d'agrément des médecins généralistes

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 35sexies, inséré par la loi du 19 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical, en ce compris l'art dentaire, et notamment l'article 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 22 juin 1993, 8 novembre 1995, 12 mars 1997, et du 11 avril 1999;

Vu la Directive 93/16/CEE du Conseil des Communautés européennes du 5 avril 1993 visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres, notamment le titre IV relatif à une formation spécifique en médecine générale;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Médecins spécialistes et des médecins généralistes, donné le 6 septembre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *L'agrément*

Article 1^{er}. Quiconque souhaite être agréé pour porter le titre professionnel particulier de médecin généraliste, doit répondre aux conditions suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme, certificat ou titre sanctionnant une formation spécifique en médecine générale et délivré par l'autorité belge compétente;

2° avoir exercé la médecine générale durant un stage conformément aux articles 3 à 8.

Art. 2. Pour conserver l'agrément visé à l'article 1^{er}, le médecin généraliste doit pouvoir prouver, qu'il exerce la médecine générale dans les conditions suivantes :

1° il peut exercer la médecine générale à temps plein ou à temps partiel; dans ce dernier cas, il doit le faire dans le cadre d'un accord de coopération avec d'autres médecins généralistes, garantissant la continuité des soins;

2° il doit disposer d'un cabinet médical bien équipé pour exercer tous les aspects de la médecine générale;

3° il doit constituer et tenir à jour des dossiers au sujet de ses patients;

4° il doit participer à la dispensation des soins de santé dans le cadre d'un service de garde répondant aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales;

5° dès que le Roi, en application de l'article 35duodecies de l'arrêté royal n° 78 précité du 10 novembre 1967, fixe les critères auxquels doit répondre, pour être agréée, une pratique de médecine générale, le médecin généraliste doit exercer la médecine générale dans le cadre de cette pratique agréée;

6° il doit évaluer, entretenir et développer régulièrement ses connaissances, sa compétence et sa performance médicale de manière à pouvoir dispenser des soins de santé conformes aux données actuelles de la science;

7° il doit rester compétent pour les aspects importants de sa discipline, tels que les aspects humains et sociaux de la médecine générale, ainsi que les aspects généraux de la pathologie et de la thérapeutique propres à chaque groupe d'âge;

8° il doit rester compétent pour les traitements de longue durée des affections chroniques, les urgences et leurs traitements, de même que pour l'épidémiologie, la prévention, la prophylaxie et l'éducation à la santé;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 2236 [C — 99/22491]

3 MEI 1999. — Ministerieel besluit
tot vaststelling van de erkenningscriteria voor huisartsen

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 35sexies, ingevoegd bij de wet van 19 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels voorbehouden aan de beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van de tandheelkunde, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 22 juni 1993, 8 november 1995, 12 maart 1997, en 11 april 1999;

Gelet op de Richtlijn 93/16/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 5 april 1993 ter vergemakkelijking van het vrije verkeer van artsen en de onderlinge erkenning van hun diploma's, certificaten en andere titels, inzonderheid op titel IV inzake een specifieke opleiding in de huisartsgeneeskunde;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van Geneesheren-Specialisten en van Huisartsen, gegeven op 6 september 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *De erkenning*

Artikel 1. Wie wenst erkend te worden om de bijzondere beroepstitel van huisarts te voeren, moet beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

1° houder zijn van een door de bevoegde Belgische overheid uitgereikt diploma, certificaat of ander bewijsstuk dat een specifieke opleiding in de huisartsgeneeskunde bekront;

2° tijdens een stage de huisartsgeneeskunde hebben uitgeoefend overeenkomstig de artikelen 3 tot 8,

Art. 2. Om de erkenning bedoeld in artikel 1 te behouden, moet de huisarts de bewijzen kunnen voorleggen dat hij de huisartsgeneeskunde uitoefent binnen de hieronder opgesomde regels :

1° hij kan de huisartsgeneeskunde voltijds of deeltijds uitoefenen; in dat laatste geval dient hij dit te doen in het kader van een samenwerkingsakkoord met andere huisartsen dat continue hulpverlening waarborgt;

2° hij moet over een kabinet beschikken dat goed is uitgerust om alle aspecten van de huisartsgeneeskunde uit te oefenen;

3° hij moet dossiers over zijn patiënten aanleggen en bijhouden;

4° hij moet deelnemen aan de toediening van de gezondheidszorgen in het kader van een wachtdienst die moet beantwoorden aan de bepalingen van artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies;

5° zodra de Koning, in toepassing van artikel 35duodecies van het voornoemde koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967, de criteria vaststelt waaraan een huisartsenpraktijk moet beantwoorden om erkend te kunnen worden, moet de huisarts de huisartsgeneeskunde uitoefenen in dergelijke erkende praktijk;

6° hij moet zijn kennis, vakbekwaamheid en medische prestatie geregeld evalueren, onderhouden en ontwikkelen zodat de toediening van de gezondheidszorgen overeenstemt met de actuele gegevens van de wetenschap;

7° hij moet bekwaam blijven in de belangrijke aspecten van het vakgebied, zoals de menselijke en sociale aspecten van de huisartsgeneeskunde, alsmede met de algemene aspecten van de pathologie en de therapie, eigen aan elke leeftijdsgroep;

8° hij moet bekwaam blijven inzake de langdurige behandelingen van chronische aandoeningen, inzake spoedgevallen en de behandeling ervan, alsmede inzake de epidemiologie, preventie, profylaxe en gezondheidsopvoeding;

9° il doit rester compétent en matière d'organisation de la pratique en médecine générale et de collaboration avec les professions de la santé;

10° il doit être au courant des aspects sociaux, légaux, déontologiques et financiers relatifs à l'activité médicale.

CHAPITRE II. — La formation et les stages

Art. 3. Pour être agréé pour porter le titre professionnel particulier de médecin généraliste, le candidat doit, dans le respect des prescriptions de l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrégation des médecins spécialistes et des médecins généralistes, avoir effectué des stages visés à l'article 1^{er}, 2°, conformément aux dispositions qui suivent.

Art. 4. Les stages ont une durée de deux ans au moins à partir de l'habilitation à l'exercice de la médecine.

Art. 5. Pour pouvoir entamer les stages après l'habilitation à l'exercice de la médecine, le candidat doit avoir suivi une formation spécifique théorique en médecine générale d'au moins 200 heures avec une présence de 80 p.c. au moins. Entre seul en ligne de compte l'enseignement spécifique qui est organisé par un établissement d'enseignement universitaire ou un établissement d'enseignement d'un niveau comparable.

Art. 6. Durant les stages après l'habilitation à l'exercice de la médecine, le candidat prend part à au moins 40 heures de séminaire par année sous la direction d'un maître de stage agréé. Il présente et discute en groupe les problèmes médicaux.

Ne rentre en ligne de compte que les séminaires organisés par un établissement d'enseignement universitaire ou un établissement d'enseignement d'un niveau comparable.

Art. 7. L'exercice de la médecine générale en tant que stage dans son propre cabinet n'est autorisé qu'après l'accomplissement, d'une part, d'au moins six mois de stage dans un service hospitalier agréé à cet effet et, d'autre part, d'au moins six mois de stage auprès d'un médecin généraliste agréé comme maître de stage, dans un centre de soins primaires agréé à cet effet.

Le stage dans son propre cabinet n'entre en ligne de compte que pour la moitié de sa durée.

Des stages effectués dans un service hospitalier agréé, après l'habilitation à l'exercice de la médecine, ne peuvent dépasser une durée d'un an.

Art. 8. Durant les stages auprès d'un médecin généraliste agréé comme maître de stage, dans un centre agréé de soins primaires ou dans son propre cabinet, le candidat généraliste doit exercer la médecine générale à temps plein, disposer d'un cabinet bien équipé, établir et tenir à jour des dossiers sur ses patients et participer à la délivrance des soins de santé dans le cadre d'un service de garde qui répond aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales.

CHAPITRE III. — Situations particulières et droits acquis

Art. 9. Par dérogation à l'article 1^{er}, peuvent également être agréés les ressortissants européens au sens de l'article 1bis de l'arrêté royal n° 78 précité du 10 novembre 1967, inscrits sur la liste de l'Ordre des Médecins et titulaires d'un diplôme, certificat ou autre titre, délivré par l'autorité compétente d'un état membre de la Communauté européenne, de la Norvège, de l'Islande ou de la Principauté de Liechtenstein, et sanctionnant une formation spécifique en médecine générale, sous réserve que cette formation réponde aux conditions de formation prescrites par le titre IV de la Directive 93/16/CEE précitée.

Art. 10. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 1^{er} peuvent également être agréés les médecins qui ont suivi une formation dans une spécialité dans le cadre de l'arrêté royal du 21 avril 1983 précité ou dans le cadre de la Directive 93/16/CEE précitée, à condition qu'ils répondent aux articles 1^{er}, 1°, 3, 5, 6, 7 et 8 du présent arrêté; par dérogation à l'article 4, la durée de leurs stages dans le cadre de la formation en médecine générale peut être inférieure à deux ans; toutefois ils devront effectuer au moins six mois de stage auprès d'un médecin généraliste agréé comme maître de stage, dans un centre de soins primaires ou dans un centre médico-social agréé à cet effet.

Si la formation dans une spécialité, visée à l'alinéa premier, a été sanctionnée par un agrément et un titre professionnel particulier belge, l'intéressé doit renoncer à cet agrément et au titre professionnel pour obtenir l'agrément comme médecin généraliste.

9° hij moet bekwaam blijven inzake de organisatie van de huisartsenpraktijk en inzake de samenwerking met de beroepen in de gezondheidssector;

10° hij moet op de hoogte zijn van de sociale, wettelijke, deontologische en financiële aspecten van de medische activiteit.

HOOFDSTUK II. — Opleiding en stages

Art. 3. Om erkend te worden tot het voeren van de bijzondere beroepstitel van huisarts moet de kandidaat, met inachtneming van de voorschriften van het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, stages bedoeld in artikel 1, 2°, hebben verricht overeenkomstig de hiernavolgende bepalingen.

Art. 4. De stages dienen, na de machtiging tot uitoefening van de geneeskunde, nog ten minste een periode van twee jaar te omvatten.

Art. 5. Om de stages na de machtiging tot uitoefening van de geneeskunde te kunnen aanvangen, dient de kandidaat een specifieke theoretische opleiding in de huisartsgeneeskunde van ten minste 200 uren met een aanwezigheid van ten minste 80 procent te hebben gevolgd. Komt enkel in aanmerking het specifieke onderricht dat wordt georganiseerd door een instelling van universitaire onderwijs of een onderwijsinstelling van een vergelijkbaar niveau.

Art. 6. Tijdens de stages na de machtiging tot uitoefening van de geneeskunde, neemt de kandidaat deel aan ten minste 40 uur seminaries per jaar onder leiding van een erkende stagemeester. Hij legt er medische problemen voor en bespreekt ze in groep.

Komen enkel in aanmerking de seminaries georganiseerd door een instelling van universitaire onderwijs of een onderwijsinstelling van een vergelijkbaar niveau.

Art. 7. De uitoefening van de huisartsgeneeskunde als stage in eigen kabinet is slechts toegestaan na het volbrengen van, enerzijds, minstens zes maanden stage in een daartoe erkende ziekenhuisdienst en, anderzijds, minstens zes maanden stage bij een huisarts erkend als stagemeester of in een centrum voor eerstelijnszorg die daartoe erkend zijn.

De stage in eigen kabinet komt slechts in aanmerking voor de helft van de duur ervan.

Stages verricht in een erkende ziekenhuisdienst na de machtiging tot uitoefening van de geneeskunde, mogen niet langer dan één jaar duren.

Art. 8. Tijdens de stages bij een als stagemeester erkende huisarts, in een erkend centrum voor eerstelijnszorg of in eigen kabinet, moet de kandidaat de huisartsgeneeskunde voltijds uitoefenen, over een goed uitgerust kabinet beschikken, dossiers over zijn patiënten aanleggen en bijhouden en deelnemen aan de toediening van de gezondheidszorgen in het kader van een wachtdienst die moet beantwoorden aan de bepalingen van artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies.

HOOFDSTUK III. — Bijzondere situaties en verworven rechten

Art. 9. In afwijking van artikel 1, kunnen eveneens erkend worden de Europese onderdanen in de zin van artikel 1bis van het voornoemde koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 die ingeschreven zijn op de lijst van de Orde der Geneesheren en die houder zijn van een diploma, certificaat of andere titel, afgeleverd door de bevoegde overheid van een lidstaat van de Europese Gemeenschap, van Noorwegen, IJsland of het Vorstendom Liechtenstein en dat een specifieke opleiding in de huisartsgeneeskunde bekroont, mits die opleiding beantwoordt aan de opleidingsvoorwaarden voorgeschreven door titel IV van bovengenoemde richtlijn 93/16/EEG.

Art. 10. § 1. In afwijking van artikel 1 kunnen eveneens erkend worden de artsen die een opleiding in een specialiteit gevolgd hebben in het kader van bovengenoemd koninklijk besluit van 21 april 1983 of in het kader van bovengenoemde Richtlijn 93/16/EEG, op voorwaarde dat ze voldoen aan de artikelen 1, 1°, 3, 5, 6, 7 en 8 van dit besluit; in afwijking van artikel 4 kan de duur van hun stage in het kader van de opleiding tot huisarts korter zijn dan twee jaar; nochtans moeten zij minstens zes maanden stage volgen bij een huisarts erkend als stagemeester of in een centrum voor eerstelijnszorg of medisch-sociaal centrum die daartoe erkend zijn.

Indien de opleiding in een specialiteit, bedoeld in het eerste lid, bekroond werd met een Belgische erkenning en een bijzondere beroepstitel, is voor het verkrijgen van de erkenning als huisarts vereist dat de betrokkene die eerdere erkenning en beroepstitel verzaakt.

§ 2. Par dérogation à l'article 1^{er} peuvent également être agréés les médecins qui ont travaillé, comme médecin coopérant, dans un pays en voie de développement à condition qu'ils répondent à la directive ministérielle relative au médecin travaillant en qualité de médecin coopérant dans un pays en voie de développement et souhaitant faire reconnaître leur activité médicale comme une partie de leur formation de médecin généraliste.

Art. 11. Par dérogation à l'article 1^{er}, peuvent également être agréés :

1° les médecins inscrits en Belgique sur la liste de l'Ordre des Médecins et pratiquant la médecine générale conformément à l'article 2, et qui,

- soit, disposent d'un certificat de formation complémentaire terminée au plus tard le 31 décembre 1977, délivré par l'I.N.A.M.I.;

- soit, ont accompli une formation complémentaire en médecine générale reconnue dans le passé par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et qui ne répond pas aux prescriptions de l'article 1^{er};

- soit, en vertu des articles 1 à 20 de la directive 93/16/CEE précitée, avaient le droit au 31 décembre 1994 d'exercer en tant que médecin d'exercer la médecine générale dans le cadre du régime de sécurité sociale en ayant bénéficié de l'article 2 ou de l'article 9, alinéa 1^{er}, de cette même directive;

2° les médecins ressortissants européens au sens de l'article 1bis de l'arrêté royal n° 78 précité du 10 novembre 1967, inscrits sur la liste de l'Ordre des Médecins en Belgique et qui prouvent par un certificat délivré par l'autorité compétente d'un état membre de la Communauté européenne autre que la Belgique, de la Norvège, de l'Islande ou de la Principauté de Liechtenstein, qu'au 31 décembre 1994 ils avaient, dans le régime national de sécurité sociale de cet état membre, le droit d'exercer les activités de médecin en tant que médecin généraliste sans avoir suivi une formation spécifique en médecine générale visée au titre IV de la Directive 93/16/CEE précitée.

Art. 12. Par dérogation à l'article 1^{er} peuvent également être agréés les médecins qui répondent aux conditions suivantes :

1° être inscrits en Belgique sur la liste de l'Ordre des Médecins et avoir obtenu leur diplôme de médecin avant le 1^{er} janvier 1995;

2° apporter la preuve qu'ils exerçaient en Belgique au 31 décembre 1994 la médecine générale conformément à l'article 2;

3° introduire au plus tard dans les 6 mois après la publication du présent arrêté, un plan de stage comportant une pratique de médecine générale à temps complet de deux ans en tant que stage dans leur propre cabinet;

4° durant la période de stage dans leur propre cabinet, répondre aux prescriptions de l'article 8;

5° lors de l'introduction de leur plan de stage, apporter la preuve qu'ils ont suivi, suivent ou suivront une formation théorique spécifique d'au moins 200 heures organisée par un établissement d'enseignement universitaire ou un établissement d'enseignement d'un niveau comparable et équivalente à la formation visée à l'article 5, avec une présence de 80 p.c. au moins, et qu'ils participent aux séminaires visés à l'article 6;

6° avoir terminé cette formation théorique spécifique et les séminaires au terme d'une période de formation de deux ans.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1984, établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités et subordonnant, sous réserve des dispositions de droits acquis, l'exercice des activités de médecin en tant que médecin généraliste dans le cadre du régime de l'Assurance Maladie Invalidité, à la possession d'un diplôme, certificat ou autre titre visé à l'article 30 de la directive 93/16/CEE du Conseil des Communautés européennes du 5 avril 1993.

Les dispositions de l'article 2, 5°, ne seront d'application qu'après deux ans, à compter à partir de la date d'entrée en vigueur des critères d'agrément visés au même article.

Art. 14. Les médecins qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, suivent la formation en médecine générale conformément à l'arrêté ministériel du 30 avril 1993 relatif à l'agrément comme médecin généraliste en ce qui concerne l'application de la législation en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, ainsi

§ 2. In afwijking van artikel 1 kunnen eveneens erkend worden, de artsen die als arts-coöperant in een ontwikkelingsland hebben gewerkt, op voorwaarde dat ze voldoen aan de ministeriële richtlijn betreffende de geneesheren die als arts-coöperant in een ontwikkelingsland gaan werken en hun medische activiteiten aldaar wensen te laten erkennen als een deel van hun opleiding als huisarts.

Art. 11. In afwijking van artikel 1, kunnen eveneens erkend worden :

1° de artsen die in België ingeschreven zijn op de lijst van de Orde der Geneesheren en de huisartsgeneeskunde uitoefenen overeenkomstig artikel 2 en die,

- ofwel over een getuigschrift van aanvullende opleiding, beëindigd op uiterlijk 31 december 1977, beschikken, uitgereikt door het R.I.Z..I.V.;

- ofwel een door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, in het verleden erkende aanvullende opleiding in de huisartsgeneeskunde voltooid hebben, die niet beantwoordt aan de voorschriften van artikel 1;

- ofwel op 31 december 1994 in België, krachtens artikel 1 tot en met 20 van de bovengenoemde richtlijn 93/16/EEG, het recht hadden als arts de huisartsgeneeskunde uit te oefenen in het kader van het stelsel van sociale zekerheid omdat zij in aanmerking kwamen voor het bepaalde in artikel 2 of artikel 9, lid 1, van diezelfde richtlijn;

2° de artsen, Europese onderdanen in de zin van artikel 1bis van het voornoemde koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967, die ingeschreven zijn op de lijst van de Orde der Geneesheren in België en die bewijzen, aan de hand van een attest afgeleverd door de bevoegde overheid van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap dan België, van Noorwegen, IJsland of het Vorstendom Liechtenstein, dat zij op 31 december 1994 het recht bezaten de werkzaamheden van arts als huisarts uit te oefenen in het kader van het nationale stelsel van de sociale zekerheid van het betrokken land en dit zonder een specifieke opleiding in de huisartsgeneeskunde gevolgd te hebben zoals voorgeschreven in titel IV van bovengenoemde Richtlijn 93/16/EEG.

Art. 12. In afwijking van artikel 1 kunnen ook erkend worden artsen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° ingeschreven zijn in België op de lijst van de Orde der Geneesheren en voor 1 januari 1995 hun diploma van arts behaald hebben;

2° kunnen bewijzen dat zij op 31 december 1994 in België de huisartsgeneeskunde uitoefenden overeenkomstig artikel 2;

3° uiterlijk binnen de 6 maanden na de publicatie van dit besluit een stageplan indienen dat een periode van twee jaar voltijdse uitoefening van de huisartsgeneeskunde als stage in de eigen huisartsenpraktijk omvat;

4° tijdens de periode van stage in eigen huisartsenpraktijk, voldoen aan de voorschriften van artikel 8;

5° bij indiening van hun stageplan de bewijzen voorleggen dat zij een specifieke theoretische opleiding van 200 uren, georganiseerd door een instelling van universitair onderwijs of een onderwijsinstelling van een vergelijkbaar niveau, en gelijkwaardig aan de opleiding bedoeld in artikel 5, met een aanwezigheid van 80 procent gevolgd hebben, aan het volgen zijn of zullen volgen en aan de seminars zoals bedoeld in artikel 6 deelnemen;

6° deze specifieke, theoretische opleiding en de seminars na een opleidingsperiode van uiterlijk twee jaar beëindigd hebben.

HOOFDSTUK IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de dag van de inwerking-treding van het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, en waarbij, onder voorbehoud van de bepalingen over verworven rechten, de uitoefening van de werkzaamheden van arts als huisarts, in het kader van het stelsel van de Ziekte- en Invaliditeitsverzekering, afhankelijk wordt gesteld van het bezit van een diploma, certificaat of andere titel zoals bepaald in artikel 30 van Richtlijn 93/16/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 5 april 1993.

De bepalingen van artikel 2, 5°, zullen slechts van toepassing zijn na twee jaar, te rekenen vanaf de datum van het in werking treden van de in datzelfde artikel vermelde erkenningscriteria.

Art. 14. De artsen, die op het ogenblik van de inwerking-treding van dit besluit, de opleiding in de huisartsgeneeskunde aan het volgen zijn overeenkomstig het ministerieel besluit van 30 april 1993 betreffende de erkenning als huisarts wat de toepassing van de wetgeving inzake de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering alsmede het voeren van

que le port du titre de médecin généraliste, peuvent accomplir cette formation et être agréés conformément aux dispositions de ce dernier arrêté.

Art. 15. L'arrêté ministériel du 30 avril 1993 relatif à l'agrément comme médecin généraliste en ce qui concerne l'application de la législation en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, ainsi que le port du titre de médecin généraliste, est abrogé.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 1999.

M. COLLA

de bijzondere beroepstitel van huisarts betreft, kunnen die opleiding voltooiën en erkend worden, overeenkomstig de bepalingen van dit laatste besluit.

Art. 15. Het ministerieel besluit van 30 april 1993 betreffende de erkenning als huisarts wat de toepassing van de wetgeving inzake de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, alsmede het voeren van de titel van huisarts betreft, wordt opgeheven.

Gegeven te Brussel, 3 mei 1999.

M. COLLA

F. 99 — 2237

[C — 99/22489]

3 MAI 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 15 septembre 1979 fixant les critères spéciaux d'agrément des médecins spécialistes, des maîtres de stage et des services de stage pour la spécialité de pédiatrie

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 35sexies, inséré par la loi du 19 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical, en ce compris l'art dentaire, modifié par les arrêtés royaux du 22 juin 1993, du 8 novembre 1995, du 12 mars 1997 et du 11 avril 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 15 septembre 1979 fixant les critères spéciaux d'agrément des médecins spécialistes, des maîtres de stage et des services de stage pour la spécialité de pédiatrie

Vu l'avis du Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes donné le 23 mai 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 15 décembre 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'annexe à l'arrêté ministériel du 15 septembre 1979 fixant les critères spéciaux d'agrément des médecins spécialistes, des maîtres de stage et des services de stage pour la spécialité de pédiatrie, la rubrique A est complétée par un point 7, rédigé comme suit :

« 7. Peut être agréé comme porteur du titre professionnel particulier en néonatalogie le médecin spécialiste agréé en pédiatrie, qui effectue deux années de stage dont une au moins après son agrément en tant que médecin spécialiste en pédiatrie, dans des services de stage agréés pour la pédiatrie et comportant des sections où sont pratiqués en permanence tous les aspects des soins néonataux intensifs et non intensifs, et sous la responsabilité du chef de service du service des soins néonataux intensifs. »

Art. 2. Par dérogation aux dispositions de l'annexe à l'arrêté ministériel du 15 septembre 1979, rubrique A, point 7, inséré par le présent arrêté, peut être agréé comme médecin spécialiste, porteur du titre professionnel particulier en néonatalogie, le médecin spécialiste en pédiatrie notoirement connu comme particulièrement compétent dans cette discipline, qui apporte la preuve qu'il l'exerce sous tous ses aspects, à titre principal et depuis quatre années au moins, et qui en fait la demande dans les deux ans qui suivent la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

La preuve qu'il est notoirement connu comme particulièrement compétent peut être apportée notamment par ses publications personnelles, son assistance à des congrès nationaux et internationaux, son affiliation et son rôle actif dans des organisations scientifiques de néonatalogie.

N. 99 — 2237

[C — 99/22489]

3 MEI 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 15 september 1979 tot vaststelling van de bijzondere criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten, stage-meesters en stagediensten voor de specialiteit van kindergeneeskunde

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 35sexies, ingevoegd door de wet van 19 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels voorbehouden aan de beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van de tandheekunde, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 22 juni, van 8 november 1995, 12 maart 1997 en van 11 april 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 september 1979 tot vaststelling van de bijzondere criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten, stage-meesters en stagediensten voor de specialiteit van kindergeneeskunde;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten en van huisartsen gegeven op 23 mei 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 15 december 1998,

Besluit :

Artikel 1. Bij de bijlage bij het ministerieel besluit van 15 september 1979 tot vaststelling van de bijzondere criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten, stage-meesters en stagediensten voor de specialiteit van kindergeneeskunde, wordt de rubriek A aangevuld met een punt 7, luidend als volgt :

« 7. Wie erkend wenst te worden om de bijzondere beroepstitel in de neonatalogie te voeren moet een erkend geneesheer-specialist in de pediatrie zijn, die twee jaar stage volgt waarvan minstens één jaar na zijn erkenning als geneesheer-specialist in de pediatrie, in erkende stagediensten voor pediatrie met afdelingen waar alle aspecten van de intensieve en niet intensieve neonatale zorgen permanent uitgevoerd worden, en onder de verantwoordelijkheid van het diensthoofd van de dienst intensieve neonatale zorgen. »

Art. 2. In afwijking van hetgeen bepaald is in de bijlage bij het ministerieel besluit van 15 september 1979, rubriek A, punt 7, ingevoegd bij dit besluit, kan erkend worden als geneesheer-specialist, houder van de bijzondere beroepstitel in de neonatalogie, de geneesheer-specialist in de pediatrie die algemeen bekend staat als bijzonder bekwaam in die discipline, die het bewijs levert dat hij alle aspecten ervan als hoofdactiviteit en sinds minstens vier jaar beoefent, en die een aanvraag ertoe indient binnen twee jaar na de datum van inwerking-treding van dit besluit.

Het bewijs dat hij algemeen bekend staat als bijzonder bekwaam kan geleverd worden door persoonlijke publicaties, zijn deelname aan nationale en internationale congressen, zijn lidmaatschap van en actieve deelneming aan wetenschappelijke organisaties inzake neonatalogie.

Art. 3. Une période d'exercice à plein temps de la néonatalogie en tant que médecin spécialiste ou en tant que candidat médecin spécialiste, entamée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et se prolongeant après celle-ci, pourra entrer en ligne de compte pour, au maximum, une année de stage au sens du point 7 de la rubrique A de l'annexe à l'arrêté ministériel du 15 septembre 1979, inséré par le présent arrêté, dans la mesure ou la demande à cet effet est introduite dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 mai 1999.

M. COLLA

Art. 3. Een periode van voltijdse uitoefening van de neonatologie als geneesheer-specialist, welk een aanvang heeft genomen vóór de inwerkingtreding van dit besluit en die doorloopt na deze, kan in aanmerking genomen worden voor ten hoogste één jaar stage in de zin van punt 7 van rubriek A van de bijlage bij het ministerieel besluit van 15 september 1979, ingevoegd bij dit besluit, voorzover de aanvraag daartoe wordt ingediend binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Brussel, 3 mei 1999.

M. COLLA

F. 99 — 2238

[C — 99/22388]

20 AVRIL 1999. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement du Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité portant exécution de l'article 22, § 2, a) de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social

La Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, notamment l'article 22, § 2, a);

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 79;

Vu le règlement du Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité portant exécution de l'article 22, § 2, a) de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, adopté dans sa réunion du 17 mars 1999,

Arrête :

Article unique. Le règlement du Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, portant exécution de l'article 22, § 2, a) de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, en annexe, est approuvé.

Bruxelles, le 20 avril 1999.

Mme M. DE GALAN

Règlement portant exécution de l'article 22, § 2, a,
de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte »
de l'assuré social

Le Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité,

Vu la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, notamment l'article 22, § 2, a;

Après en avoir délibéré au cours de sa séance du 17 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Demande de renonciation à la récupération de l'indu, conditions préalables*

Article 1^{er}. L'assuré social auquel a été notifiée une décision de récupération de l'indu, peut introduire une demande de renonciation auprès du Comité de gestion du Service des indemnités; la demande, ainsi que le dossier constitué à cet effet, sont transmis au Comité par l'organisme assureur auquel l'intéressé est affilié.

Pour pouvoir être prise en considération, la demande de renonciation doit avoir été introduite dans les trois mois à compter du jour suivant l'expiration du délai de recours ou de la date à laquelle la décision judiciaire est passée en force de chose jugée.

N. 99 — 2238

[C — 99/22388]

20 APRIL 1999. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van de verordening van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering tot uitvoering van artikel 22, § 2, a) van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde, inzonderheid op artikel 22, § 2, a);

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 79;

Gelet op de verordening van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, tot uitvoering van artikel 22, § 2, a) van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde, aangenomen in zijn vergadering van 17 maart 1999,

Besluit :

Enig artikel. De als bijlage bij dit besluit gevoegde verordening van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, tot uitvoering van artikel 22, § 2, a) van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde, wordt goedgekeurd.

Brussel, 20 april 1999.

Mevr. M. DE GALAN

Verordening tot uitvoering van artikel 22, § 2, a, van de wet
van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest »
van de sociaal verzekerde

Het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het
Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering,

Gelet op de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde, inzonderheid op artikel 22, § 2, a;

Na erover te hebben beraadslaagd tijdens zijn zitting van
17 maart 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Vraag tot verzaking aan terugvordering van het onverschuldigde bedrag, voorafgaandelijke voorwaarden*

Artikel 1. De sociaal verzekerde aan wie een beslissing tot terugvordering van het onverschuldigde bedrag werd betekend, kan een verzoek tot verzaking indienen bij het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen; het verzoek, evenals het daartoe samengestelde dossier worden door de verzekeringsinstelling van betrokkene aan het Comité overgemaakt.

Om in aanmerking genomen te kunnen worden, moet de aanvraag tot verzaking ingediend zijn binnen de drie maanden te rekenen vanaf de dag die volgt op het verstrijken van de beroepstermijn of vanaf de dag waarop de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is getreden.

Art. 2. Le dossier comporte toutes les indications utiles permettant d'établir la bonne foi de la mauvaise foi de l'assuré social. Ce dernier peut faire valoir tout élément qu'il estime pertinent à cet égard et qui sera communiqué par l'organisme assureur au Comité de gestion.

Art. 3. La procédure de renonciation n'est toutefois pas applicable aux catégories d'indus énumérées ci-dessous :

1° les indus dont le montant est inférieur ou égal à dix mille francs;

2° les indus qui correspondent aux indemnités payées après la reprise du travail ou du chômage contrôlé, à compter de la date de reprise ou de fin d'incapacité figurant à l'attestation conforme au modèle repris sous l'annexe VIII au Règlement du 16 avril 1997 portant exécution de l'article 80, 5°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, nommée ci-après la loi coordonnée;

3° les indus qui correspondent à une activité non autorisée telle que visée par les articles 101 et 102 de la loi coordonnée et qui font l'objet d'une procédure spécifique;

4° les sommes pour la récupération desquelles la mutualité était subrogée dans les droits de l'assuré social en vertu des articles 103, § 3 et 136, § 2, de la loi coordonnée, à l'exception de la partie de l'indu visée à l'article 10 du chapitre III, ainsi que les indemnités accordées indûment au titulaire, suite au cumul de celles-ci avec un des avantages visés aux articles 103, § 1^{er} et 104 de la loi coordonnée.

Art. 4. Le dossier comporte également une copie de la reconnaissance de dette signée par l'intéressé ou, à défaut de celle-ci, de la décision de répétition de l'indu notifiée à l'intéressé qui n'aurait pas été contestée dans le délai de recours prévu à peine de déchéance ou une copie du titre exécutoire qui établit l'existence de l'indu ainsi que son importance. En cas de contestation relative à l'indu devant les juridictions compétentes, l'examen du dossier ne pourra être entrepris qu'après l'obtention du titre exécutoire.

Art. 5. Dès la réception du dossier, le Service des indemnités accuse réception de la demande auprès de l'assuré social et le tient informé de l'examen de son dossier.

CHAPITRE II. — *Caractère digne d'intérêt apprécié sur base des revenus du ménage de l'assuré social*

Art. 6. Le caractère digne d'intérêt est déterminé sur base des revenus du ménage du titulaire. Par revenus du ménage, il faut entendre l'ensemble des revenus bruts imposables tels qu'ils sont fixés avant tout abattement ou toute déduction, de chacune des personnes qui font partie du ménage du titulaire.

Art. 7. Lorsque les revenus du ménage sont inférieurs au seuil annuel correspondant au montant visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 8 août 1997 fixant les conditions de revenus et les conditions relatives à l'ouverture, au maintien et au retrait du droit à l'intervention majorée de l'assurance visées à l'article 37, § 1^{er}, de la loi coordonnée, il est renoncé à la récupération de l'intégralité de l'indu.

Lorsque les revenus du ménage dépassent le seuil supérieur égal à 150 p.c. du montant visé à l'alinéa précédent, aucune renonciation n'est accordée.

Pour la détermination des seuils, il y a lieu de tenir compte du montant visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 août 1997 susvisé, pour chacune des personnes autres que le titulaire qui font partie du même ménage.

Art. 8. Lorsque les revenus du ménage sont compris entre les deux montants ou seuils visés à l'article 6, la renonciation peut être accordée pour la partie de l'indu qui dépasserait la moitié du montant des revenus du ménage diminués de la valeur du seuil inférieur.

CHAPITRE III. — *Cas spécifiques faisant l'objet d'un examen particulier*

Art. 9. Par dérogation aux dispositions du chapitre précédent, il est renoncé à la récupération intégrale de l'indu, quelle que soit l'importance des revenus du ménage, lorsque cet indu est la conséquence de l'assujettissement erroné au secteur des indemnités d'un titulaire de bonne foi. Si le titulaire peut faire valoir des droits à des prestations pour la même période dans le cadre d'un autre régime ou d'un autre législation, la renonciation n'est accordée que pour la partie de l'indu

Art. 2. Het dossier moet alle nuttige aanwijzingen bevatten waarmee de goede of kwade trouw van de sociaal verzekerde kan worden aangetoond. De sociaal verzekerde kan elk element dat hij in dat opzicht relevant acht en dat door de verzekeringsinstelling aan het Beheerscomité zal worden medegedeeld, doen gelden.

Art. 3. De procedure tot verzaking is evenwel niet van toepassing voor de volgende categorieën van onverschuldigde bedragen :

1° onverschuldigde bedragen van minder dan - of gelijk aan tienduizend frank;

2° de onverschuldigde bedragen die overeenstemmen met de uitkeringen, die werden betaald na de werkhervatting of na de hervatting van de gecontroleerde werkloosheid, en dit te rekenen vanaf de datum van de hervatting of van het einde van de ongeschiktheid, vermeld op het getuigschrift, conform het model van bijlage VIII bij de Verordening van 16 april 1997 tot uitvoering van artikel 80, 5°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, hierna de gecoördineerde wet genoemd;

3° de onverschuldigde bedragen die betrekking hebben op een niet toegelaten activiteit, als bedoeld in de artikelen 101 en 102 van de gecoördineerde wet waarvoor een specifieke procedure werd ingesteld;

4° de onverschuldigde bedragen voor de terugvordering waarvan het ziekenfonds gesubrogeerd is in de rechten van de sociaal verzekerde krachtens de artikelen 103, § 3, en 136, § 2, van de gecoördineerde wet, met uitzondering van het gedeelte van het onverschuldigde bedrag bedoeld in artikel 10 van hoofdstuk III, en van de uitkeringen die ten onrechte werden toegekend aan de gerechtigde, ingevolge samenloop met één van de voordelen, bedoeld in de artikelen 103, § 1, en 104 van de gecoördineerde wet.

Art. 4. Het dossier moet eveneens een kopie bevatten van de schuldbekentenis, ondertekend door de betrokkene, of bij gebreke hiervan, van de beslissing tot terugvordering van het onverschuldigde bedrag, betekend aan de betrokkene, waartegen geen beroep zou zijn ingesteld binnen de op straffe van verval voorgeschreven termijn, of van de uitvoerbare titel die het bestaan van het onverschuldigde bedrag vaststelt. In geval van betwisting betreffende het onverschuldigde bedrag voor de bevoegde rechtscolleges, zal het dossier pas onderzocht kunnen worden na het verkrijgen van de uitvoerbare titel.

Art. 5. Zodra het dossier ontvangen wordt, meldt de Dienst voor uitkeringen de ontvangst van het verzoek aan de sociaal verzekerde en houdt hem op de hoogte van het onderzoek van zijn dossier.

HOOFDSTUK II. — *Behartigenswaardigheid vastgesteld op basis van het gezinsinkomen van de sociaal verzekerde*

Art. 6. De behartigenswaardigheid wordt bepaald op basis van het gezinsinkomen van de gerechtigde. Onder gezinsinkomen moet het geheel van de belastbare bruto-inkomsten worden verstaan, vóór elke aftrek of vermindering, van iedere persoon die deel uitmaakt van het gezin van de gerechtigde.

Art. 7. Wanneer het gezinsinkomen lager is dan de jaarlijkse drempel, die overeenstemt met het bedrag bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 ter bepaling van de inkomensvoorwaarden en de voorwaarden in verband met de ingang, het behoud en de intrekking van het recht op de verhoogde verzekeringstegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 1, van de gecoördineerde wet, wordt er verzaakt aan terugvordering voor het volledig onverschuldigde bedrag.

Wanneer het gezinsinkomen de bovendrempel overschrijdt, die gelijk is aan 150 % van het in het vorige lid bedoelde bedrag, wordt er geen enkele verzaking aan terugvordering toegekend.

Voor het bepalen van de drempels moet er rekening worden gehouden met het bedrag bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid van het voormelde koninklijk besluit van 8 augustus 1997, voor iedere persoon, ander dan de gerechtigde zelf, die deel uitmaken van hetzelfde gezin.

Art. 8. Wanneer het gezinsinkomen tussen de twee bedragen of drempels bedoeld in artikel 6 ligt, kan verzaakt worden aan terugvordering voor het gedeelte van het onverschuldigde bedrag dat de helft van het bedrag van het gezinsinkomen, verminderd met de waarde van de onderdrempel, zou overschrijden.

HOOFDSTUK III. — *Specifieke gevallen die een bijzonder onderzoek vergen*

Art. 9. In afwijking van de bepalingen van het vorige hoofdstuk wordt er verzaakt aan terugvordering voor het volledig onverschuldigd bedrag, ongeacht de hoogte van het gezinsinkomen, wanneer dit onverschuldigd bedrag het gevolg is van een onterechte onderwerping aan de sector uitkeringen van een gerechtigde, die te goeder trouw is. Indien de gerechtigde in het kader van een andere regeling of van een andere wetgeving voor dezelfde periode rechten op prestaties kan doen

qui excède le montant de ces prestations, déduction faite des retenues sociales et fiscales.

La limitation visée à l'article 3, 1° n'est pas applicable dans un tel cas.

Art. 10. Lorsque le titulaire a bénéficié d'une indemnité non réduite en attendant le versement d'un autre avantage, tel que indemnité de rupture payée par le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise, indemnité pour accident de travail ou maladie professionnelle, et lorsque la mutualité subrogée au titulaire a reçu un versement correspondant à l'intégralité du montant net des arrérages dus au titulaire, il est renoncé à la partie de l'indu qui correspond au solde, à savoir la différence entre le montant des indemnités payées par la mutualité pour la période concernée et le montant net des arrérages versés à la mutualité. Cette renonciation est accordée indépendamment de toute condition de revenu.

La limitation visée à l'article 3, 1° n'est pas applicable dans un tel cas.

CHAPITRE IV. — *Traitement du dossier, procédure*

Art. 11. Le dossier transmis par l'organisme assureur au Comité de gestion comprend en règle générale deux parties : la première est relative aux éléments susceptibles d'établir la bonne foi ou la mauvaise foi de l'assuré social et la seconde a trait aux revenus du ménage du titulaire, établis sur base de documents de preuve déterminés par voie de circulaire.

Le dossier se rapportant au cas visé à l'article 9 comporte d'une part les éléments relatifs à la bonne foi du titulaire et d'autre part, toutes les indications utiles au sujet de l'assujettissement erroné ainsi qu'à la situation de l'assuré social qui en résulte à l'égard d'autres régimes ou législations.

Le dossier introduit pour un cas visé à l'article 10 doit comporter toutes les indications utiles relatives à la récupération qui a pu être obtenue par l'organisme assureur auprès du tiers débiteur, par voie de subrogation. Ces cas peuvent également être communiqués par voie de procédure simplifiée dont les modalités auront été approuvées par le Comité de gestion.

Art. 12. Lorsque le Comité de gestion décide, sur base de l'avis rendu par le Service des indemnités, de rejeter la demande de renonciation, le Service notifie cette décision à l'assuré social dans le meilleur délai, par envoi recommandé et avec les mentions énumérées à l'article 14 de la charte de l'assuré social; le Service adresse une copie de cette notification à l'organisme assureur.

Art. 13. Lorsque le Comité de gestion estime, sur base de l'avis rendu par le Service des indemnités, qu'une renonciation, fût-elle partielle, peut être prise en considération sur base des éléments figurant au dossier, le Service transmet le dossier sans délai au Service du contrôle administratif de l'Institut.

Après un délai de six mois à dater de la communication du dossier et en l'absence de toute observation, correction ou rectification apportée par le Service du contrôle administratif au sujet des éléments constituant le dossier de renonciation, une décision de renonciation est notifiée par le Service des indemnités suivant les modalités déterminées à l'article 12. Dans le cas contraire, le dossier est à nouveau soumis au Comité de gestion avec les remarques et constatations du Service du contrôle administratif.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 14. Le présent règlement produit ses effets le 1^{er} janvier 1997 et s'applique aux indemnités indûment payées depuis cette date.

Toutefois, le délai de trois mois visé à l'article 1^{er}, alinéa 2, ne prend cours qu'à partir de la date à laquelle le présent règlement est publié au *Moniteur belge*.

Le Président,
W. Beirnaert.

Le Fonctionnaire dirigeant,
P. De Milt.

gelden, wordt de verzaking aan terugvordering slechts toegekend voor het gedeelte van het onverschuldigde bedrag dat het bedrag van die prestaties overschrijdt, na aftrek van de sociale en fiscale inhoudingen.

Het grensbedrag bedoeld in artikel 3, 1° is niet van toepassing in dergelijk geval.

Art. 10. Wanneer de gerechtigde, in afwachting van de betaling van een ander voordeel, een niet verminderde uitkering heeft ontvangen, zoals een verbrekingsvergoeding toegekend door het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, een vergoeding wegens arbeidsongeval of beroepsziekte, en wanneer het ziekenfonds dat in de plaats is getreden van de gerechtigde een betaling ontvangen heeft, die overeenstemt met het volledig nettobedrag van de achterstallen die aan de gerechtigde verschuldigd zijn, wordt er verzaakt aan terugvordering voor het gedeelte van het onverschuldigde bedrag dat overeenstemt met het saldo, namelijk het verschil tussen het bedrag aan uitkeringen betaald door het ziekenfonds over de betrokken periode en het nettobedrag van de achterstallen, betaald aan het ziekenfonds. Deze verzaking aan terugvordering wordt toegekend zonder enige inkomensvoorwaarde.

Het grensbedrag bedoeld in artikel 3, 1° is niet van toepassing in dergelijk geval.

HOOFDSTUK IV. — *Behandeling van het dossier, procedure*

Art. 11. Het dossier dat door de verzekeringsinstelling aan het Beheerscomité wordt bezorgd, omvat gewoonlijk twee delen : het eerste betreft de gegevens die van aard zijn de goede trouw van de sociaal verzekerde te bewijzen en het tweede betreft het gezinsinkomen van de gerechtigde, dat wordt vastgesteld op basis van de bewijsdocumenten, welke per omzendbrief worden bepaald.

Het dossier betreffende de in artikel 9 bedoelde situatie omvat enerzijds de gegevens omtrent de goede trouw van de gerechtigde en anderzijds alle nuttige aanwijzingen in verband met de verkeerde onderwerping en met de situatie van de sociaal verzekerde die eruit voortvloeit, ten opzichte van andere regelingen of wetgevingen.

Het dossier dat wordt ingediend voor de situatie bedoeld in artikel 10, moet alle nuttige aanwijzingen bevatten betreffende de terugvordering, welke via subrogatie door de verzekeringsinstelling bij de derde-schuldenaar kon worden bekomen. Deze dossiers kunnen eveneens meegedeeld worden via een vereenvoudigde procedure volgens de modaliteiten die goedgekeurd zullen worden door het Beheerscomité.

Art. 12. Wanneer het Beheerscomité, op basis van het advies geformuleerd door de Dienst voor uitkeringen, beslist de aanvraag tot afstand te verwerpen, wordt die beslissing zo snel mogelijk, per aangetekende zending en met de vermeldingen opgesomd in artikel 14 van het handvest van de sociaal verzekerde, door de Dienst aan de sociaal verzekerde betekend; de Dienst stuurt een kopie van deze kennisgeving aan de verzekeringsinstelling.

Art. 13. Wanneer het Beheerscomité, op basis van het advies geformuleerd door de Dienst voor uitkeringen, meent dat een verzaking, zij het een gedeeltelijke, op basis van de dossiergegevens in overweging kan worden genomen, bezorgt de Dienst het dossier onverwijld aan de Dienst voor administratieve controle van het Instituut.

Na een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de mededeling van het dossier en bij ontstentenis van enige bemerking, verbetering of rechtzetting aangebracht door de Dienst voor administratieve controle in verband met de gegevens in het dossier, wordt volgens de modaliteiten bepaald in artikel 12 kennisgegeven van een beslissing tot verzaking aan terugvordering door de Dienst voor uitkeringen. In het tegengestelde geval wordt het dossier opnieuw aan het Beheerscomité voorgelegd met de bemerkingen en vaststellingen van de Dienst voor administratieve controle.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 14. Deze verordening heeft uitwerking vanaf 1 januari 1997 en is van toepassing op de uitkeringen die vanaf die datum ten onrechte werden uitbetaald.

De termijn van drie maanden bedoeld in artikel 1, tweede lid, vangt evenwel pas aan vanaf de datum van publicatie van deze verordening in het *Belgisch Staatsblad*.

De Voorzitter,
W. Beirnaert.

De Leidend ambtenaar,
P. De Milt.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 2239

[C — 99/12445]

**21 JUIN 1999. — Arrêté royal
fixant les délais de préavis pour les ouvriers
ressortissant à la Commission paritaire de l'agriculture (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 61, § 1^{er}, modifié par la loi du 20 juillet 1991;

Vu la proposition de la Commission paritaire de l'agriculture;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu dans l'intérêt des ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'agriculture comptant une ancienneté importante et pour des motifs sociaux, de modifier sans retard les délais de préavis;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'agriculture.

Art. 2. Lorsque le préavis émane de l'employeur, par dérogation aux dispositions de l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le délai de préavis à respecter pour mettre fin à un contrat de travail d'ouvrier, est fixé à :

— huit semaines quand il s'agit d'ouvriers comptant une ancienneté dans l'entreprise de dix ans à moins de vingt ans;

— douze semaines quand il s'agit d'ouvriers comptant une ancienneté dans l'entreprise de vingt ans et plus.

Art. 3. Les délais de préavis prévus par l'article 2 ne sont pas applicables dans le cadre d'un licenciement en vue de la prépension. Dans ce cas les délais de préavis applicables sont ceux prévus à l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 4. Les préavis notifiés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à sortir tous leurs effets.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 20 juillet 1991, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1991.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 2239

[C — 99/12445]

21 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de opzeggingstermijnen van de werklieden die ressorteren onder het Paritair Comité voor de landbouw (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 61, § 1, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991;

Gelet op het voorstel van het Paritair Comité voor de landbouw;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat zonder uitstel de opzeggingstermijnen te wijzigen in het belang van de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de landbouw en die een belangrijke anciënniteit tellen en om sociale redenen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de landbouw ressorteren.

Art. 2. Wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat, wordt, in afwijking van de bepalingen van artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, de bij het beëindigen van de arbeidsovereenkomst voor werklieden na te leven opzeggingstermijn vastgesteld op :

— acht weken wat de werklieden betreft die tussen tien jaren en minder dan twintig jaren anciënniteit in de onderneming tellen;

— twaalf weken wat de werklieden betreft die twintig jaren en meer anciënniteit in de onderneming tellen.

Art. 3. De opzeggingstermijnen bepaald in artikel 2 zijn niet van toepassing in geval van opzegging met het oog op brugpensioen. In dat geval worden de opzeggingstermijnen zoals bepaald in artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, toegepast.

Art. 4. De opzeggingen betekend voor de inwerkingtreding van dit besluit blijven al hun gevolgen behouden.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 20 juli 1991, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1991.

F. 99 — 2240

[C — 99/12466]

22 JUIN 1999. — Arrêté royal fixant les délais de préavis pour les entreprises relevant de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 61, § 1^{er}, modifié par la loi du 20 juillet 1991;

Vu la proposition de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu dans l'intérêt des ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique comptant une ancienneté importante et pour des motifs sociaux, de modifier sans retard les délais de préavis;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux ouvriers et aux employeurs des entreprises relevant de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique.

Art. 2. Par dérogation aux dispositions de l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le délai de préavis à respecter pour mettre fin à un contrat de travail d'ouvrier, conclu pour une durée indéterminée, est fixé à :

— sept jours lorsque le congé est donné par l'employeur et à trois jours lorsqu'il est donné par l'ouvrier, quand il s'agit d'ouvriers demeurés sans interruption au service de la même entreprise pendant moins de six mois;

— vingt-huit jours lorsque le congé est donné par l'employeur et à quatorze jours lorsqu'il est donné par l'ouvrier, quand il s'agit d'ouvriers demeurés sans interruption au service de la même entreprise de six mois à moins de cinq ans;

— quarante-deux jours lorsque le congé est donné par l'employeur et à quatorze jours lorsqu'il est donné par l'ouvrier, quand il s'agit d'ouvriers demeurés sans interruption au service de la même entreprise de cinq ans à moins de dix ans;

— cinquante-six jours lorsque le congé est donné par l'employeur et à vingt et un jours lorsqu'il est donné par l'ouvrier, quand il s'agit d'ouvriers demeurés sans interruption au service de la même entreprise de dix ans à moins de quinze ans;

— quatre-vingt-quatre jours lorsque le congé est donné par l'employeur et à vingt et un jours lorsqu'il est donné par l'ouvrier, quand il s'agit d'ouvriers demeurés sans interruption au service de la même entreprise de quinze ans à moins de vingt ans;

— cent douze jours lorsque le congé est donné par l'employeur et à vingt-huit jours lorsqu'il est donné par l'ouvrier, quand il s'agit d'ouvriers demeurés sans interruption au service de la même entreprise pendant vingt ans et plus.

Art. 3. L'article 2 n'est pas applicable en cas de prépension "dégalement".

Art. 4. Les préavis notifiés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à sortir leurs effets.

Art. 5. L'arrêté royal du 18 juillet 1973 fixant les délais de préavis dans les entreprises relevant de la Commission paritaire nationale de l'industrie sidérurgique est abrogé.

N. 99 — 2240

[C — 99/12466]

22 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de opzeggingstermijnen voor de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de ijzernijverheid ressorteren (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 61, §1, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991;

Gelet op het voorstel van het Paritair Comité voor de ijzernijverheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat zonder uitstel de opzeggingstermijnen te wijzigen in het belang van de werklieden van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de ijzernijverheid ressorteren die een belangrijke anciënniteit tellen en om sociale redenen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werklieden en op de werkgevers van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de ijzernijverheid ressorteren.

Art. 2. In afwijking van de bepalingen van artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt de te geven opzeggingstermijn bij het beëindigen van de arbeidsovereenkomst voor werklieden, gesloten voor onbepaalde tijd, vastgesteld op :

— zeven dagen wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat en drie dagen wanneer de opzegging van de werknemer uitgaat wat de werklieden betreft die minder dan zes maanden ononderbroken bij dezelfde onderneming in dienst zijn gebleven;

— achtentwintig dagen wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat en veertien dagen wanneer de opzegging van de werknemer uitgaat wat de werklieden betreft die tussen zes maanden en minder dan vijf jaren ononderbroken bij dezelfde onderneming in dienst zijn gebleven;

— tweeënveertig dagen wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat en veertien dagen wanneer de opzegging van de werknemer uitgaat wat de werklieden betreft die tussen vijf en minder dan tien jaren ononderbroken bij dezelfde onderneming in dienst zijn gebleven;

— zesenvijftig dagen wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat en eenentwintig dagen wanneer de opzegging van de werknemer uitgaat wat de werklieden betreft die tussen tien en minder dan vijftien jaren ononderbroken bij dezelfde onderneming in dienst zijn gebleven;

— vierentachtig dagen wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat en eenentwintig dagen wanneer de opzegging van de werknemer uitgaat wat de werklieden betreft die tussen vijftien en minder dan twintig jaren ononderbroken bij dezelfde onderneming in dienst zijn gebleven;

— honderdentwaalf dagen wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat en achtentwintig dagen wanneer de opzegging van de werknemer uitgaat wat de werklieden betreft die twintig jaren en meer ononderbroken bij dezelfde onderneming in dienst zijn gebleven.

Art. 3. Artikel 2 is niet van toepassing in geval van "afvloeiingsbrugpensioen".

Art. 4. De opzeggingen betekend voor de inwerkingtreding van dit besluit blijven al hun gevolgen behouden.

Art. 5. Het koninklijk besluit van 18 juli 1973 tot vaststelling van de opzeggingstermijnen voor de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Nationaal Paritair Comité voor de ijzernijverheid ressorteren, wordt opgeheven.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.
Loi du 20 juillet 1991, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1991.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.
Wet van 20 juli 1991, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1991.

F. 99 — 2241

[C — 99/12415]

22 JUIN 1999. — Arrêté royal : a) relatif à la durée du travail de certains ouvriers ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire; b) rendant obligatoire la convention collective de travail du 2 avril 1999 de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire relative à la durée du travail (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment l'article 19, alinéa 3, 2°, et l'article 24, § 1^{er}, 2°, modifié par l'arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983 et par la loi de redressement du 22 janvier 1985;

Vu l'avis et, en ce qui concerne l'exécution de l'article 19, alinéa 3, 2°, de la loi précitée, vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la sécurité sociale des relations de travail à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire exige que les dispositions réglementaires nécessaires soient adoptées sans retard;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire requérant la force obligatoire pour la convention collective de travail du 2 avril 1999 de cette même commission relative à la durée du travail;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions réglementaires

Article 1^{er}. Le présent chapitre s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières qui ressortissent à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

N. 99 — 2241

[C — 99/12415]

22 JUNI 1999. — Koninklijk besluit : a) betreffende de arbeidsduur van sommige werklieden die onder het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid ressorteren; b) waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 april 1999 van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid betreffende de arbeidsduur (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op artikel 19, derde lid, 2°, en artikel 24, § 1, 2°, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983 en bij de herstellwet van 22 januari 1985;

Gelet op het advies en, wat de uitvoering van artikel 19, derde lid, 2°, van voormelde wet betreft, gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de rechtszekerheid inzake arbeidsverhoudingen in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid vereist dat de nodige reglementaire bepalingen onverwijld worden genomen;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid waarbij de algemeen verbindendverklaring wordt gevraagd van de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 april 1999 van hetzelfde comité betreffende de arbeidsduur.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Reglementaire bepalingen

Artikel 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de werkgevers en de werklieden en werksters die onder het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid ressorteren.

Art. 2. Pour la détermination de la durée du travail, ne sont pas considérés comme temps pendant lequel l'ouvrier est à la disposition de l'employeur, les repos pris en vue notamment de la sécurité routière, par les ouvriers occupés à des travaux de transport. Toutefois ces repos, qui ne sont pas considérés comme temps pendant lequel l'ouvrier est à la disposition de l'employeur, ne peuvent en aucun cas excéder 15 p. c. du temps de présence.

Art. 3. Les limites de la durée du travail fixées par les articles 19 et 20 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail peuvent, en ce qui concerne les ouvriers occupés à des travaux de transport, de chargement et de déchargement de marchandises, être dépassées, à condition que sur une période de douze mois au maximum, il ne soit pas travaillé en moyenne par semaine un plus grand nombre d'heures que celui prévu par convention collective de travail.

CHAPITRE II. — Dispositions conventionnelles rendues obligatoires

Art. 4. La convention collective de travail du 2 avril 1999 de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire relative à la durée du travail, reprise en annexe, est rendue obligatoire.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} juillet 2001.

Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Loi du 16 mars 1971, *Moniteur belge* du 30 mars 1971.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983, *Moniteur belge* du 15 décembre 1983.

—
Annexe

Commission paritaire de l'industrie alimentaire

Convention collective de travail du 2 avril 1999

Durée du travail dans les entreprises
relevant de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

Art. 2. L'employeur est tenu, en ce qui concerne les ouvriers occupés à des travaux de transport, au paiement de la rémunération effective pour la totalité du temps de présence.

Les temps de repos, prévus au règlement de travail et pendant lesquels l'ouvrier est autorisé à abandonner la surveillance du véhicule, ne sont pas considérés comme temps de présence.

Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et cessera d'être en vigueur le 30 juin 2001.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 22 juin 1999.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Art. 2. Worden voor de vaststelling van de arbeidsduur niet als tijd beschouwd gedurende dewelke de werkmán ter beschikking staat van de werkgever, rusttijden die door de werklieden, tewerkgesteld aan werken van vervoer, genomen worden inzonderheid met het oog op de verkeersveiligheid. Deze rusttijden, die niet beschouwd worden als tijd gedurende dewelke de werkmán ter beschikking staat van de werkgever, mogen in geen geval 15 % van de aanwezigheidstijd overschrijden.

Art. 3. De bij de artikelen 19 en 20 van de arbeidswet van 16 maart 1971 vastgestelde grenzen van de arbeidsduur mogen, wat de werklieden tewerkgesteld aan werken van vervoer, laden en lossen van koopwaren betreft, overschreden worden op voorwaarde dat voor een periode van maximum twaalf maanden er gemiddeld per week niet langer gewerkt wordt dan bepaald door een collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK II. — Conventionele bepalingen die algemeen verbindend worden verklaard

Art. 4. Wordt algemeen verbindend verklaard de in bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 2 april 1999 van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid betreffende de arbeidsduur.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 januari 1999 en treedt buiten werking op 1 juli 2001.

Art. 6. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Wet van 16 maart 1971, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1971.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 15 december 1983.

—
Bijlage

Paritair Comité voor de voedingsnijverheid

Collectieve arbeidsovereenkomst van 2 april 1999

Arbeitsduur in de ondernemingen welke
onder het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid ressorteren

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werklieden en werksters van de ondernemingen welke onder het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid ressorteren.

Art. 2. De werkgever is, wat de aan werken van vervoer tewerkgestelde werklieden betreft, ertoe gehouden het effectieve loon voor de volledige aanwezigheidstijd te betalen.

De rusttijden, voorzien in het arbeidsreglement, en gedurende dewelke de werknemer niet gehouden is toezicht op zijn wagen uit te oefenen, worden niet als aanwezigheidstijd beschouwd.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 30 juni 2001.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 22 juni 1999.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2242

[C — 99/35787]

18 MEI 1999. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 15 juli 1997 houdende de Vlaamse Wooncode en van het decreet van 22 december 1995 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 1996 (1)

Het Vlaams Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een gewestaangelegenheid.

Art. 2. In artikel 13 van het decreet van 15 juli 1997 houdende de Vlaamse Wooncode worden de woorden « van de gemeente » geschrapt.

Art. 3. In artikel 46 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« Na advies van de VHM, bepaalt de Vlaamse regering onder welke voorwaarden de sociale-huisvestingsmaatschappijen die een hoger dan gemiddeld aantal huurders met een laag inkomen tellen, een beroep kunnen doen op een solidariteitsfonds. Dat solidariteitsfonds wordt van de nodige middelen voorzien door bijdragen van de sociale-huisvestingsmaatschappijen die een lager dan gemiddeld aantal huurders met een laag inkomen tellen. ».

Art. 4. In artikel 85 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan § 1 wordt een derde lid toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Het voorkeurecht geldt niet als een sociale huisvestingsmaatschappij verkoopt. Bij verkoop door een titularis van het voorkeurecht hebben alleen de conform artikel 86, § 2, hoger in rangorde staande titularissen van het voorkeurecht een voorkeurecht. »;

2°, § 2 wordt vervangen door wat volgt :

« § 2. Het recht van voorkoop, vermeld in § 1, tweede lid, 3°, geldt niet als het goed wordt verkocht aan de echtgenoot, de afstammelingen of aangenomen kinderen van de eigenaar of van één der mede-eigenaars en/of aan de echtgenoten van de voormelde afstammelingen of aangenomen kinderen, die voor eigen rekening kopen. ».

Art. 5. In artikel 86 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Willen twee of meer begunstigden hun recht uitoefenen, dan wordt het goed in de hierna vermelde volgorde toegewezen :

1° de sociale huisvestingsmaatschappijen in de volgorde bepaald in het derde lid;

2° de VHM;

3° de gemeente. »;

2° § 3 wordt vervangen door wat volgt :

« § 3. Als de verkoop wordt gehouden onder voorbehoud van eventuele uitoefening van het recht van hoger bod, is de instrumenterende ambtenaar er niet toe gehouden aan de aanwezige gevolmachtigden van de begunstigden van het recht van voorkoop te vragen of zij hun recht van voorkoop uitoefenen.

Als er geen hoger bod wordt gedaan of als de instrumenterende ambtenaar het hoger bod niet aanneemt, betekent hij het laatste bod aan de begunstigden van het recht van voorkoop en vraagt of zij hun recht van voorkoop al dan niet wensen uit te oefenen. Als zij binnen een termijn van vijftien dagen hun instemming niet aan de instrumenterende ambtenaar hebben betekend bij aangetekend schrijven of die instemming niet hebben gegeven in een akte van de instrumenterende ambtenaar, is de toewijzing definitief. Hebben twee of meer begunstigden de aanvaarding laten betekenen, dan geldt de bepaling van § 2, tweede lid.

Als er wel een hoger bod is, wordt dit door de instrumenterende ambtenaar aan de begunstigden van het recht van voorkoop en aan de koper meegedeeld. In dat geval gelden opnieuw de bepalingen van §§ 1 en 2. »

Art. 6. In artikel 87 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « onderhandse verkoop » vervangen door de woorden « verkoop uit de hand » en de woorden « vermeld in artikel 86, § 2, 2° » vervangen door de woorden « vermeld in artikel 86, § 2, tweede lid »;

2° in § 2 wordt het tweede lid opgeheven;

3° in § 3 wordt het woord « onderhands » vervangen door de woorden « uit de hand ».

Art. 7. Aan artikel 88 van hetzelfde decreet wordt een § 3 toegevoegd, die luidt als volgt :

« § 3. Het in deze afdeling bedoelde recht van voorkoop doet geen afbreuk aan de op het ogenblik van het in werking treden van deze afdeling van dit decreet bestaande regelingen inzake het recht van voorkoop die steeds voorrang hebben. ».

Art. 8. In artikel 90, § 2, van hetzelfde decreet wordt na het eerste lid, het volgende lid ingevoegd :

« De schriftelijke kennisgeving wordt overgeschreven in de registers van de hypotheekbewaarder. ».

Art. 9. In artikel 24 van het decreet van 22 december 1995 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 1996 wordt 1° vervangen door wat volgt :

« 1° administratie : de administratieve eenheid binnen het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, de gemeentelijke administratieve eenheid en/of de intergemeentelijke administratieve eenheid die door de Vlaamse regering belast wordt met het beheer van de inventaris, bedoeld in artikel 28; ».

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 mei 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting
L. PEETERS

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken. — Voorstel van decreet : 1381 - nr. 1. — Amendement : 1381 - nr. 2. — Verslag : 1381 - nr. 3. — *Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 4 en 5 mei 1999.

—
TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 99 — 2242

[C - 99/35787]

18 MAI 1999. — Décret portant modification du décret du 15 juillet 1997 portant le Code flamand de Logement et du décret du 22 décembre 1995 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1996 (1)

Le Parlement flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière communautaire.

Art. 2. A l'article 13 du décret du 15 juillet 1997 portant le Code flamand du Logement, le mot « communaux » est supprimé.

Art. 3. A l'article 46 du même décret, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant :

« Après avis de la VHM le Gouvernement flamand fixe les conditions auxquelles les sociétés de logement social dont le nombre de locataires à revenu modeste dépasse le pourcentage moyen doivent répondre pour faire appel à un fonds de solidarité. Ledit fonds de solidarité est alimenté par les cotisations des sociétés de logement social dont le nombre de locataires à revenu modeste est inférieur au pourcentage moyen ».

Art. 4. A l'article 85 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, un troisième alinéa est ajouté :

« Le droit de préemption n'est pas applicable lorsque la société de logement social a l'intention de vendre. Lorsqu'un titulaire disposant d'un droit de préemption a l'intention de vendre, seuls les titulaires d'un droit de préemption situés dans un ordre supérieur visé à l'article 86, § 2 ont la faculté d'exercer ledit droit ».

2° le § 2 est remplacé par le texte suivant :

« § 2. Le droit de préemption mentionné au paragraphe 1^{er}, deuxième alinéa, 3°, ne s'applique pas lorsque le bien est vendu à l'époux, aux descendants ou aux enfants adoptés du propriétaire ou un des copropriétaires et/ou aux époux des descendants ou des enfants adoptés mentionnés désireux de vendre pour leur propre compte ».

Art. 5. A l'article 86 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant :

« Si deux ou plusieurs bénéficiaires souhaitent exercer ce droit, le bien est attribué dans l'ordre suivant :

1° les sociétés de logement social selon l'ordre fixé à l'alinéa trois

2° la VHM

3° la commune ».

2° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Lorsque la vente a lieu sous réserve de l'exercice éventuel du droit de surenchère, le fonctionnaire instrumentant n'est pas tenu à demander aux mandataires présents des bénéficiaires du droit de préemption s'ils ont l'intention d'exercer leur droit de préemption.

S'il n'y a pas de surenchère ou si celle-ci n'est pas acceptée par le fonctionnaire instrumentant, il signifie la dernière offre aux bénéficiaires du droit de préemption et il leur demande s'ils désirent ou pas exercer leur droit de préemption. Lorsqu'aucun des bénéficiaires du droit de préemption n'a fait signifier par lettre recommandée au fonctionnaire instrumentant l'acceptation dans un délai de quinze jours ou lorsqu'ils n'ont pas donné cette acceptation dans un acte établi par le fonctionnaire instrumentant, l'attribution est définitive. Si deux ou plusieurs bénéficiaires ont fait signifier l'acceptation, la disposition du § 2, deuxième alinéa est d'application.

S'il y a une surenchère, les bénéficiaires du droit de préemption et l'acheteur en sont avisés par le fonctionnaire instrumentant. Dans ce cas, il y a lieu d'appliquer les dispositions des paragraphes 1 et 2 ».

Art. 6. A l'article 87 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « visés à l'article 86, § 2, 2° » sont remplacés par les mots « visés à l'article 86, § 2, deuxième alinéa »;

2° au § 2, le deuxième alinéa est supprimé.

Art. 7. A l'article 88 du même décret, il y a lieu d'ajouter un paragraphe 3 :

« § 3. Le droit de préemption visé à cette section ne porte en aucun cas préjudice aux dispositions relatives au droit de préemption ayant toujours priorité lors de la mise en vigueur de ladite section du présent décret ».

Art. 8. A l'article 90, § 2, du même décret, l'alinéa suivant est ajouté après le premier alinéa :

« La notification écrite est répertoriée dans les registres du conservateur des hypothèques ».

Art. 9. A l'article 24 du décret du 22 décembre 1995 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1996, le point 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° administration : l'unité administrative du Ministère de la Communauté flamande, l'unité administrative communale et/ou l'unité administrative intercommunale chargée par le Gouvernement flamand de la gestion de l'inventaire visé à l'article 28; ».

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,
L. PEETERS

—
Note

(1) *Séance 1998 - 1999*

Documents. — Projet de décret : 1381 - n° 1. — Amendement : 1381 - n° 2. — Rapport : 1381 - n° 3. —
Annales. — Discussion et adoption. Séances des 4 et 5 mai 1999.



N. 99 — 2243

[C - 99/35737]

18 MEI 1999. — Decreet houdende wijziging van artikel 116quinquies van de decreten betreffende de radio-omroep en de televisie, gecoördineerd op 25 januari 1995 (1)

Het Vlaams Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een gemeenschapsaangelegenheid.

Art. 2. In artikel 116^{quinquies} van de decreten betreffende de radio-omroep en de televisie, gecoördineerd op 25 januari 1995, ingevoegd bij decreet van 17 december 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de zin « Het Commissariaat bestaat uit een voorzitter en twee commissarissen. » vervangen door wat volgt :

« Het Commissariaat bestaat uit een voorzitter, twee commissarissen en drie plaatsvervangende commissarissen. »;

2° na het tweede lid wordt een lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Wanneer de voorzitter of een commissaris wettig verhinderd is of zich in de onmogelijkheid bevindt om aan de beslissingsvorming deel te nemen, wordt hij vervangen door een plaatsvervangende commissaris, in de volgorde van de benoeming. » .

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brusel, 18 mei 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Economie, KMO, Landbouw en Media,
E. VAN ROMPUY

Nota

(1) *Zitting 1998 - 1999.*

Stukken. — Voorstel van decreet : 1367, nr. 1. — Verslag : 1367, nr. 2.

Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 4 en 5 mei 1999.

TRADUCTION

F. 99 — 2243

[C - 99/35737]

18 MAI 1999. — Décret modifiant l'article 116^{quinquies} des décrets relatifs à la radiodiffusion et à la télévision, coordonnés le 25 janvier 1995 (1)

Le Parlement Flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière communautaire.

Art. 2. A l'article 116^{quinquies} des décrets relatifs à la radiodiffusion et à la télévision, coordonnés le 25 janvier 1995, inséré par le décret du 17 décembre 1997, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier alinéa, la phrase « Le Commissariat se compose d'un président et de deux commissaires » est remplacée par ce qui suit :

« Le Commissariat se compose d'un président, de deux commissaires et de trois commissaires suppléants. »;

2° après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« En cas d'empêchement légitime du président ou d'un commissaire ou lorsque l'un ou l'autre se trouve dans l'impossibilité de participer à la prise de décision, il est remplacé par un commissaire suppléant, dans l'ordre de la nomination. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,
E. VAN ROMPUY

Note

(1) *Session 1998 - 1999.*

Documents. — Projet de décret : 1367, n° 1. — Rapport : 1367, n° 2.

Annales. — Discussion et adoption. Séances des 4 et 5 mai 1999.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2244

[C — 99/27535]

6 MAI 1999. — Décret relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Les dispositions relatives à cette matière sont applicables sur le territoire de la région de langue française sans préjudice des dispositions du chapitre IX.

Art. 2. Il est institué un « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi », ci-après dénommé « Office », dont le sigle est « Forem ».

L'Office est un organisme d'intérêt public, doté de la personnalité juridique et classé parmi les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. A moins qu'il n'y soit dérogé par le présent décret, l'Office est soumis aux dispositions de la loi précitée applicable aux organismes de ladite catégorie.

CHAPITRE II. — Attributions

Art. 3. § 1^{er}. L'Office a pour missions, en ce qui concerne la Région wallonne :

- 1° d'organiser et de promouvoir le recrutement et le placement des travailleurs;
- 2° d'intervenir dans la rémunération des personnes d'un âge avancé involontairement mises au chômage, handicapées ou dont le placement est réputé difficile pour d'autres motifs, et qui sont recrutées à son intervention;
- 3° d'intervenir dans les dépenses inhérentes à la sélection, la formation professionnelle et la réinstallation du personnel recruté par les employeurs en vue de la création, de l'extension ou de la reconversion d'entreprises;
- 4° d'intervenir dans les frais de réinstallation des travailleurs en chômage;
- 5° d'intervenir dans la rémunération des travailleurs touchés par la reconversion de l'entreprise;
- 6° de mettre à la disposition d'utilisateurs des intérimaires engagés par l'Office en qualité d'employeur, en vue de l'exécution d'un travail temporaire autorisé par ou en vertu de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;
- 7° d'exécuter les tâches qui lui sont assignées dans le cadre des programmes de remise au travail des chômeurs complets indemnisés ou des personnes assimilées.

§ 2. Le Gouvernement wallon définit les conditions générales dans lesquelles ces missions s'exercent.

Il fixe le cadre dans lequel des interventions et des aides sont allouées aux personnes et aux entreprises.

§ 3. Dans les limites de ses compétences en matière d'emploi, le Gouvernement wallon est habilité à confier toute autre mission à l'Office; le contrat de gestion sera adapté en conséquence.

§ 4. Les missions établies par ou en vertu des paragraphes 1^{er} et 3 s'étendent à leurs aspects internationaux; dans les limites de ses attributions, l'Office accomplit les missions attribuées par ou en vertu de législations supranationales, notamment de l'Union européenne, aux services publics de l'emploi.

Art. 4. § 1^{er}. En ce qui concerne la région de langue française, l'Office exécute les missions relevant de la formation professionnelle qui consistent à promouvoir et à organiser la reconversion et le recyclage professionnels des demandeurs d'emploi et des travailleurs, à l'exception de celles relatives à la formation permanente des classes moyennes et à la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture.

§ 2. Le Gouvernement wallon définit les conditions générales dans lesquelles ces missions s'exercent.

Il fixe le cadre dans lequel des interventions et des aides sont allouées aux personnes et aux entreprises.

§ 3. Dans les limites de l'exercice de ses compétences en matière de formation professionnelle, le Gouvernement wallon est habilité à confier toute autre mission à l'Office.

§ 4. Les missions établies par ou en vertu des paragraphes 1^{er} et 3 s'étendent à leurs aspects internationaux; dans les limites de ses attributions, l'Office accomplit les missions attribuées par ou en vertu de législations supranationales, notamment de l'Union européenne, aux services publics de formation professionnelle.

Art. 5. Pour les travailleurs, en ce compris les demandeurs d'emploi, les produits et prestations de service sont fournis et dispensés gratuitement.

Le Gouvernement wallon, sur la proposition du comité de gestion, autorise des dérogations au principe de gratuité défini à l'alinéa 1^{er} pour certaines catégories de travailleurs, à l'exception des demandeurs d'emploi inoccupés, et pour des services spécifiquement identifiés.

Sur avis du comité de gestion, le Gouvernement wallon arrête les principes de la tarification applicable à certains produits et à certaines prestations de service qu'il détermine.

Dans le respect des principes visés à l'alinéa 3 et du contrat de gestion, le comité de gestion fixe, sur la proposition de l'administrateur général, les tarifs auxquels certains produits et certaines prestations de service sont dispensés.

Art. 6. L'exercice des diverses missions de l'Office se fait conformément au contrat de gestion conclu entre le Gouvernement wallon et le comité de gestion prévu au chapitre III.

Le Gouvernement wallon définit la procédure d'élaboration du contrat de gestion.

Ce contrat est conclu pour cinq ans.

Le contrat de gestion contient :

- les engagements du Gouvernement wallon en matière de subventions et d'autres engagements non financiers;
- les engagements de l'Office, en termes de services à rendre aux publics-cibles, de gestion de ses ressources, d'objectifs quantitatifs et qualitatifs, de moyens à mettre en œuvre pour les atteindre et d'échéances;
- les modalités de mise en œuvre, de suivi et de révision.

Il est conclu entre le Gouvernement wallon et le comité de gestion, à l'issue du premier trimestre suivant la fin du contrat de gestion précédent.

Son exécution fait l'objet de rapports annuels d'évaluation établis par le comité de gestion et par les commissaires du Gouvernement wallon et présentés au Gouvernement wallon.

Si le contrat de gestion ne peut être conclu à défaut d'accord entre les deux parties, dans le délai fixé à l'alinéa 5, le Gouvernement wallon, après mise en demeure du comité de gestion par le commissaire désigné à cette fin, décide lui-même de l'affectation des subventions qu'il accorde.

Art. 7. § 1^{er}. L'Office peut accomplir ses missions en partenariat et, à ce titre, est habilité à faire partie d'une personne morale de droit public ou privé régie par une législation belge, étrangère ou supranationale ou à conclure des conventions de partenariat, dans les conditions déterminées par le présent article.

§ 2. Par partenariat, il faut entendre toute forme d'association ou de collaboration avec des intervenants publics et/ou privés, par laquelle des moyens financiers, humains ou matériels peuvent être mis en commun pour poursuivre un objectif ressortissant aux missions de l'Office qui dépasse ou qui rend plus adéquate la réponse qu'un intervenant aurait pu apporter seul aux besoins des publics-cibles ou lorsque l'Office ne peut réaliser une partie de ses missions seul, en raison de la spécificité du besoin à couvrir.

§ 3. Les actions menées en partenariat doivent s'inscrire dans les orientations du contrat de gestion.

§ 4. L'Office peut créer ou participer à une institution juridiquement distincte dans les conditions suivantes :

1° les statuts doivent prévoir que l'Office est représenté dans les organes d'administration et de décision au moins à concurrence de ses apports;

2° les statuts doivent prévoir la répartition des biens et avoirs au moins à concurrence de ses apports;

3° les statuts doivent prévoir qu'un contrôle sur les comptes peut avoir lieu à n'importe quel moment, de façon à vérifier l'utilisation qui est faite des deniers publics;

4° les statuts doivent prévoir les modalités de retrait de l'Office lorsque les circonstances suivantes surviennent :

– la finalité du partenariat telle que définie au paragraphe 2 n'est plus respectée;

– les actions menées ne répondent plus aux conditions du paragraphe 3;

– une des conditions visées aux 1°, 2° et 3°, n'est plus remplie;

5° les statuts doivent prévoir les modalités permettant d'assurer le contrôle public.

§ 5. L'Office peut conclure des conventions de partenariat dans les conditions suivantes :

1° la convention doit prévoir la création d'une instance collégiale dont l'objet est de suivre sa bonne exécution;

2° la convention doit ménager à l'Office une participation appropriée permettant d'atteindre les objectifs du partenariat;

3° la convention doit définir les moyens mis à disposition pendant l'exécution de la convention;

4° la convention doit régler le sort des droits intellectuels, spécialement le droit d'auteur, qui apparaîtraient en raison de la mise en commun des moyens et doit en prévoir la répartition proportionnellement aux moyens mis en commun;

5° la convention doit prévoir qu'aucune reconduction n'aura lieu sans une évaluation des actions réalisées et les critères sur base desquels cette évaluation s'effectuera;

6° la convention doit prévoir les modalités de sa résiliation lorsque les circonstances suivantes surviennent :

– la finalité du partenariat telle que définie au paragraphe 2 n'est plus respectée;

– les actions menées ne répondent plus aux conditions du paragraphe 3;

– une des conditions visées aux 1°, 2°, 3°, 4° et 5° n'est plus remplie.

CHAPITRE III. — *Gestion*

Art. 8. Pour ce qui concerne les missions visées aux articles 3, § 1^{er}, 1° à 5° et 7°, et 4, l'Office est administré par un comité de gestion et est assisté dans cette fonction par un bureau exécutif, tel que visé aux sections 4 et 5 du présent chapitre.

Section 1^{re}. — Du comité de gestion

Art. 9. Le comité de gestion est composé comme suit :

1° un président;

2° sept représentants des organisations représentatives des employeurs et sept représentants des organisations représentatives des travailleurs qui, seuls, ont voix délibérative.

Art. 10. Le Gouvernement wallon nomme le président.

Celui-ci doit :

- 1° être Belge;
- 2° être âgé de 21 ans au moins;
- 3° ne pas être dans un lien de subordination avec des organisations représentées au comité de gestion de l'Office;
- 4° ne pas relever du pouvoir hiérarchique d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat.

Le mandat du président a une durée de cinq ans, renouvelable.

Il prend fin en cas de décès, de démission, d'incapacité civile ou lorsqu'il n'est plus satisfait aux conditions visées à l'alinéa 2.

Le président qui a cessé de faire partie du comité de gestion est remplacé dans les trois mois qui suivent.

En cas de démission ou d'arrivée du terme du mandat, le président continue à exercer pleinement son mandat aussi longtemps qu'il n'a pas été pourvu à son remplacement.

Art. 11. Le Gouvernement wallon nomme les membres du comité de gestion visés à l'article 9, 2°, sur des listes doubles de candidats présentées respectivement par les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs.

Les membres du comité de gestion doivent être belges et âgés de vingt et un ans au moins.

Le mandat des membres du comité de gestion a une durée de cinq ans, renouvelable.

Il prend fin en cas de décès, de démission, d'incapacité civile ou lorsqu'il n'est plus satisfait aux conditions visées à l'alinéa 2.

Dans un délai de trois mois suivant la démission ou précédant l'expiration du mandat, le Gouvernement wallon invite les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs à présenter leurs candidats sur des listes doubles.

Ces listes doivent être adressées au Gouvernement wallon dans le mois qui suit la démission.

En cas de démission ou d'arrivée du terme de leur mandat, les membres continuent à exercer pleinement leur mandat aussi longtemps qu'il n'a pas été pourvu à leur remplacement.

Tout membre qui a cessé de faire partie du comité de gestion est remplacé dans les trois mois qui suivent. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Section 2. — Attributions du comité de gestion

Art. 12. § 1^{er}. Le comité de gestion dispose des pouvoirs suivants :

1° il négocie et conclut le contrat de gestion avec le Gouvernement wallon, s'assure de sa mise en œuvre et de son suivi;

2° il prend toutes les décisions de stratégie et de principe, dans le respect des orientations tracées par le contrat de gestion.

Sont considérées comme telles, les décisions qui, en raison de leur importance ou des conséquences qu'elles entraînent pour l'Office, déterminent ou modifient une orientation, une politique, un positionnement vis-à-vis de son environnement ou une ligne de conduite à tenir;

3° il conseille le Gouvernement wallon pour ce qui concerne la politique de l'emploi et de la formation professionnelle.

A ce titre, il peut notamment présenter au Gouvernement wallon des propositions de modifications aux lois, décrets ou arrêtés que l'Office est chargé d'appliquer.

Il est tenu de joindre à ses propositions le plan de financement de toute modification de la législation ou de la réglementation.

Si une proposition n'a pas recueilli l'unanimité, les différentes positions sont exprimées;

4° il est habilité à déléguer une partie de ses pouvoirs au bureau exécutif ou à l'administrateur général;

5° il prend les décisions qui n'ont pas fait l'objet, au sein du bureau exécutif, du consensus prévu à l'article 19, § 6, et celles relatives à un point dont l'administrateur général ou, en son absence, l'administrateur général adjoint le saisit conformément à l'article 19, § 2;

6° il arrête le règlement d'ordre intérieur du bureau exécutif;

7° il arrête le budget de l'Office;

8° il arrête le plan stratégique de gestion et de développement des ressources humaines qui lui est présenté par l'administrateur général;

9° il décide de la participation de l'Office aux créations, directions et financements de personnes morales de droit public ou privé régies par une législation belge, étrangère ou supranationale, dans les limites de l'article 7, §§ 1^{er} à 4.

Cette décision précise les limites du mandat des représentants et de la participation financière de l'Office, les modalités de prise en considération comptable et budgétaire de cette participation ainsi que les modalités de communication et de contrôle des comptes de la personne morale concernée;

10° il détermine les règles sur la base desquelles l'Office peut conclure des conventions de partenariat en conformité avec l'article 7, § 5;

11° il prend les décisions administratives à portée individuelle relatives aux marchés publics, aux aides financières et subsides alloués à l'Office et aux conventions visées à l'article 7, § 5, pour autant que ces marchés publics ne concernent pas les dépenses courantes nécessaires au fonctionnement de l'Office et pour autant que le montant estimé de ces marchés, de ces aides et subsides ou de ces conventions dépasse 30 millions de francs hors T.V.A.;

12° il définit les conditions dans lesquelles l'Office peut abandonner des créances.

§ 2. Il prend les décisions visées par toute législation ou réglementation, à moins que le présent décret ne réserve cette compétence à un autre organe de l'Office.

§ 3. Il dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice des compétences précitées.

§ 4. L'administrateur général fait rapport trimestriellement au comité de gestion sur l'exécution des décisions prises par ce dernier.

Art. 13. Le Gouvernement wallon soumet à l'avis du comité de gestion tout avant-projet de décret, d'arrêté ou de règlement modifiant la législation ou la réglementation que l'Office est chargé d'appliquer ou concernant le cadre du personnel et la structure de l'Office.

Le comité de gestion donne son avis dans un délai d'un mois à dater du jour de l'envoi de la demande. A la demande du Gouvernement wallon, ce délai peut être réduit à vingt jours ouvrables. L'avis cesse d'être requis s'il n'est pas émis dans le délai prescrit.

Si l'avis n'a pas recueilli l'unanimité, les différentes positions y sont exprimées.

Section 3. — Fonctionnement

Art. 14. Le comité de gestion fixe son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

1° les règles concernant la convocation du comité de gestion à la demande du ministre ayant l'emploi dans ses attributions et/ou du ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions, des commissaires du Gouvernement wallon, du président, de la personne chargée de la gestion journalière de l'organisme ou de deux membres;

2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour et, en cas de report, à l'inscription obligatoire à l'ordre du jour de la séance qui suit immédiatement;

3° les règles relatives à la présidence du comité de gestion en cas d'absence ou d'empêchement du président;

4° la présence d'au moins la moitié des représentants des organisations représentatives des employeurs et des représentants des organisations représentatives des travailleurs pour délibérer et décider valablement, ainsi que les modalités de vote au sein du comité de gestion;

5° les règles concernant le rétablissement de la parité lorsque les membres représentant respectivement les organisations des employeurs et les organisations des travailleurs ne sont pas présents en nombre égal au moment du vote;

6° les conditions dans lesquelles le comité de gestion peut faire appel à des personnes spécialement compétentes pour l'examen de questions particulières;

7° les modalités selon lesquelles les propositions visées à l'article 12, § 1^{er}, 3°, et l'avis visé à l'article 13 sont donnés;

8° les règles en fonction desquelles le comité de gestion peut déléguer certaines tâches spécifiques au bureau exécutif, notamment quant au contenu de ces tâches et au délai dans lequel elles doivent être accomplies;

9° les règles en fonction desquelles le comité de gestion peut charger l'administrateur général de représenter valablement l'Office dans les actes judiciaires et extra-judiciaires et d'agir en son nom et à sa demande, pour ce qui concerne les actes relevant de sa compétence;

10° les règles en fonction desquelles le comité de gestion prend les décisions qui n'ont pas pu être arrêtées par le bureau exécutif, faute de respect des conditions prévues à l'article 19, § 6;

11° la périodicité de ses réunions;

12° la forme des rapports trimestriels à établir par l'administrateur général.

Art. 15. Sur la proposition de l'administrateur général, le comité de gestion désigne, parmi les membres du personnel de l'Office, la personne chargée d'assurer la rédaction des procès-verbaux des réunions du comité et son suppléant.

Art. 16. Le Gouvernement wallon, sur la proposition du ministre ayant l'emploi dans ses attributions et du ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions, désigne deux commissaires en vue d'exercer les compétences définies par la loi du 16 mars 1954 précitée et à l'article 18.

Il désigne, sur la proposition du ministre ayant l'emploi dans ses attributions et du ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions, celui qui exerce ces compétences pour toutes les décisions qui ont une incidence budgétaire, comptable ou financière.

Art. 17. Le Gouvernement wallon fixe le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer au président, aux membres du comité de gestion, aux membres du bureau exécutif et aux commissaires.

Ces indemnités et jetons de présence sont à charge du budget de l'Office.

Art. 18. Lorsque l'intérêt général, le respect des lois, décrets, arrêtés, règlements, contrat de gestion le requièrent, le Gouvernement wallon ou, le cas échéant, un des commissaires délégués à cette fin peut requérir le comité de gestion, le bureau exécutif visé aux sections 4 et 5 du présent chapitre et le comité d'exploitation tel que visé au chapitre VII, afin de délibérer sur toute question qu'il détermine, ou leur enjoindre de prendre les mesures ou d'accomplir les actes nécessaires, dans le délai qu'il fixe, qui ne peut être inférieur à vingt jours, sauf en cas d'urgence.

Lorsqu'à l'expiration du délai, le comité de gestion, le bureau exécutif ou le comité d'exploitation n'a pas pris de décision ou lorsque le Gouvernement wallon ne se rallie pas à ces mesures ou à ces actes, il peut prendre la décision en lieu et place du comité de gestion, du bureau exécutif ou du comité d'exploitation.

Toute décision prise par le Gouvernement wallon en lieu et place du comité de gestion, du bureau exécutif ou du comité d'exploitation est immédiatement transmise en copie au Conseil régional wallon.

Section 4. — Du bureau exécutif

Art. 19. § 1^{er}. Le bureau exécutif est composé comme suit :

1° le président du comité de gestion;

2° deux représentants des organisations représentatives des employeurs et deux représentants des organisations représentatives des travailleurs ainsi que leurs suppléants sont choisis par le comité de gestion en son sein;

3° l'administrateur général et l'administrateur général adjoint;

4° le directeur général de la direction générale des services de production et le directeur général de la direction générale des ressources.

§ 2. Les membres du bureau exécutif visés au point 2° ont seuls voix délibérative. Toutefois, l'administrateur général ou, en son absence, l'administrateur général adjoint dispose, moyennant motivation en séance, du droit de saisir le comité de gestion. Dans ce cas, ce dernier décide en lieu et place du bureau exécutif.

§ 3. Sur la proposition de l'administrateur général, le bureau exécutif désigne, parmi les membres du personnel de l'Office, la personne chargée d'assurer le secrétariat du bureau exécutif et son suppléant.

§ 4. Les commissaires visés à l'article 16 assistent aux réunions du bureau exécutif et y exercent les compétences définies par la loi du 16 mars 1954 précitée et celles définies à l'article 18.

§ 5. Tout membre visé au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, qui a cessé de faire partie du bureau exécutif, pour cause de démission en tant que membre du bureau exécutif ou pour l'une des causes prévues aux articles 10 et 11, est remplacé dans les trois mois qui suivent. Lorsqu'il s'agit du remplacement d'un membre avant la date normale d'expiration du mandat, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

§ 6. Le quorum de présence requis pour que les décisions du bureau exécutif puissent être valablement prises est de quatre membres dont trois membres parmi ceux visés au paragraphe 1^{er}, 2°. Les décisions se prennent au consensus. Tout membre visé au paragraphe 1^{er}, 2°, dispose du droit de s'opposer à l'adoption d'une décision du bureau exécutif. Cette opposition doit être exprimée en séance et doit être motivée. Elle entraîne la saisine du comité de gestion lors de sa séance la plus proche.

Section 5. — Attributions du bureau exécutif

Art. 20. Conformément aux orientations et décisions prises par le comité de gestion, le bureau exécutif dispose des pouvoirs suivants :

- 1° il prépare les décisions à prendre par le comité de gestion;
- 2° il prend les décisions administratives à portée individuelle relatives notamment aux marchés publics, aux aides financières et subsides alloués par l'Office et aux conventions visées à l'article 7, § 5, pour autant que ces marchés publics ne concernent pas les dépenses courantes nécessaires au fonctionnement de l'Office et quand le montant estimé de ces marchés publics, de ces aides et subsides ou de ces conventions ne dépasse pas 30 millions de francs hors T.V.A.;
- 3° il prend toutes les décisions dans les matières autres que réglementaires pour lesquelles le statut des fonctionnaires de la Région a attribué une compétence au Gouvernement wallon;
- 4° il prend toutes les décisions, autres que relevant de la gestion journalière, dérivées des décisions de stratégie et de principe;
- 5° il exerce toutes autres tâches qui lui sont spécifiquement déléguées par le comité de gestion.

Le bureau exécutif est habilité, dans les limites et conditions qu'il détermine, à déléguer une partie des pouvoirs qui lui sont propres à l'administrateur général.

Art. 21. Le bureau exécutif propose au comité de gestion son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

- 1° les règles concernant la convocation du bureau exécutif à la demande du ministre ayant l'emploi dans ses attributions et du ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions, des commissaires ou d'un membre;
- 2° les règles relatives à la présidence du bureau exécutif en cas d'absence ou d'empêchement du président;
- 3° les conditions dans lesquelles le bureau exécutif peut faire appel de manière ponctuelle à des personnes spécialement compétentes pour l'examen de questions particulières;
- 4° les conditions dans lesquelles l'administrateur général peut désigner des membres du personnel de l'Office, chargés d'assister aux séances du bureau exécutif;
- 5° la périodicité de ses réunions;
- 6° les modalités de communication de ses décisions.

Section 6. — De la gestion journalière de l'office

Art. 22. Le Gouvernement wallon nomme l'administrateur général de l'Office ainsi que l'administrateur général adjoint aux conditions qu'il fixe.

Art. 23. § 1^{er}. L'administrateur général exécute les décisions du comité de gestion et lui rend compte trimestriellement de l'exécution de celles-ci. Il assume la gestion journalière pour toutes les missions qui sont confiées à l'Office par le présent décret. A ce titre, il peut accomplir tous les actes conservatoires, tous les actes d'exécution des décisions prises par le comité de gestion ou par le bureau exécutif, de même que les actes qui, en raison de leur importance ou des conséquences qu'ils entraînent pour l'Office, ne présentent pas un caractère exceptionnel ni ne représentent un changement de politique administrative ou commerciale et constituent l'expédition des affaires courantes de l'Office. Il assume toute autre mission qui lui est déléguée par le comité de gestion ou le bureau exécutif.

§ 2. En application du paragraphe 1^{er}, dans le respect du contrat de gestion et des décisions prises par le comité de gestion, il :

- 1° engage et licencie le personnel contractuel;
- 2° exerce toutes les compétences attribuées au secrétaire général par le statut des fonctionnaires de la Région wallonne;
- 3° dirige le personnel;
- 4° décide de l'organisation interne des services;
- 5° signe toutes les pièces et correspondances résultant des pouvoirs de gestion journalière;
- 6° représente valablement l'Office dans les actes judiciaires et extra-judiciaires et agit valablement en son nom et pour son compte pour ce qui concerne les actes de gestion journalière;
- 7° représente valablement l'Office dans les actes judiciaires et extra-judiciaires et agit valablement au nom du comité de gestion et au nom du bureau exécutif, à leur demande, pour ce qui concerne les actes relevant de leur compétence.

§ 3. L'identification des autres pouvoirs de gestion journalière telle que définie au paragraphe 1^{er} et les modalités de l'information visée au paragraphe 4 doivent être fixées de commun accord par le comité de gestion et par l'administrateur général. Cet accord est approuvé par le Gouvernement wallon, au plus tard dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 4. L'administrateur général est tenu d'informer le président du comité de gestion et du bureau exécutif, agissant d'initiative ou à la demande du comité de gestion, des actes accomplis dans le cadre de la gestion journalière et de lui fournir toutes explications y relatives.

§ 5. L'administrateur général est habilité à déléguer à un ou plusieurs membres du personnel une partie des pouvoirs qui lui sont attribués par ou en vertu du présent article, dans les limites et conditions qu'il détermine, en ce compris son pouvoir de représenter l'Office devant les juridictions judiciaires et administratives.

§ 6. L'administrateur général et son adjoint assistent aux réunions du comité de gestion avec voix consultative.

Art. 24. En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général, ses pouvoirs sont exercés par l'administrateur général adjoint. Si celui-ci est également empêché, un fonctionnaire général est désigné par le comité de gestion sur la proposition de l'administrateur général pour exercer ses fonctions.

CHAPITRE IV. — *Du personnel de l'Office*

Art. 25. Sur la proposition du comité de gestion, le Gouvernement wallon fixe le cadre du personnel de l'Office.

L'Office est autorisé à recruter du personnel contractuel aux fins exclusives énumérées à l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent.

En ce qui concerne les tâches spécifiques, l'Office est autorisé à recruter du personnel contractuel placé sous règlements particuliers pour des tâches d'expertise, des tâches de consultance, des tâches pédagogiques et d'encadrement liées à celles-ci et des tâches s'inscrivant dans le cadre d'activités exercées selon les méthodes commerciales.

Dans le respect de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 précité, le Gouvernement wallon arrête, après avis du comité de gestion, une liste de ces tâches spécifiques dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

CHAPITRE V. — *Des entités déconcentrées*

Art. 26. L'Office est organisé en entités déconcentrées dépendant directement de l'administrateur général.

Le Gouvernement wallon, sur la proposition du comité de gestion, arrête le nombre et le ressort territorial de ces entités.

CHAPITRE VI. — *Du financement et du budget de l'Office*

Art. 27. § 1^{er}. L'Office bénéficie de subventions pour l'exercice des missions définies par les articles 3 et 4, dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne.

§ 2. L'Office peut recevoir des legs et donations et percevoir toutes autres recettes.

§ 3. L'Office peut contracter des emprunts exclusivement pour financer des dépenses en capital relatives à ses missions d'emploi et de formation professionnelle et moyennant la garantie de la Région wallonne.

Toutefois, les emprunts contractés par l'Office pour les besoins du service visé au chapitre VII peuvent ne pas être destinés exclusivement à financer des dépenses en capital.

§ 4. Le placement des disponibilités de l'Office est soustrait aux dispositions de l'article 12, § 2, alinéas 2, 3 et 4, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Le comité de gestion détermine, moyennant l'approbation du Gouvernement wallon, les modalités de placement des disponibilités de l'Office.

Les intérêts de placement, résultant de la gestion financière des volets budgétaires de l'Office prévus à l'article 31, leur sont affectés selon les priorités et modalités fixées par le comité de gestion.

§ 5. L'Office dispose d'un fonds de roulement alimenté notamment par subvention à charge du budget de la Région wallonne, dont les montants et les modalités d'utilisation sont arrêtés par le Gouvernement wallon.

Art. 28. Les soldes des subsides régionaux non utilisés en date de clôture de l'exercice budgétaire sont à porter en réserves, au bilan de l'Office.

Ces réserves sont constituées dans le cadre des écritures d'affectation du résultat de l'exercice et couvrent des besoins dans les domaines de l'emploi ou de la formation professionnelle.

L'affectation de ces réserves est décidée, sur avis du comité de gestion, par le Gouvernement wallon qui fixe le nombre de comptes y afférents.

Ces réserves et leur affectation sont respectivement justifiées aux comptes et budgets de l'Office.

Art. 29. Le budget de l'Office est communiqué au Conseil régional wallon en annexe au projet du budget de la Région wallonne.

Art. 30. Les subventions inscrites au budget sont mises à la disposition de l'Office en quatre tranches trimestrielles d'un montant égal, à payer à l'Office au plus tard le vingtième jour de chaque trimestre.

Art. 31. Le budget des dépenses de l'Office est scindé en trois volets :

1° le volet I comporte les dépenses relatives aux matières définies à l'article 6, § 1^{er}, IX, 1° et 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

2° le volet II comporte les dépenses relatives aux matières définies à l'article 4, 16°, de la même loi;

3° le volet III comporte les dépenses qui ne sont pas rattachées au volet I ou au volet II et qui sont dénommées dépenses communes.

CHAPITRE VII. — *Du T-Intérim*

Art. 32. Le service dénommé « T-Intérim » est constitué notamment d'un réseau d'agences locales, lequel est, à l'exclusion de tout autre service de l'Office, compétent pour assurer la mission visée à l'article 3, § 1^{er}, 6°. Ce service dispose d'une autonomie en matière de gestion de personnel et de gestion financière, comptable et technique.

Le service est administré, à l'exclusion de tout autre organe, par un comité d'exploitation.

Le contrat de gestion établi conformément à l'article 6 comporte un chapitre consacré aux activités du T-Intérim.

Section 1^{re}. — Du comité d'exploitation

Art. 33. § 1^{er}. Le comité d'exploitation est composé comme suit :

- 1° le président du comité de gestion;
- 2° deux représentants des organisations représentatives des employeurs et deux représentants des organisations représentatives des travailleurs;
- 3° l'administrateur général ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, le fonctionnaire général qu'il désigne;
- 4° l'administrateur général adjoint ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire général que l'administrateur général désigne.

§ 2. Les membres du comité d'exploitation visés au paragraphe 1^{er}, 2°, ainsi que leurs suppléants sont désignés par le comité de gestion.

Pour pouvoir être nommé membre du comité d'exploitation, il faut :

- 1° être Belge;
- 2° être âgé de 21 ans au moins;
- 3° ne pas exercer une fonction ou détenir des intérêts dans une société de service exerçant une activité en concurrence directe avec le T-Intérim ou dans une organisation professionnelle représentative des entreprises privées de travail intérimaire.

§ 3. Tous les membres du comité d'exploitation ont voix délibérative. La personne chargée de la direction du T-Intérim assiste aux réunions du comité d'exploitation avec voix consultative.

§ 4. Les commissaires visés à l'article 16 assistent aux séances du comité d'exploitation et exercent les compétences définies par la loi du 16 mars 1954 et à l'article 18.

§ 5. Le mandat des membres du comité d'exploitation visés au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, a une durée de cinq ans. Tout membre visé au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, qui a cessé de faire partie du comité d'exploitation pour cause de démission, de décès, d'incapacité ou de non-respect des conditions visées au paragraphe 2, est remplacé dans les trois mois qui suivent. Lorsqu'il s'agit du remplacement d'un membre avant la date normale d'expiration du mandat, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Le mandat des membres du comité d'exploitation visés au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, est renouvelable.

§ 6. Pour que les décisions du comité d'exploitation soient valablement prises, le quorum de présence requis est de quatre membres. Les décisions du comité d'exploitation se prennent à la majorité des voix.

Section 2. — Attributions du comité d'exploitation

Art. 34. Le comité d'exploitation dispose des pouvoirs suivants :

- 1° il négocie et conclut le volet du contrat de gestion relatif au T-Intérim;
- 2° il prend toutes les décisions de stratégie et de principe, dans le respect des orientations tracées par le contrat de gestion;

Sont considérées comme telles les décisions qui, en raison de leur importance ou des conséquences qu'elles entraînent pour l'organisme, déterminent ou modifient une orientation, une politique, un positionnement vis-à-vis de son environnement ou une ligne de conduite à tenir;

- 3° il conseille le Gouvernement wallon pour ce qui concerne la mission que le T-Intérim assure.

A ce titre, il peut notamment présenter au Gouvernement wallon des propositions de modifications aux lois, décrets ou arrêtés que l'Office est chargé d'appliquer.

Si une proposition n'a pas recueilli l'unanimité, les différentes positions sont exprimées;

- 4° il est habilité à déléguer une partie de ses pouvoirs à l'administrateur général;
- 5° il arrête la section particulière du volet du budget de l'Office visée à l'article 43, § 2;

6° il arrête le plan stratégique de gestion et de développement des ressources humaines qui lui est présenté par l'administrateur général;

7° il décide, dans les conditions fixées par le contrat de gestion, de la participation directe ou indirecte de l'Office dans des sociétés, associations ou institutions, de droit public ou privé, belges ou étrangères dont l'objet social est compatible avec la mission du T-Intérim.

La décision visée à l'alinéa précédent précise les limites du mandat des représentants et de la participation financière de l'Office, les modalités de prise en considération comptable et budgétaire de cette participation ainsi que les modalités de communication et de contrôle des comptes de la personne morale concernée;

8° il prend les décisions administratives à portée individuelle relatives aux marchés publics pour autant que ces marchés ne concernent pas les dépenses courantes nécessaires au fonctionnement de l'Office;

- 9° il définit les conditions dans lesquelles le T-Intérim peut abandonner des créances.

Il dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice des compétences précitées.

L'administrateur général fait rapport trimestriellement au comité d'exploitation sur l'exécution des décisions prises par ce dernier.

Art. 35. Le Gouvernement wallon soumet à l'avis du comité d'exploitation tout avant-projet de décret, d'arrêté ou de règlement modifiant la législation ou la réglementation que l'Office est chargé d'appliquer ou concernant le règlement applicable au personnel du T-Intérim ou la structure du service.

Le comité d'exploitation donne son avis dans un délai d'un mois à dater du jour de l'envoi de la demande. A la demande du Gouvernement wallon, ce délai peut être réduit à vingt jours ouvrables. L'avis cesse d'être requis s'il n'est pas émis dans le délai imparti. Si l'avis n'a pas recueilli l'unanimité, les différentes positions y sont exprimées.

Section 3. — Fonctionnement du comité d'exploitation

Art. 36. Le comité d'exploitation fixe son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

1° les règles concernant la convocation du comité d'exploitation à la demande du ministre ayant l'emploi dans ses attributions, des commissaires du Gouvernement wallon ou d'un membre;

2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour et, en cas de report, à l'inscription obligatoire à l'ordre du jour de la séance qui suit immédiatement;

3° les règles relatives à la présidence du comité d'exploitation en cas d'absence ou d'empêchement du président;

4° les conditions dans lesquelles le comité d'exploitation peut faire appel à des personnes spécialement compétentes pour l'examen de questions particulières;

5° les modalités selon lesquelles les propositions visées à l'article 34, 3°, et l'avis visé à l'article 35 sont donnés;

6° les règles en fonction desquelles le comité d'exploitation peut déléguer certaines tâches spécifiques à l'administrateur général, notamment quant au contenu de ces tâches et au délai dans lequel elles doivent être accomplies;

7° les modalités selon lesquelles le comité d'exploitation peut charger l'administrateur général ou la personne chargée de la direction du T-Intérim de représenter valablement l'Office dans les actes judiciaires et extra-judiciaires et d'agir en son nom et à sa demande pour ce qui concerne les actes de sa compétence;

8° la périodicité de ses réunions;

9° la forme des rapports trimestriels à établir par l'administrateur général.

Art. 37. Le comité d'exploitation établit un rapport annuel relatif à la gestion du T-Intérim. Le Gouvernement wallon détermine le contenu de ce rapport.

Art. 38. Sur proposition de l'administrateur général, le comité d'exploitation désigne, parmi les agents du T-Intérim, la personne chargée d'assurer le secrétariat de ses séances et son suppléant.

Art. 39. Le Gouvernement wallon fixe le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer aux membres du comité d'exploitation et aux commissaires. Ces indemnités et jetons de présence sont à charge de la section particulière telle que prévue à l'article 43, § 2.

Section 4. — De la gestion journalière du T-Intérim

Art. 40. § 1^{er}. L'administrateur général exécute les décisions du comité d'exploitation et lui rend compte trimestriellement de l'exécution de celles-ci.

Il assume la gestion journalière au sens de l'article 23, ainsi que toute autre mission qui lui est déléguée par le comité d'exploitation.

§ 2. Les modalités de l'information visée au paragraphe 4 sont fixées de commun accord par le comité d'exploitation et par l'administrateur général.

§ 3. Tout ce qui n'est pas expressément attribué à la compétence du comité d'exploitation relève de la gestion journalière.

§ 4. L'administrateur général est tenu d'informer, à sa demande, le président du comité d'exploitation des actes accomplis dans le cadre de la gestion journalière et de lui fournir toutes explications y relatives.

§ 5. Il représente valablement l'Office dans les actes judiciaires et extra-judiciaires et agit valablement au nom du comité d'exploitation, à sa demande, pour ce qui concerne les actes relevant de sa compétence.

§ 6. L'administrateur général est habilité à déléguer à un ou plusieurs membres du personnel une partie des pouvoirs qui lui sont attribués par ou en vertu du présent article, dans les limites et conditions qu'il détermine, en ce compris son pouvoir de représenter l'Office devant les juridictions judiciaires et administratives.

Section 5. — De l'autonomie du T-Intérim

Art. 41. Une personne est spécialement et exclusivement chargée de la direction du T-Intérim. Dans l'organisation interne des services, elle ne justifie de sa gestion que devant l'administrateur général.

Art. 42. En vertu de l'autonomie dont le T-Intérim dispose conformément à l'article 32, seuls les membres de son personnel dûment habilités par leurs fonctions passent les actes juridiques et administratifs nécessaires au fonctionnement normal des agences locales dans leurs activités économiques et sociales de placement de personnel intérimaire.

Ces actes sont notamment :

1° la conclusion des contrats de travail intérimaire;

2° la conclusion des contrats de mise à disposition des travailleurs intérimaires avec l'utilisateur selon les conditions générales du T-Intérim;

3° l'établissement de tout document ou attestation imposé par les réglementations sociale et fiscale;

4° l'inscription des candidats intérimaires.

Art. 43. § 1^{er}. L'activité du T-Intérim est gérée selon des méthodes commerciales. Elle fait l'objet d'une comptabilité organisée conformément à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

Le Gouvernement wallon arrête les règles relatives à l'application de l'alinéa 1^{er}, notamment en ce qui concerne l'inventaire des biens et liquidités affectés à l'activité du T-Intérim ainsi que la facturation interne des prestations fournies par ou au profit des autres services de l'Office.

§ 2. Le volet du budget de l'Office visé à l'article 31, 1^o, comporte une section particulière, laquelle mentionne les recettes et les dépenses résultant de l'activité du T-Intérim.

§ 3. Le T-Intérim supporte les dettes contractées dans le cadre de son activité.

Art. 44. § 1^{er}. Constituent des recettes du T-Intérim :

- 1^o les recettes propres de son activité;
- 2^o le produit du placement de ses disponibilités;
- 3^o le produit des emprunts visés à l'article 27, § 3, alinéa 2.

§ 2. Les recettes du T-Intérim sont affectées au paiement des dépenses liées :

- 1^o à ses frais de fonctionnement;
- 2^o aux rémunérations et charges sociales afférentes aux prestations des travailleurs intérimaires;
- 3^o à des actions spécifiques en vue de faciliter l'insertion professionnelle des travailleurs intérimaires;
- 4^o aux investissements.

§ 3. Sur avis du comité d'exploitation, le Gouvernement wallon arrête les principes de la tarification du T-Intérim à l'égard des utilisateurs.

Art. 45. Il est constitué pour les besoins du T-Intérim un fonds de réserve.

Le montant maximum de cette réserve est fixé à 100 millions de francs liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation et constitué par un prélèvement sur le bénéfice des exercices antérieurs.

Les bénéfices du T-Intérim sont affectés au fonds de réserve jusqu'au montant maximum visé à l'alinéa 2; ce montant atteint, les bénéfices restants sont répartis à l'exercice suivant au volet visé à l'article 31, 1^o, dont 50 % à la section du T-Intérim.

Sur la proposition du comité d'exploitation, le Gouvernement wallon peut adapter le montant du fonds de réserve aux circonstances économiques.

CHAPITRE VIII. — *Publications au Moniteur belge*

Art. 46. Le règlement d'ordre intérieur du comité de gestion, du bureau exécutif, du comité d'exploitation, l'accord prévu à l'article 23, § 3, de même que les délégations de pouvoirs de gestion journalière qui en découlent, et celles prévues à l'article 40, § 5, de même que les tarifs arrêtés par le comité de gestion en application de l'article 5, font l'objet d'une publication au *Moniteur belge*, à l'initiative de l'administrateur général.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires relatives à l'exercice de compétences communautaires*

Section 1^{re}. — Organisation

Art. 47. L'Office peut, conformément aux dispositions du présent chapitre, être chargé, à titre transitoire, par la Communauté germanophone, de missions relevant de ses compétences en matière de reconversion et de recyclage professionnels, visées par l'article 4, 16^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée.

A partir de la date d'entrée en vigueur du décret relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles, l'Office peut, conformément aux dispositions du présent chapitre, être chargé, à titre transitoire, par la Communauté germanophone, de missions relevant de l'exercice de ses compétences en matière d'emploi, visées par l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée.

En cas d'application des alinéas 1^{er} et 2, l'Office est soumis aux dispositions du présent décret sans préjudice de l'application du présent chapitre.

Art. 48. Le comité de gestion négocie avec le Gouvernement de la Communauté germanophone un contrat de gestion conformément aux règles fixées par ou en vertu d'un décret du Conseil de la Communauté germanophone.

Art. 49. Le comité de gestion peut présenter au Gouvernement de la Communauté germanophone des propositions de modifications aux lois, décrets, ou arrêtés qu'il est chargé d'appliquer. Si une proposition n'a pas recueilli l'unanimité, les différentes positions y sont exprimées.

Le comité de gestion est tenu de joindre à ses propositions le plan de financement de toute modification de la législation ou réglementation.

Art. 50. Le Gouvernement de la Communauté germanophone soumet à l'avis du comité de gestion tout avant-projet de décret, d'arrêté ou de règlement modifiant la législation ou la réglementation que l'Office est chargé d'appliquer ou concernant le cadre du personnel et la structure de l'Office.

Le comité de gestion donne cet avis dans un délai d'un mois à dater de l'envoi de la demande. A la demande du Gouvernement de la Communauté germanophone, ce délai peut être réduit à vingt jours ouvrables. L'avis cesse d'être requis s'il n'est pas émis dans le délai prescrit.

Art. 51. Le Gouvernement de la Communauté germanophone peut désigner un commissaire chargé d'exercer, en ce qui concerne les décisions relatives aux missions confiées conformément à l'article 47, les attributions prévues par la loi du 16 mars 1954 précitée. Le commissaire exerce ces attributions au comité de gestion et au bureau exécutif.

Il fixe le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer au commissaire, lesquels sont à charge du budget de l'Office.

Art. 52. Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone statuent conjointement sur les matières suivantes :

- 1° la nomination du président et des membres du comité de gestion;
- 2° la nomination de l'administrateur général et de son adjoint;
- 3° la fixation du montant des indemnités et des jetons de présence à allouer au président du comité de gestion, aux membres du comité de gestion et aux membres du bureau exécutif;
- 4° le nombre et le ressort territorial des entités déconcentrées, sur la proposition du comité de gestion;
- 5° la détermination du personnel nécessaire à l'exécution des tâches communes à la Région wallonne et à la Communauté germanophone;
- 6° la détermination de la quote-part de la Communauté germanophone dans la prise en charge des dépenses inscrites dans le budget de l'Office;
- 7° la concertation préalable à l'établissement du contrat de gestion à conclure avec l'organisme ainsi que la négociation du contrat ayant trait aux services et dépenses communes;
- 8° l'accord visé à l'article 23, § 3.

Dans les cas précités où les Gouvernements décident conjointement, leur décision donne lieu à un arrêté pris par chaque Gouvernement.

Dans les mêmes cas, toute proposition émanant de l'Office est soumise conjointement aux ministres du Gouvernement wallon ayant l'emploi et/ou la formation professionnelle dans leurs attributions et au ministre du Gouvernement de la Communauté germanophone ayant la formation professionnelle dans ses attributions.

Ils exercent, chacun pour son propre compte, le pouvoir de substitution dans les cas et conditions prévus à l'article 18 et conjointement pour les matières et dépenses communes.

Art. 53. Par dérogation à l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, les dispositions particulières à l'Office et le cadre de son personnel sont arrêtés par le Gouvernement wallon de l'accord préalable du Gouvernement de la Communauté germanophone.

Art. 54. Chaque Gouvernement décide seul pour les matières qui relèvent de ses compétences exclusives.

Section 2. — Financement et budget

Art. 55. L'Office :

- 1° bénéficie de subventions de la Communauté germanophone dans les limites des crédits inscrits à cette fin à son budget et mises à la disposition de l'Office, en quatre tranches trimestrielles d'un montant égal, à payer à l'Office au plus tard le vingtième jour de chaque trimestre;
- 2° peut contracter des emprunts pour le financement des dépenses en capital relatives aux missions confiées conformément à l'article 47, moyennant la seule garantie de la Communauté germanophone;
- 3° peut souscrire ou acquérir des parts ou actions émises par une société d'économie mixte dont l'objet principal est la formation professionnelle.

Art. 56. Le budget de l'Office est communiqué au Conseil de la Communauté germanophone en annexe au projet de budget de la Communauté germanophone.

Le budget des recettes mentionne distinctement les subventions à recevoir de la Communauté germanophone pour la prise en charge de dépenses inscrites dans le budget de l'Office.

CHAPITRE X. — Dispositions finales

Art. 57. Dans l'article 1^{er}, B, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi (Forem) » sont ajoutés.

Art. 58. Les biens, les droits et obligations et le personnel de l'Office régional de l'emploi sont transférés à l'Office. La cession est opposable aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur du présent décret.

Les biens, droits et obligations, et le personnel du service dénommé « T-Service Intérim » sont transférés au service dénommé « T-Intérim ».

La cession est opposable aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 59. Le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'emploi, modifié par le décret du 4 novembre 1993, est abrogé.

L'article 2 du décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale est abrogé.

Les articles 8, 9 et 10 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public de la Région wallonne sont abrogés.

Art. 60. Dans toutes les dispositions légales ou réglementaires en vigueur, il y a lieu de lire « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » en lieu et place de « Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—
Note

(1) *Session 1998-1999*

Documents du Conseil. — 499 (1998-1999) n^{os} 1 à 15.

Compte rendu intégral. Séance publique du 28 avril 1999. — Discussion. — Vote.

—
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2244

[C — 99/27535]

**6. MAI 1999 — Dekret über das «Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi»
(Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung) (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Das «Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi»*

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret regelt teilweise in Anwendung des Artikels 138 der Verfassung eine in Artikel 127, § 1 der Letzteren erwähnte Angelegenheit.

Die Bestimmungen bezüglich dieser Angelegenheit sind auf dem französischen Sprachgebiet der Region unbeschadet der Bestimmungen des Kapitels IX anwendbar.

Art. 2 - Ein «Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi», weiter unten das «Office» genannt, dessen Akronym «Forem» ist, wird gegründet.

Das «Office» ist eine Einrichtung öffentlichen Interesses, die die Rechtspersönlichkeit besitzt und zu den Einrichtungen der Kategorie B im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser öffentlicher Einrichtungen gehört. Das «Office» unterliegt den Bestimmungen des vorerwähnten auf die Einrichtungen der besagten Kategorie anwendbaren Gesetzes, es sei denn, es wird in dem vorliegenden Dekret davon abgewichen.

KAPITEL II — *Zuständigkeiten*

Art. 3 - § 1. Was die Wallonische Region betrifft, hat das «Office» als Aufgaben:

1° die Anwerbung und die Vermittlung der Arbeitnehmer zu organisieren und zu fördern;

2° sich an der Entlohnung der älteren Personen, die ungewollt arbeitslos geworden sind, der Personen mit einer Behinderung oder der Personen, deren Vermittlung aus anderen Gründen als schwierig gilt, und die dank seiner Einschaltung angestellt worden sind, zu beteiligen;

3° sich an den Ausgaben zu beteiligen, die mit der Auswahl, der Berufsbildung und der Wiedereinrichtung des durch die Arbeitnehmer angestellten Personals im Hinblick auf die Schaffung, die Ausdehnung oder die Umstellung von Unternehmen verbunden sind;

4° sich an den Wiedereinrichtungskosten der arbeitslosen Arbeitnehmer zu beteiligen;

5° sich an der Entlohnung der durch die Umstellung eines Unternehmens betroffenen Arbeitnehmer zu beteiligen;

6° den Benutzern Zeitarbeiter zur Verfügung zu stellen, die durch das als Arbeitgeber handelnde «Office» angestellt werden, zwecks der Ausführung einer durch das oder gemäß dem Gesetz vom 24. Juli 1987 über die Zeitarbeit, die Interimsarbeit und die Stellung von Arbeitnehmern zur Verfügung von Benutzern erlaubten Zeitarbeit;

7° die ihm im Rahmen der Programme zur Wiederbeschäftigung der entschädigten Vollarbeitslosen oder der gleichgestellten Personen anvertrauten Aufgaben durchzuführen.

§ 2. Die Wallonische Regierung bestimmt die allgemeinen Bedingungen, unter denen diese Aufgaben durchgeführt werden.

Sie setzt den Rahmen fest, in welchem die Beteiligungen und Beihilfen den Personen und Unternehmen gewährt werden.

§ 3. Innerhalb der Grenzen ihrer Zuständigkeiten in Sachen Arbeitsbeschaffung ist die Wallonische Regierung berechtigt das «Office» mit jeglicher anderen Aufgabe zu beauftragen; der Verwaltungsvertrag wird dementsprechend angepasst.

§ 4. Die durch die oder gemäß den Paragraphen 1 und 3 festgesetzten Aufgaben können sich auf internationaler Ebene erweitern; innerhalb der Grenzen seiner Zuständigkeiten führt das «Office» die Aufgaben aus, die den öffentlichen Arbeitsbeschaffungsdienststellen durch die oder gemäß den überstaatlichen Gesetzgebungen, insbesondere durch diejenigen der Europäischen Union, zugeteilt werden.

Art. 4 - § 1. Was das französische Sprachgebiet betrifft, führt das «Office» die mit der Berufsbildung verbundenen Aufgaben durch, die darin bestehen die berufliche Umstellung und Umschulung der Arbeitslosen und der Arbeitnehmer zu fördern und zu organisieren, mit der Ausnahme derjenigen, die mit der ständigen Weiterbildung des Mittelstandes und der Berufsbildung der im landwirtschaftlichen Bereich tätigen Personen verbunden sind.

§ 2. Die Wallonische Regierung bestimmt die allgemeinen Bedingungen, unter denen diese Aufgaben ausgeführt werden.

Sie setzt den Rahmen fest, in welchem die Beteiligungen und Beihilfen den Personen und den Unternehmen gewährt werden.

§ 3. Innerhalb der Grenzen zur Ausübung ihrer Zuständigkeiten in Sachen Berufsbildung ist die Wallonische Regierung berechtigt das «Office» mit jeglicher anderen Aufgabe zu beauftragen.

§ 4. Die durch die oder gemäß den Paragraphen 1 und 3 festgesetzten Aufgaben können sich auf internationaler Ebene erweitern; innerhalb der Grenzen seiner Zuständigkeiten führt das «Office» die Aufgaben aus, die den öffentlichen Berufsbildungsdienststellen durch die oder gemäß den überstaatlichen Gesetzgebungen, insbesondere durch diejenigen der Europäischen Union, zugeteilt werden.

Art. 5 - Was die Arbeitnehmer einschließlich der Arbeitslose betrifft, werden ihnen die Produkte und die Dienstleistungen kostenlos zur Verfügung gestellt und erteilt.

Auf Vorschlag des Verwaltungsausschusses genehmigt die Wallonische Regierung Abweichungen vom in Absatz 1 bestimmten Unentgeltlichkeitsgrundsatz für bestimmte Arbeitnehmerkategorien, mit Ausnahme der unbeschäftigten Arbeitslosen, und dies für genau bestimmte Dienstleistungen.

Auf Gutachten des Verwaltungsausschusses bestimmt die Wallonische Regierung die Grundsätze der auf gewisse Produkte und auf gewisse Dienstleistungen, die durch sie bestimmt werden, anwendbaren Tariftabelle.

Unter Beachtung der in Absatz 3 erwähnten Grundsätze und des Verwaltungsvertrags setzt der Verwaltungsausschuss, auf Vorschlag des Generalverwalters, die Tarife fest, zu denen gewisse Produkte und gewisse Dienstleistungen verfügbar gemacht werden.

Art. 6 - Die Ausübung der verschiedenen Aufgaben des «Office» erfolgt gemäß dem zwischen der Wallonischen Regierung und dem in Kapitel III vorgesehenen Verwaltungsausschuss abgeschlossenen Verwaltungsvertrag.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Verfahren zur Erstellung des Verwaltungsvertrags.

Dieser Vertrag wird für fünf Jahre abgeschlossen.

Der Verwaltungsvertrag enthält:

- die Verpflichtungen der Wallonischen Regierung in Sachen Zuschüsse und andere nicht finanzielle Verpflichtungen;

- die Verpflichtungen des «Office» in Bezug auf die an die Zielgruppen zu leistenden Dienste, auf die Verwaltung seiner eigenen Mittel, auf quantitative und qualitative Ziele, auf die zu ihrer Verwirklichung einzusetzenden Mittel und auf die Termine;

- die Modalitäten für die Durchführung, die weitere Bearbeitung und die Revision.

Er wird am Ende des ersten Quartals nach dem Ablauf des vorherigen Verwaltungsvertrags zwischen der Wallonischen Regierung und dem Verwaltungsausschuss abgeschlossen.

Seine Ausführung ist Gegenstand von jährlichen Bewertungsberichten, die durch den Verwaltungsausschuss und die Kommissare der Wallonischen Regierung erstellt und der Wallonischen Regierung vorgelegt werden.

Falls der Verwaltungsvertrag in Ermangelung einer Einigung zwischen beiden Parteien innerhalb der in Absatz 5 festgesetzten Frist nicht abgeschlossen werden kann, entscheidet die Wallonische Regierung selbst über die Verwendung der durch sie gewährten Zuschüsse, dies nach der Übermittlung einer Aufforderung an den Verwaltungsausschuss durch den zu diesem Zweck bezeichneten Kommissar.

Art. 7 - § 1. Das «Office» kann seine Aufgaben in einer Partnerschaft ausführen und es ist in dieser Eigenschaft berechtigt Teil einer juristischen Person öffentlichen oder privaten Rechts zu sein, die durch eine belgische, ausländische oder überstaatliche Gesetzgebung geregelt wird, oder Partnerschaftsvereinbarungen unter den in dem vorliegenden Artikel bestimmten Bedingungen abzuschließen.

§ 2. Unter Partnerschaft ist jeglicher Zusammenschluss oder jegliche Zusammenarbeit mit öffentlichen und/oder privaten Beteiligten zu verstehen, wodurch finanzielle, menschliche oder sachliche Mittel zusammengelegt werden können, um ein zu den Aufgaben des «Office» gehörendes Ziel zu verfolgen, welches das Entgegenkommen, das ein einziger Beteiligter den Bedürfnissen der Zielgruppen hätte gewähren können, übertrifft oder geeigneter macht, oder wenn das «Office» einen Teil seiner Aufgaben wegen der Eigentümlichkeit des zu deckenden Bedürfnisses nicht allein verwirklichen kann.

§ 3. Die in Partnerschaft geführten Handlungen müssen in Verbindung mit den Orientierungen des Verwaltungsvertrags stehen.

§ 4. Unter den nachstehenden Bedingungen kann das «Office» eine auf juristischer Ebene unterschiedliche Einrichtung gründen oder sich daran beteiligen:

1° die Satzungen müssen vorsehen, dass das «Office» mindestens in Höhe von seinen Einlagen in den Verwaltungs- und Entscheidungsorganen vertreten ist;

2° die Satzungen müssen die Verteilung der Güter und Aktiva wenigstens in Höhe seiner Einlagen vorsehen;

3° die Satzungen müssen vorsehen, dass eine Kontrolle der Bücher jederzeit stattfinden kann, um dadurch die Benutzung der öffentlichen Gelder zu prüfen;

4° die Satzungen müssen die Modalitäten für den Rückzug des «Office» vorsehen, wenn die nachstehenden Umstände vorkommen:

- die Zielsetzung der Partnerschaft, so wie sie in Absatz 2 bestimmt wird, wird nicht mehr beachtet;
- die geführten Handlungen entsprechen nicht mehr den Bedingungen des Paragraphen 3;
- eine der in den Punkten 1°, 2° und 3° erwähnten Bedingungen wird nicht mehr erfüllt;

5° die Satzungen müssen die Modalitäten, die die Ausübung der öffentlichen Kontrolle ermöglichen, vorsehen.

§ 5. Das «Office» kann unter den nachstehenden Bedingungen Partnerschaftsvereinbarungen abschließen:

1° die Vereinbarung muss die Gründung einer kollegialen Instanz vorsehen, die zum Zweck hat deren korrekte Ausführung zu überprüfen;

2° die Vereinbarung muss dem «Office» eine geeignete Beteiligung vorbehalten, welche die Verwirklichung der Ziele der Partnerschaft ermöglicht;

3° die Vereinbarung muss die während ihrer Ausführung zur Verfügung gestellten Mittel bestimmen;

4° die Vereinbarung muss die Lage der geistigen Eigentumsrechte regeln, insbesondere des Urheberrechts, die infolge der Zusammenlegung der Mittel zum Vorschein kommen würden, und sie muss deren Verteilung im Verhältnis zu den zusammengelegten Mitteln vorsehen;

5° die Vereinbarung muss dafür sorgen, dass keine Verlängerung ohne vorherige Bewertung der durchgeführten Handlungen stattfindet; die für diese Bewertung anzuwendenden Kriterien werden ebenfalls in der Vereinbarung vorgesehen;

6° die Vereinbarung muss die Modalitäten für ihre Beendigung vorsehen, falls die nachstehenden Umstände vorkommen:

- die Zielsetzung der Partnerschaft, so wie sie in Paragraph 2 bestimmt wird, wird nicht mehr beachtet;
- die durchgeführten Handlungen erfüllen nicht mehr die Bedingungen des Paragraphen 3;
- eine der in den Punkten 1°, 2°, 3°, 4° und 5° erwähnten Bedingungen ist nicht mehr erfüllt;

KAPITEL III — *Verwaltung*

Art. 8 - Was die in den Artikeln 3, § 1, 1° bis 5° und 7°, und 4 erwähnten Aufgaben betrifft, wird das «Office» durch einen Verwaltungsausschuss verwaltet und in dieser Funktion durch einen Exekutivvorstand unterstützt, so wie in den Abschnitten 4 und 5 des vorliegenden Kapitels erwähnt.

Abschnitt 1 — Der Verwaltungsausschuss

Art. 9 - Der Verwaltungsausschuss besteht aus:

1° einem Vorsitzenden;

2° sieben Vertretern der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen und sieben Vertretern der repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen, die als einzige eine beschließende Stimme besitzen.

Art. 10 - Die Wallonische Regierung ernennt den Vorsitzenden.

Dieser muss:

1° Belgier sein;

2° mindestens 21 Jahre alt sein;

3° keiner Weisungsgebundenheit gegenüber den im Verwaltungsausschuss des «Office» vertretenen Organisationen unterliegen;

4° der Befehlsgewalt eines Ministers oder eines Staatssekretärs nicht unterliegen.

Das Mandat des Vorsitzenden hat eine Dauer von fünf Jahren, die erneuerbar ist.

Es endet mit dem Ableben, dem Rücktritt, der zivilrechtlichen Unfähigkeit, oder wenn die in Absatz 2 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind;

Der Vorsitzende, der dem Verwaltungsausschuss nicht mehr angehört, wird innerhalb der darauffolgenden drei Monate ersetzt.

Bei Rücktritt oder Erreichung des Endes des Mandats übt der Vorsitzende sein Mandat vollständig aus, solange kein Nachfolger bezeichnet worden ist.

Art. 11 - Die Wallonische Regierung ernennt die in Artikel 9, 2° erwähnten Mitglieder des Verwaltungsausschusses aus Listen mit je zwei Kandidaten, die durch die repräsentativen Arbeitgeber- bzw. Arbeitnehmerorganisationen vorgestellt werden.

Die Mitglieder des Verwaltungsausschusses müssen Belgier und wenigstens einundzwanzig Jahre alt sein.

Das Mandat der Mitglieder des Verwaltungsausschusses hat eine Dauer von fünf Jahren, die erneuerbar ist.

Es endet mit dem Ableben, dem Rücktritt, der zivilrechtlichen Unfähigkeit, oder wenn die in Absatz 2 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind.

Innerhalb einer dreimonatigen Frist nach dem Rücktritt oder vor dem Ablauf des Mandats fordert die Wallonische Regierung die repräsentativen Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen auf ihre Kandidaten aus zwei Listen mit je zwei Kandidaten vorzustellen.

Diese Listen müssen an die Wallonische Regierung innerhalb eines Monats nach dem Rücktritt gerichtet werden.

Bei Rücktritt oder Erreichung des Endes ihres Mandats üben die Mitglieder ihr Mandat vollständig aus, solange keine Nachfolger bezeichnet worden sind.

Jedliches Mitglied, das dem Verwaltungsausschuss nicht mehr angehört, wird innerhalb der folgenden drei Monate ersetzt. In diesem Fall führt das neue Mitglied das Mandat seines Vorgängers zu Ende.

Abschnitt 2 — Befugnisse des Verwaltungsausschusses

Art. 12 - § 1. Der Verwaltungsausschuss verfügt über die nachstehenden Befugnisse:

1° er handelt den Verwaltungsvertrag mit der Wallonischen Regierung aus und schließt ihn ab, er sorgt für seine Umsetzung und für die weitere Bearbeitung;

2° unter Beachtung der durch den Verwaltungsvertrag definierten Orientierungen trifft er alle strategischen und grundsätzlichen Entscheidungen.

Als solche werden die Entscheidungen betrachtet, die wegen ihrer Wichtigkeit oder wegen der Konsequenzen, die sie für das «Office» haben, eine Orientierung, eine Politik, eine Positionierung gegenüber seinem Umfeld oder eine zu beachtende Leitlinie bestimmen oder abändern;

3° er berät die Wallonische Regierung in Sachen Beschäftigungspolitik und Berufsbildung.

In dieser Eigenschaft kann er insbesondere der Wallonischen Regierung Abänderungsvorschläge zu den Gesetzen, Dekreten oder Erlassen, mit deren Anwendung das "Office" beauftragt ist, unterbreiten.

Seinen Vorschlägen muss er den Finanzierungsplan jeglicher Abänderung der Gesetzgebung oder der Regelung beifügen.

Wenn ein Vorschlag nicht einstimmig angenommen worden ist, so werden die verschiedenen Meinungen ausgedrückt;

4° er ist dazu berechtigt, dem Exekutivvorstand oder dem Generalverwalter einen Teil seiner Befugnisse zu übertragen;

5° er trifft die Entscheidungen, die innerhalb des Exekutivvorstands nicht Gegenstand der in Artikel 19, § 6 vorgesehenen Übereinstimmung gewesen sind, und diejenigen, die sich auf eine Sache beziehen, mit welcher er durch den Generalverwalter oder in dessen Abwesenheit durch den beigeordneten Generalverwalter gemäß Artikel 19, § 2 befasst wird;

6° er setzt die Dienstordnung des Exekutivvorstands fest;

7° er setzt den Haushalt des «Office» fest;

8° er setzt den strategischen Verwaltungs- und Entwicklungsplan der menschlichen Ressourcen fest, der ihm durch den Generalverwalter vorgelegt wird;

9° er entscheidet über die Beteiligung des «Office» an der Gründung, an der Leitung und an der Finanzierung von juristischen Personen öffentlichen oder privaten Rechts, die durch eine belgische, ausländische oder überstaatliche Gesetzgebung geregelt werden, dies innerhalb der Grenzen von Artikel 7, §§ 1 bis 4.

Diese Entscheidung bestimmt die Grenzen des Mandats der Vertreter und der finanziellen Beteiligung des «Office», die Modalitäten für die Berücksichtigung dieser Beteiligung auf dem Gebiet der Buchführung und des Haushalts sowie die Modalitäten für die Übermittlung und die Kontrolle der Bücher der betroffenen juristischen Person;

10° er bestimmt die Regeln, auf deren Grundlage das «Office» Partnerschaftsvereinbarungen gemäß Artikel 7, § 5 abschließen kann;

11° er trifft die verwaltungsmäßigen Entscheidungen mit individueller Tragweite, die sich auf die öffentlichen Aufträge, die an das «Office» gewährten finanziellen Beihilfen und Zuschüsse und die in Artikel 7, § 5 erwähnten Vereinbarungen beziehen, soweit diese öffentlichen Aufträge die für die Funktionstüchtigkeit des «Office» notwendigen laufenden Ausgaben nicht betreffen und soweit der geschätzte Betrag dieser Aufträge, dieser Beihilfen und Zuschüsse oder dieser Vereinbarungen 30 Millionen Franken ohne Mehrwertsteuer übertrifft;

12° er bestimmt die Bedingungen, unter denen das «Office» Forderungen aufgeben kann.

§ 2. Er trifft die in jeglicher Gesetzgebung oder Regelung genannten Entscheidungen, es sei denn das vorliegende Dekret behält diese Befugnis einem anderen Organ des «Office» vor.

§ 3. Er verfügt über alle für die Ausübung der vorerwähnten Zuständigkeiten nötigen

Befugnisse.

§ 4. Der Generalverwalter erstattet dem Verwaltungsausschuss quartalsweise Bericht über die Ausführung der durch letzteren getroffenen Entscheidungen.

Art. 13 - Die Wallonische Regierung legt dem Verwaltungsausschuss jeglichen Dekrets-, Erlass- oder Verordnungsvorentwurf zur Begutachtung vor, der die Gesetzgebung oder die Regelung abändert, mit deren Anwendung das «Office» beauftragt ist, oder die den Personalrahmen und die Struktur des «Office» betrifft.

Der Verwaltungsausschuss gibt sein Gutachten innerhalb einer einmonatigen Frist ab dem Zeitpunkt der Zustellung des Antrags bekannt. Auf Anfrage der Wallonischen Regierung kann diese Frist auf zwanzig Werktage reduziert werden. Das Gutachten ist nicht mehr erforderlich, wenn es nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist bekannt gegeben wird.

Falls das Gutachten nicht einstimmig angenommen worden ist, so werden die verschiedenen Meinungen ausgedrückt.

Abschnitt 3 — Arbeitsweise

Art. 14 - Der Verwaltungsausschuss setzt seine Dienstordnung fest, die insbesondere die nachstehenden Punkte vorsieht:

1° die Regeln bezüglich der Einberufung des Verwaltungsausschusses auf Anfrage des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, und/oder des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört, der Kommissare der Wallonischen Regierung, des Vorsitzenden, der mit der täglichen Führung der Einrichtung beauftragten Person, oder auf Anfrage von zwei Mitgliedern;

2° die Regeln bezüglich der Eintragung der Punkte in die Tagesordnung und im Falle einer Vertagung bezüglich der obligatorischen Eintragung in die Tagesordnung der direkt folgenden Sitzung;

3° die Regeln bezüglich des Vorsizes des Verwaltungsausschusses, falls der Vorsitzende abwesend oder verhindert ist;

4° die Anwesenheit von mindestens der Hälfte der Vertreter der repräsentativen Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen um auf gültige Weise zu beraten und zu entscheiden, sowie die Abstimmungsmodalitäten innerhalb des Verwaltungsausschusses;

5° die Regeln bezüglich der Wiederherstellung der paritätischen Vertretung, wenn die Mitglieder, die die Arbeitgeber- bzw. Arbeitnehmerorganisationen vertreten, zum Zeitpunkt der Abstimmung nicht in der gleichen Anzahl anwesend sind;

6° die Bedingungen, unter denen der Verwaltungsausschuss die Mitwirkung von besonders fachkundigen Personen für die Begutachtung von bestimmten Angelegenheiten anfordern kann;

7° die Modalitäten, wie die in Artikel 12, § 1, 3° erwähnten Vorschläge und das in Artikel 13 erwähnte Gutachten abgegeben werden;

8° die Regeln, aufgrund deren der Verwaltungsausschuss bestimmte spezifische Aufgaben dem Exekutivvorstand übertragen kann, insbesondere was den Inhalt dieser Aufgaben und die Frist, innerhalb welcher sie ausgeführt werden müssen, betrifft;

9° die Regeln, aufgrund deren der Verwaltungsausschuss den Generalverwalter beauftragen kann, das «Office» auf gültige Weise in den gerichtlichen und außergerichtlichen Handlungen zu vertreten und in seinem Namen und auf sein Ersuchen zu handeln, für was die zu seinem Zuständigkeitsbereich gehörenden Handlungen betrifft;

10° die Regeln, aufgrund deren der Verwaltungsausschuss die Entscheidungen trifft, die durch den Exekutivvorstand nicht getroffen werden konnten, weil die in Artikel 19, § 6 vorgesehenen Bedingungen nicht beachtet wurden.

11° die Häufigkeit seiner Versammlungen;

12° die Form der vierteljährlichen Berichte, die durch den Generalverwalter zu verfassen sind.

Art. 15 - Auf Vorschlag des Generalverwalters bezeichnet der Verwaltungsausschuss unter den Personalmitgliedern des «Office» die Person, die mit der Verfassung der Protokolle der Ausschussversammlungen beauftragt wird, und ihren Stellvertreter.

Art. 16 - Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, und des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört, bezeichnet die Wallonische Regierung zwei Kommissare um die in dem vorerwähnten Gesetz vom 16. März 1954 und in Artikel 18 bestimmten Befugnisse auszuüben.

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, und des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört, bezeichnet sie denjenigen, der diese Befugnisse für alle Entscheidungen ausübt, die auf dem Gebiet des Haushalts, der Buchführung und der Finanzen eine Auswirkung haben.

Art. 17 - Die Wallonische Regierung setzt den Betrag der Vergütungen und Anwesenheitsgelder fest, die dem Vorsitzenden, den Mitgliedern des Verwaltungsausschusses, den Mitgliedern des Exekutivvorstands und den Kommissaren zu gewähren sind.

Diese Vergütungen und Anwesenheitsgelder gehen zu Lasten des Haushalts des « Office ».

Art. 18 - Wenn das Wohl der Allgemeinheit, die Beachtung der Gesetze, Dekrete, Erlasse, Regelungen oder des Verwaltungsvertrags es erforderlich machen, kann die Wallonische Regierung oder gegebenenfalls einer der damit beauftragten Kommissare den Verwaltungsausschuss, den in den Abschnitten 4 und 5 des vorliegenden Kapitels erwähnten Exekutivvorstand und den so wie in Kapitel VII erwähnten Betriebsausschuss anfordern um über jede durch sie bestimmte Angelegenheit zu beraten, oder sie anweisen die nötigen Maßnahmen zu ergreifen oder die nötigen Handlungen auszuführen, dies innerhalb der durch sie festgesetzten Frist, die außer in den dringenden Fällen nicht weniger als zwanzig Tage betragen darf.

Wenn bei Ablauf dieser Frist der Verwaltungsausschuss, der Exekutivvorstand oder der Betriebsausschuss keine Entscheidung getroffen hat oder wenn die Wallonische Regierung sich diesen Maßnahmen oder diesen Handlungen nicht anschließt, kann sie die Entscheidung an Stelle des Verwaltungsausschusses, des Exekutivvorstands oder des Betriebsausschusses treffen.

Jede durch die Wallonische Regierung an Stelle des Verwaltungsausschusses, des Exekutivvorstands oder des Betriebsausschusses getroffene Entscheidung wird unverzüglich als Abschrift dem Wallonischen Regionalrat übermittelt.

Abschnitt 4 — Der Exekutivvorstand

Art. 19 - § 1. Der Exekutivvorstand setzt sich wie folgt zusammen:

1° der Vorsitzende des Verwaltungsausschusses;

2° zwei Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen und zwei Vertreter der repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen sowie ihre Stellvertreter werden durch den Verwaltungsausschuss unter seinen Mitgliedern gewählt;

3° der Generalverwalter und der beigeordnete Generalverwalter;

4° der Generaldirektor der Generaldirektion der Produktionsdienststellen und der Generaldirektor der Generaldirektion der Ressourcen.

§ 2. Nur die in Punkt 2° erwähnten Mitglieder des Exekutivvorstands verfügen über eine beschließende Stimme. Der Generalverwalter oder in seiner Abwesenheit der beigeordnete Generalverwalter verfügt über das Recht den Verwaltungsausschuss anzurufen, dies vorbehaltlich einer Begründung während der Sitzung.

§ 3. Auf Vorschlag des Generalverwalters bezeichnet der Exekutivvorstand unter den Personalmitgliedern des «Office» die Person, die mit der Führung des Sekretariats des Exekutivvorstands beauftragt wird, und ihren Stellvertreter.

§ 4. Die in Artikel 16 erwähnten Kommissare wohnen den Versammlungen des Exekutivvorstands bei und üben die in dem vorerwähnten Gesetz vom 16. März bestimmten und in Artikel 18 bestimmten Befugnisse dort aus.

§ 5. Jegliches in Paragraph 1, 1° und 2° erwähnte Mitglied, das dem Exekutivvorstand nicht mehr angehört, weil er als Mitglied des Exekutivvorstands zurückgetreten ist, oder aus einem der in den Artikeln 10 und 11 vorgesehenen Gründen, wird innerhalb der folgenden drei Monate ersetzt. Wenn es sich um die Ablösung eines Mitglieds vor dem normalen Ablaufdatum des Mandats handelt, führt das neue Mitglied das Mandat seines Vorgängers zu Ende.

§ 6. Die Anwesenheit von vier Mitgliedern, von denen drei unter den in Paragraph 1, 2° erwähnten Mitgliedern sind, ist erforderlich, damit die Entscheidungen des Exekutivvorstands auf gültige Weise getroffen werden können. Die Entscheidungen werden durch Konsens getroffen. Jegliches in Paragraph 1, 2° erwähnte Mitglied verfügt über das Recht sich der Verabschiedung einer Entscheidung des Exekutivvorstands zu widersetzen. Dieser Einspruch muss während einer Sitzung ausgedrückt und begründet werden. Er führt die Befassung des Verwaltungsausschusses bei der nächsten Sitzung herbei.

Abschnitt 5 — Befugnisse des Exekutivvorstands

Art. 20 - Gemäß den durch den Verwaltungsausschuss beschlossenen Orientierungen und Entscheidungen verfügt der Exekutivvorstand über die nachstehenden Befugnisse:

1° er bereitet die verwaltungsmäßigen Entscheidungen, die durch den Verwaltungsausschuss zu treffen sind, vor;

2° er trifft die verwaltungsmäßigen Entscheidungen mit individueller Tragweite, die sich insbesondere auf die durch das «Office» gewährten öffentlichen Aufträge, finanziellen Beihilfen und Zuschüsse und auf die in Artikel 7, § 5 erwähnten Vereinbarungen beziehen, soweit diese öffentlichen Aufträge die für den Betrieb des «Office» nötigen laufenden Ausgaben nicht betreffen, und wenn der geschätzte Betrag dieser öffentlichen Ausgaben, dieser Beihilfen und Zuschüsse oder dieser Vereinbarungen 30 Millionen Franken ohne Mehrwertsteuer nicht übertrifft;

3° er trifft alle Entscheidungen in den Angelegenheiten, die nicht mit den Regelungen verbunden sind, für welche das Statut der Beamten der Region der Wallonischen Regierung eine Befugnis gewährt hat;

4° mit Ausnahme derjenigen, die mit der täglichen Führung verbunden sind, trifft er alle Entscheidungen, die durch strategische und grundsätzliche Entscheidungen herbeigeführt werden;

5° er führt alle Aufgaben aus, mit denen er durch den Verwaltungsausschuss ausdrücklich beauftragt wird.

Innerhalb der durch ihn bestimmten Grenzen und Bedingungen ist der Exekutivvorstand berechtigt dem Generalverwalter einen Teil seiner eigenen Befugnisse zu übertragen.

Art. 21 - Der Exekutivvorstand schlägt dem Verwaltungsausschuss seine Dienstordnung vor, in der insbesondere die nachstehenden Punkte vorgesehen sind:

1° die Regeln bezüglich der Einberufung des Exekutivvorstands auf Anfrage des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, und des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört, der Kommissare oder eines Mitglieds;

2° die Regeln bezüglich des Vorsitzes des Exekutivvorstands, falls der Vorsitzende abwesend oder verhindert ist;

3° die Bedingungen, unter denen der Exekutivvorstand bei Gelegenheit besonders sachkundige Personen für die Begutachtung von besonderen Angelegenheiten zu Rate ziehen kann;

4° die Bedingungen, unter denen der Generalverwalter Personalmitglieder des «Office» bezeichnen kann, die damit beauftragt werden den Sitzungen des Exekutivvorstands beizuwohnen;

5° die Häufigkeit seiner Versammlungen;

6° die Modalitäten für die Bekanntgabe seiner Entscheidungen.

Abschnitt 6 — Die Tägliche Führung des «Office»

Art. 22 - Die Wallonische Regierung ernennt den Generalverwalter des «Office» so wie den beigeordneten Generalverwalter unter den durch sie festgesetzten Bedingungen.

Art. 23 - § 1. Der Generalverwalter führt die Beschlüsse des Verwaltungsausschusses aus und erstattet ihm quartalsweise Bericht über deren Ausführung. Bei allen dem «Office» durch das vorliegende Dekret anvertrauten Aufgaben sorgt er für die tägliche Führung. In dieser Eigenschaft kann er alle Sicherungsmaßnahmen, alle Ausführungshandlungen der durch den Verwaltungsausschuss oder den Exekutivvorstand getroffenen Entscheidungen vornehmen, so wie die Handlungen, welche wegen ihrer Bedeutung oder wegen der Konsequenzen, die sie für das «Office» herbeiführen, weder einen außerordentlichen Charakter besitzen, noch eine Änderung der verwaltungsmäßigen oder der kommerziellen Politik darstellen, und welche die Erledigung der laufenden Geschäfte des «Office» darstellen. Er führt jegliche andere Aufgabe aus, mit der er durch den Verwaltungsausschuss oder den Exekutivvorstand beauftragt wird.

§ 2. In Anwendung des Paragraphen 1, unter Beachtung des Verwaltungsvertrags und der durch den Verwaltungsausschuss getroffenen Entscheidungen:

1° stellt er das Vertragspersonal ein und entlässt es;

2° übt er alle dem Generalsekretär durch das Statut der Beamten der Wallonischen Region zugeteilten Befugnisse aus;

3° leitet er das Personal;

4° entscheidet er über die interne Organisation der Dienststellen;

5° unterschreibt er alle Dokumente und Briefe, die mit den Befugnissen der täglichen Führung verbunden sind;

6° vertritt er auf gültige Weise das «Office» in den gerichtlichen und außergerichtlichen Handlungen und handelt er auf gültige Weise in seinem Namen und für seine Rechnung, was die Handlungen der täglichen Führung angeht;

7° vertritt er auf gültige Weise das «Office» in den gerichtlichen und außergerichtlichen Handlungen und handelt er auf gültige Weise im Namen des Verwaltungsausschusses und im Namen des Exekutivvorstands, auf deren Anfrage, was die Handlungen betrifft, die unter ihre Zuständigkeit fallen.

§ 3 Die Identifikation der anderen Befugnisse der täglichen Führung, so wie sie in Paragraph 1 bestimmt ist, und die Modalitäten der in Paragraph 4 erwähnten Information müssen im Einvernehmen durch den Verwaltungsausschuss und den Generalverwalter bestimmt werden. Diese Einigung wird durch die Wallonische Regierung spätestens innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses genehmigt.

§ 4. Der Generalverwalter muss den Vorsitzenden des Verwaltungsausschusses und des Exekutivvorstands auf eigene Initiative oder auf Anfrage des Verwaltungsausschusses über die im Rahmen der täglichen Führung ausgeführten Handlungen informieren und ihm alle diesbezüglichen Erklärungen geben.

§ 5. Der Generalverwalter ist berechtigt einem oder mehreren Personalmitgliedern einen Teil der ihm durch den bzw. gemäß dem vorliegenden Artikel gewährten Befugnisse zu übertragen, dies innerhalb der Grenzen und Bedingungen, die er bestimmt, einschließlich seiner Befugnis das «Office» vor den Straf- und Verwaltungsgerichten zu vertreten.

§ 6. Der Generalverwalter und sein Beigeordneter wohnen den Versammlungen des Verwaltungsausschusses mit beratender Stimme bei.

Art. 24 - Falls der Generalverwalter abwesend oder verhindert ist, so werden seine Befugnisse durch den beigeordneten Generalverwalter ausgeübt. Wenn dieser ebenfalls verhindert ist, wird ein Generalbeamter durch den Verwaltungsausschuss auf Vorschlag des Generalverwalters bezeichnet um seine Befugnisse auszuüben.

Kapitel IV — *Das Personal des «Office»*

Art. 25 - Auf Vorschlag des Verwaltungsausschusses setzt die Wallonische Regierung den Rahmen des Personals des «Office» fest.

Das «Office» ist berechtigt Vertragspersonal anzustellen, dies ausschließlich zu den Zwecken, die in Artikel 2, Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, erwähnt sind.

Was die spezifischen Aufgaben betrifft, ist das «Office» berechtigt besonderen Regelungen unterliegendes Vertragspersonal für Begutachtungs-, Beratungs-, Lehr- und mit diesen verbundenen Betreuungsaufgaben und für Aufgaben in Verbindung mit gemäß kommerziellen Methoden ausgeübten Tätigkeiten anzustellen.

Unter Beachtung des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 setzt die Wallonische Regierung nach Begutachtung durch den Verwaltungsausschuss eine Liste dieser spezifischen Aufgaben innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses fest.

Kapitel V — *Die Dekonzentrierten Einheiten*

Art. 26 - Das «Office» ist in dekonzentrierten Einheiten organisiert, die direkt vom Generalverwalter abhängen.

Die Wallonische Regierung setzt die Anzahl und das Amtsgebiet dieser Einheiten auf Vorschlag des Verwaltungsausschusses fest.

KAPITEL VI — *Finanzierung und Haushaltsplan des «Office»*

Art. 27 - § 1. In den Grenzen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Mittel empfängt das «Office» Zuschüsse für die Ausführung der in Artikel 3 und 4 bestimmten Aufgaben.

§ 2. Das «Office» darf Vermächtnisse und Schenkungen empfangen und alle anderen Einnahmen einziehen.

§ 3. Das «Office» darf Anleihen ausschließlich zur Finanzierung seiner Kapitalausgaben betreffend seine Berufsbildungs- und Beschäftigungsaufgaben und mit der Bürgschaft der Wallonischen Region aufnehmen.

Die Anleihen, die vom «Office» für die Bedürfnisse der in Kapitel VII erwähnten Dienststelle aufgenommen werden, können jedoch nicht ausschließlich für die Finanzierung von Kapitalausgaben verwendet werden.

§ 4. Die Anlage der Barmittel des «Office» wird dem Bereich der Bestimmungen von Artikel 12, § 2, Absätze 2, 3 und 4 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser öffentlicher Einrichtungen entzogen.

Der Verwaltungsausschuss bestimmt, vorbehaltlich der Zustimmung der Wallonischen Regierung, die Modalitäten für die Anlage der Barmittel des «Office».

Die Erträge der Anlagen, die sich aus der Finanzgebarung der in Artikel 31 vorgesehenen Haushaltsbereiche des «Office» ergeben, werden den Barmitteln nach den Vorrangsregeln und Modalitäten, die vom Verwaltungsausschuss festgelegt werden, zugewiesen.

§ 5. Das «Office» verfügt über ein Umlaufvermögen, das unter anderem durch einen Zuschuss zu Lasten des Haushaltsplans der Wallonischen Region finanziert wird, dessen Beträge und Verwendungsmodalitäten durch die Wallonische Regierung festgelegt werden.

Art. 28 - Die Restbeträge der regionalen Zuschüsse, die am Abschlusstag des Haushaltsjahres nicht verwendet sind, werden in der Bilanz des «Office» als Rücklagen eingetragen.

Diese Rücklagen werden im Rahmen der Buchungen betreffend die Zuweisung des Ergebnisses des Haushaltsjahres gebildet und decken Bedürfnisse in den Bereichen der Beschäftigung und der Berufsbildung.

Auf Gutachten des Verwaltungsausschusses wird die Zuweisung dieser Rücklagen von der Wallonischen Regierung, die die Anzahl der damit verbundenen Konten festlegt, beschlossen.

Diese Rücklagen und ihre Zuweisung werden in den Büchern bzw. in den Haushaltsplänen des «Office» belegt.

Art. 29 - Der Haushaltsplan des «Office» wird dem Wallonischen Regionalrat als Anlage zum Haushaltsentwurf der Wallonischen Region übermittelt.

Art. 30 - Die im Haushaltsplan eingetragenen Zuschüsse werden dem «Office» in vier dreimonatlichen Teilbeträgen gleicher Höhe zur Verfügung gestellt, die dem «Office» spätestens am zwanzigsten Tag eines jeden Quartals zu zahlen sind.

Art. 31 - Der Ausgabenhaushaltsplan des «Office» besteht aus drei Bereichen:

1° der Bereich I umfasst die Ausgaben betreffend die in Artikel 6, § 1, IX, 1° und 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen bestimmten Bereiche;

2° der Bereich II umfasst die Ausgaben betreffend die in Artikel 4, 16° desselben Gesetzes bestimmten Bereiche;

3° der Bereich III umfasst die Ausgaben, die nicht den Bereichen I oder II zugeordnet werden und als Gemeinkosten bezeichnet werden.

KAPITEL VII — *T-Interim*

Art. 32 - Die «T-Interim» genannte Dienststelle besteht unter anderem aus einem Netz von lokalen Agenturen. Unter Ausschluss jeglicher anderen Dienststelle des «Office» ist sie dafür zuständig, die in Artikel 3, § 1, 6° erwähnte Aufgabe auszuführen. Das «T-Interim» ist eine unabhängige Dienststelle, was ihre Personal-, Finanz- und technische Verwaltung sowie die Buchführung angeht.

Die Dienststelle wird unter Ausschluss jeglichen anderen Organs durch einen Betriebsausschuss verwaltet.

Der gemäß Artikel 6 aufgesetzte Verwaltungsvertrag umfasst ein Kapitel betreffend die Tätigkeiten des «T-Interim».

Abschnitt 1 — Betriebsausschuss

Art. 33 - § 1. Der Betriebsausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

1° der Vorsitzende des Verwaltungsausschusses;

2° zwei Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen und zwei Vertreter der repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen;

3° der Generalverwalter oder wenn dieser abwesend oder verhindert ist, der Generalbeamte, den der Generalverwalter bezeichnet;

4° der beigeordnete Generalverwalter oder wenn dieser abwesend oder verhindert ist, der Generalbeamte, den der Generalverwalter bezeichnet.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Mitglieder des Betriebsausschusses sowie ihre Stellvertreter werden vom Verwaltungsausschuss bezeichnet.

Um als Mitglied des Betriebsausschusses ernannt werden zu können, muss man:

1° Belgier sein;

2° mindestens 21 Jahre alt sein;

3° kein Amt und keine Beteiligung in einer Dienstleistungsgesellschaft, die eine Tätigkeit in direktem Wettbewerb mit dem «T-Interim» ausübt, oder in einer die privaten Interimsarbeitsunternehmen vertretenden Berufsorganisation innehaben.

§ 3. Die gesamten Mitglieder des Betriebsausschusses haben beschließende Stimme. Die mit der Direktion des «T-Interim» beauftragte Person wohnt den Versammlungen des Betriebsausschusses mit beratender Stimme bei.

§ 4. Die in Artikel 16 erwähnten Kommissare wohnen den Sitzungen des Betriebsausschusses bei und üben die durch das Gesetz vom 16. März 1954 und in Artikel 18 bestimmten Befugnisse aus.

§ 5. Das Mandat der in § 1, 1° und 2° erwähnten Mitglieder des Betriebsausschusses dauert fünf Jahre. Jegliches in § 1, 1° und 2° erwähnte Mitglied, das wegen Rücktritt, Ableben, Unfähigkeit oder Nichteinhaltung der in § 2 erwähnten Bedingungen dem Betriebsausschuss nicht mehr angehört, wird innerhalb der darauffolgenden drei Monate ersetzt. Wenn es sich um die Ersetzung eines Mitglieds vor dem normalen Ablaufdatum des Mandats handelt, führt das neue Mitglied das Mandat seines Vorgängers zu Ende.

Das Mandat der in § 1, 1° und 2° erwähnten Mitglieder des Betriebsausschusses darf erneuert werden.

§ 6. Damit der Betriebsausschuss beschlussfähig wird, müssen vier Mitglieder anwesend sein. Der Betriebsausschuss beschließt mit der Stimmenmehrheit.

Abschnitt 2 — Befugnisse des Betriebsausschusses

Art. 34 - Der Betriebsausschuss ist für das Folgende befugt:

1° er handelt den Bereich des Verwaltungsvertrags, der das «T-Interim» betrifft, aus und schließt diesen ab;

2° unter Beachtung der in dem Verwaltungsvertrag festgelegten Orientierungen trifft er die gesamten strategischen und grundsätzlichen Entscheidungen;

Als solche werden die Entscheidungen betrachtet, die wegen ihrer Wichtigkeit und wegen der Konsequenzen, die sie für die Einrichtung haben, eine Orientierung, eine Politik, eine Positionierung gegenüber seinem Umfeld, oder eine zu beachtende Leitlinie bestimmen oder abändern;

3° er berät die Wallonische Regierung, was die vom «T-Interim» ausgeführte Aufgabe betrifft.

In dieser Eigenschaft kann er insbesondere der Wallonischen Regierung Abänderungsvorschläge zu den Gesetzen, Dekreten oder Erlassen, mit deren Anwendung das «Office» beauftragt ist, unterbreiten.

Wenn ein Vorschlag nicht einstimmig angenommen worden ist, werden die verschiedenen Meinungen ausgedrückt;

4° er ist dazu berechtigt, dem Generalverwalter einen Teil seiner Befugnisse zu übertragen;

5° er setzt den in Artikel 43, § 2 erwähnten Sonderabschnitt des Haushaltsbereichs des «Office» fest;

6° er legt den strategischen Verwaltungs- und Entwicklungsplan der menschlichen Ressourcen fest, den ihn der Generalverwalter vorlegt;

7° unter den in dem Verwaltungsvertrag festgelegten Bedingungen entscheidet er über die direkte oder indirekte Beteiligung des «Office» in belgischen oder ausländischen Gesellschaften, Vereinigungen oder Einrichtungen öffentlichen oder privaten Rechts, deren Gesellschaftszweck mit der Aufgabe vom «T-Interim» vereinbar ist.

Die im vorstehenden Absatz erwähnte Entscheidung bestimmt die Grenzen des Mandats der Vertreter und der finanziellen Beteiligung des «Office», die Modalitäten für die Berücksichtigung dieser Beteiligung auf dem Gebiet des Haushalts und der Buchführung sowie die Modalitäten für die Übermittlung und die Kontrolle der Bücher der betroffenen juristischen Person.

8° er trifft die verhältnismäßigen Entscheidungen mit individueller Tragweite, die sich auf die öffentlichen Aufträge beziehen, insofern diese Aufträge die für die Funktionstüchtigkeit des «Office» notwendigen laufenden Ausgaben nicht betreffen;

9° er bestimmt die Bedingungen, unter denen das «T-Interim» Forderungen aufgeben kann.

Er verfügt über alle Befugnisse, die für die Ausübung der vorerwähnten Zuständigkeiten notwendig sind.

Der Generalverwalter erstattet quartalsweise dem Betriebsausschuss Bericht über die Ausführung der von letzterem getroffenen Entscheidungen.

Art. 35 - Die Wallonische Regierung legt dem Betriebsausschuss jeglichen Dekrets-, Erlass- oder Verordnungsvorentwurf zur Begutachtung vor, der die Gesetzgebung oder die Regelung abändert, mit deren Anwendung das «Office» beauftragt ist, oder die den Personalrahmen des «T-Interim» oder die Struktur der Dienststelle betrifft.

Der Betriebsausschuss gibt sein Gutachten innerhalb einer einmonatigen Frist ab dem Zeitpunkt der Zustellung des Antrags bekannt. Auf Antrag der Wallonischen Regierung kann diese Frist auf zwanzig Werktage reduziert werden. Das Gutachten ist nicht mehr erforderlich, wenn es nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist bekannt gegeben wird. Falls das Gutachten nicht einstimmig angenommen worden ist, so werden die verschiedenen Meinungen ausgedrückt.

Abschnitt 3 — Arbeitsweise des Betriebsausschusses

Art. 36 - Der Betriebsausschuss setzt seine Dienstordnung fest, die insbesondere die nachstehenden Punkte vorsieht:

1° die Regeln bezüglich der Einberufung des Betriebsausschusses auf Anfrage des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, der Kommissare der Wallonischen Regierung oder eines Mitglieds;

2° die Regeln bezüglich der Eintragung der Punkte in die Tagesordnung und im Falle einer Vertagung bezüglich der obligatorischen Eintragung in die Tagesordnung der direkt folgenden Sitzung;

3° die Regeln bezüglich des Vorsitzes des Betriebsausschusses im Falle der Abwesenheit oder der Verhinderung des Vorsitzenden;

4° die Bedingungen, unter denen der Betriebsausschuss die Mitwirkung von besonders fachkundigen Personen für die Begutachtung von bestimmten Angelegenheiten anfordern kann;

5° die Modalitäten, wie die in Artikel 34, 3° erwähnten Vorschläge und das in Artikel 35 erwähnte Gutachten abgegebenen werden;

6° die Regeln, aufgrund deren der Betriebsausschuss bestimmte spezifische Aufgaben dem Generalverwalter übertragen kann, insbesondere was den Inhalt dieser Aufgaben und die Frist, innerhalb welcher sie ausgeführt werden müssen, betrifft;

7° die Modalitäten, nach denen der Betriebsausschuss den Generalverwalter oder die mit der Direktion des «T-Interim» beauftragte Person damit beauftragt, das «Office» auf gültige Weise in den gerichtlichen und außergerichtlichen Handlungen zu vertreten und in seinem Namen und auf sein Ersuchen zu handeln, für was die zu seinem Zuständigkeitsbereich gehörenden Handlungen betrifft;

8° die Häufigkeit seiner Versammlungen;

9° die Form der dreimonatlichen Berichte, die durch den Generalverwalter zu verfassen sind;

Art. 37 - Der Betriebsausschuss erstellt einen Jahresbericht über die Verwaltung des «T-Interim». Die Wallonische Regierung bestimmt den Inhalt dieses Berichts.

Art. 38 - Auf Vorschlag des Generalverwalters bezeichnet der Betriebsausschuss unter den Bediensteten des «T-Interim» die Person, die mit dem Sekretariat seiner Sitzungen beauftragt ist, und deren Stellvertreter.

Art. 39 - Die Wallonische Regierung legt den Betrag der den Mitgliedern des Betriebsausschusses zu gewährenden Vergütungen und Anwesenheitsgelder fest. Diese Vergütungen und Anwesenheitsgelder gehen zu Lasten des in Artikel 43, § 2 vorgesehenen Sonderabschnitts.

Abschnitt 4 — Tägliche Führung des «T-Interim»

Art. 40 - § 1. Der Generalverwalter führt die Beschlüsse des Betriebsausschusses aus und erstattet ihm quartalsweise Bericht über deren Ausführung.

Er sorgt für die tägliche Führung im Sinne von Artikel 23 sowie für jegliche andere Aufgabe, die ihm durch den Betriebsausschuss anvertraut wird.

§ 2. Die Modalitäten der in § 4 erwähnten Information werden vom Betriebsausschuss und vom Generalverwalter in gegenseitigem Einvernehmen festgelegt.

§ 3. Alles was nicht ausdrücklich unter die Zuständigkeit des Betriebsausschusses fällt, unterliegt der täglichen Führung.

§ 4. Der Generalverwalter ist verpflichtet, den Vorsitzenden des Betriebsausschusses auf seinen Antrag hin über die im Rahmen der täglichen Führung ausgeführten Handlungen zu informieren und ihm alle diesbezüglichen Erklärungen zu geben.

§ 5. Er vertritt das «Office» auf gültige Weise in gerichtlichen und außergerichtlichen Handlungen und handelt auf gültige Weise im Namen des Betriebsausschusses auf sein Ersuchen aus, für was die zu seinem Zuständigkeitsbereich gehörenden Handlungen betrifft.

§ 6. Der Generalverwalter ist befugt, einem bzw. mehreren Personalmitgliedern einen Teil der Befugnisse, die ihm durch diesen Artikel oder aufgrund dessen gewährt werden, in den Grenzen und unter den Bedingungen, die er bestimmt, einschließlich seiner Befugnis, das «Office» vor den ordentlichen und Verwaltungsgerichtsbarkeiten zu vertreten, zu übertragen.

Abschnitt 5 — Selbständigkeit des «T-Interim»

Art. 41 - Eine Person ist besonders und ausschließlich mit der Direktion des «T-Interim» beauftragt. In der internen Organisation der Dienste verantwortet sie sich für ihre Verwaltung nur vor dem Generalverwalter.

Art. 42 - Aufgrund der Selbständigkeit, über die das «T-Interim» gemäß Artikel 32 verfügt, schließen nur die Personalmitglieder, die durch ihr Amt ordnungsgemäß dazu befugt sind, die Rechts- und Amtshandlungen ab, die für die normale Arbeitsweise der lokalen Agenturen in ihren wirtschaftlichen und sozialen Tätigkeiten zur Vermittlung von Interimsarbeitskräften notwendig sind.

Diese Handlungen sind unter anderem die Folgenden:

- 1° der Abschluss der Interimsarbeitsverträge;
- 2° der Abschluss der Verträge zur Zurverfügungstellung von Interimsarbeitskräften mit dem Benutzer nach den allgemeinen Bedingungen des «T-Interim»;
- 3° die Ausfertigung jeder Unterlage oder Bescheinigung, die aufgrund der Sozial- oder Steuerregelung erforderlich ist;
- 4° die Eintragung der Bewerber um eine Interimsarbeit.

Art. 43 - § 1. Die Tätigkeit des «T-Interim» wird nach kommerziellen Methoden verwaltet. Sie ist Gegenstand einer gemäß dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchführung und die Jahresrechnungen der Unternehmen organisierten Buchführung.

Die Wallonische Regierung legt die Regeln bezüglich der Anwendung vom ersten Absatz fest, insbesondere was das Verzeichnis der der Tätigkeit des «T-Interim» zugewiesenen Güter und Barmittel sowie die interne Rechnungsschreibung der durch andere Dienststellen des «Office» oder zu deren Gunsten erbrachten Leistungen betrifft.

§ 2. Der in Artikel 31, 1° erwähnte Bereich des Haushaltsplans des «Office» beinhaltet einen Sonderabschnitt, der die Einnahmen und Ausgaben angibt, die sich aus der Tätigkeit des «T-Interim» ergeben.

§ 3. Das «T-Interim» trägt die im Rahmen seiner Tätigkeit gemachten Schulden.

Art. 44 - § 1. Die Einnahmen des «T-Interim» sind:

- 1° die eigenen Einnahmen, die sich aus seiner Tätigkeit ergeben;
- 2° der Ertrag aus der Anlage seiner verfügbaren Mittel;
- 3° der Ertrag der in Artikel 27, § 3, Absatz 2 erwähnten Anleihen.

§ 2. Die Einnahmen des «T-Interim» werden der Zahlung der Ausgaben, die mit dem Folgendem verbunden sind, zugewiesen:

- 1° seine Betriebskosten;
- 2° die mit den Leistungen der Interimsarbeitskräfte verbundenen Gehälter und Soziallasten;
- 3° die spezifischen Aktionen zur Erleichterung der beruflichen Eingliederung der Interimsarbeitskräfte;
- 4° die Investitionen.

§ 3. Auf Gutachten des Betriebsausschusses legt die Wallonische Regierung die Grundlagen der Tarifgestaltung des «T-Interim» gegenüber dem Benutzer fest.

Art. 45 - Es wird ein Reservefonds zur Deckung der Bedürfnisse des «T-Interim» gebildet.

Der Höchstbetrag dieser Reserve wird auf 100 Millionen BEF festgelegt. Dieser Betrag ist an die Entwicklung des Indexes der Verbraucherpreise gebunden und besteht in einer Abhebung aus dem Gewinn der früheren Haushaltsjahre.

Die Gewinne des «T-Interim» werden dem Reservefonds bis zum in Absatz 2 erwähnten Höchstbetrag zugewiesen. Wenn dieser Höchstbetrag erreicht ist, werden die übrigbleibenden Gewinne beim folgenden Haushalt dem in Artikel 31, 1° erwähnten Bereich zugewiesen, wobei 50 % dem Abschnitt bezüglich des «T-Interim» vorbehalten werden.

Auf Vorschlag des Betriebsausschusses kann die Wallonische Regierung den Betrag des Reservefonds an die wirtschaftlichen Umstände anpassen.

KAPITEL VIII - Veröffentlichungen im Belgischen Staatsblatt

Art. 46 - Die Dienstordnung des Verwaltungsausschusses, des Exekutivvorstands, des Betriebsausschusses, das in Artikel 23, § 3 vorgesehene Abkommen sowie die Übertragung von Vollmachten betreffend die tägliche Führung, die sich daraus ergeben, und diejenigen, die in Artikel 40, § 5 vorgesehen sind, sowie die vom Verwaltungsausschuss in Anwendung von Artikel 5 festgesetzten Tarife sind auf Veranlassung des Generalverwalters Gegenstand einer Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt.

KAPITEL IX — Übergangsbestimmungen Bezüglich der Ausübung von Gemeinschaftlichen Befugnissen

Abschnitt 1 — Organisation

Art. 47 - Das «Office» kann gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels vorübergehend durch die Deutschsprachige Gemeinschaft mit Aufgaben beauftragt werden, die zu ihren in Artikel 4, 16° des vorerwähnten Sondergesetzes vom 8. August 1980 erwähnten Befugnissen im Bereich der beruflichen Umschulung und Weiterbildung gehören.

Ab dem Datum des Inkrafttretens des Dekrets zur Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region in den Angelegenheiten Beschäftigung und Ausgrabungen durch die Deutschsprachige Gemeinschaft kann das «Office» gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels vorübergehend durch die Deutschsprachige Gemeinschaft mit Aufgaben beauftragt werden, die zu ihren in Artikel 6, § 1, IX des vorerwähnten Sondergesetzes vom 8. August 1980 erwähnten Befugnissen in Sachen Beschäftigung gehören.

Im Falle der Anwendung der Absätze 1 und 2 unterliegt das «Office» den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets unbeschadet der Anwendung dieses Kapitels.

Art. 48 - Der Verwaltungsausschuss handelt mit der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft einen Verwaltungsvertrag gemäß den in einem Dekret der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder aufgrund dessen festgelegten Regeln aus.

Art. 49 - Der Verwaltungsausschuss kann der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft Abänderungsvorschläge zu den Gesetzen, Dekreten oder Erlassen, mit deren Anwendung er beauftragt ist, unterbreiten. Wenn ein Vorschlag nicht einstimmig angenommen worden ist, werden die verschiedenen Meinungen ausgedrückt.

Seinen Vorschlägen muss der Verwaltungsausschuss einen Finanzierungsplan jeglicher Abänderung der Gesetzgebung oder der Regelung beifügen.

Art. 50 - Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft legt dem Betriebsausschuss jeglichen Dekrets-, Erlass- oder Verordnungsvorentwurf zur Begutachtung vor, der die Gesetzgebung oder die Regelung abändert, mit deren Anwendung das «Office» beauftragt ist, oder die den Personalrahmen oder die Struktur des «Office» betrifft.

Der Betriebsausschuss gibt sein Gutachten innerhalb einer einmonatigen Frist ab dem Zeitpunkt der Zustellung des Antrags bekannt. Auf Anfrage der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft kann diese Frist auf zwanzig Werktage reduziert werden. Das Gutachten ist nicht mehr erforderlich, wenn es nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist bekannt gegeben wird.

Art. 51 - Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft kann einen Kommissar bezeichnen, der damit beauftragt ist, die in dem vorerwähnten Gesetz vom 16. März 1954 vorgesehen Befugnisse wahrzunehmen, was die Beschlüsse bezüglich der gemäß Artikel 47 anvertrauten Aufgaben betrifft. Der Kommissar übt diese Befugnisse im Verwaltungsausschuss und im Exekutivvorstand aus.

Sie legt den Betrag der dem Kommissar zu gewährenden Vergütungen und Anwesenheitsgelder fest, die zu Lasten des «Office» gehen.

Art. 52 - Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft entscheiden gemeinsam in den folgenden Bereichen:

- 1° die Ernennung des Vorsitzenden und der Mitglieder des Verwaltungsausschusses;
- 2° die Ernennung des Generalverwalters und dessen Stellvertreter;
- 3° die Festlegung des Betrags der Vergütungen und Anwesenheitsgelder, die dem Vorsitzenden des Verwaltungsausschusses, den Mitgliedern des Verwaltungsausschusses und den Mitgliedern des Exekutivvorstands zu gewähren sind;
- 4° die Anzahl und das Amtsgebiet der dezentrierten Einheiten auf Vorschlag des Verwaltungsausschusses;
- 5° die Festlegung des Personals, das für die Durchführung der gemeinsamen Aufgaben der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft erforderlich ist;
- 6° die Festlegung des Anteils der Beteiligung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in der Übernahme der im Haushaltsplan des «Office» eingetragenen Ausgaben;
- 7° die Konzertierung, die vor der Erstellung des mit der Einrichtung abzuschließenden Verwaltungsvertrags stattzufinden hat, sowie die Verhandlung des Vertrags über die gemeinsamen Dienstleistungen und Ausgaben;
- 8° das in Artikel 23, § 3 erwähnte Abkommen.

In den vorerwähnten Fällen, in den die Regierungen gemeinsam beschließen, gibt ihr Beschluss Anlass zu einem von jeder Regierung verabschiedeten Erlass.

In denselben Fällen wird jeder Vorschlag des «Office» den für die Beschäftigung und/oder die Berufsbildung zuständigen Ministern der Wallonischen Regierung und dem für die Berufsbildung zuständigen Minister der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemeinsam vorgelegt.

In den Fällen und unter den Bedingungen, die in Artikel 18 vorgesehen sind; nehmen sie jeder für eigene Rechnung die dort erwähnte Ersetzungsbefugnis wahr, was gemeinsame Angelegenheiten und Ausgaben angeht, nehmen sie diese Ersetzungsbefugnis gemeinsam wahr.

Art. 53 - In Abweichung von Artikel 2 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, werden die dem «Office» eigenen Bestimmungen und der Stellenplan seines Personals von der Wallonischen Regierung mit dem vorherigen Einverständnis der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegt.

Art. 54 - Jede Regierung beschließt allein in den Bereichen, die zu ihrer ausschließlichen Zuständigkeiten gehören.

Abschnitt 2 — Finanzierung und Haushalt

Art. 55 - Das «Office»:

1° erhält Zuschüsse von der Deutschsprachigen Gemeinschaft innerhalb der Grenzen der zu diesem Zweck in ihrem Haushaltsplan eingetragenen Mittel; diese Zuschüsse werden dem «Office» in vier dreimonatlichen Teilbeträgen gleicher Höhe zur Verfügung gestellt, die dem «Office» spätestens am zwanzigsten Tage eines jeden Quartals zu zahlen sind;

2° kann Anleihen für die Finanzierung seiner Kapitalausgaben bezüglich der gemäß Artikel 47 anvertrauten Aufgaben mit der einzigen Bürgschaft der Deutschsprachigen Gemeinschaft aufnehmen;

3° kann Anteile oder Aktien, die durch eine gemischtwirtschaftliche Gesellschaft ausgegeben werden, deren Hauptzweck die Berufsbildung ist, zeichnen oder erwerben.

Art. 56 - Der Haushaltsplan des «Office» wird dem Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft als Anlage zum Haushaltsentwurf der Deutschsprachigen Gemeinschaft mitgeteilt.

Im Einnahmenhaushaltsplan werden die Zuschüsse, die von der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Übernahme von im Haushaltsplan des «Office» eingetragenen Ausgaben zu erhalten sind, separat angegeben.

KAPITEL X — Schlussbestimmungen

Art. 57 - In Artikel 1, B des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser öffentlicher Einrichtungen werden die Wörter «Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi» (Forem) (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Beschäftigung) eingefügt.

Art. 58 - Die Güter, die Rechte und Verpflichtungen sowie das Personal des «Office régional de l'emploi» werden dem «Office» übertragen. Die Übertragung ist sofort nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ohne andere Formvorschrift gegenüber Dritten wirksam.

Die Güter, die Rechte und Verpflichtungen sowie das Personal der «T-Service Interim» genannten Dienststelle werden der «T-Interim» genannten Dienststelle übertragen. Die Übertragung ist sofort nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ohne andere Formvorschrift gegenüber Dritten wirksam.

Art. 59 - Das Dekret vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des «Office régional de l'emploi», abgeändert durch das Dekret vom 4. November 1993, wird aufgehoben.

Artikel 2 des Programmdekrets vom 19. Dezember 1996 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Finanzen, Beschäftigung, Umwelt, bezuschusste Arbeiten, Wohnungswesen und soziale Maßnahmen wird aufgehoben.

Die Artikel 8, 9 und 10 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, werden aufgehoben.

Art. 60 - In den gesamten Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen müssen die Wörter «Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi» anstelle der Wörter «Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi» gelesen werden.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

—
Note

(1) *Sitzung 1998-1999*

Dokumente des Rats. — 499 (1998-1999) Nrn. 1 bis 15

Ausführliches Sitzungsprotokoll. Öffentliche Sitzung vom 28. April 1999 — Diskussion — Abstimmung

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2244

[C - 99/27535]

6 MEI 1999. — Decreet betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi"
(Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi"

Artikel 1. Dit besluit regelt gedeeltelijk een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet.

De bepalingen betreffende deze materie zijn van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied, onverminderd de bepalingen van hoofdstuk IX.

Art. 2. Er wordt een « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (afgekort « Forem ») opgericht, hierna « Office » genoemd.

De « Office » is een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid en wordt ingedeeld bij de instellingen van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. De « Office » valt onder de bepalingen van voormelde wet, die van toepassing is op de instellingen van bovenbedoelde categorie, tenzij dit decreet er van afwijkt.

HOOFDSTUK II. — *Bevoegdheden*

Art. 3. § 1. Wat het Waalse Gewest betreft, is de « Office » belast met de volgende opdrachten :

1° de werving en de plaatsing van werknemers organiseren en bevorderen;

2° tegemoetkomen in de bezoldiging van personen op leeftijd die buiten hun wil om werkloos zijn, van gehandicapte personen of personen van wie de plaatsing om andere redenen moeilijk wordt geacht, en die door zijn toedoen worden geworven;

3° tegemoetkomen in de uitgaven voor de selectie, beroepsopleiding en wederinschakeling van het door werkgevers geworven personeel met het oog op de oprichting, de uitbreiding of de omschakeling van een bedrijf;

4° tegemoetkomen in de kosten voor de wederinschakeling van werkloze werknemers;

5° tegemoetkomen in de bezoldiging van werknemers die bij een bedrijfsomschakeling betrokken zijn;

6° de gebruikers uitzendkrachten ter beschikking stellen die de « Office » in de hoedanigheid van werkgever tewerkstelt, met het oog op de uitvoering van een tijdelijk werk dat toegelaten is bij of krachtens de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;

7° de taken uitvoeren die hem opgedragen worden in het kader van de programma's voor de wedertewerkstelling van uitkeringsgerechtigde volledig werklozen of gelijkgestelde personen.

§ 2. De Waalse Regering bepaalt de algemene voorwaarden waaronder die opdrachten worden uitgevoerd.

Ze bepaalt het kader waarin tegemoetkomingen en toelagen worden verleend aan personen en bedrijven.

§ 3. Binnen de perken van haar bevoegdheden inzake tewerkstelling mag de Waalse Regering elke andere taak opdragen aan de « Office »; de beheersovereenkomst wordt dienovereenkomstig aangepast.

§ 4. De bij of krachtens de paragrafen 1 en 3 bepaalde opdrachten hebben ook een internationale draagwijdte; binnen de perken van zijn bevoegdheden vervult de « Office » de taken die bij of krachtens een supranationale wetgeving, met name die van de Europese Unie, opgedragen worden aan de openbare diensten voor tewerkstelling.

Art. 4. § 1. Wat het Franse taalgebied betreft, vervult de « Office » de opdrachten i.v.m. beroepsopleiding die betrekking hebben op de bevordering en de organisatie van de beroepsomscholing en -bijscholing van werkzoekenden en werknemers, met uitzondering van die betreffende de permanente vorming van de middenstand en de beroepsopleiding van personen die in de landbouw werken.

§ 2. De Waalse Regering bepaalt de algemene voorwaarden waaronder die opdrachten worden uitgevoerd.

Ze bepaalt het kader waarin tegemoetkomingen en bijdragen worden verleend aan personen en bedrijven.

§ 3. De Waalse Regering is gemachtigd om de « Office » elke andere taak op te dragen in het kader van de uitoefening van zijn bevoegdheden i.v.m. beroepsopleiding.

§ 4. De bij of krachtens de paragrafen 1 en 3 bepaalde opdrachten hebben ook een internationale draagwijdte; binnen de perken van zijn bevoegdheden vervult de « Office » de taken die bij of krachtens een supranationale wetgeving, met name die van de Europese Unie, opgedragen worden aan de openbare diensten voor beroepsopleiding.

Art. 5. Voor werknemers, werkzoekenden inbegrepen, worden de producten en diensten gratis verschaft en verstrekt.

Op voorstel van het beheerscomité kan de Waalse Regering voor sommige categorieën werknemers, niet werkende werkzoekenden uitgezonderd, en voor specifiek geïdentificeerde « Office » en afwijkingen toestaan van het in het eerste lid bedoelde kosteloosheidsbeginsel.

Op advies van het beheerscomité bepaalt de Waalse Regering de principes voor de tarifiering die van toepassing is op sommige producten en dienstverleningen waarvan zij de lijst vaststelt.

Met inachtneming van de in het derde lid bedoelde principes en van de beheersovereenkomst bepaalt het beheerscomité, op voorstel van de administrateur-generaal, tegen welke tarieven sommige producten en diensten verstrekt worden.

Art. 6. De verschillende opdrachten van de « Office » worden uitgevoerd met inachtneming van de beheersovereenkomst die gesloten is door de Waalse Regering en het in hoofdstuk III bedoelde beheerscomité.

De Waalse Regering bepaalt de procedure voor het uitwerken van de beheersovereenkomst.

De overeenkomst wordt gesloten voor vijf jaar.

De beheersovereenkomst bevat :

- de verbintenissen van de Waalse Regering inzake toelagen en andere niet-financiële verbintenissen;
- de verbintenissen van de « Office » i.v.m. de aan de doelgroepen te verlenen diensten, het beheer van zijn hulpbronnen, de kwantitatieve en kwalitatieve doelstellingen, de aan te wenden middelen om ze te halen en de termijnen;
- de voorschriften voor de uitvoering, de opvolging en de herziening.

Ze wordt gesloten tussen de Waalse Regering en het beheerscomité aan het einde van het eerste kwartaal na afloop van de vorige beheersovereenkomst.

De uitvoering ervan maakt het voorwerp uit van jaarlijkse evaluatieverslagen die door het beheerscomité en de commissarissen van de Waalse Regering worden opgemaakt en aan de Waalse Regering worden voorgelegd.

Als de beheersovereenkomst, bij gebrek aan akkoord tussen beide partijen, niet gesloten kan worden binnen de in het vijfde lid bedoelde termijn, beslist de Waalse Regering, na ingebrekestelling van het beheerscomité door de daartoe aangewezen commissaris, zelf over de bestemming van de toelagen die ze verleent.

Art. 7. § 1. De « Office » kan zijn opdrachten in partnerschap uitvoeren en mag daartoe deel uitmaken van een publiek- of privaatrechtelijk rechtspersoon die onder een Belgische, buitenlandse of supranationale wetgeving valt, of partnerschapsovereenkomsten sluiten onder de in dit artikel bedoelde voorwaarden.

§ 2. Onder « partnerschap » dient te worden verstaan elke vorm van vereniging of samenwerking met partners uit de openbare of de privé-sector, waardoor financiële en materiële middelen, alsook menselijke krachten gezamenlijk ingeschakeld kunnen worden ofwel om een doel te bereiken dat deel uitmaakt van de opdrachten van de « Office », maar dat beter inspeelt op een behoefte van het doelpubliek dan één partner alleen, ofwel om bijstand te verlenen wanneer de « Office » zich niet alleen van zijn opdrachten kan kwijten omdat in een specifieke behoefte moet worden voorzien.

§ 3. De in partnerschap verrichte handelingen moeten overeenstemmen met de richtlijnen van de beheersovereenkomst.

§ 4. De « Office » kan een instelling met een ander rechtsstatuut oprichten of er deel van uitmaken voor zover :

1° de statuten bepalen dat hij ten belope van zijn inbreng vertegenwoordigd wordt binnen de bestuurs- of beslissingsorganen;

2° de statuten voorzien in de verdeling van de goederen en bezittingen ten belope van zijn inbreng;

3° de statuten bepalen dat de rekeningen ieder ogenblik kunnen worden gecontroleerd om na te gaan hoe de openbare gelden worden gebruikt;

4° de statuten de wijze bepalen waarop de « Office » zich terugtrekt als :

- de finaliteit van het partnerschap, zoals bedoeld in § 2, uit het oog wordt verloren;
- de uitgevoerde handelingen niet meer voldoen aan de bepalingen van § 3;
- niet meer wordt voldaan aan één van de voorwaarden bedoeld onder 1°, 2° en 3°;

5° de statuten de wijze bepaalt waarop het openbaar onderzoek zal worden uitgevoerd.

§ 5. De « Office » kan een partnerschapsovereenkomst sluiten voor zover die overeenkomst :

1° voorziet in de oprichting van een collegiaal orgaan dat moet nagaan of ze goed wordt uitgevoerd;

2° voorziet in een geschikte deelneming van de « Office » zodat de doelstellingen van het partnerschap gehaald kunnen worden;

3° bepaalt welke middelen ter beschikking worden gesteld om ze uit te voeren;

4° de kwestie van de intellectuele rechten regelt, meer bepaald de auteursrechten, die wegens het gezamenlijk inzetten van de middelen tevoorschijn zou kunnen komen, en voorziet in de verdeling ervan al naar gelang de gezamenlijk ingezette middelen;

5° bepaalt dat geen verlenging zal plaatsvinden zonder een evaluatie van de verrichte handelingen, en op grond van welke criteria de evaluatie uitgevoerd zal worden;

6° bepaalt de wijze waarop ze ontbonden wordt als :

- de finaliteit van het partnerschap, zoals bedoeld in § 2, uit het oog wordt verloren;
- de verrichte handelingen niet meer voldoen aan de bepalingen van § 3;
- niet meer wordt voldaan aan één van de voorwaarden bedoeld onder 1°, 2°, 3°, 4° en 5°.

HOOFDSTUK III. — *Beheer*

Art. 8. Wat betreft de opdrachten bedoeld in de artikelen 3, § 1, 1° à 5°, 7°, en 4, wordt de « Office » beheerd door een beheerscomité en in die functie bijgestaan door een uitvoerend bureau, zoals bedoeld in de afdelingen 4 en 5 van dit hoofdstuk.

Afdeling 1. — Beheerscomité

Art. 9. Het beheerscomité is samengesteld uit :

1° een voorzitter;

2° zeven vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties en zeven vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties die alleen raadgevende stem hebben.

Art. 10. De Waalse Regering benoemt de voorzitter.

Hij moet :

1° Belg zijn;

2° ten minste 21 jaar oud zijn;

3° niet onder het gezag staan van de organisaties die binnen het beheerscomité van de « Office » vertegenwoordigd zijn;

4° niet onder het hiërarchische gezag van een Minister of een Staatssecretaris staan.

Het mandaat van de voorzitter loopt vijf jaar en is verlengbaar.

Het eindigt in geval van overlijden, ontslag, burgerlijke onbekwaamheid of als niet meer voldaan wordt aan de voorwaarden van het tweede lid.

De voorzitter die niet langer deel uitmaakt van het beheerscomité, wordt vervangen binnen de volgende drie maanden.

In geval van ontslagneming of als het mandaat verstrijkt, blijft de voorzitter het ten volle uitoefenen zolang hij niet vervangen is.

Art. 11. De Waalse Regering benoemt de in artikel 9, 2°, bedoelde leden van het beheerscomité uit dubbeltallen die respectievelijk door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties voorgedragen worden.

De leden van het beheerscomité moeten Belg zijn en ten minste 21 jaar oud zijn.

Het mandaat van de leden van het beheerscomité loopt vijf jaar en is verlengbaar.

Het verstrijkt in geval van overlijden, ontslag, burgerlijke onbekwaamheid of als niet meer voldaan wordt aan de voorwaarden van het tweede lid.

De Waalse Regering verzoekt de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties binnen drie maanden na het ontslag of vóór het verstrijken van het mandaat hun kandidaten uit dubbeltallen voor te dragen.

De lijsten moeten binnen de maand na de ontslagneming aan de Waalse Regering gestuurd worden.

In geval van ontslagneming of als het mandaat verstrijkt, blijven de leden het ten volle uitoefenen zolang ze niet vervangen zijn.

Elk lid dat niet langer deel uitmaakt van het beheerscomité, wordt vervangen binnen de volgende drie maanden. In dit geval neemt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger over.

Afdeling 2. — Bevoegdheden van het beheerscomité

Art. 12. § 1. Het beheerscomité heeft de volgende bevoegdheden :

1° het bespreekt en sluit de beheersovereenkomst met de Waalse Regering, zorgt voor de tenuitvoerlegging en de opvolging ervan;

2° het neemt alle strategie- en principebeslissingen met inachtneming van de richtlijnen bedoeld in de beheersovereenkomst. Het gaat hier om beslissingen die wegens hun belang of de gevolgen die ze voor de « Office » hebben, een richtlijn, een beleid, een standpunt t.o.v. zijn omgeving of een te volgen gedragslijn bepalen of wijzigen;

3° het geeft de Waalse Regering advies inzake het tewerkstellings- en beroepsopleidingsbeleid.

Daartoe kan het de Waalse Regering voorstellen wijzigingen aan te brengen in de wetten, decreten of besluiten die de « Office » moet toepassen.

Zijn voorstellen moeten vergezeld gaan van een financieringsplan voor elke wijziging in de wetgeving of reglementering.

Als een voorstel niet eenstemmig wordt onthaald, moeten de verschillende standpunten uitgedrukt worden;

4° het kan een deel van zijn bevoegdheden overdragen aan het uitvoerend bureau of aan de administrateur-generaal;

5° het neemt de beslissingen waarover binnen het uitvoerend bureau de in artikel 19, § 6, bedoelde consensus niet is bereikt, en de beslissingen over een punt dat de administrateur-generaal of, bij diens afwezigheid, de adjunct-administrateur-generaal bij hem aanhangig maakt overeenkomstig artikel 19, § 2;

6° het stelt het huishoudelijk reglement van het uitvoerend bureau vast;

7° het legt de begroting van de « Office » vast;

8° het bepaalt het strategisch beheers- en ontwikkelingsplan van de menselijke krachten dat de administrateur-generaal hem voorlegt;

9° het beslist, binnen de perken van artikel 7, §§ 1 tot 4, over de deelneming van de « Office » in de oprichting, de directie en de financiering van publiek- of privaatrechtelijk rechtspersonen die krachtens een Belgische, buitenlandse of supranationale wetgeving beheerd worden.

In die beslissing worden de duur van het mandaat van de vertegenwoordigers en de financiële participatie van de "Office" opgegeven, alsmede de wijze waarop die participatie in de boekhouding en in de begroting wordt verwerkt en waarop de rekeningen van de betrokken rechtspersoon worden overgemaakt en nagekeken.

10° het bepaalt de regels op grond waarvan de « Office » partnerschapsovereenkomsten kan sluiten overeenkomstig artikel 7, § 5;

11° het neemt administratieve beslissingen met een individuele draagwijdte die betrekking hebben op overheidsopdrachten, tegemoetkomingen en subsidies die aan de « Office » worden toegekend, en op de in artikel 7, § 5, bedoelde overeenkomsten voor zover de overheidsopdrachten niet slaan op de lopende uitgaven die nodig zijn voor de werking van de « Office » en voor zover het geraamde bedrag van de overheidsopdrachten, tegemoetkomingen en subsidies of overeenkomsten hoger is dan 30 miljoen frank, exclusief BTW;

12° het bepaalt de voorwaarden waaronder de « Office » schulden kan afschrijven.

§ 2. Het neemt beslissingen bedoeld in welke wetgeving of reglementering ook, tenzij die bevoegdheid krachtens dit decreet aan een ander orgaan van de « Office » wordt opgedragen.

§ 3. Het beschikt over de nodige macht om voormelde bevoegdheden uit te oefenen.

§ 4. De administrateur-generaal brengt om de drie maanden verslag uit aan het beheerscomité over de uitvoering van de beslissingen die het genomen heeft.

Art. 13. De Waalse Regering verzoekt het beheerscomité om advies over elk voorontwerp van decreet, besluit of reglement tot wijziging van de wetgeving of de reglementering die de « Office » moet toepassen of betreffende de personeelsformatie en de structuur van de « Office ».

Het beheerscomité brengt advies uit binnen een termijn van één maand, te rekenen van de datum waarop de aanvraag is verzonden. Op verzoek van de Waalse Regering kan deze termijn ingekort worden tot 20 werkdagen. Het advies wordt niet meer verlangd als het niet binnen de voorgeschreven termijn wordt uitgebracht.

Als het advies niet eenstemmig wordt goedgekeurd, worden de verschillende standpunten uitgedrukt.

Afdeling 3. — Werking

Art. 14. Het beheerscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op. Dat reglement voorziet o.a. in :

1° de wijze waarop het beheerscomité wordt bijeengeroepen op verzoek van de Minister van Tewerkstelling en/of de voor beroepsopleiding bevoegde Minister, de commissarissen van de Waalse Regering, de voorzitter, de met het dagelijks beheer van de instelling belaste persoon of twee leden;

2° de wijze waarop de agenda wordt opgemaakt en, in geval van uitstel van een vergadering, in de verplichte opneming van de punten op de agenda van de eerstkomende vergadering;

3° de wijze waarop het voorzitterschap wordt waargenomen in geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter;

4° de aanwezigheid van ten minste de helft van de vertegenwoordigers van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties om op geldige wijze te beraadslagen en te beslissen, alsook in de wijze waarop gestemd wordt binnen het beheerscomité;

5° de wijze waarop de pariteit hersteld wordt wanneer de leden die de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen niet in gelijk aantal aanwezig zijn bij de stemming;

6° de voorwaarden waaronder het beheerscomité een beroep mag doen op personen die speciaal bevoegd zijn om specifieke aangelegenheden te onderzoeken;

7° de wijze waarop de in artikel 12, § 1, 3°, bedoelde voorstellen worden geformuleerd en het in artikel 13 bedoelde advies uitgebracht;

8° de voorwaarden waaronder het beheerscomité bepaalde specifieke taken aan het uitvoerend bureau mag overdragen, met name wat betreft hun inhoud en de termijn binnen dewelke ze uitgevoerd moeten worden;

9° de voorwaarden waaronder het beheerscomité de administrateur-generaal kan gelasten de « Office » op geldige wijze te vertegenwoordigen in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en in zijn naam en op zijn verzoek op te treden wat betreft de handelingen die tot zijn bevoegdheid behoren;

10° de voorwaarden waaronder het beheerscomité de beslissingen neemt die het uitvoerend bureau niet kan nemen omdat de in artikel 19, § 6, bedoelde voorwaarden niet vervuld zijn;

11° de periodiciteit van zijn vergaderingen;

12° de wijze waarop de driemaandelijke verslagen door de administrateur-generaal worden opgemaakt.

Art. 15. Op de voordracht van de administrateur-generaal wijst het beheerscomité onder de personeelsleden van de « Office » een persoon aan die de processen-verbaal van zijn vergaderingen zal opmaken, alsmede zijn plaatsvervanger.

Art. 16. Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en van de voor beroepsopleiding bevoegde Minister, wijst de Waalse Regering twee commissarissen aan die de in bovenvermelde wet van 16 maart 1954 en in artikel 18 bedoelde bevoegdheden zullen uitoefenen.

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en van de voor beroepsopleiding bevoegde Minister, wijst ze een persoon aan die deze bevoegdheden zal uitoefenen voor alle beslissingen met een budgettaire, boekhoudkundige of financiële weerslag.

Art. 17. De Waalse Regering bepaalt het bedrag van de vergoedingen en presentiegelden van de voorzitter, de leden van het beheerscomité, de leden van het uitvoerend bureau en de commissarissen.

Deze vergoedingen en presentiegelden komen ten laste van de begroting van de « Office ».

Art. 18. Als het algemeen belang, de wetten, decreten, besluiten, reglementen en de beheersovereenkomst het verlangen, kan de Waalse Regering of, in voorkomend geval, één van de daartoe gemachtigde commissarissen het beheerscomité, het in de afdelingen 4 en 5 van dit hoofdstuk bedoelde uitvoerend bureau en het exploitatiecomité, zoals bedoeld in hoofdstuk VII, verzoeken te beraadslagen over elke aangelegenheid die zij bepaalt, of hen bevelen de nodige maatregelen te nemen of de nodige handelingen te verrichten binnen een termijn die zij bepaalt en die niet korter mag zijn dan twintig dagen, behalve in spoedgevallen.

Als het beheerscomité, het uitvoerend bureau of het exploitatiecomité na afloop van die termijn geen beslissing heeft genomen of als de Waalse Regering niet instemt met deze maatregelen of handelingen, kan ze de beslissing nemen in de plaats van het beheerscomité, het uitvoerend bureau of het exploitatiecomité.

Van elke beslissing die de Waalse Regering in de plaats van het beheerscomité, het uitvoerend bureau of het exploitatiecomité neemt, wordt onmiddellijk een afschrift aan de Waalse Gewestraad overgemaakt.

Afdeling 4. — Uitvoerend bureau

Art. 19. § 1. Het uitvoerend bureau bestaat uit :

1° de voorzitter van het beheerscomité;

2° twee vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties en twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties, alsook uit hun plaatsvervangers die het beheerscomité uit zijn midden kiest;

3° de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal;

4° de directeur-generaal van het directoraat-generaal productiediensten en de directeur-generaal van het directoraat-generaal hulpbronnen.

§ 2. Alleen de onder punt 2° bedoelde leden van het uitvoerend bureau hebben raadgevende stem. De administrateur-generaal of, bij diens afwezigheid, de adjunct-administrateur-generaal heeft evenwel het recht een zaak aanhangig te maken bij het beheerscomité, op voorwaarde dat hij de redenen daarvoor opgeeft tijdens de vergadering. In dit geval beslist het beheerscomité in de plaats van het uitvoerend bureau.

§ 3. Op de voordracht van de administrateur-generaal wijst het uitvoerend bureau onder de personeelsleden van de « Office » de persoon aan die zijn secretariaat zal waarnemen, alsmede zijn plaatsvervanger.

§ 4. De in artikel 16 bedoelde commissarissen wonen de vergaderingen van het uitvoerend bureau bij en oefenen er de bevoegdheden uit die bepaald zijn bij bovenvermelde wet van 16 maart 1954 en die bedoeld zijn in artikel 18.

§ 5. Elk lid bedoeld in § 1, 1° en 2°, dat wegens ontslag of om één van de in de artikelen 10 en 11 bedoelde redenen niet langer deel uitmaakt van het uitvoerend bureau, wordt vervangen binnen de volgende drie maanden. Als een lid vóór het einde van het mandaat wordt vervangen, wordt het mandaat door zijn plaatsvervanger overgenomen.

§ 6. De beslissingen van het uitvoerend bureau worden op geldige wijze genomen bij een quorum van vier leden, waaronder drie van die bedoeld in § 1, 2°. De beslissingen worden bij consensus genomen. Elk lid bedoeld in § 1, 2°, heeft het recht zich te verzetten tegen de goedkeuring van een beslissing van het uitvoerend bureau. Dat verzet moet tijdens de vergadering uitgedrukt worden en met redenen omkleed zijn. Het houdt in dat de zaak op de eerstvolgende vergadering aanhangig wordt gemaakt bij het beheerscomité.

Afdeling 5. — Bevoegdheden van het uitvoerend bureau

Art. 20. Op grond van de richtlijnen en beslissingen van het beheerscomité beschikt het uitvoerend bureau over de volgende bevoegdheden :

1° het bereidt de door het beheerscomité te nemen beslissingen voor;

2° het neemt administratieve beslissingen met een individuele draagwijdte die o.a. betrekking hebben op overheidsopdrachten, tegemoetkomingen en subsidies die door de « Office » worden verleend, en op de in artikel 7, § 5, bedoelde overeenkomsten voor zover de overheidsopdrachten niet slaan op de gewone uitgaven die nodig zijn voor de werking van de « Office » en voor zover het geraamde bedrag van de overheidsopdrachten, tegemoetkomingen en subsidies of overeenkomsten niet hoger is dan 30 miljoen frank, exclusief BTW;

3° het neemt alle beslissingen in andere aangelegenheden dan de reglementaire waarvoor het statuut van de gewestelijke ambtenaren een bevoegdheid aan de Waalse Regering verleent;

4° het neemt alle beslissingen die geen verband houden met het dagelijks beheer en die voortvloeien uit de strategie- en principebeslissingen;

5° het vervult de andere taken die het beheerscomité hem speciaal opdraagt.

Binnen de perken en onder de voorwaarden die het bepaalt, mag het uitvoerend bureau een deel van zijn eigen bevoegdheden aan de administrateur-generaal overdragen.

Art. 21. Het uitvoerend bureau maakt zijn huishoudelijk reglement over aan het beheerscomité. Dat reglement voorziet o.a. in :

1° de wijze waarop het uitvoerend bureau wordt bijeengeroepen op verzoek van de Minister van Tewerkstelling en/of de voor beroepsopleiding bevoegde Minister, de commissarissen of één lid;

- 2° de wijze waarop de voorzitter wordt vervangen als hij afwezig of verhinderd is;
- 3° de voorwaarden waaronder het uitvoerend comité punctueel een beroep mag doen op personen die speciaal bevoegd zijn om specifieke aangelegenheden te behandelen;
- 4° de voorwaarden waaronder de administrateur-generaal personeelsleden van de « Office » kan aanwijzen die de vergaderingen van het uitvoerend bureau moeten bijwonen;
- 5° de periodiciteit van zijn vergaderingen;
- 6° de wijze waarop zijn beslissingen meegedeeld worden.

Afdeling 6. — Dagelijks beheer van de « Office »

Art. 22. De Waalse Regering benoemt de administrateur-generaal van de « Office » en de adjunct-administrateur-generaal onder de voorwaarden die zij bepaalt.

Art. 23. § 1. De administrateur-generaal voert de beslissingen van het beheerscomité uit en brengt hem om de drie maanden verslag uit daarover. Hij neemt het dagelijks beheer waar voor alle taken die bij dit decreet aan de « Office » opgedragen worden. Te dien einde kan hij alle bewarende maatregelen nemen en alle handelingen van tenuitvoerlegging van de door het beheerscomité of het uitvoerend bureau genomen beslissingen verrichten, alsook de handelingen die, van wege hun omvang of de gevolgen die ze voor de « Office » hebben, geen uitzonderlijk karakter vertonen of geen verandering van het bestuurs- of handelsbeleid teweegbrengen en die de behandeling van de lopende zaken van de « Office » vormen. Hij neemt elke andere taak waar die hem door het beheerscomité of het uitvoerend bureau wordt opgedragen.

§ 2. Overeenkomstig § 1 en met inachtneming van de beheersovereenkomst en de door het beheerscomité genomen beslissingen wordt hij belast met de volgende opdrachten :

- 1° hij werft en ontslaat het contractuele personeel;
- 2° hij oefent alle bevoegdheden uit die overeenkomstig het statuut van de ambtenaren van het Waalse Gewest aan de secretaris-generaal worden verleend;
- 3° hij heeft de leiding over het personeel;
- 4° hij bepaalt de interne organisatie van de « Office »;
- 5° hij ondertekent alle stukken en brieven i.v.m. de bevoegdheden van dagelijks beheer;
- 6° hij vertegenwoordigt de « Office » op geldige wijze in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en treedt op geldige wijze op in zijn naam en voor zijn rekening wat betreft de handelingen van dagelijks beheer;
- 7° hij vertegenwoordigt de « Office » op geldige wijze in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en treedt op geldige wijze op in naam en op verzoek van het beheerscomité en van het uitvoerend bureau wat betreft de handelingen die tot hun bevoegdheden behoren.

§ 3. De andere bevoegdheden i.v.m. het dagelijks beheer zoals bedoeld in § 1, en de wijze waarop de in § 4 bedoelde informatie moet worden verstrekt, worden in onderlinge overeenstemming door het beheerscomité en de administrateur-generaal bepaald. Die overeenstemming wordt uiterlijk zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet door de Waalse Regering goedgekeurd.

§ 4. De administrateur-generaal moet de voorzitter van het beheerscomité en van het uitvoerend bureau, op eigen initiatief of op verzoek van het beheerscomité, kennis geven van de handelingen die in het kader van het dagelijks beheer verricht worden en hem uitleg geven daaromtrent.

§ 5. De administrateur-generaal mag, binnen de perken en onder de voorwaarden die hij bepaalt, een deel van de bevoegdheden die hem bij of krachtens dit decreet worden toegewezen, overdragen aan één of verschillende personeelsleden, met inbegrip van zijn bevoegdheid om de « Office » voor de administratieve of gewone gerechten te vertegenwoordigen.

§ 6. De administrateur-generaal en zijn adjunct wonen de vergaderingen van het beheerscomité bij met raadgevende stem.

Art. 24. In geval van afwezigheid of verhindering van de administrateur-generaal worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de adjunct-administrateur-generaal. Indien ook deze laatste verhinderd is, wordt op de voordracht van de administrateur-generaal een opperambtenaar door het beheerscomité aangewezen om zijn bevoegdheden uit te oefenen.

HOOFDSTUK IV. — Personeel van de « Office »

Art. 25. Op de voordracht van het beheerscomité legt de Waalse Regering de personeelsformatie van de « Office » vast.

De « Office » mag contractueel personeel werven voor de exclusieve doeleinden bedoeld in artikel 2, tweede lid van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen.

Wat de specifieke taken betreft, is de « Office » ertoe gemachtigd contractueel personeel te werven voor expertise- en consultancytaken, alsook voor de ermee gepaard gaande pedagogische en begeleidingstaken en de taken passend in het kader van activiteiten die volgens de handelstechnieken worden uitgeoefend. Dat personeel is onderworpen aan bijzondere reglementen.

Met inachtneming van bovenvermeld koninklijk besluit van 26 september 1994 legt de Waalse Regering, na advies van het beheerscomité, de lijst van de specifieke taken vast binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

HOOFDSTUK V. — Gedecentraliseerde entiteiten

Art. 26. De « Office » is samengesteld uit gedecentraliseerde entiteiten die rechtstreeks van de administrateur-generaal afhangen.

Op voorstel van het beheerscomité legt de Waalse Regering het aantal entiteiten en het ambtsgebied ervan vast.

HOOFDSTUK VI. — *Financiering en begroting van de « Office »*

Art. 27. § 1. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten geniet de « Office » toelagen om de in de artikelen 3 en 4 bedoelde opdrachten te vervullen.

§ 2. De « Office » mag giften en legaten in ontvangst nemen en elke andere ontvangst invorderen.

§ 3. Met de waarborg van het Waalse Gewest mag de « Office » leningen uitsluitend aangaan voor de financiering van kapitaalsuitgaven betreffende zijn opdrachten i.v.m. tewerkstelling en beroepsopleiding.

De leningen die de « Office » aangaat voor de behoeften van de in hoofdstuk VII bedoelde dienst hoeven evenwel niet uitsluitend bestemd te worden voor de financiering van de kapitaalsuitgaven.

§ 4. De belegging van de liquide middelen van de « Office » valt niet meer onder de bepalingen van artikel 12, § 2, tweede, derde en vierde lid, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Het beheerscomité bepaalt de wijze van belegging van de liquide middelen van de « Office », mits goedkeuring van de Waalse Regering.

De beleggingsintresten voortvloeiend uit het financiële beheer van de in artikel 31 bedoelde budgettaire luiken van de « Office », worden hen respectievelijk toegewezen op grond van de prioriteiten en onder de voorwaarden die het beheerscomité bepaalt.

§ 5. De « Office » beschikt over een bedrijfskapitaal dat o.a. gespijsd wordt met toelagen ten laste van de begroting van het Waalse Gewest, waarvan het bedrag en de gebruiksregels door de Waalse Regering worden bepaald.

Art. 28. De saldo's van de gewestelijke toelagen die niet gebruikt zijn bij de afsluiting van het begrotingsjaar, worden als reserves opgenomen op de balans van de « Office ».

Deze reserves worden aangelegd in het kader van de schriften i.v.m. de besteding van het resultaat van het boekjaar en dekken de behoeften inzake tewerkstelling of beroepsopleiding.

De Waalse Regering beslist over de besteding van deze reserves op advies van het beheerscomité en stelt het aantal desbetreffende rekeningen vast.

Deze reserves en de besteding ervan worden respectievelijk gerechtvaardigd op de rekeningen en begroting van de « Office ».

Art. 29. De begroting van de « Office » wordt aan de Waalse Gewestraad overgemaakt als bijlage bij het ontwerp van begroting van het Waalse Gewest.

Art. 30. De op de begroting uitgetrokken toelagen worden ter beschikking van de « Office » gesteld in vier gelijkwaardige driemaandelijke schijven, die hem uiterlijk de twintigste dag van elk kwartaal betaald moeten worden.

Art. 31. De uitgavenbegroting van de « Office » wordt in drie luiken opgesplitst :

1° luik I betreft de uitgaven i.v.m. de aangelegenheden bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 1° en 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

2° luik II betreft de uitgaven i.v.m. de aangelegenheden bedoeld in artikel 4, 16°, van dezelfde wet;

3° luik III betreft de uitgaven die noch in luik I noch in luik II opgenomen zijn, met name de gemeenschappelijke uitgaven.

HOOFDSTUK VII. — *T-Interim*

Art. 32. De « T-Interim » genoemde dienst bestaat o.a. uit een netwerk van plaatselijke agentschappen dat, met uitsluiting van elke andere dienst van de « Office », bevoegd is om de in artikel 3, § 1, 6°, bedoelde opdracht te vervullen.

Die dienst geniet autonomie voor het personeelsbeheer alsmede voor het financieel, boekhoudkundig en technisch beheer.

De « Office » wordt bestuurd door een exploitatiecomité, met uitsluiting van elk ander orgaan.

De overeenkomstig artikel 6 opgemaakte beheersovereenkomst bevat een hoofdstuk dat aan de activiteiten van de « T-Interim » gewijd is.

Afdeling 1. — Exploitatiecomité

Art. 33. § 1. Het exploitatiecomité bestaat uit :

1° de voorzitter van het beheerscomité;

2° twee vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties en twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

3° de administrateur-generaal of, bij diens afwezigheid of verhindering, de door hem aangewezen opperambtenaar;

4° de adjunct-administrateur-generaal of, bij diens afwezigheid of verhindering, de door de administrateur-generaal aangewezen opperambtenaar.

§ 2. De in § 1, 2°, bedoelde leden van het exploitatiecomité en hun plaatsvervangers worden door het beheerscomité aangewezen.

Om benoemd te worden tot lid van het exploitatiecomité moeten de volgende voorwaarden vervuld worden :

1° Belg zijn;

2° ten minste 21 jaar oud zijn;

3° noch in dienst zijn noch belangen hebben bij een dienstverlenend bedrijf dat de « T-Interim » rechtstreeks beconcurrereert of bij een representatieve vakorganisatie van privé-bedrijven voor uitzendarbeid.

§ 3. Alle leden van het exploitatiecomité zijn stemgerechtigd. De met de directie van de « T-Interim » belaste persoon woont de vergaderingen van het exploitatiecomité bij met raadgevende stem.

§ 4. De in artikel 16 bedoelde commissarissen wonen de vergaderingen van het exploitatiecomité bij en oefenen de bevoegdheden uit die bepaald zijn bij de wet van 16 maart 1954 en die bedoeld zijn in artikel 18.

§ 5. Het mandaat van de in § 1, 1° en 2°, bedoelde leden van het exploitatiecomité loopt vijf jaar. Elk lid bedoeld in § 1, 1° en 2°, dat wegens ontslag, overlijden, onbekwaamheid of niet-inachtneming van de in § 2 bedoelde voorwaarden niet langer deel uitmaakt van het exploitatiecomité, wordt vervangen binnen de volgende drie maanden. Als een lid vóór het einde van zijn mandaat moet worden vervangen, wordt het mandaat door zijn plaatsvervanger overgenomen.

Het mandaat van de in § 1, 1° en 2°, bedoelde leden van het exploitatiecomité is verlengbaar.

§ 6. De beslissingen van het exploitatiecomité worden op geldige wijze genomen bij een quorum van vier leden. De beslissingen van het exploitatiecomité worden bij meerderheid van stemmen genomen.

Afdeling 2. — Bevoegdheden van het exploitatiecomité

Art. 34. Het exploitatiecomité is bevoegd om :

1° het luik van de beheersovereenkomst betreffende de « T-Interim » te bespreken en te ondertekenen;

2° alle strategische en principiële beslissingen te nemen met inachtneming van de bij de beheersovereenkomst opgelegde richtlijnen. Het gaat hier om beslissingen die wegens hun belang of de gevolgen die ze voor de instelling hebben, een oriëntatie, een beleid, een standpunt t.o.v. zijn omgeving of een te volgen gedragslijn bepalen of wijzigen;

3° de Waalse Regering advies te geven i.v.m. de door de « T-Interim » vervulde opdracht;

Daartoe kan het de Waalse Regering voorstellen wijzigingen aan te brengen in de wetten, decreten of besluiten die de « Office » moet toepassen.

Als een voorstel niet wordt goedgekeurd door alle leden, moeten de verschillende standpunten uitgedrukt worden;

4° een deel van zijn bevoegdheden over te dragen aan de administrateur-generaal;

5° de in artikel 43, § 2, bedoelde specifieke afdeling van het luik van de begroting van de « Office » vast te leggen;

6° het strategische beheers- en ontwikkelingsplan van de menselijke hulpkrachten dat de administrateur-generaal hem voorlegt, te bepalen;

7° onder de in de beheersovereenkomst vastgelegde voorwaarden te beslissen over de rechtstreekse of onrechtstreekse participatie van de « Office » in Belgische of buitenlandse publiek- of privaatrechtelijke vennootschappen, verenigingen of instellingen waarvan het doel verenigbaar is met de opdracht van de T-Interim.

In de in het vorige lid bedoelde beslissing worden de duur van het mandaat van de vertegenwoordigers en de financiële participatie van de « Office » opgegeven, alsmede de wijze waarop die participatie in de boekhouding en in de begroting wordt verwerkt en waarop de rekeningen van de betrokken rechtspersoon worden overgemaakt en nagekeken;

8° administratieve beslissingen met een individuele draagwijdte te nemen die betrekking hebben op overheidsopdrachten voor zover deze niet slaan op de gewone uitgaven die nodig zijn voor de werking van de « Office »;

9° de voorwaarden te bepalen waaronder de « T-Interim » schulden kan afschrijven.

Het beschikt over de nodige macht om voormelde bevoegdheden uit te oefenen.

De administrateur-generaal brengt om de drie maanden verslag uit aan het exploitatiecomité over de uitvoering van de beslissingen die het genomen heeft.

Art. 35. De Waalse Regering verzoekt het exploitatiecomité om advies over elk voorontwerp van decreet, besluit of reglement tot wijziging van de wetgeving of de reglementering die de « Office » moet toepassen of betreffende het reglement dat van toepassing is op de personeelsformatie van de « T-Interim » of op de structuur van de dienst.

Het exploitatiecomité brengt advies uit binnen een termijn van één maand, te rekenen van de datum waarop de aanvraag is verzonden. Op verzoek van de Waalse Regering kan deze termijn ingekort worden tot 20 werkdagen. Het advies wordt niet meer verlangd als het niet binnen de voorgeschreven termijn wordt uitgebracht. Als het advies niet goedgekeurd wordt door alle leden, moeten de verschillende standpunten uitgedrukt worden.

Afdeling 3. — Werking van het exploitatiecomité

Art. 36. Het exploitatiecomité stelt zijn huishoudelijk reglement vast. Het reglement voorziet o.a. in :

1° de wijze waarop het wordt bijeengeroepen op verzoek van de Minister van Tewerkstelling, de commissarissen van de Waalse Regering of een lid;

2° de wijze waarop de agenda wordt opgemaakt en, in geval van uitstel van een vergadering, in de verplichte opneming van de punten op de agenda van de eerstkomende vergadering;

3° de wijze waarop het voorzitterschap wordt waargenomen in geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter;

4° de voorwaarden waaronder het comité een beroep mag doen op personen die speciaal bevoegd zijn om specifieke aangelegenheden te onderzoeken;

5° de wijze waarop de in artikel 12, § 1, 3°, bedoelde voorstellen worden geformuleerd en het in artikel 13 bedoelde advies uitgebracht;

6° de voorwaarden waaronder het comité bepaalde specifieke taken aan de administrateur-generaal mag overdragen, met name i.v.m. hun inhoud en de termijn binnen welke ze uitgevoerd moeten worden;

7° de voorwaarden waaronder het comité de administrateur-generaal of de met de directie van de « T-Interim » belaste persoon kan gelasten de « Office » op geldige wijze te vertegenwoordigen in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en in zijn naam en op zijn verzoek op te treden wat betreft de handelingen die tot zijn bevoegdheid behoren;

8° de periodiciteit van zijn vergaderingen;

9° de wijze waarop de driemaandelijks verslagen door de administrateur-generaal worden opgemaakt.

Art. 37. Het exploitatiecomité maakt een jaarlijks verslag op over het beheer van de « T-Interim ». De Waalse Regering bepaalt de inhoud van het verslag.

Art. 38. Op de voordracht van de administrateur-generaal wijst het exploitatiecomité, onder de personeelsleden van de « T-Interim », de persoon aan die het secretariaat van zijn vergaderingen zal waarnemen, alsook zijn plaatsvervanger.

Art. 39. De Waalse Regering bepaalt het bedrag van de vergoedingen en presentiegelden van de leden van het exploitatiecomité en de commissarissen. De vergoedingen en presentiegelden komen ten laste van de bijzondere afdeling bedoeld in artikel 43, § 2.

Afdeling 4. — Dagelijks beheer van de "T-Interim"

Art. 40. § 1. De administrateur-generaal voert de beslissingen van het exploitatiecomité uit en brengt hem om de drie maanden verslag uit over de uitvoering ervan.

Hij neemt het dagelijkse beheer waar in de zin van artikel 23 en vervult elke andere taak die het exploitatiecomité hem opdraagt.

§ 2. De wijze waarop de in § 4 bedoelde informatie wordt verstrekt, wordt in onderlinge overeenstemming bepaald door het exploitatiecomité en de administrateur-generaal.

§ 3. Al wat niet uitdrukkelijk tot de bevoegdheid van het exploitatiecomité behoort, ressorteert onder het dagelijks beheer.

§ 4. De administrateur-generaal moet de voorzitter van het exploitatiecomité op diens verzoek kennis geven van de handelingen die in het kader van het dagelijks beheer verricht worden en hem daaromtrent de nodige uitleg geven.

§ 5. Hij vertegenwoordigt de « Office » op geldige wijze in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en treedt op in naam en op verzoek van het exploitatiecomité wat betreft de handelingen die tot zijn bevoegdheid behoren.

§ 6. Binnen de perken en onder de voorwaarden die hij bepaalt, is de administrateur-generaal ertoe gemachtigd een deel van de hem bij of krachtens dit artikel verleende bevoegdheden over te dragen aan één of verschillende personeelsleden, met inbegrip van zijn bevoegdheid de « Office » voor de administratieve of gewone gerechten te vertegenwoordigen.

Afdeling 5. — Autonomie van de « T-Interim »

Art. 41. De directie van de « T-Interim » wordt speciaal en uitsluitend toevertrouwd aan één persoon. Binnen de interne organisatie van de diensten moet hij zijn beheer alleen voor de administrateur-generaal rechtvaardigen.

Art. 42. Krachtens de autonomie waarover de « T-Interim » overeenkomstig artikel 32 beschikt, mogen alleen de vanwege hun functies behoorlijk gemachtigde personeelsleden de rechts- en bestuurshandelingen verrichten die nodig zijn voor de gewone werking van de plaatselijke agentschappen in het kader van hun sociaal-economische activiteiten inzake plaatsing van uitzendkrachten.

Deze handelingen betreffen o.a. :

1° het sluiten van overeenkomsten voor interimarbeid;

2° het sluiten, met de gebruiker, van overeenkomsten voor de terbeschikkingstelling van uitzendkrachten, met inachtneming van de algemene voorwaarden van de « T-Interim »;

3° het opmaken van elk document of getuigschrift dat bij de sociale en fiscale reglementering opgelegd wordt;

4° de inschrijving van de kandidaat-uitzendkrachten.

Art. 43. § 1. De activiteit van de « T-Interim » wordt beheerd volgens handelstechnieken. Ze maakt het voorwerp uit van een georganiseerde boekhouding overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

De Waalse Regering bepaalt de wijze waarop het eerste lid wordt toegepast, met name wat betreft de inventaris van de goederen en liquide middelen bestemd voor de activiteit van de « T-Interim », alsook de interne facturering van de diensten die door of ten behoeve van de andere diensten van de « Office » worden verstrekt.

§ 2. Het in artikel 31, 1°, bedoelde luik van de begroting van de « Office » bevat een specifieke afdeling waarin de aan de activiteit van de « T-Interim » gekoppelde ontvangsten en uitgaven worden opgenomen.

§ 3. De « T-Interim » draagt de schulden die in het kader van zijn activiteit worden aangegaan.

Art. 44. § 1. De ontvangsten van de « T-Interim » bestaan uit :

1° ontvangsten uit zijn activiteit;

2° de opbrengst van de belegging van zijn liquide middelen;

3° de opbrengst van de leningen bedoeld in artikel 27, § 3, tweede lid.

§ 2. De ontvangsten van de « T-Interim » zijn bestemd om de uitgaven te dekken die gekoppeld zijn aan :

1° zijn werkingskosten;

2° de wedden en sociale lasten i.v.m. de verrichtingen van de uitzendkrachten;

3° specifieke handelingen om de inschakeling van de uitzendkrachten in het arbeidsproces te vergemakkelijken;

4° investeringen.

§ 3. Op advies van het exploitatiecomité legt de Waalse Regering de beginselen van de tarifiering van de « T-Interim » vast voor de gebruikers.

Art. 45. Er wordt een reservefonds voor de behoeften van de « T-Interim » aangelegd.

Deze reserve bedraagt maximum 100 miljoen frank. Dat bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen en wordt verkregen door een heffing op de winst van de vorige boekjaren.

De winsten van de « T-Interim » zijn bestemd voor het reservefonds tot het maximumbedrag bedoeld in het tweede lid; als dat bedrag bereikt is, wordt de overblijvende winst naar het volgende boekjaar overgedragen op het in artikel 31, 1°, bedoelde luik, waarvan 50 % in de afdeling « T-Interim ».

Op voorstel van het exploitatiecomité kan de Waalse Regering het bedrag van het reservefonds aan de economische toestand aanpassen.

HOOFDSTUK VIII. — *Bekendmakingen in het Belgisch staatsblad*

Art. 46. Het huishoudelijk reglement van het beheerscomité, het uitvoerend bureau en het exploitatiecomité, de in artikel 23, § 3, bedoelde overeenstemming, de ermee gepaard gaande overdrachten van bevoegdheden van dagelijks beheer en de overdrachten bedoeld in artikel 40, § 5, alsook de tarieven die het beheerscomité overeenkomstig artikel 5 bepaald heeft, worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op initiatief van de administrateur-generaal.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangsbepalingen betreffende de uitoefening van gemeenschappelijke bevoegdheden*

Afdeling 1. — Organisatie

Art. 47. Overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk kan de « Office » bij wijze van overgangsmaatregel door de Duitstalige Gemeenschap belast worden met opdrachten die tot zijn bevoegdheden inzake beroepsomscholing en -bijtscholing behoren, zoals bedoeld in artikel 4, 16°, van voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Vanaf de inwerkingtreding van het decreet betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake Tewerkstelling en Opgravingen kan de « Office », overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk, bij wijze van overgangsmaatregel door de Duitstalige Gemeenschap belast worden met opdrachten die tot zijn bevoegdheden inzake tewerkstelling behoren, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

In geval van toepassing van het eerste en het tweede lid valt de « Office » onder de bepalingen van dit decreet, onverminderd de toepassing van dit hoofdstuk.

Art. 48. Het beheerscomité onderhandelt over beheersovereenkomsten met de Regering van de Duitstalige Gemeenschap overeenkomstig de regels bepaald bij of krachtens een decreet van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 49. Het beheerscomité kan de Regering van de Duitstalige Gemeenschap voorstellen wijzigingen aan te brengen in de wetten, decreten of besluiten die het moet toepassen. Als een voorstel niet goedgekeurd wordt door alle leden, worden de verschillende standpunten uitgedrukt.

Het beheerscomité is verplicht het financieringsplan voor elke wijziging in de wetgeving of reglementering bij zijn voorstellen te voegen.

Art. 50. De Regering van de Duitstalige Gemeenschap verzoekt het beheerscomité om advies over elk voorontwerp van decreet, besluit of reglement tot wijziging van de wetgeving of de regelgeving die de « Office » moet toepassen of die betrekking heeft op de personeelsformatie en de structuur van de « Office ».

Het beheerscomité brengt advies uit binnen een termijn van één maand volgend op de datum van verzending van de aanvraag. Op verzoek van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap kan die termijn tot 20 werkdagen ingekort worden. Het advies wordt niet meer verlangd als het niet binnen de voorgeschreven termijn wordt uitgebracht.

Art. 51. De Regering van de Duitstalige Gemeenschap kan een commissaris aanwijzen die de in bovenvermelde wet van 16 maart 1954 bedoelde bevoegdheden zal vervullen i.v.m. de beslissingen betreffende de overeenkomstig artikel 47 opgedragen taken. De commissaris oefent deze bevoegdheden uit binnen het beheerscomité en het uitvoerend bureau.

Ze bepaalt het bedrag van de vergoedingen en presentiegelden van de commissaris. De vergoedingen en presentiegelden komen ten laste van de begroting van de « Office ».

Art. 52. De Waalse Regering en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap beslissen gezamenlijk over de volgende aangelegenheden :

- 1° de benoeming van de voorzitter en de leden van het beheerscomité;
- 2° de benoeming van de administrateur-generaal en diens adjunct;
- 3° het bedrag van de vergoedingen en presentiegelden van de voorzitter en de leden van het beheerscomité en de leden van het uitvoerend bureau;
- 4° het aantal gedecentraliseerde entiteiten en hun ambtsgebied, op voorstel van het beheerscomité;
- 5° de aanwijzing van het personeel dat nodig is voor de uitvoering van de taken gemeen aan het Waalse Gewest en aan de Duitstalige Gemeenschap;
- 6° het aandeel van de Duitstalige Gemeenschap in de overname van de op de begroting van de « Office » ingeschreven uitgaven;
- 7° het overleg vóór het opmaken van de met de instelling te sluiten beheersovereenkomst alsook de onderhandeling over de overeenkomst betreffende de gemeenschappelijke diensten en uitgaven;
- 8° de overeenstemming bedoeld in artikel 23, § 3.

In de gevallen waarin de Regeringen gezamenlijk beslissen, geeft hun beslissing aanleiding tot een besluit dat afzonderlijk genomen wordt door elke Regering.

In dezelfde gevallen wordt elk voorstel dat van de « Office » uitgaat, gezamenlijk voorgelegd aan de Waalse Minister van Tewerkstelling en/of aan de Waalse Minister die voor beroepsopleiding bevoegd is, en aan de Minister van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap die voor beroepsopleiding bevoegd is.

Ze oefenen de vervangingsbevoegdheid uit, ieder wat hem betreft in de gevallen en onder de voorwaarden bedoeld in artikel 18 en gezamenlijk voor de gemeenschappelijke aangelegenheden en uitgaven.

Art. 53. In afwijking van artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, worden de bepalingen eigen aan de « Office » en zijn personeelsformatie door de Waalse Regering vastgelegd met de voorafgaande instemming van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 54. Iedere Regering beslist afzonderlijk over de aangelegenheden waarvoor zij alleen bevoegd is.

Afdeling 2. — Financiering en begroting

Art. 55. De « Office » :

1° geniet toelagen van de Duitstalige Gemeenschap binnen de perken van de daartoe op haar begroting uitgetrokken kredieten die hem ter beschikking worden gesteld in vier gelijkwaardige driemaandelijke schijven, te betalen uiterlijk de twintigste dag van elk kwartaal;

2° mag met de waarborg van de Duitstalige Gemeenschap leningen aangaan om kapitaalsuitgaven te financieren voor de overeenkomstig artikel 47 opgedragen taken;

3° mag intekenen op aandelen die uitgegeven worden door een gemengd bedrijf waarvan het hoofddoel beroepsopleiding is, of die aandelen kopen.

Art. 56. De begroting van de « Office » wordt aan de Raad van de Duitstalige Gemeenschap overgemaakt als bijlage bij het ontwerp van begroting van de Duitstalige Gemeenschap.

In de ontvangstenbegroting wordt duidelijk gewag gemaakt van de toelagen die de Duitstalige Gemeenschap moet betalen voor de overname van de op de begroting van de « Office » uitgetrokken uitgaven.

HOOFDSTUK X. — Slotbepalingen

Art. 57. In artikel 1, B, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden de termen « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi (Forem) » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) ingevoegd.

Art. 58. De goederen, rechten en verplichtingen en het personeel van de Gewestdienst voor arbeidsbemiddeling worden aan de « Office » overgedragen. De overdracht kan zonder verdere formaliteiten aan derden tegengeworpen worden vanaf de inwerkingtreding van dit decreet.

De goederen, rechten en verplichtingen en het personeel van de dienst « T-Service Interim » worden aan de dienst « T-Interim » overgedragen.

De overdracht kan zonder verdere formaliteiten aan derden tegengeworpen worden vanaf de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 59. Het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de gewestdienst voor arbeidsbemiddeling, gewijzigd bij het decreet van 4 november 1993, wordt opgeheven.

Artikel 2 van het programmadecreet van 19 december 1996 houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie, wordt opgeheven.

De artikelen 8, 9 en 10 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, worden opgeheven.

Art. 60. In alle vigerende wettelijke of verordeningsbepalingen dient in de plaats van « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » te worden gelezen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Raad. — 499 (1998-1999) nrs. 1 à 15.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 28 april 1999. — Bespreking. — Stemming.

F. 99 — 2245

[C — 99/27534]

6 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 février 1989 fixant les indemnités et jetons de présence à allouer au président et aux membres du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, notamment les articles 17 et 52, 3°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 février 1989 fixant les indemnités et jetons de présence à allouer au Président et aux membres du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Considérant qu'il convient d'adapter le montant de l'indemnité forfaitaire annuelle dont bénéficie le Président du Comité de gestion, compte tenu de l'accroissement des tâches auxquelles il doit faire face et de l'implication plus importante désormais requise;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 février 1989 fixant les indemnités et jetons de présence à allouer au président et aux membres du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Président du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi bénéficie d'une indemnité forfaitaire annuelle de 500.000 (cinq cent mille) francs belges ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Art. 3. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2245

[C — 99/27534]

6. MAI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. Februar 1989 zur Festlegung der Vergütungen und Anwesenheitsgelder für den Vorsitzenden und die Mitglieder des Geschäftsführungsausschusses des «Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi» (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über das «Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi» (Wallonisches Amt für Berufsausbildung und Arbeitsbeschaffung), insbesondere der Artikel 17 und 52, 3°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. Februar 1989 zur Festlegung der Vergütungen und Anwesenheitsgelder für den Vorsitzenden und die Mitglieder des Geschäftsführungsausschusses des «Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi»;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In der Erwägung, dass der Betrag der dem Vorsitzenden des Geschäftsführungsausschusses jährlich gewährten Pauschalvergütung anzupassen ist, unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die Aufgaben, die er wahrzunehmen hat, umfangreicher werden, und dass eine stärkere Beteiligung von nun an verlangt wird.

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. Februar 1989 zur Festlegung der Vergütungen und Anwesenheitsgelder für den Vorsitzenden und die Mitglieder des Geschäftsführungsausschusses des «Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi» wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Der Vorsitzende des Geschäftsführungsausschusses des «Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi» erhält eine jährliche Pauschalvergütung von 500.000 (fünfhunderttausend) BEF».

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag des Inkrafttretens des Dekrets vom 6. Mai 1999 über das Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi» in Kraft.

Art. 3 - Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6 Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 2245

[C - 99/27534]

6 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 februari 1989 tot vaststelling van de vergoedingen en presentiegelden van de voorzitter en de leden van het Beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), inzonderheid op de artikelen 17 en 52, 3°;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 februari 1989 tot vaststelling van de vergoedingen en presentiegelden van de voorzitter en de leden van het Beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Overwegende dat het bedrag van de jaarlijkse forfaitaire vergoeding die de Voorzitter van het Beheerscomité geniet, aangepast moet worden nu hij meer taken moet vervullen en voortaan meer betrokkenheid van hem wordt verlangd;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 februari 1989 tot vaststelling van de vergoedingen en presentiegelden van de voorzitter en de leden van het Beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi », wordt gewijzigd als volgt :

« De Voorzitter van het Beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » geniet een jaarlijkse forfaitaire vergoeding van 500.000 (vijfhonderdduizend) BEF ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op dezelfde datum als het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ».

Art. 3. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie,
Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09794]

Ordre judiciaire

Par arrêté ministériel du 30 avril 1999, Mme Toussaint, M., employée au greffe de la justice de paix du canton de Bastogne, est déléguée aux fonctions de greffier adjoint à la justice de paix de ce canton, du 1^{er} août 1999 au 31 août 1999.

Par arrêtés ministériels du 5 mai 1999 :

— Mme Manand, I., employée au greffe de la justice de paix du canton de Neufchâteau, est déléguée aux fonctions de greffier adjoint à la justice de paix de ce canton, du 1^{er} août 1999 au 31 août 1999;

— Mme Aubry, S., employée sous contrat au greffe des justices de paix des cantons de Walcourt et de Florennes, est déléguée aux fonctions de greffier adjoint aux justices de paix de ses cantons, du 1^{er} août 1999 au 31 août 1999;

— M. Deflandre, F., employé sous contrat au greffe des justices de paix des cantons de Walcourt et de Florennes, est délégué aux fonctions de greffier adjoint aux justices de paix de ces cantons, du 1^{er} août 1999 au 31 août 1999.

Par arrêté ministériel du 30 juin 1999, Mme Marchal, L., employée sous contrat au greffe des justices de paix des cantons de Couvin et de Philippeville, est déléguée aux fonctions de greffier adjoint aux justices de paix de ces cantons, du 1^{er} août 1999 au 31 août 1999.

Par arrêtés ministériels du 2 juillet 1999 :

— Mme De Vuyst, S., rédacteur principal au greffe des justices de paix du deuxième canton de Gand et du canton de Zomergem, est déléguée aux fonctions de greffier adjoint aux justices de paix de ces cantons, du 1^{er} août 1999 au 31 août 1999;

— Mme Impens, N., employée au greffe des justices de paix des cantons de Wetteren et de Lokeren, est déléguée aux fonctions de greffier adjoint aux justices de paix de ces cantons, du 13 juillet 1999 au 12 août 1999;

— M. Dresse, J., rédacteur principal au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Liège, est temporairement délégué aux fonctions de secrétaire adjoint à ce parquet.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09794]

Rechterlijke Orde

Bij ministerieel besluit van 30 april 1999 is aan Mevr. Toussaint, M., beambte bij de griffie van het vrederecht van het kanton Bastenaken, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier bij het vrederecht van dit kanton te vervullen, van 1 augustus 1999 tot 31 augustus 1999.

Bij ministeriële besluiten van 5 mei 1999 :

— is aan Mevr. Manand, I., beambte bij de griffie van het vrederecht van het kanton Neufchâteau, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier bij het vrederecht van dit kanton te vervullen, van 1 augustus 1999 tot 31 augustus 1999;

— is aan Mevr. Aubry, S., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van de vrederechten van de kantons Walcourt en Florennes, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier bij de vrederechten van deze kantons te vervullen, van 1 augustus 1999 tot 31 augustus 1999;

— is aan de heer Deflandre, F., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van de vrederechten van de kantons Walcourt en Florennes, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier bij de vrederechten van deze kantons te vervullen, van 1 augustus 1999 tot 31 augustus 1999.

Bij ministerieel besluit van 30 juni 1999, is aan Mevr. Marchal, L., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van de vrederechten van de kantons Couvain en Philippeville, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier bij de vrederechten van deze kantons te vervullen, van 1 augustus 1999 tot 31 augustus 1999.

Bij ministeriële besluiten van 2 juli 1999 :

— is aan Mevr. De Vuyst, S., eerstaanwend opsteller bij de griffie van de vrederechten van het tweede kanton Gent en van het kanton Zomergem, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier bij de vrederechten van deze kantons te vervullen, van 1 augustus 1999 tot 31 augustus 1999;

— is aan Mevr. Impens, N., beambte bij de griffie van de vrederechten van de kantons Wetteren en Lokeren, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier bij de vrederechten van deze kantons te vervullen, van 13 juli 1999 tot 12 augustus 1999;

— is aan de heer Dresse, J., eerstaanwend opsteller bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van adjunct-secretaris bij dit parket te vervullen.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

Par arrêté royal du 4 mai 1999 entrant en vigueur le 12 juillet 1999, M. Verhulst, J., est nommé huissier de justice.

Il instrumentera et sera tenu de résider dans l'arrondissement judiciaire de Turnhout.

[99/09800]

Police judiciaire

Par arrêté royal du 13 juin 1999, il est mis fin, à sa demande, à partir du 1^{er} juin 1999, aux fonctions de M. Andelhof, M., commissaire général adjoint de la police judiciaire.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 13 juin 1999, il est mis fin, à sa demande, à partir du 1^{er} juin 1999, aux fonctions de M. Chinitor, H., commissaire judiciaire divisionnaire près le parquet du tribunal de première instance à Bruges.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 13 juin 1999, il est mis fin, à sa demande, à partir du 1^{er} juin 1999, aux fonctions de M. Van Vooren, G., commissaire judiciaire divisionnaire près le parquet du tribunal de première instance à Gand.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 17 juin 1999, il est mis fin, à sa demande, à partir du 1^{er} juin 1999, aux fonctions de M. Van Loon, R., commissaire en chef de la police judiciaire près le parquet du tribunal de première instance à Anvers.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 17 juin 1999, il est mis fin, à sa demande, à partir du 1^{er} juin 1999, aux fonctions de M. Foulon, F., commissaire judiciaire divisionnaire près le parquet du tribunal de première instance à Dinant.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 22 juin 1999, il est mis fin, à sa demande, à partir du 1^{er} juin 1999, aux fonctions de M. Marneffe, J., commissaire en chef de la police judiciaire près le parquet du tribunal de première instance à Namur.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Bij koninklijk besluit van 4 mei 1999, dat in werking treedt op 12 juli 1999, is de heer Verhulst, J., benoemd tot gerechtsdeurwaarder.

Hij zal in het gerechtelijk arrondissement Turnhout zijn ambt uitoefenen en er moeten verblijven.

[99/09800]

Gerechtelijke politie

Bij koninklijk besluit van 13 juni 1999, wordt op zijn verzoek, met ingang van 1 juni 1999, een einde gesteld aan de functies van de heer Andelhof, M., adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie.

Het is hem vergund zijn pensioenaanspraak te doen gelden en hij is ertoe gemachtigd de titel zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 13 juni 1999 wordt, op zijn verzoek, met ingang van 1 juni 1999, een einde gesteld aan de functies van de heer Chinitor, H., gerechtelijk afdelingscommissaris bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge.

Het is hem vergund zijn pensioenaanspraak te doen gelden en hij is ertoe gemachtigd de titel zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 13 juni 1999 wordt, op zijn verzoek, met ingang van 1 juni 1999, een einde gesteld aan de functies van de heer Van Vooren, G., gerechtelijk afdelingscommissaris bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent.

Het is hem vergund zijn pensioenaanspraak te doen gelden en hij is ertoe gemachtigd de titel zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 17 juni 1999 wordt, op zijn verzoek, met ingang van 1 juni 1999, een einde gesteld aan de functies van de heer Van Loon, R., hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent.

Het is hem vergund zijn pensioenaanspraak te doen gelden en hij is ertoe gemachtigd de titel zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 17 juni 1999 wordt, op zijn verzoek, met ingang van 1 juni 1999, een einde gesteld aan de functies van de heer Foulon, F., gerechtelijk afdelingscommissaris bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Dinant.

Het is hem vergund zijn pensioenaanspraak te doen gelden en hij is ertoe gemachtigd de titel zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 22 juni 1999 wordt, op zijn verzoek, met ingang van 1 juni 1999, een einde gesteld aan de functies van de heer Marneffe, J., hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Namen.

Het is hem vergund zijn pensioenaanspraak te doen gelden en hij is ertoe gemachtigd de titel zijn ambt eershalve te voeren.

MINISTÈRE DES FINANCES

[99/03426]

Commission bancaire et financière. — Titre honorifique

Par arrêté royal du 16 juin 1999, MM. Van Goethem, Jozef et Cool, Bavo sont autorisés à porter le titre honorifique de membre de la Commission bancaire et financière.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

[99/03426]

Commissie voor het Bank- en Financiewezen. — Eretitel

Bij koninklijk besluit van 16 juni 1999 worden de heren Van Goethem, Jozef en Cool, Bavo, gemachtigd de eretitel van lid van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen te voeren.

**MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE**

[C – 99/16194]

**8 JUIN 1999. — Arrêté ministériel portant nomination de membres
du Comité socio-économique pour la Distribution**

Le Vice-Premier Ministre et Ministre chargé de l'Agriculture et
des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales,
notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1975 déterminant la composition du
Comité socio-économique pour la Distribution,

Arrête :

Article 1^{er}. M. Desmet-Carlier R., directeur général de l'Administra-
tion de la politique des PME du Ministère des Classes moyennes et de
l'Agriculture, est nommé vice-président au Comité socio-économique
pour la Distribution pour une période de quatre ans.

Art. 2. Sont nommés membres effectifs du Comité socio-économique
pour la Distribution pour une période de quatre ans :

comme représentants du Ministre qui a les Classes moyennes dans
ses attributions, MM. Schyns J., conseiller et De Winne X., conseiller
adjoint au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture;

comme représentant du Ministre qui a l'Agriculture dans ses
attributions, M. Branders, V., conseiller au Ministère des Classes
moyennes et de l'Agriculture.

Art. 3. Sont nommés membres suppléants du Comité socio-
économique pour la Distribution pour une période de quatre ans :

comme représentants du Ministre qui a les Classes moyennes dans
ses attributions, MM. Nossent C., conseiller, De Brabandere P. et
Devos S. conseillers adjoints au Ministère des Classes moyennes et de
l'Agriculture;

comme représentant du Ministre qui a l'Agriculture dans ses
attributions M. Matthieu J.L., Ingénieur Directeur au Ministère des
Classes moyennes et de l'Agriculture.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au
Moniteur belge.

Bruxelles, le 8 juin 1999.

H. VAN ROMPUY

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW**

[C – 99/16194]

**8 JUNI 1999. — Ministerieel besluit houdende benoeming van leden
van het Sociaal-Economisch Comité voor de Distributie**

De Vice-Eerste Minister en Minister belast met Landbouw en
de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 29 juni 1975 betreffende de handelsvestigingen,
inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1975 houdende
samenstelling van het Sociaal-Economisch Comité voor de Distributie,

Besluit :

Artikel 1. De heer Desmet-Carlier R., directeur-generaal van het
Bestuur voor het KMO-beleid van het Ministerie van Middenstand en
Landbouw, wordt tot ondervoorzitter van het Sociaal-Economisch
Comité voor de Distributie benoemd voor een periode van vier jaar.

Art. 2. Worden voor een periode van vier jaar tot werkende leden
van het Sociaal-Economisch Comité voor de Distributie benoemd :

als vertegenwoordigers van de Minister die de Middenstand onder
zijn bevoegdheid heeft, de heren Schyns J., adviseur en De Winne X.,
adjunct-adviseur bij het Ministerie van Middenstand en Landbouw;

als vertegenwoordiger van de Minister die de Landbouw onder zijn
bevoegdheid heeft, de heer Branders V., adviseur bij het Ministerie van
Middenstand en Landbouw;

Art. 3. Worden voor een periode van vier jaar tot plaatsvervangende
leden van het Sociaal-Economisch Comité voor de Distributie
benoemd :

als vertegenwoordigers van de Minister die de Middenstand onder
zijn bevoegdheid heeft, de heren Nossent C., adviseur, De Brabandere
P. en S. Devos, adjunct-adviseurs bij het Bestuur voor het KMO-beleid
van het Ministerie van Middenstand en Landbouw;

als vertegenwoordiger van de Minister die de Landbouw onder zijn
bevoegdheid heeft de heer Matthieu J.L., Ingenieur-directeur bij het
Ministerie van Middenstand en Landbouw.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het
Belgisch Staatsblad wordt bekend gemaakt.

Brussel, 8 juni 1999.

H. VAN ROMPUY

[99/16192]

Tribunal du travail de Gand. — Nomination

Par arrêté royal du 20 avril 1999, M. J. Gallet-Verriest, domicilié à
9000 Gand, est nommé en qualité de juge social, au titre de travailleur
indépendant, près le tribunal du travail de Gand.

Il achève le mandat de celui qu'il remplace.

[99/16192]

Arbeidsrechtbank te Gent. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 20 april 1999 wordt de heer J. Gallet-
Verriest, wonende te 9000 Gent, benoemd tot rechter in sociale zaken,
als zelfstandige, bij de arbeidsrechtbank te Gent.

Hij voltooit het mandaat van degene die hij vervangt.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[C – 99/22448]

**26 AVRIL 1999. — Arrêté royal
nommant les Président, Vice-présidents
et membres du Conseil national des accoucheuses**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art
de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux
commissions médicales, notamment l'article 50, § 2, modifié par la loi
du 22 février 1994;

Vu l'arrêté royal du 8 août 1997 portant composition et fonctionne-
ment du Conseil national des accoucheuses;

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[C – 99/22448]

**26 APRIL 1999. — Koninklijk besluit houdende benoeming van de
Voorzitter, Ondervoorzitters en leden van de Nationale Raad voor
de Vroedvrouwen**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967
betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de
paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonder-
heid op artikel 50, § 2, vervangen bij de wet van 22 februari 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 houdende
samenstelling en werking van de Nationale Raad voor de Vroedvrou-
wen;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont nommés pour un délai de six ans, respectivement membres effectifs et membres suppléants du Conseil national des accoucheuses :

1° Huit membres habilités à exercer la profession d'accoucheuse, conformément à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales :

Van Brempt, G., 1730 Asse;
De Koster, K., 1730 Asse.

Hubert, C., 7131 Waudrez;
de Thysebaert, B., 5000 Namur.

Lavigne, M.-P., 5002 Namur;
Roger, C., 5570 Haversin.

Stevens, M.-A., 4000 Liège;
Langer, S., 4780 Saint-Vith.

Braeken, S., 3000 Leuven;
Cools, A., 2540 Hove.

Pisko, V., 7972 Quevaucamps;
Annet, J., 7332 Neufmaison.

Bulcke, K., 9620 Nieuwpoort;
Salée, L., 4671 Saive.

Rasalle, V., 9880 Sint-Maria-Aalter;
Cabaraux, M., 6120 Ham-Sur-Heure.

2° Quatre membres habilités à exercer l'art de guérir, conformément à l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté :

Van Wiemeersch, J., 2000 Antwerpen;
Page, G., 8970 Poperinge.

Brasseur, C., 1490 Court-Saint-Etienne;
Gilles, G., 6900 Marche.

Coget, A., 6800 Libramont;
Schatteman, E., 2600 Berchem.

Van Gansewinkel, A., 3000 Leuven;
Defechereux, A., 4400 Ramet.

3° Deux membres habilités à exercer l'art infirmier, conformément à l'article 21^{quater}, § 1^{er}, du même arrêté :

Van Ryckeghem, M., 2500 Lier;
Tytgat, R., 8000 Brugge.

Bondue, V., 6567 Merbes-Sainte-Marie;
Robin, C., 1300 Wavre.

4° Trois fonctionnaires présentés par les autorités compétentes pour l'enseignement en vertu des articles 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et 130, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, de la Constitution :

Pulinx, J., 3840 Borgloon;
Decock, A., 9840 De Pinte.

Moriaux, R., 1180 Bruxelles;
Wauquier, M., 1070 Bruxelles.

Cormann, K., 4730 Raeren;
Janclaes, G., 4837 Baelen.

Les fonctionnaires visés aux 4° siègent avec voix consultative.

Art. 2. § 1^{er}. Est nommé Président du Conseil national des accoucheuses :

Van Brempt, G., 1730 Asse.

§ 2. Sont nommés Vice-présidents du Conseil national des accoucheuses :

Hubert, C., 7131 Waudrez;

Van Gansewinkel, A., 3000 Leuven.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden benoemd, voor een termijn van zes jaar, respectievelijk tot werkende en plaatsvervangende leden van de Nationale Raad voor de Vroedvrouwen :

1° Acht leden, overeenkomstig artikel 2, § 2 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunde, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, gemachtigd om het beroep van vroedvrouw uit te oefenen :

Van Brempt, G., 1730 Asse;
De Koster, K., 1730 Asse.

Hubert, C., 7131 Waudrez;
de Thysebaert, B., 5000 Namur.

Lavigne, M.-P., 5002 Namur;
Roger, C., 5570 Haversin.

Stevens, M.-A., 4000 Liège;
Langer, S., 4780 Saint-Vith.

Braeken, S., 3000 Leuven;
Cools, A., 2540 Hove.

Pisko, V., 7972 Quevaucamps;
Annet, J., 7332 Neufmaison.

Bulcke, K., 9620 Nieuwpoort;
Salée, L., 4671 Saive.

Rasalle, V., 9880 Sint-Maria-Aalter;
Cabaraux, M., 6120 Ham-Sur-Heure.

2° Vier leden, overeenkomstig artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit, gemachtigd om de geneeskunde uit te oefenen :

Van Wiemeersch, J., 2000 Antwerpen;
Page, G., 8970 Poperinge.

Brasseur, C., 1490 Court-Saint-Etienne;
Gilles, G., 6900 Marche.

Coget, A., 6800 Libramont;
Schatteman, E., 2600 Berchem.

Van Gansewinkel, A., 3000 Leuven;
Defechereux, A., 4400 Ramet.

3° Twee leden, overeenkomstig artikel 21^{quater}, § 1, van hetzelfde besluit, gemachtigd om de verpleegkunde uit te oefenen :

Van Ryckeghem, M., 2500 Lier;
Tytgat, R., 8000 Brugge.

Bondue, V., 6567 Merbes-Sainte-Marie;
Robin, C., 1300 Wavre.

4° Drie ambtenaren voorgedragen door de overheden die op grond van de artikelen 127, § 1, eerste lid, 2°, en 130, § 1, eerste lid, 3°, van de Grondwet bevoegd zijn voor het onderwijs :

Pulinx, J., 3840 Borgloon;
Decock, A., 9840 De Pinte.

Moriaux, R., 1180 Bruxelles;
Wauquier, M., 1070 Bruxelles.

Cormann, K., 4730 Raeren;
Janclaes, G., 4837 Baelen.

De in 4° bedoelde ambtenaren hebben zitting met een raadgevende stem.

Art. 2. § 1. Wordt benoemd tot Voorzitter van de Nationale Raad voor de Vroedvrouwen :

Van Brempt, G., 1730 Asse.

§ 2. Worden benoemd tot Ondervoorzitters van de Nationale Raad voor de Vroedvrouwen :

Hubert, C., 7131 Waudrez;

Van Gansewinkel, A., 3000 Leuven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Art. 4. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

[99/22539]

13 MAI 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 avril 1995 portant nomination des membres du Conseil national des établissements hospitaliers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987 et modifiée par la loi du 30 décembre 1988, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1989 relatif à la composition du Conseil national des établissements hospitaliers;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1989 fusionnant la section Programmation et la section Agrément du Conseil national des établissements hospitaliers;

Vu l'arrêté royal du 5 avril 1995 portant nomination des membres du Conseil national des établissements hospitaliers, modifié par les arrêtés royaux des 30 juin 1996, 15 juillet 1996, 18 juillet 1996, 9 décembre 1996, 18 avril 1997, 6 juillet 1997, 9 juillet 1997, 16 avril 1998, 4 juin 1998, 31 août 1998, 28 septembre 1998 et 6 octobre 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 3, §§ 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 5 avril 1995 portant nomination des membres du Conseil national des établissements hospitaliers, modifié par les arrêtés royaux des 30 juin 1996, 15 juillet 1996, 18 juillet 1996, 9 décembre 1996, 18 avril 1997, 6 juillet 1997, 9 juillet 1997, 16 avril 1998, 4 juin 1998, 31 août 1998, 28 septembre 1998 et 6 octobre 1998 la mention :

« M. Coheur, A., Chaudfontaine » est, à chaque fois, remplacée par la mention : « Mme Fabri, V., Bruxelles ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

[C - 99/22468]

29 MAI 1999. — Arrêté royal portant nomination des membres du Conseil belge de la transplantation

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 24 novembre 1997 relatif au prélèvement et à l'allocation d'organes d'origine humaine;

[99/22539]

13 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 april 1995 houdende benoeming van de leden van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987 en gewijzigd bij de wet van 30 december 1988, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 1989 betreffende de samenstelling van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 1989 houdende samenvoeging van de afdeling Programmatie en de afdeling Erkenning van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 april 1995 houdende benoeming van de leden van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 30 juni 1996, 15 juli 1996, 18 juli 1996, 9 december 1996, 18 april 1997, 6 juli 1997, 9 juli 1997, 16 april 1998, 4 juni 1998, 31 augustus 1998, 28 september 1998 en 6 oktober 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3, §§ 1 en 2 van het koninklijk besluit van 5 april 1995 houdende benoeming van de leden van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 30 juni 1996, 15 juli 1996, 18 juli 1996, 9 december 1996, 18 april 1997, 6 juli 1997, 9 juli 1997, 16 april 1998 en 4 juni 1998, 31 augustus 1998, 28 september 1998 en 6 oktober 1998, wordt de vermelding :

« De heer Coheur, A., Chaudfontaine » telkens vervangen door de vermelding : « Mevr. Fabri, V., Brussel ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

[C - 99/22468]

29 MEI 1999. — Koninklijk besluit houdende benoeming van de leden van de Belgische transplantatieraad

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 24 november 1997 betreffende het wegnemen en toewijzen van organen van menselijke oorsprong;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont nommés membres du Conseil belge de la transplantation pour une durée de cinq ans :

1° Sur la proposition de la Société belge de Transplantation :

Membres effectifs :

Dr Otte, Jean-Bernard, Kraainem;
Dr Estenne, Marc, Linkebeek;
Dr Meurisse, Michel, Tilff;
Dr Pirenne, Jacques, Herent;
Dr de Hemptinne, Bernard, Woluwe-Saint-Lambert;
Dr De Broe, Marc, Lokeren;
Dr Sennesael, Jacques, Berchem-Sainte-Agathe;
Dr Wellens, Francis, Ninove.

Suppléants :

Dr Lerut, Jan, Bierbeek;
Dr De Pauw, Luc, Anderlecht;
Dr Defraigne, Jean, Nandrin;
Dr Vanrenterghem, Yves, Leuven;
Dr Vanholder, Raymond, Gent;
Dr Ysebaert, Dirk, Mortsel;
Dr Verbeelen, Dierik, Ixelles;
Dr Goethals, Marc, Meise.

2° Sur la proposition des associations scientifiques de médecins spécialistes des disciplines intimement concernées par le don d'organes :

Membres effectifs :

Dr Wouters, Patrick, Rotselaar;
Dr Dom, Rene, Oud-Heverlee;
Dr De Soir, Ria, Meise;
Dr Levivier, Marc, Waterloo;
Dr Ferdinande, Patrick, Leuven;

Suppléants :

Dr Ickx Brigitte, Anderlecht;
Dr Van Rijckevorsel, Germaine, Mont-Saint-Guibert;
Dr Deleers Isabelle, Woluwe-Saint-Lambert;
Dr Vandewalle, Veerle, Sint-Niklaas;
Dr Installé, Etienne, Louvain-la-Neuve.

3° Sur la proposition des mutualités :

Membres effectifs :

Dr Ceuppens, Ann, Grimbergen;
Dr Lucet, Catherine, Braine-le-Chateau;
Dr Zamurovic, Danica, Laken;

Suppléants :

Dr Widera, Iliana, Ukkel;
Dr Morren, Grietje, Leuven;
Dr Werbrouck, Violette, Aalst.

4° Sur la proposition du comité consultatif de bioéthique instauré par la loi du 6 mars 1995 :

Dr Bogaert, Marc, Sint-Martens-Latem;
Dr André, Armand, Julemont-Herve.

5° Sur la proposition de l'INAMI :

Dr Prud'homme, Serge, Schaarbeek.

Art. 2. § 1^{er}. Est nommé président pour une durée de cinq ans :

Dr Verbeelen, Dierik, Ixelles;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden benoemd voor een termijn van vijf jaar tot lid van de Belgische transplantatieraad :

1° Op de voordracht van de Belgische Transplantatievereniging :

Werkende leden :

Dr. Otte, Jean-Bernard, Kraainem;
Dr. Estenne, Marc, Linkebeek;
Dr. Meurisse, Michel, Tilff;
Dr. Pirenne, Jacques, Herent;
Dr. de Hemptinne, Bernard, Sint-Lambrechts-Woluwe;
Dr. De Broe, Marc, Lokeren;
Dr. Sennesael, Jacques, Sint-Agatha-Berchem;
Dr. Wellens, Francis, Ninove.

Plaatsvervangers :

Dr. Lerut, Jan, Bierbeek;
Dr. De Pauw, Luc, Anderlecht;
Dr. Defraigne, Jean, Nandrin;
Dr. Vanrenterghem, Yves, Leuven;
Dr. Vanholder, Raymond, Gent;
Dr. Ysebaert, Dirk, Mortsel;
Dr. Verbeelen, Dierik, Elsene;
Dr. Goethals, Marc, Meise.

2° Op de voordracht van de wetenschappelijke verenigingen van geneeesheren-specialisten voor de disciplines die bij de orgaandonatie nauw betrokken zijn :

Werkende leden :

Dr. Wouters, Patrick, Rotselaar;
Dr. Dom, Rene, Oud-Heverlee;
Dr. De Soir, Ria, Meise;
Dr. Levivier, Marc, Waterloo;
Dr. Ferdinande, Patrick, Leuven;

Plaatsvervangers :

Dr. Ickx Brigitte, Anderlecht;
Dr. Van Rijckevorsel, Germaine, Mont-Saint-Guibert;
Dr. Deleers, Isabelle, Sint-Lambrechts-Woluwe;
Dr. Vandewalle, Veerle, Sint-Niklaas;
Dr. Installé, Etienne, Louvain-la-Neuve.

3° Op de voordracht van de ziekenfondsen :

Werkende leden :

Dr. Ceuppens, Ann, Grimbergen;
Dr. Lucet, Catherine, Braine-le-Chateau;
Dr. Zamurovic, Danica, Laken;

Plaatsvervangers :

Dr. Widera, Iliana, Ukkel;
Dr. Morren, Grietje, Leuven;
Dr. Werbrouck, Violette, Aalst.

4° Op de voordracht van het raadgevend comité voor bio-ethiek opgericht door de wet van 6 maart 1995 :

Dr. Bogaert, Marc, Sint-Martens-Latem;
Dr. André, Armand, Julemont-Herve.

5° Op de voordracht van het RIZIV :

Dr. Prud'homme, Serge, Schaarbeek.

Art. 2. § 1. Wordt benoemd tot voorzitter voor een termijn van vijf jaar :

Dr. Verbeelen, Dierik, Elsene;

§ 2. Est nommé Président-suppléant pour une durée de cinq ans :

Dr Antoine, Martine, Saint-Gilles.

Art. 3. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné, à Bruxelles, le 29 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
Marcel COLLA

§ 2. Wordt benoemd tot plaatsvervangend voorzitter voor een termijn van vijf jaar :

Dr. Antoine, Martine, Sint-Gilles.

Art. 3. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

[99/22476]

**Comité technique général,
institué auprès du Fonds des accidents du travail
Démission. — Nomination**

Par arrêté royal du 26 avril 1999, qui entre en vigueur le jour de la présente publication :

— démission honorable de ses fonctions de membre du comité technique général, institué auprès du Fonds des accidents du travail, est accordée à sa demande à M. Uytterhoeven, J.;

— Mme P'Tito, O., est nommée membre du comité technique précité, en qualité de représentante des organisations représentatives des travailleurs en remplacement de M. Uytterhoeven, J., dont elle achèvera le mandat.

[99/22477]

**Comité médico-technique,
institué auprès du Fonds des accidents du travail
Démission. — Nomination**

Par arrêté royal du 26 avril 1999, qui entre en vigueur le jour de la présente publication :

— démission honorable de ses fonctions de membre du comité médico-technique, institué auprès du Fonds des accidents du travail, est accordée à sa demande à M. Uytterhoeven, J.;

— Mme P'Tito, O., est nommée membre du comité technique précité, en qualité de représentante des organisations représentatives des travailleurs en remplacement de M. Uytterhoeven, J., dont elle achèvera le mandat.

[C - 99/22550]

**Comité technique de la prévention,
institué auprès du Fonds des accidents du travail
Démission. — Nomination**

Par arrêté royal du 31 mai 1999, qui entre en vigueur le jour de la publication du présent extrait, démission honorable de son mandat de membre du comité technique de la prévention, institué auprès du Fonds des accidents du travail, est accordée, à sa demande, à Mme Cyprès, C.

Par le même arrêté M. Vandercammen, M. est nommé membre du même comité, en qualité de représentant des organisations représentatives des travailleurs, en remplacement de Mme Cyprès, C., dont il achèvera le mandat.

[99/22476]

**Algemeen technisch comité,
ingesteld bij het Fonds voor Arbeidsongevallen
Ontslag. — Benoeming**

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking :

— wordt, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn functies van lid van het algemeen technisch comité, ingesteld bij het Fonds voor Arbeidsongevallen, verleend aan de heer Uytterhoeven, J.;

— wordt Mevr. P'Tito, O., tot lid van het voornoemd technisch comité benoemd, als vertegenwoordigster van de representatieve organisaties van de werknemers, ter vervanging van de heer Uytterhoeven, J., wiens mandaat zij zal voltooien.

[99/22477]

**Medisch-technisch comité,
ingesteld bij het Fonds voor Arbeidsongevallen
Ontslag. — Benoeming**

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking :

— wordt, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn functies van lid van het medisch-technisch comité, ingesteld bij het Fonds voor Arbeidsongevallen, verleend aan de heer Uytterhoeven, J.;

— wordt Mevr. P'Tito, O., tot lid van het voornoemd technisch comité benoemd, als vertegenwoordigster van de representatieve organisaties van de werknemers, ter vervanging van de heer Uytterhoeven, J., wiens mandaat zij zal voltooien.

[C - 99/22550]

**Technisch comité voor de preventie,
ingesteld bij het Fonds voor Arbeidsongevallen
Ontslag. — Benoeming**

Bij koninklijk besluit van 31 mei 1999, dat in werking treedt de dag waarop dit uittreksel wordt bekendgemaakt, wordt op haar verzoek aan Mevr. Cyprès, C. eervol ontslag verleend uit haar mandaat van lid van het technisch comité voor de preventie, ingesteld bij het Fonds voor Arbeidsongevallen.

Bij hetzelfde besluit wordt de heer Vandercammen, M. tot lid van hetzelfde comité benoemd als vertegenwoordiger van de representatieve organisaties van de werknemers, ter vervanging van Mevr. Cyprès, C., wiens mandaat hij zal voltooien.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[99/12470]

**22 JUIN 1999. — Arrêté royal
portant nomination de conseillers et de juges sociaux**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire notamment les articles 198 à 201, 202 modifié par la loi du 6 mai 1982, 206 modifié par la loi du 15 mai 1987, et 216;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[99/12470]

**22 JUNI 1999. — Koninklijk besluit
houdende benoeming van raadsheren en rechters in sociale zaken**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek inzonderheid op de artikelen 198 tot 202, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1982, 206 gewijzigd bij de wet van 15 mei 1987, en 216;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1970 déterminant le nombres des juges sociaux et des conseillers sociaux et les modalités de présentation des candidats, modifié par les arrêtés royaux du 12 octobre 1970, du 4 mai 1971, du 11 septembre 1974, du 12 septembre 1974, du 8 juin 1976, du 12 octobre 1978, du 11 août 1982, du 6 mars 1984, du 18 février 1994 et du 19 janvier 1999;

Vu les listes doubles de candidats présentés par les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont nommés en qualité de conseiller sociale effectif à la cour du travail de Gand :

Au titre de travailleur ouvrier :

Mme Vermeire, Carina à Oosterzele.

MM. :

Ampe, Guido à Gistel.

Bultynck, Robert à Izegem.

Coppens, Mario à Herzele.

David, Roland à Gistel (Snaaskerke).

Descamps, Marc à Ypres.

D'Haene, Marc à Oostkamp.

Lootens, Hendrik à Zele.

Reygaert, Luc à Gand (Sint-Amansberg).

Standaert, Etienne à Laarne.

Van Der Hoeven, Erwin à Denderbelle.

Vanhauwaert Joost à Ingelmunster.

Van Heeschvelde, Wim à Evergem.

Van Poucke, Eric à Bruges (Sint-Kruis).

Au titre de travailleur employé :

MM. :

Beernaert, Johan à Bruges (Sint-Kruis).

De Clercq, Wim à Grammont.

Decock, Stefaan à Wevelgem (Moorsele).

De Vos, Luc à Zingem.

Dumortier, Johan à Alost.

Dupont, Gino à Waregem (Beveren-Leie).

Foulon, Pierre à Izegem.

Hiel, Gustaaf à Lebbeke.

Huylebroeck, Roland à Tamise (Tielrode).

Impens, Willy à Gand.

Plesters, Leopold à Lovendegem.

Vandersteene, Freddy à Nieuport.

Art. 2. Sont nommés en qualité de juge social effectif au tribunal du travail de Gand :

Au titre de travailleur ouvrier :

Mme Van Bever, Carine à Oosterzele (Scheldewindeke).

Mme Verbanck, Rita à Gand (Mariakerke).

MM. :

Agten, Jean-Pierre à Gent.

Buysse, Marc à Wondelgem.

De Ridder, Peter à Destelbergen.

Masson, Norbert à Gand.

Van De Woestyne, Geert à Evergem.

Van Wolleghem, Urbain à Maldegem.

Versprille, Reimond à Zomergem.

Au titre de travailleur employé :

MM. :

Heirbrant, Daniël à Gand (Sint-Amansberg).

Schaillee, Dirk, à Gand (Sint-Amansberg).

Gelet op het Koninklijk besluit van 7 april 1970 tot vaststelling van het aantal rechters en raadsheren in sociale zaken en van de wijze van voordracht van de kandidaten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 oktober 1970, 4 mei 1971, 11 september 1974, 12 september 1974, 8 juni 1976, 12 oktober 1978, 11 augustus 1982, 6 maart 1984, 18 februari 1994 en van 19 januari 1999;

Gelet op de dubbeltallen voorgedragen door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Tot werkend raadsheer in sociale zaken bij het arbeidshof te Gent worden benoemd :

Als werknemer-arbeider :

Mevr. Vermeire, Carina te Oosterzele.

De heren :

Ampe, Guido te Gistel.

Bultynck, Robert te Izegem.

Coppens, Mario te Herzele.

David, Roland te Gistel (Snaaskerke).

Descamps, Marc te Ypres.

D'Haene, Marc te Oostkamp.

Lootens, Hendrik te Zele.

Reygaert, Luc te Gent (Sint-Amansberg).

Standaert, Etienne te Laarne.

Van Der Hoeven, Erwin te Denderbelle.

Vanhauwaert Joost te Ingelmunster.

Van Heeschvelde, Wim te Evergem.

Van Poucke, Eric te Brugge (Sint-Kruis).

Als werknemer-bediende :

De heren :

Beernaert, Johan te Brugge (Sint-Kruis).

De Clercq, Wim te Geraardsbergen.

Decock, Stefaan te Wevelgem (Moorsele).

De Vos, Luc te Zingem.

Dumortier, Johan te Aalst.

Dupont, Gino te Waregem (Beveren-Leie).

Foulon, Pierre te Izegem.

Hiel, Gustaaf te Lebbeke.

Huylebroeck, Roland te Temse (Tielrode).

Impens, Willy te Gent.

Plesters, Leopold te Lovendegem.

Vandersteene, Freddy te Nieuport.

Art. 2. Tot werkend rechter in sociale zaken bij de arbeidsrechtbank te Gent worden benoemd :

Als werknemer-arbeider :

Mevr. Van Bever, Carine te Oosterzele (Scheldewindeke).

Mevr. Verbanck, Rita te Gent (Mariakerke).

De heren :

Agten, Jean-Pierre te Gent.

Buysse, Marc te Wondelgem.

De Ridder, Peter te Destelbergen.

Masson, Norbert te Gent.

Van De Woestyne, Geert te Evergem.

Van Wolleghem, Urbain te Maldegem.

Versprille, Reimond te Zomergem.

Als werknemer-bediende :

De heren :

Heirbrandt, Daniël, te Gent (Sint-Amansberg).

Schaillee, Dirk te Gent (Sint-Amansberg).

Van Damme, Alfons à Assenede.
Wychuyse, Freddy à Evergem (Sleidinge).

Art. 3. Est nommé en qualité de juge social effectif au tribunal du travail de Audenarde :

Au titre de travailleur ouvrier :
M. De Waele, Lucien à Audenarde.
Au titre de travailleur à Audenarde :
MM. :

De Bock, Eddy à Audenarde.
Sandrap, Marnix, à Audenarde.

Art. 4. Est nommé en qualité de conseiller social effectif à la cour du travail de Bruxelles :

Au titre de travailleur ouvrier :
M. Van Coningsloo, Jean-Pierre à Hofstade.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 1999.

Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Van Damme, Alfons te Assenede.
Wychyse, Freddy te Evergem (Sleidinge).

Art. 3. Tot werkend raadsheer in sociale zaken bij het arbeidshof te Brussel wordt benoemd :

Als werknemer-arbeider :
De heer De Waele, Lucien te Oudenaarde.
Als werknemer-bediende :
De heren :

De Bock, Eddy te Oudenaarde.
Sandrap, Marnix, te Oudenaarde.

Art. 4. Tot werkend raadsheer in sociale zaken bij het arbeidshof te Brussel wordt benoemd :

Als werknemer-arbeider :
De heer Van Coningsloo, Jean-Pierre te Hofstade.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1999.

Art. 6. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

[C - 99/12506]

Arrêtés concernant les membres des commissions paritaires

Commission paritaire pour les banques

Par arrêté royal du 25 mai 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999, M. Marc Deschepper, à Watermael-Boitsfort, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre suppléant de la Commission paritaire pour les banques, en remplacement de Mme Nadine Lemaitre, à Uccle, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présentée; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Conseil national du Travail

Par arrêté royal du 23 avril 1999, qui entre en vigueur le 5 mai 1999 :

M. David Lanove, à Woluwe-Saint-Lambert, membre suppléant du Conseil national du Travail, est nommé, en qualité de représentant d'une des organisations les plus représentatives d'employeurs, membre effectif de ce conseil, en remplacement de M. Jacques da Costa, à Edegem, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

Mme Sophie Rosman, à Ixelles, est nommée, en qualité de représentante d'une des organisations les plus représentatives d'employeurs, membre suppléant de ce conseil, en remplacement de M. David Lanove, à Woluwe-Saint-Lambert, qui est nommé membre effectif; elle achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire des entreprises d'assurances

Par arrêté royal du 3 mai 1999, qui entre en vigueur le 27 mai 1999, M. Thierry Nollet, à Nivelles, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Commission paritaire des entreprises d'assurances, en remplacement de M. Freddy Roulthiaux, à Auderghem, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

[C - 99/12506]

Besluiten betreffende de leden van de paritaire comités

Paritair Comité voor de banken

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999, wordt de heer Marc Deschepper, te Watermaal-Bosvoorde, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Comité voor de banken, ter vervanging van Mevr. Nadine Lemaitre, te Ukkel, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die haar had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Nationale Arbeidsraad

Bij koninklijk besluit van 23 april 1999, dat in werking treedt op 5 mei 1999 :

wordt de heer David Lanove, te Sint-Lambrechts-Woluwe, plaatsvervangend lid van de Nationale Arbeidsraad, als vertegenwoordiger van een der meest representatieve werkgeversorganisaties, tot gewoon lid benoemd van deze raad, ter vervanging van de heer Jacques da Costa, te Edegem, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt Mevr. Sophie Rosman, te Elsene, als vertegenwoordigster van een der meest representatieve werkgeversorganisaties, tot plaatsvervangend lid benoemd van deze raad, ter vervanging van de heer David Lanove, te Sint-Lambrechts-Woluwe, die tot gewoon lid wordt benoemd; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor het verzekeringswezen

Bij koninklijk besluit van 3 mei 1999, dat in werking treedt op 27 mei 1999, wordt de heer Thierry Nollet, te Nijvel, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Comité voor het verzekeringswezen, ter vervanging van de heer Freddy Roulthiaux, te Oudergem, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Commission paritaire pour les concierges d'immeubles à appartements

Par arrêté royal du 3 mai 1999, qui entre en vigueur le 27 mai 1999, M. Jean-Claude Humbert, à Virton, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Commission paritaire pour les concierges d'immeubles à appartements, en remplacement de M. Marc Bourguet, à Stavelot, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire pour les institutions publiques de crédit

Par arrêté royal du 3 mai 1999, qui entre en vigueur le 27 mai 1999, M. Philippe Duhoux, à Dilbeek, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre suppléant de la Commission paritaire pour les institutions publiques de crédit, en remplacement de Mme Chantal Indekeu, à Kraainem, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présentée; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Sous-commission paritaire pour le fibrociment

Par arrêté royal du 25 avril 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999, M. Bruno Verlaeckaert, à Saint-Nicolas, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de la Sous-commission paritaire pour le fibrociment, en remplacement de M. Roger Vrancken, à Olen, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage

Par arrêté royal du 25 mai 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999, M. Marc Paermentier, à Wezembeek-Oppem, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre suppléant de la Commission paritaire des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage, en remplacement de M. Jean Savenberg, à Uccle, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire de la construction

Par arrêté royal du 25 mai 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999, M. Baudouin Chantraine, à Ottignies-Louvain-la-Neuve, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre suppléant de la Commission paritaire de la construction, en remplacement de M. Louis Van Vugt, à Mont-Saint-Guibert, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes

Par arrêté royal du 25 mai 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999 :

M. Jean-Claude Humbert, à Virton, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes, en remplacement de M. Paul Lootens, à Pont-à-Celles, qui est nommé membre suppléant; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

Paritair Comité voor de huisbewaarders van flatgebouwen

Bij koninklijk besluit van 3 mei 1999, dat in werking treedt op 27 mei 1999, wordt de heer Jean-Claude Humbert, te Virton, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Comité voor de huisbewaarders van flatgebouwen, ter vervanging van de heer Marc Bourguet, te Stavelot, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor de openbare kredietinstellingen

Bij koninklijk besluit van 3 mei 1999, dat in werking treedt op 27 mei 1999, wordt de heer Philippe Duhoux, te Dilbeek, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Comité voor de openbare kredietinstellingen, ter vervanging van Mevr. Chantal Indekeu, te Kraainem, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die haar had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Subcomité voor de vezelcement

Bij koninklijk besluit van 25 april 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999, wordt de heer Bruno Verlaeckaert, te Sint-Niklaas, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de vezelcement, ter vervanging van de heer Roger Vrancken, te Olen, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor het wasserij-, ververij- en ontvettingsbedrijf

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999, wordt de heer Marc Paermentier, te Wezembeek-Oppem, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Comité voor het wasserij-, ververij- en ontvettingsbedrijf, ter vervanging van de heer Jean Savenberg, te Ukkel, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor het bouwbedrijf

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999, wordt de heer Baudouin Chantraine, te Ottignies-Louvain-la-Neuve, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf, ter vervanging van de heer Louis Van Vugt, te Mont-Saint-Guibert, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999 :

wordt de heer Jean-Claude Humbert, te Virton, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden, ter vervanging van de heer Paul Lootens, te Pont-à-Celles, die tot plaatsvervangend lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

M. Michel Leclerc, à Libramont, membre suppléant de cette sous-commission, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de cette sous-commission, en remplacement de M. Rudi Molenberghs, à Geel, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Paul Lootens, à Pont-à-Celles, membre effectif de cette sous-commission, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de cette sous-commission, en remplacement de M. Maurice Corbisier, à Bernissart, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Wim Verreyt, à Mol, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de cette sous-commission, en remplacement de M. Michel Leclerc, à Libramont, qui est nommé membre effectif; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

—————

Commission paritaire pour le commerce de combustibles

Par arrêté royal du 25 mai 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999, MM. Alfons Geeraerts, à Anvers, et Frank Van Thillo, à Lint, sont nommés, en qualité de représentants d'une organisation de travailleurs, membres effectifs de la Commission paritaire pour le commerce de combustibles, en remplacement respectivement de Mmes Ginette Baeyens, à Gand, et Jeannine Hermans, à Anvers, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui les avait présentées; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs.

—————

Sous-commission paritaire pour le commerce de combustibles de la Flandre orientale

Par arrêté royal du 25 mai 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999, M. Franck Van Thillo, à Lint, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire pour le commerce de combustibles de la Flandre orientale, en remplacement de Mme Jeannine Hermans, à Anvers, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présentée; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

—————

Sous-commission paritaire de l'industrie de la chaussure, des bottiers et des chausseurs

Par arrêté royal du 25 mai 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999 :

M. Marc De Clippele, à Lierde, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire de l'industrie de la chaussure, des bottiers et des chausseurs, en remplacement de M. Hans Van Assche, à Niel, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Erwin Bette, à Pepingen, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre suppléant de cette sous-commission, en remplacement de M. Jean-Marie Charles, à Braine-l'Alleud, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

—————

Sous-commission paritaire pour les chaussures orthopédiques

Par arrêté royal du 25 mai 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999, Mme Pascale Wirken, à Schoten, est nommée, en qualité de représentante d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de la Sous-commission paritaire pour les chaussures orthopédiques, en

wordt de heer Michel Leclerc, te Libramont, plaatsvervangend lid van dit subcomité, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van de heer Rudi Molenberghs, te Geel, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Paul Lootens, te Pont-à-Celles, gewoon lid van dit subcomité, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van de heer Maurice Corbisier, te Bernissart, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Wim Verreyt, te Mol, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van de heer Michel Leclerc, te Libramont, die tot gewoon lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

—————

Paritair Comité voor de handel in brandstoffen

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999, worden de heren Alfons Geeraerts, te Antwerpen, en Frank Van Thillo, te Lint, als vertegenwoordigers van een werknemersorganisatie, tot gewone leden benoemd van het Paritair Comité voor de handel in brandstoffen, respectievelijk ter vervanging van Mevrn. Ginette Baeyens, te Gent, en Jeannine Hermans, te Antwerpen, wier mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hen had voorgedragen; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen.

—————

Paritair Subcomité voor de handel in brandstoffen van Oost-Vlaanderen

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999, wordt de heer Frank Van Thillo, te Lint, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de handel in brandstoffen van Oost-Vlaanderen, ter vervanging van Mevr. Jeannine Hermans, te Antwerpen, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die haar had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

—————

Paritair Subcomité voor de schoeiselindustrie, de laarzenmakers en de maatwerkers

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999 :

wordt de heer Marc De Clippele, te Lierde, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de schoeiselindustrie, de laarzenmakers en de maatwerkers, ter vervanging van de heer Hans Van Assche, te Niel, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Erwin Bette, te Pepingen, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van de heer Jean-Marie Charles, te Eigenbrakel, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

—————

Paritair Subcomité voor de orthopedische schoeisels

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999, wordt Mevr. Pascale Wirken, te Schoten, als vertegenwoordigster van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de orthopedische schoeisels,

remplacement de M. Erwin Van der Hoeven, à Lebbeke, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; elle achèvera le mandat de son prédécesseur.

—————
Commission paritaire de la poterie ordinaire en terre commune

Par arrêté royal du 25 mai 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999 :

M. René Geybels, à Hemiksem, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Commission paritaire de la poterie ordinaire en terre commune, en remplacement de M. Ferdy De Wolf, à Termonde, qui est nommé membre suppléant; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Bruno Verlaeckaert, à Saint-Nicolas, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de cette commission, en remplacement de M. Daniel Valkenaers, à Malines, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Ferdy De Wolf, à Termonde, membre effectif de cette commission, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de M. Dan Plaum, à Anvers, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

—————
Sous-commission paritaire pour le port de Gand

Par arrêté royal du 25 mai 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999, M. Adelin Devos, à Gand, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de la Sous-commission paritaire pour le port de Gand, en remplacement de M. Jean-Pierre Van Imschoot, à Gand, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

—————
Commission paritaire des services de santé

Par arrêté royal du 25 mai 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999, M. Frank Pirard, à Bruxelles, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre effectif de la Commission paritaire des services de santé, en remplacement de M. Jacques Robert, à Genappe, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

—————
Sous-commission paritaire pour les hôpitaux privés

Par arrêté royal du 25 mai 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999, M. Frank Pirard, à Bruxelles, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire pour les hôpitaux privés, en remplacement de M. Jacques Robert, à Genappe, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

—————
Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé

Par arrêté royal du 25 mai 1999, qui entre en vigueur le 11 juin 1999, M. Frank Pirard, à Bruxelles, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé, en remplacement de M. Jacques Robert, à Genappe, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

ter vervanging van de heer Erwin Van der Hoeven, te Lebbeke, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen.

—————
Paritair Comité voor gewoon pottengoed in potaarde

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999 :

wordt de heer René Geybels, te Hemiksem, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Comité voor gewoon pottengoed in potaarde, ter vervanging van de heer Ferdy De Wolf, te Dendermonde, die tot plaatsvervangend lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Bruno Verlaeckaert, te Sint-Niklaas, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Daniel Valkenaers, te Mechelen, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Ferdy De Wolf, te Dendermonde, gewoon lid van dit comité, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Dan Plaum, te Antwerpen, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

—————
Paritair Subcomité voor de haven van Gent

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999, wordt de heer Adelin Devos, te Gent, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de haven van Gent, ter vervanging van de heer Jean-Pierre Van Imschoot, te Gent, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

—————
Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999, wordt de heer Frank Pirard, te Brussel, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten, ter vervanging van de heer Jacques Robert, te Genepiën, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

—————
Paritair Subcomité voor de privé-ziekenhuizen

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999, wordt de heer Frank Pirard, te Brussel, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de privé-ziekenhuizen, ter vervanging van de heer Jacques Robert, te Genepiën, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

—————
Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt op 11 juni 1999, wordt de heer Frank Pirard, te Brussel, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, ter vervanging van de heer Jacques Robert, te Genepiën, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 99/27531]

3 JUI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 1995 portant nomination des membres, du président et du vice-président du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 avril 1994, relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable, notamment son article 21;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mai 1995 fixant les règles de composition et de fonctionnement du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, notamment ses articles 3, 4 et 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 1995 portant nomination des membres, du président et du vice-président du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 26 octobre 1995, 25 janvier 1996, 6 juin 1996, 6 février 1997, 15 mai 1997, 23 octobre 1997, 27 novembre 1997, 9 avril 1998 et 4 juin 1998;

Vu la lettre du 10 mars 1999, par laquelle Mme Sylvie Varlez, rue Saint-Henri 91, 1200 Bruxelles, présente sa démission en qualité de membre suppléant au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable;

Vu la lettre du 6 avril 1999, par laquelle Inter-Environnement Wallonie propose la candidature de Mme Michèle Fourny en remplacement de Madame Varlez en qualité de membre suppléant du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable parmi les représentants des associations de défense de l'environnement;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Mme Michèle Fourny est nommée en remplacement de Mme Sylvie Varlez comme membre suppléant de M. Emmanuel Serusiaux parmi les représentants des associations de défense de l'environnement au sein du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable.

Art. 2. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E. et du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 99/27531]

3. JUNI 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 1995 zur Ernennung der Mitglieder, des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden des "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung, insbesondere des Artikels 21;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Mai 1995 zur Festlegung der Regeln für die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable", insbesondere seiner Artikel 3, 4 und 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 1995 zur Ernennung der Mitglieder, des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden des "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable", abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 26. Oktober 1995, 25. Januar 1996, 6. Juni 1996, 6. Februar 1997, 15. Mai 1997, 23. Oktober 1997, 27. November 1997, 9. April 1998 und 4. Juni 1998;

Aufgrund des Schreibens vom 10. März 1999, in dem Frau Sylvie Varlez, wohnhaft in 1200 Brüssel, rue Saint-Henri 91, ihren Rücktritt als stellvertretendes Mitglied innerhalb des "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" erklärt;

Aufgrund des Schreibens vom 6. April 1999, in dem die Vereinigung "Inter-Environnement Wallonie" unter den Vertretern der Umweltschutzvereinigungen die Bewerbung von Frau Michèle Fourny für die Nachfolge von Frau Varlez als stellvertretendes Mitglied innerhalb des "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" vorschlägt;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Frau Michèle Fourny wird anstelle von Frau Sylvie Varlez als stellvertretendes Mitglied von Herrn Emmanuel Serusiaux unter den Vertretern der Umweltschutzvereinigungen innerhalb des "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" ernannt.

Art. 2 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 99/27531]

3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 1995 tot benoeming van de leden, de voorzitter en de ondervoorzitter van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling, inzonderheid op artikel 21;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 mei 1995 tot vaststelling van de regels voor de samenstelling en de werking van de "Conseil wallon pour le Développement durable", inzonderheid op de artikelen 3, 4 en 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 september 1995 tot benoeming van de leden, de voorzitter en de ondervoorzitter van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable", gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 26 oktober 1995, 25 januari 1996, 6 juni 1996, 6 februari 1997, 15 mei 1997, 23 oktober 1997, 27 november 1997, 9 april 1998 en 4 juni 1998;

Gelet op het schrijven van 10 maart 1999 waarin Mevr. Sylvie Varlez, woonachtig Sint-Hendrikstraat 9 te 1200 Brussel, wenst ontslagen te worden als plaatsvervangend lid van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable";

Gelet op het schrijven van 6 april 1999 waarin de "asbl Inter-Environnement Wallonie" voorstelt om onder de vertegenwoordigers van de verenigingen voor milieubescherming binnen de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" Mevr. Michèle Fourny aan te wijzen als plaatsvervangster van Mevr. Varlez;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Mevr. Michèle Fourny wordt onder de vertegenwoordigers van de verenigingen voor milieubescherming binnen de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" aangewezen om de plaats in te nemen van Mevr. Sylvie Varlez, die plaatsvervangster was van de heer Emmanuel Serusiaux.

Art. 2. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN



ÜBERSETZUNG

VERTALING

[C - 99/27540]

[C - 99/27540]

[C - 99/27540]

Institut du Patrimoine wallon

Un arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 nomme M. Freddy Joris administrateur général de l'Institut du Patrimoine wallon pour un mandat de six ans renouvelable prenant cours le 3 juin 1999.

**«Institut du Patrimoine wallon»
(Institut für das wallonische Erbe)**

Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 wird Herr Freddy Joris für ein erneuerbares Mandat von sechs Jahren ab diesem Datum zum Generalverwalter des «Institut du Patrimoine wallon» ernannt.

**« Institut du Patrimoine wallon »
(Instituut voor het Waalse Patrimonium)**

Bij besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 wordt de heer Freddy Joris benoemd tot algemeen beheerder van het « Institut du Patrimoine wallon » voor een vernieuwbaar mandaat van zes jaar dat ingaat op 3 juni 1999.

Un arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 nomme M. Jean-Pol Van Reybroeck administrateur général adjoint de l'Institut du Patrimoine wallon pour un mandat de six ans renouvelable prenant cours le 3 juin 1999.

Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 wird Herr Jean-Pol Van Reybroeck für ein erneuerbares Mandat von sechs Jahren ab diesem Datum zum beigeordneten Generalverwalter des «Institut du Patrimoine wallon» ernannt.

Bij besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 wordt de heer Jean-Pol Van Reybroeck benoemd tot adjunct-algemeen beheerder van het « Institut du Patrimoine wallon » voor een vernieuwbaar mandaat van zes jaar dat ingaat op 3 juni 1999.

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[C - 99/27533]

2 AVRIL 1999. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Saint-Remy (Chimay)

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique, poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997, modifié par l'arrêté du 1^{er} octobre 1998, portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 3;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

- a) considérant qu'il est d'utilité publique d'effectuer des aménagements de sécurité sur les voiries de la Région;
- b) considérant que le but de ces expropriations est la construction d'un rond-point au carrefour des routes N593 et N594 sur le territoire de Saint-Remy (Chimay);
- c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la réalisation, par la Région wallonne, de la construction d'un rond-point au carrefour des routes N593 et N594 sur le territoire de la commune de Saint-Remy (Chimay) figurés par une teinte jaune au plan n° HR55-A2/18 ci-annexé, visé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie, conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 2 avril 1999.

M. LEBRUN

TABLEAU DES EMPRISES

N° du plan	Cadastré		Lieu-dit	Noms, prénoms, adresse des propriétaires	Nature de la parcelle	Contenance totale			Revenu cadastral	Superficie bâtie à acquérir			Observations
	S ^{on}	N°				ha	a	ca		ha	a	ca	
1	A	265a2	rue de la Plate Pierre 2	BOUCHEZ Michel rue de la Plate Pierre n° 2 6460 CHIMAY	Maison	0	27	68	24.000	0	1	80	
2	A	264d2	Champ du Calvaire	BOUCHEZ Danielle Fonds de l'Eau n° 54 5660 COUVIN	Pâturage	0	55	71	850	0	3	25	
3	A	265m	Champ du Calvaire	BOUCHEZ Danielle Fonds de l'Eau n° 54 5660 COUVIN	Pâturage	0	76	40	1.500	0	5	66	

Le plan n° HR.55-A2/18 peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Charleroi - D142 - Place Albert 1^{er}, 4 bte 6, 6000 Charleroi

[C - 99/27532]

28 AVRIL 1999. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Aywaille

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif Régional Wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997, modifié par l'arrêté du 1^{er} octobre 1998 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 12, 7^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 3;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

- a) considérant qu'il est d'utilité publique d'aménager le carrefour sur le Mont sur la N30;
- b) considérant que le but de ces expropriations est d'améliorer la sécurité;
- c) considérant que les parcelles doivent être disponibles le plus rapidement possible,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à l'aménagement, par la Région wallonne, du carrefour du Mont sur la N30 sur le territoire de la commune d'Aywaille figurés par une teinte grise au plan n° E/30/62932 ci-annexé, visé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 28 avril 1999.

M. LEBRUN

TABLEAU DES EMPRISES

N° du plan	Cadastré		Lieu-dit	Noms, prénoms, adresse des propriétaires	Nature de la parcelle	Contenance totale			Revenu cadastral	Superficie bâtie à acquérir			Observations
	S ^{on}	N°				ha	a	ca		ha	a	ca	
1	3 A5	1168y	les grands monts	GILLARD - DUPONT José rue du Rixhon 2 - 4920 Aywaille	Pâturage	00	15	08	300	00	01	80	Emprise partielle
2	3 A5	1168z	rue du Rixhon 2	GILLARD - DUPONT José rue du Rixhon 2 - 4920 Aywaille	Maison	00	10	19	45.100	00	00	26	Emprise partielle
3	3 A5	1168x	les grands monts	GILLARD - DUPONT José rue du Rixhon 2 - 4920 Aywaille	Pré	00	01	56	10	00	01	56	Emprise Intégrale
4	3 A5	1047z	rue du Rixhon 4	MAHY - COLLIN Robert rue du Rixhon 4 - 4920 Aywaille	Maison	00	14	86	26.900	00	01	18	Emprise partielle

Le plan n° E/30/62932 peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Liège - D151 - avenue Blondin 12, 4000 Liège.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

[99/40212]

SITUATION GLOBALE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU 31 DECEMBRE 1998 (1)
 publiée par la Banque Nationale de Belgique conformément aux dispositions des articles 45, 71 et 80, § 1, 4° de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

	(en millions de francs)	
ACTIF		
TRESORERIE ET CREANCES INTERBANCAIRES		8 918 322
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	90 948	
Créances sur les établissements de crédit	8 827 374	
A vue	1 178 517	
Autres créances	7 648 857	
CREANCES SUR LA CLIENTELE		9 885 539
Crédits accordés à l'origine par les établissements	9 679 312	
Effets de commerce	95 996	
Acceptations propres	29 947	
Créances résultant de location-financement et créances similaires	27 963	
Prêts non hypothécaires à tempérament	445 379	
Prêts hypothécaires	1 885 687	
Prêts à terme	5 841 280	
Avances en comptes courants	886 353	
Autres crédits	466 707	
Autres débiteurs	206 227	
VALEURS MOBILIERES ET AUTRES TITRES NEGOCIABLES (2)		8 498 892
Effets publics	682 091	
Admissibles au refinancement auprès de banques centrales	625 594	
Autres	56 497	
Autres titres négociables à court terme	259 160	
Fonds publics	5 439 406	
Autres emprunts à long terme représentés par des titres	1 896 470	
Actions et parts de sociétés	136 736	
Autres valeurs mobilières	85 029	
IMMOBILISATIONS		706 032
Immobilisations financières	550 643	
dont (3) :		
Participations dans des entreprises liées	500 682	
Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	16 608	
Autres immobilisations financières	30 840	
Actions	19 113	
Créances subordonnées sur des entreprises liées et entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	10 177	
Autres	1 550	
Immobilisations corporelles	144 319	
Frais d'établissement et immobilisations incorporelles	11 070	
ACTIONS PROPRES		0
AUTRES ACTIFS		1 339 914
TOTAL ACTIF		29 348 699

[99/40212]

ALGEMENE STAAT DER KREDIETINSTELLINGEN PER 31 DECEMBER 1998 (1)
 gepubliceerd door de Nationale Bank van België ingevolge artikels 45, 71 en 80, § 1, 4° van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen.

	(in miljoenen franken)	
ACTIEF		
THESAURIETEGOEDEN EN INTERBANKVORDERINGEN		8 918 322
Kas, tegoeden bij centrale banken, postcheque- en girodiensten	90 948	
Vorderingen op kredietinstellingen	8 827 374	
Onmiddellijk opvraagbaar	1 178 517	
Overige vorderingen	7 648 857	
VORDERINGEN OP CLIENTEN		9 885 539
Kredieten bij de oorsprong verleend door de instellingen	9 679 312	
Handelsswissels	95 996	
Eigen accepten	29 947	
Leasing- en soortgelijke vorderingen	27 963	
Niet-hypothecaire leningen op afbetaling	445 379	
Hypothecaire leningen	1 885 687	
Leningen op termijn	5 841 280	
Voorschotten in rekening-courant	886 353	
Overige kredietvorderingen	466 707	
Overige debiteuren	206 227	
EFFECTEN EN ANDER WAARDEPAPIER (2)		8 498 892
Overheidspapier	682 091	
Herfinancierbaar bij centrale banken	625 594	
Overige	56 497	
Ander kortlopend waardepapier	259 160	
Overheidsfondsen	5 439 406	
Overige leningen op lange termijn vertegenwoordigd door effecten	1 896 470	
Aandelen en deelbewijzen	136 736	
Overige effecten	85 029	
VASTE ACTIVA		706 032
Financiële vaste activa	550 643	
waarvan (3) :		
Deelnemingen in verbonden ondernemingen	500 682	
Deelnemingen in andere ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	16 608	
Andere financiële vaste activa	30 840	
Aandelen	19 113	
Achtergestelde vorderingen op verbonden ondernemingen en ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	10 177	
Overige	1 550	
Materiële vaste activa	144 319	
Oprichtingskosten en immateriële vaste activa	11 070	
EIGEN AANDELEN		0
OVERIGE ACTIVA		1 339 914
TOTAAL ACTIEF		29 348 699

PASSIF	(en millions de francs)	PASSIEF	(in miljoenen franken)
DETTES INTERBANCAIRES	11 322 423	INTERBANKSCHULDEN	11 322 423
A vue	1 199 692	Onmiddellijk opvraagbaar	1 199 692
Dettes résultant de mobilisations	2 998 488	Mobiliseringsschulden	2 998 488
Autres dettes à terme ou avec préavis	7 124 243	Overige schulden op termijn of met opzegtermijn	7 124 243
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	11 483 329	SCHULDEN TEGENOVER CLIENTEN	11 483 329
Dépôts	10 633 612	Deposito's	10 633 612
Dépôts à vue	2 403 202	Zichtdeposito's	2 403 202
A terme ou avec préavis < 1 mois	1 240 905	Op termijn of met opzegtermijn < 1 maand	1 240 905
A terme ou avec préavis >= 1 mois et <= 1 an	2 087 445	Op termijn of met opzegtermijn >= 1 maand en <= 1 jaar	2 087 445
A terme ou avec préavis > 1 an	859 005	Op termijn of met opzegtermijn > 1 jaar	859 005
Dépôts spéciaux	186 618	Deposito's van bijzondere aard	186 618
Dépôts d'épargne réglementés	3 826 345	Gereguleerde spaardeposito's	3 826 345
Liés à des prêts hypothécaires	21 838	Gekoppeld aan hypothécaire leningen	21 838
Système de protection des dépôts	8 254	Depositobeschermingsregeling	8 254
Autres créanciers	849 717	Overige crediteuren	849 717
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	3 411 804	IN SCHULDBEWIJZEN BELICHAAMDE SCHULDEN	3 411 804
Certificats de dépôt et dettes similaires	523 964	Depositocertificaten en soortgelijke schulden	523 964
Bons de caisse	2 841 246	Kasbons	2 841 246
Emprunts obligataires	46 594	Obligatieleningen	46 594
REDUCTIONS DE VALEUR, PROVISIONS, FONDS DE PREVOYANCE ET IMPOTS DIFFERES	334 486	WAARDEVERMINDERINGEN, VOORZIENINGEN, VOORZORGS-FONDS EN UITGESTELDE BELASTINGEN	334 486
AUTRES PASSIFS	1 310 273	OVERIGE PASSIVA	1 310 273
DETTES SUBORDONNEES	581 480	ACHTERGESTELDE SCHULDEN	581 480
CAPITAUX PROPRES	904 904	EIGEN VERMOGEN	904 904
dont (3) :		waarvan (3) :	
Capital	479 956	Kapitaal	479 956
Capital souscrit	480 218	Geplaatst kapitaal	480 218
Capital non appelé	262	Niet opgevraagd kapitaal	262
Primes d'émission	175 089	Uitgiftepremies	175 089
Plus-values de réévaluation	1 851	Herwaarderingsmeerwaarden	1 851
Réserves	216 764	Reserves	216 764
Réserve légale	20 762	Wettelijke reserve	20 762
Réserves indisponibles	5 118	Onbeschikbare reserves	5 118
Réserves immunisées	38 288	Belastingvrije reserves	38 288
Réserves disponibles	152 596	Beschikbare reserves	152 596
Bénéfice reporté (+) ou perte reportée (-)	18 026	Overgedragen winst (+) of verlies (-)	18 026
Bénéfice de l'exercice (+) ou perte de l'exercice (-)	753	Winst (+) of verlies (-) van het boekjaar	753
TOTAL PASSIF	29 348 699	TOTAAL PASSIEF	29 348 699

(1) Communication sur base de la situation sociale pour les établissements de crédit de droit de belge et sur base de la situation territoriale pour les d'établissements de crédit de droit étranger établies en Belgique.

(2) Contient le portefeuille de placement et le portefeuille commercial.

(3) La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ni pour les succursales assimilées.

(1) Rapportering over de vennootschappelijke positie voor de kredietinstellingen naar Belgisch recht en over de territoriale positie voor de in België gevestigde bijkantoren van kredietinstellingen naar buitenlands recht.

(2) Bevat de beleggings- en de handelsportefeuille.

(3) De verdeling is niet gekend voor de bijkantoren van kredietinstellingen die onder een andere lidstaat van de Europese Unie ressorteren en evenmin voor de ermee gelijkgestelde bijkantoren van de Europese Unie ressorteren en evenmin voor de ermee gelijkgestelde bijkantoren.

POUVOIR JUDICIAIRE

[99/09796]

Cour d'appel d'Anvers

La cour, réunie en assemblée générale le 18 juin 1999, a élu M. Thys, R., comme président de chambre.

[99/09801]

Cour d'appel de Bruxelles

La cour, réunie en assemblée générale le 5 mars 1999, a élu M. Winderickx, J., comme président de chambre.

RECHTERLIJKE MACHT

[99/09796]

Hof van beroep te Antwerpen

Het hof, verenigd in algemene vergadering op 18 juni 1999, heeft de heer Thys, R., verkozen tot kamervoorzitter.

[99/09801]

Hof van beroep te Brussel

Het hof, verenigd in algemene vergadering op 5 maart 1999, heeft de heer Winderickx, J., verkozen tot kamervoorzitter.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09797]

Ordre judiciaire

Publication des présentations de la cour d'appel d'Anvers et du conseil provincial de Limbourg à une place de vice-président vacante au tribunal de première instance de Hasselt.

Candidats présentés, dans le même ordre, par la cour d'appel et par le conseil provincial :

Premier candidat :

M. Jans, L., juge d'instruction au tribunal de première instance de Hasselt;

Second candidat :

M. Smeets, E., juge au tribunal de première instance de Hasselt.

[99/09798]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

— juge suppléant à la justice de paix du canton de Merksem : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 21 novembre 1998.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J.I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature;

— employé :

— au greffe du tribunal de première instance de :

— Bruxelles : 1 (*);

— Charleroi : 1;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09797]

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de voordrachten van het hof van beroep te Antwerpen en van de provincieraad van Limburg tot een plaats van ondervoorzitter vacant in de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt.

Kandidaten voorgedragen, in dezelfde orde, door het hof van beroep en door de provincieraad :

Eerste kandidaat :

de heer Jans, L., onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt;

Tweede kandidaat :

de heer Smeets, E., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt.

[99/09798]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

— plaatsvervangend rechter in het vreedegerecht van het kanton Merksem : 1.

Deze plaats vervangt deze plaats gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 21 november 1998.

De candidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O.I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, worden gericht binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht;

— beambte :

— bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te :

— Brussel : 1 (*);

— Charleroi : 1;

- au parquet :
 - du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Liège : 2;
 - de l'auditeur du travail de Bruxelles : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. II., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice, pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

La connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise est exigée des candidats aux emplois vacants dans le greffe des juridictions marquées d'un astérisque (*), conformément aux dispositions des articles 53 et 54bis de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matières judiciaires.

- bij het parket :
 - van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik : 2;
 - van de arbeidsauditeur te Brussel : 1.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. II., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, worden gericht binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

De kennis van het Nederlands en van het Frans is vereist van de kandidaten voor de vacante plaatsen in de griffie van de gerechten die aangeduid zijn met een sterretje (*), overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 53 en 54bis van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

**MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE,
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, MINISTÈRE DE
LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, MINISTÈRE DE LA RÉGION
WALLONNE ET MINISTÈRE DE LA RÉGION DE
BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 99/16098]

**Publication d'une demande d'enregistrement au sens de l'article 6
paragraphe 2 du Règlement (CEE) n° 2081/92 relatif à la protection
des appellations d'origine et des indications géographiques des
produits agricoles et des denrées alimentaires**

Au *Journal officiel des Communautés européennes (JO)* ont été publiées les demandes d'enregistrement suivantes :

JO C 4 du 7.1.1999 (1999/C 4/04)

Etat membre de la demande : République d'Irlande

Nom du produit : "Clare Island Salmon" (IGP)

Type de produit : Poisson frais

Numéro CE : G/IRL/00058/98.03.12

Cette publication dans le *Journal officiel des Communautés européennes* confère un droit d'opposition au sens de l'article 7 dudit règlement. Toute opposition à cette demande doit être transmise dans un délai de six mois à partir de ladite publication à la Commission européenne. Toute personne physique ou morale légitimement concernée peut pour cela, dans un délai de cinq mois à partir de la publication précitée au *Journal officiel des Communautés européennes*, s'opposer à l'enregistrement envisagé par l'envoi d'une déclaration dûment motivée à l'autorité compétente comme mentionné dans le *Moniteur belge* du 23 décembre 1994 :

Pour la Région flamande :

Vzw VLAM (Vlaams Promotiecentrum voor Agro- en Visserijmarketing)

Leuvenseplein 4

1000 BRUSSEL

Tel. : 02/510 62 48

Fax : 02/510 62 49

Pour la Région wallonne :

Ministère de la Région wallonne

Direction générale de l'Agriculture

Avenue Prince de Liège 7

5100 JAMBES

Tél. : 081/32 12 86

Fax : 081/32 16 53

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW, MINISTERIE
VAN ECONOMISCHE ZAKEN, MINISTERIE VAN DE
VLAAMSE GEMEENSCHAP, MINISTERIE VAN HET WAALSE
GEWEST EN MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTED-
DELIJK GEWEST**

[C – 99/16098]

**Bekendmaking van een registratieaanvraag in de zin van artikel 6,
lid 2, van Verordening (EEG) nr. 2081/92 inzake de bescherming
van de geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van
landbouwproducten en levensmiddelen**

In het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen (PB)* werden de volgende registratieaanvragen bekendgemaakt :

PB C 4 van 7.1.1999 (1999/C 4/04)

Lid-Staat van aanvraag : Ierse Republiek

Naam van het product : "Clare Island Salmon" (BGA)

Productcategorie : Verse vis

EG-nummer : G/IRL/00058/98 03 12

Naar aanleiding van deze bekendmaking in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* kan bezwaar worden aangetekend op grond van artikel 7 van genoemde verordening. Elk bezwaar tegen een registratieaanvraag moet binnen zes maanden na deze bekendmaking worden ingediend bij de Europese Commissie. Iedere wettig betrokken natuurlijke of rechtspersoon kan daartoe, binnen vijf maanden na de voormelde bekendmaking in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*, bezwaar aantekenen middels toezending van een naar behoren gegronde verklaring aan de bevoegde autoriteit zoals vermeld in het *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1994 :

Vlaams Gewest :

Vzw VLAM (Vlaams Promotiecentrum voor Agro- en Visserijmarketing)

Leuvenseplein 4

1000 BRUSSEL

Tel. : 02/510 62 48

Fax : 02/510 62 49

Waals Gewest :

Ministère de la Région wallonne

Direction générale de l'Agriculture

Avenue Prince de Liège 7

5100 JAMBES

Tel. : 081/32 12 86

Fax : 081/32 16 53

Pour la Région Bruxelles-Capitale :
C.E.R.I.A.
Station d'Essais et d'Analyses
Avenue Emile Gryzon 1
1070 BRUXELLES
Tél. : 02/526 72 50
Fax : 02/526 72 59

Brussels Hoofdstedelijk Gewest :
C.O.O.V.I.
Proef- en Ontledingsstation
Emile Gryzonlaan 1
1070 BRUSSEL
Tel. : 02/526 72 50
Fax : 02/526 72 59

MINISTERE DES FINANCES

[99/03410]

Emploi vacant d'auditeur général des finances (rang 15) à l'Administration de la Trésorerie du Ministère des Finances Appel aux candidats

Un emploi d'auditeur général des finances à l'Administration de la Trésorerie du Ministère des Finances est à conférer.

Peuvent être nommés à ce grade :

- les agents de l'Etat titulaires d'un grade du rang 15;
- les agents du ministère où l'emploi est à conférer, qui sont titulaires d'un grade du rang 13 et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1.

Les agents titulaires d'un grade du rang 15 des organismes d'intérêt public auxquels l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics a été rendu applicable, peuvent également être nommés à l'emploi vacant.

Les conditions requises pour se porter candidat doivent être remplies à la date du 1er juillet 1999.

Description de la fonction :

Les auditeurs généraux des finances assistent le chef d'administration dans sa mission de haute administration. Ils veillent au fonctionnement efficace de leur service. Ils recherchent une amélioration constante des produits et la satisfaction permanente de la clientèle des services qui leur sont confiés. Ils assurent une évaluation continue des activités de leurs services dans leur ensemble et de chaque agent en particulier, avec le souci de réaliser les objectifs assignés.

Qualités souhaitées :

Les qualités suivantes seront particulièrement prises en considération :

- capacité de coordonner les activités d'un service et de motiver le personnel;
- sens de l'initiative;
- capacité de conduire des réunions tant au niveau interne qu'externe;
- connaissance en matière de gestion budgétaire et la comptabilité de l'Etat;
- connaissance des questions financières européennes et internationales;
- connaissance des dispositions en matière de marchés publics;
- connaissance des produits d'emprunts émis par l'Etat belge;
- bonne connaissance de langues étrangères;
- connaissance détaillée des missions des différents services de la trésorerie et de leurs procédures, afin de pouvoir contribuer à la répartition optimale des moyens humains et techniques;
- connaissance du droit administratif en particulier le statut des agents de l'Etat.

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir leur candidature, par lettre recommandée, à Monsieur le Secrétaire général du Ministère des Finances, rue de la Loi 14, à 1000 Bruxelles, dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit la parution de ce présent avis au *Moniteur belge* (le cachet de la poste faisant foi).

La lettre de candidature doit mentionner la date, le nom, les prénoms, le grade du candidat et le Ministère ou l'organisme d'intérêt public dont il relève.

Il sera accusé réception des candidatures.

Le Ministre des Finances,
J.-J. Viseur

MINISTERIE VAN FINANCIËN

[99/03410]

Vacante betrekking van auditeur-generaal van financiën (rang 15) bij de Administratie van de Thesaurie van het Ministerie van Financiën. — Oproep tot kandidaten

Een betrekking van auditeur-generaal van financiën bij de Administratie van de Thesaurie bij het Ministerie van Financiën is te begeven.

Kunnen benoemd worden tot die graad :

- de rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15;
- de ambtenaren van het ministerie waar de betrekking te begeven is, die titularis zijn van een graad van rang 13 en die ten minste één jaar graadanciënniteit en twaalf jaar anciënniteit in niveau 1 tellen.

De ambtenaren die een graad van rang 15 van de instellingen van openbaar nut bekleden waarop het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten van toepassing werd verklaard, kunnen eveneens benoemd worden in de vacante betrekking.

De vereiste voorwaarden om zich kandidaat te stellen moeten vervuld zijn op de datum van 1 juli 1999.

Beschrijving van de functie :

De auditeurs-generaal van financiën staan de Administratiechef bij in zijn hoge administratieopdracht. Ze waken over een doelmatige werking van hun diensten. Zij streven naar een permanente verbetering van de producten en tevredenheid van de cliënten van diensten die hen zijn toevertrouwd. Zij evalueren voortdurend de activiteiten van hun diensten in hun geheel en van ieder personeelslid in het bijzonder, met de zorg voor het realiseren van de aangeduide doelstellingen.

Gewenste eigenschappen :

De volgende eigenschappen zullen inzonderheid in aanmerking genomen worden :

- bekwaamheid tot het coördineren van de activiteiten van een dienst en motiveren van het personeel;
- zin voor initiatief;
- bekwaamheid voor het leiden van vergaderingen, zowel interne als externe;
- kennis op het gebied van begrotingsbeheer en rijkscomptabiliteit;
- kennis van Europese en internationale financiële kwesties;
- kennis van de regels inzake overheidsopdrachten;
- kennis van de ontleningsproducten, uitgegeven door de Belgische Staat;
- goede kennis van vreemde talen;
- gedetailleerde kennis van de opdrachten van de verschillende diensten van de thesaurie en van hun werkprocedures, om te kunnen bijdragen tot een optimale verdeling van menselijke en technische middelen;
- kennis van het administratief recht, in het bijzonder het statuut van het Rijkspersoneel.

De belangstellende kandidaten worden verzocht hun kandidaatstelling per ter post aangetekende brief te richten aan de heer Secretaris-generaal van het Ministerie van Financiën, Wetstraat 14, te 1000 Brussel, binnen een termijn van 10 werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad* (poststempel geldt als bewijs).

In de sollicitatiebrief moeten worden vermeld : de datum, de naam, de voornamen en de graad van de gegadigde, en het Ministerie of instelling van openbaar nut waaronder hij ressorteert.

Ontvangst zal gemeld worden van de kandidaatstellingen.

De Minister van Financiën,
J.-J. Viseur

MINISTERE DES FINANCES**Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines***Publication prescrite par l'article 770
du Code civil*

[99/53792]

Succession en déshérence de Doyen, Georgette Nelly

Doyen, Georgette Nelly, célibataire, née à Bruxelles le 6 mai 1901, fille de Doyen, Georges Louis Joseph, et de Hachart, Virginie Marie-Ghislaine Joséphine (décédé), domiciliée à Saint-Gilles, rue Arthur Diderich 32, est décédé à Saint-Gilles le 28 mars 1998, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 3 février 1999, prescrit les publications et affichages prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 18 mars 1999.

Le directeur,
P. De Mol.

(53792)

MINISTERIE VAN FINANCIEN**Administratie van de BTW, registratie en domeinen***Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

[99/53792]

Erfloze nalatenschap van Doyen, Georgette Nelly

Doyen, Georgette Nelly, ongehuwd, geboren te Brussel op 6 mei 1901, dochter van Doye, Georges Louis Joseph, en van Hachart, Virginie Marie-Ghislaine (overleden), wonende te Sint-Gillis, Arthur Diderichstraat 32, is overleden te Sint-Gillis op 28 maart 1998, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 3 februari 1999, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brussel, 18 maart 1999.

De directeur,
P. De Mol.

(53792)

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[C - 99/23006]

**Sociétés mutualistes
Mutualités et unions nationales de mutualités****Approbation de modifications statutaires**

En application de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, l'Office de contrôle a approuvé :

1) les modifications des articles 2, 10, 41, 54, 3), 54, 5), 5.1., 5.3. et 59E des statuts de la mutualité « Christelijke Mutualiteit » (110), établie à Brugge, ainsi que les dispositions statutaires des nouveaux services « homéopathie » (article 54, 5), 5.6.) et « ostéopathie & chiropractie » (article 54, 5), 5.7.), décidées par l'assemblée générale le 26 mars 1999;

2) la modification de l'article 2 des statuts de la mutualité « Christelijke Mutualiteit Ieper » (115), établie à Ieper, ainsi que les dispositions statutaires des nouveaux services « homéopathie » (article 49) et « ostéopathie & chiropractie » (article 50), décidées par l'assemblée générale le 16 mars 1999;

3) les modifications des articles 51, 54 et 55 des statuts de la mutualité « Mutualité chrétienne du Centre, de Charleroi et de Thudinie » (128), établie à Anderlues, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 27 mars 1999;

4) les modifications des articles 7 et 49 (introduction) des statuts de la mutualité « Socialistische Mutualiteit van Zuid- en Midden West-Vlaanderen Bond Moyson » (309), établie à Kortrijk, ainsi que les dispositions statutaires du nouveau service « intervention montures de lunettes enfants » (article 49, D), décidées par l'assemblée générale le 19 avril 1999.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[C - 99/23006]

**Maatschappijen van onderlinge bijstand
Ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen****Goedkeuring van statutenwijzigingen**

In toepassing van artikel 11, § 1, lid 3, van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, heeft de Controledienst goedgekeurd :

1) de wijzigingen aan de artikelen 2, 10, 41, 54, 3), 54, 5), 5.1., 5.3. en 59E van de statuten van het ziekenfonds « Christelijke Mutualiteit » (110), gevestigd te Brugge, alsook de statutaire bepalingen van de nieuwe diensten « homeopathie » (artikel 54, 5), 5.6.) en « osteopathie & chiropractie » (artikel 54, 5), 5.7.), beslist door de algemene vergadering van 26 maart 1999;

2) de wijziging aan het artikel 2 van de statuten van het ziekenfonds « Christelijke Mutualiteit Ieper » (115), gevestigd te Ieper, alsook de statutaire bepalingen van de nieuwe diensten « homeopathie » (artikel 49) en « osteopathie & chiropractie » (artikel 50), beslist door de algemene vergadering van 16 maart 1999;

3) de wijzigingen aan de artikelen 51, 54 en 55 van de statuten van het ziekenfonds « Mutualité chrétienne du Centre, de Charleroi et de Thudinie » (128), gevestigd te Anderlues, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 27 maart 1999;

4) de wijzigingen aan de artikelen 7 en 49 (inleiding) van de statuten van het ziekenfonds « Socialistische Mutualiteit van Zuid- en Midden West-Vlaanderen Bond Moyson » (309), gevestigd te Kortrijk, alsook de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst « tussenkomst brilmonturen kinderen » (artikel 49, D), beslist door de algemene vergadering van 19 april 1999.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

[C - 99/00511]

4 MAI 1999. — Circulaire ministérielle OOP 28 concernant la mise en œuvre de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football

A l'attention de Madame et Messieurs les gouverneurs de province

Pour information à Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et les Commissaires d'arrondissement.

Madame, Monsieur le Gouverneur,

1. La loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football : un nouveau cadre.

1. Le 3 février 1999 a paru au *Moniteur belge* la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football. Avec l'entrée en vigueur de cette loi, le 13 février 1999, c'est un tout nouvel instrument qui a fait son apparition dans l'ordre juridique belge : la « loi football » apporte en effet de réelles nouveautés en termes de lutte contre le hooliganisme.

Elle ne se borne en effet pas à prévoir de nouvelles sanctions à l'égard de la violence liée au football : d'une part, elle prévoit une série d'obligations tant à l'égard des spectateurs qu'à l'égard des organisateurs; d'autre part, elle instaure une procédure particulière et spécifique aux infractions fixées par la loi.

Cette loi ne remplace donc pas les dispositions pénales actuelles; plus que de s'y ajouter, elle complète véritablement l'arsenal répressif en créant des « infractions » spécifiques et des sanctions adaptées au milieu du hooliganisme. Les procédures fixées par la loi sont également très rapides.

Rapidité et spécificité sont donc deux caractéristiques qui conviennent pour qualifier la philosophie instaurée par la nouvelle loi.

Trois grands volets ressortent de cette loi : premièrement, les dispositions relatives aux organisateurs; deuxièmement, les dispositions relatives aux spectateurs et troisièmement des dispositions réglant la procédure administrative en cas de contravention à une des deux autres parties.

2. Instructions pour la mise en œuvre de la loi.

A. Les organisateurs.

2.1. Les organisateurs ont des obligations à remplir : assurer une infrastructure conforme aux dispositions réglementaires en la matière, installer des caméras de surveillance, déployer des stewards correctement formés et en nombre suffisant, etc. Les fonctionnaires de police qui assurent le maintien de l'ordre dans le stade ont à cet égard un rôle non négligeable à jouer : j'attends en effet d'eux qu'ils signalent au fonctionnaire désigné par le Roi pour imposer les sanctions administratives, à savoir le Directeur Général et le Directeur Général, adjoint bilingue, de la Direction Générale de la Police Générale du Royaume ou le fonctionnaire ou agent d'un grade au moins de rang 13 qui remplace l'un d'eux, tout manquement des organisateurs à leurs obligations, aussi bien dans la phase préparatoire des matches que lors des matches eux-mêmes.

2.2. J'attends ainsi que soient signalés :

1. l'utilisation de stades ou de parties de stade non-conformes aux normes adoptées en la matière;

2. l'absence, le retard dans l'adoption ou le caractère lacunaire de la convention avec les services de secours et les autorités ou services administratifs et policiers; également les contraventions à ladite convention (absence ou insuffisance du poste de commandement, ...);

3. l'absence de responsable de la sécurité ou son manque total ou partiel d'engagement ou d'initiatives sur le terrain (par exemple, il ne s'occupe pas des stewards, néglige les inspections de stade, ...);

4. l'absence ou la présence insuffisante de stewards, leur manque de formation, de préparation ou de coordination; leur mauvais déploiement sur le terrain, leur attitude négative, provocatrice,... à l'égard des spectateurs (en particulier le fait qu'ils regardent le match au lieu de regarder le public !);

5. l'absence, la composition lacunaire ou le manque d'activité du conseil consultatif local pour la sécurité des matches de football;

6. l'absence, le caractère lacunaire ou le défaut d'observation du règlement d'ordre intérieur;

7. une séparation incorrecte ou inexistante des spectateurs;

8. une billetterie contraire aux règles édictées en la matière;

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 99/00511]

4 MEI 1999. — Ministeriële omzendbrief OOP 28 aangaande de uitvoering van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden

Aan Mevrouw en de Heren provinciegouverneurs

Ter kennisgeving aan de Dames en Heren Burgemeesters en Arrondissementscommissarissen.

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

1. De wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden : een nieuw kader.

1. Op 3 februari 1999 is de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden in het *Belgisch Staatsblad* verschenen. Met het in voege treden van deze wet, op 13 februari 1999, heeft een geheel nieuw instrument zijn intrede gedaan in de Belgische rechtsorde : de « voetbalwet » brengt immers reële nieuwigheden in de strijd tegen het hooliganisme met zich mee.

Ze beperkt zich immers niet tot het voorzien in nieuwe sancties ter bestrijding van het voetbalgeweld : aan de ene kant voorziet zij een aantal verplichtingen zowel voor de toeschouwers als voor de organisatoren; aan de andere kant voert zij een bijzondere en specifieke procedure in voor de in de wet bepaalde inbreuken.

Deze wet vervangt derhalve de bestaande strafrechtelijke bepalingen niet; meer dan als toevoeging, vervolledigt zij werkelijk het repressieve arsenaal door specifieke « inbreuken » en sancties aangepast aan het hooliganismemilieu in te stellen. De in de wet bepaalde procedures zijn daarenboven zeer snel.

Snelheid en specificiteit zijn dus twee kenmerken waarmee de filosofie ingevoerd door de nieuwe wet kan gekwalificeerd worden.

Drie grote luiken vloeien voort uit deze wet : ten eerste, de bepalingen betreffende de organisatoren; ten tweede, de bepalingen betreffende de toeschouwers en ten derde, de bepalingen die de administratieve procedure regelen in het geval van overtreding van één van de twee andere luiken.

2. Instructies voor de uitvoering van deze wet.

A. DE ORGANISATOREN.

2.1. De organisatoren dienen aan een aantal verplichtingen te voldoen : het verzekeren van een infrastructuur conform aan de reglementaire bepalingen terzake, het plaatsen van veiligheidscamera's, het aanwenden van correct gevormde en voldoende stewards, enz. De politieambtenaren die de ordehandhaving in het stadion verzekeren, hebben hierbij een niet te verwaarlozen rol te spelen : ik verwacht van hen dat ze aan de door de Koning aangewezen ambtenaar, te weten de Directeur Generaal en de Directeur Generaal, tweetalig adjunt, van de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie of de ambtenaar of agent met een minimumgraad van rang 13 die één van beide vervangt, elk in gebreke blijven van de organisatoren ten opzichte van hun verplichtingen, zowel wat betreft de voorbereidende fase van de wedstrijden als bij de wedstrijden zelf, signaleren zodat de aangewezen ambtenaar administratieve sancties kan opleggen.

2.2. Ik verwacht derhalve dat het volgende zal gesignaleerd worden :

1. het gebruik van stadions of delen van het stadion die niet conform zijn aan de normen aangenomen in deze materie;

2. het ontbreken, het te laat invoeren of het onvolledig karakter van de overeenkomst met de hulpdiensten en de bestuurlijke en politieke overheden of diensten; eveneens de overtredingen tegen de bovengenoemde overeenkomst (het ontbreken van of een niet goed functionerende commandopost,...);

3. het ontbreken van een veiligheidsverantwoordelijke of zijn totaal of gedeeltelijk gebrek aan engagement of initiatieven op het terrein (bijvoorbeeld, hij bekommert zich niet om de stewards, verwaarlozing van de inspecties van het stadion,...);

4. het ontbreken, de onvoldoende aanwezigheid of de onbekwaamheid van stewards, hun gebrek aan vorming, voorbereiding of coördinatie; hun verkeerde opstelling op het terrein, hun negatieve attitude, provocaties,... ten opzichte van de toeschouwers (in het bijzonder het feit dat ze de wedstrijd in het oog hebben in plaats van het publiek!);

5. het ontbreken, de onvolledige samenstelling of het gebrek aan werking van de lokale adviesraad voor de veiligheid bij voetbalwedstrijden;

6. het ontbreken, het onvolledige karakter of het gebrek aan naleving van het reglement van inwendige orde;

7. een niet-correcte of onbestaande scheiding van de toeschouwers;

8. een ticketverkoop die niet in overeenstemming is met de uitgevaardigde regels terzake;

9. l'absence ou l'insuffisance de caméras de surveillance, ou des caméras inopérantes.

Cette liste n'est évidemment pas exhaustive.

B. LES SPECTATEURS.

2.3. J'attire tout d'abord votre attention sur le fait que le champ d'application des dispositions relatives aux spectateurs varie d'un match à l'autre, à savoir, selon l'article 19 de la loi, « toute la période durant laquelle le stade où se déroule un match national de football ou un match international de football est accessible aux spectateurs ». Concrètement, cela posera plus de problème en cas d'évacuation lente du stade (par exemple pour maintenir un groupe de supporters dans le stade, le temps que les supporters adverses quittent le stade); dans ce cas, à l'égard des spectateurs maintenus dans le stade, la loi est toujours d'application, mais le fait pour ceux qui devraient déjà être partis de se trouver toujours dans le stade ou de tenter d'y pénétrer les fait tomber sous le coup de l'article 22 (pénétration sans titre d'accès valable).

Je dois également souligner que toute personne présente dans le stade est visée par ces dispositions : cela vaut donc aussi pour les stewards, le personnel du stade,... Mais cela vaut aussi en principe pour les arbitres, entraîneurs, joueurs,... Il va de soi qu'en l'occurrence, l'administration veillera à une réaction adaptée.

2.4. Quatre dispositions prévoient des faits interdits aux spectateurs et sanctionnés administrativement :

a) le fait de jeter ou projeter des objets vers ou depuis les tribunes ou le terrain (article 20);

b) le fait de pénétrer irrégulièrement dans le stade (article 21);

c) le fait de pénétrer dans un endroit du stade pour lequel on n'a pas de titre d'accès, ou dans un endroit inaccessible au public (article 22);

d) le fait d'inciter, seul ou en groupe, à la haine et à l'emportement ou à porter des coups et blessures (article 23).

2.4.1. L'article 20 parle de jeter ou de projeter des objets. Tout objet lancé doit faire l'objet d'un procès-verbal dès lors qu'il s'agit d'un trouble de l'ordre public ou du déroulement paisible de la rencontre; le seuil de tolérance est pour l'instant fixé au plus bas, c'est-à-dire qu'un procès-verbal devra être dressé quelle que soit la dangerosité intrinsèque de l'objet, et indépendamment du fait qu'une personne a été touchée ou menacée, ou qu'il y ait eu destruction ou non de matériel — indépendamment également du moment auquel l'objet a été lancé (avant, pendant ou après le match, ou pendant la pause) et de l'endroit visé ou atteint (piste d'athlétisme, banc des réserves,...).

Il est une exception à ce principe : lorsqu'un objet a été jeté pour un motif légitime; quelques exemples très clairs : rejeter vers le terrain un ballon dégagé par mégarde dans les tribunes, jeter son maillot vers les tribunes pour l'offrir comme trophée, à la fin du match,... La légitimité du motif est donc laissée à l'appréciation du fonctionnaire de police; en cas de doute, il est conseillé de dresser procès-verbal, l'autorité ayant toujours la possibilité d'apprécier l'opportunité d'entamer des poursuites, et l'intéressé pouvant faire valoir le cas échéant son bon droit lors de sa défense.

2.4.2. L'article 21 interdit de pénétrer irrégulièrement dans le stade, c'est-à-dire malgré une interdiction de stade administrative ou judiciaire, ou alors que l'accès au stade a été refusé par un steward.

On entend par « interdiction de stade administrative ou judiciaire » toute interdiction de stade de droit public, à l'exclusion donc des interdictions de stade de droit civil. J'attire votre attention sur le fait qu'en vertu de l'article 10, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi, le système de l'interdiction de stade de droit civil tombe sur la responsabilité de l'organisateur d'un match de football, et non sous celle des autorités. Ce type d'exclusion trouve son fondement dans d'autres faits que ceux décrits dans la loi et ne peut donc pas être prise en considération pour la procédure administrative.

Toute personne à qui aura été imposée une de ces interdictions de stade de droit public sera reprise dans un fichier tenu à jour par la Direction Générale de la Police Générale du Royaume; les données personnelles de ces personnes seront communiquées à l'URBSFA et aux clubs, afin qu'il ne leur soit plus vendu de billets; les services de police auront également accès à ces données, de manière à ce qu'ils puissent opérer des contrôles ponctuels pour vérifier si une personne (suspecte) a bien le droit d'entrer dans le stade. Ces données doivent également permettre le contrôle d'accès par les équipes d'identification et d'arrestation du service de police chargé du maintien de l'ordre dans le stade, auxquelles l'organisateur doit dans certaines circonstances faire appel (je vous renvoie pour plus de précisions à l'arrêté royal réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion des matches de football).

9. het ontbreken, de tekortkoming of de onwerkzaamheid van de veiligheidscamera's.

Deze lijst is uiteraard niet limitatief.

B. DE TOESCHOUWERS.

2.3. Ik vestig er allereerst uw aandacht op dat het toepassingsgebied van de bepalingen betreffende de toeschouwers kan variëren van wedstrijd tot wedstrijd, te weten, volgens artikel 19 van de wet, « de ganse periode tijdens dewelke het stadion, waarin een nationale voetbalwedstrijd of een internationale voetbalwedstrijd plaatsvindt, toegankelijk is voor de toeschouwers ». Concreet zal dit meer problemen opleveren bij een langzame evacuatie uit het stadion (bijvoorbeeld om een groep supporters in het stadion te houden terwijl de supporters van de tegenstander het stadion verlaten); in dit geval is de wet altijd toepasbaar ten opzichte van de toeschouwers die in het stadion worden gehouden. Zij die reeds vertrokken moesten zijn, maar zich nog steeds in het stadion bevinden of het proberen te betreden, vallen ook onder artikel 22 (betreden zonder geldig toegangsbewijs).

Ik moet eveneens benadrukken dat iedere persoon aanwezig in het stadion gehouden is aan deze bepalingen : dit geldt dus ook voor de stewards, het personeel van het stadion,... In principe geldt dit ook voor de scheidsrechters, trainers, spelers... Het spreekt voor zich dat in dit geval de overheid voor een aangepaste reactie moet zorgen.

2.4. Vier bepalingen, verboden voor toeschouwers, worden administratief gesanctioneerd :

a) het gooien of schieten van voorwerpen van of naar de tribunes of het speelveld (artikel 20);

b) het onrechtmatig betreden van het stadion (artikel 21);

c) het betreden van bepaalde zones van het stadion zonder in het bezit te zijn van een geldig toegangsbewijs, of plaatsen die voor het publiek niet toegankelijk zijn (artikel 22);

d) het aanzetten, alleen of in groep, tot haat of woede of tot het toebrengen van slagen en verwondingen (artikel 23).

2.4.1. Artikel 20 handelt over het gooien of schieten van voorwerpen. Elk gegooid voorwerp moet deel uitmaken van een proces-verbaal wanneer het gaat om een verstoring van de openbare orde of van het vreedzame verloop van de wedstrijd; de laagste tolerantiegrens is momenteel ingesteld, dit betekent dat er een proces-verbaal moet opgesteld worden wat ook de intrinsieke gevaarlijkheid van het voorwerp is, en onafhankelijk of een persoon geraakt of bedreigd is, of dat er al dan niet materiële schade is — alsook onafhankelijk van het moment waarop gegooid wordt (voor, tijdens of na de wedstrijd, of tijdens de pauze) en van het geviseerde of geraakte doel (atletiekpiste, reservenbank,...).

Er is één uitzondering op dit principe : wanneer een voorwerp gegooid is met een legitiem motief; enkele duidelijke voorbeelden : een bal terug op het terrein gooien die in de tribune beland is, zijn trui in de tribune gooien als trofee op het einde van de wedstrijd,... De legitimiteit van het motief wordt overgelaten aan de beoordeling van de politieambtenaar; in geval van twijfel, is het aangeraden een proces-verbaal op te maken. De overheid behoudt immers steeds de mogelijkheid te beoordelen of het gewenst is een vervolging in te stellen en de betrokkene kan in voorkomend geval zijn rechten laten gelden tijdens zijn verdediging.

2.4.2 Artikel 21 verbiedt het onrechtmatig betreden van het stadion, dit wil zeggen ondanks een administratief of gerechtelijk stadionverbod of als de toegang tot het stadion geweigerd werd door een steward.

We verstaan onder « administratief of gerechtelijk stadionverbod » elk publiekrechtelijk stadionverbod met uitsluiting van dus de burgerrechtelijke stadionverboden. Ik vestig er uw aandacht op dat krachtens artikel 10, eerste lid, 2^o, van de wet, het systeem van de burgerrechtelijke stadionverboden onder de verantwoordelijkheid van de organisator van een voetbalwedstrijd valt, en niet onder die van de overheden. Dit type uitsluiting vindt zijn grondslag in andere feiten dan die beschreven in de wet en kunnen dus niet in overweging genomen worden wat betreft de administratieve procedure.

Van iedere persoon die één van deze publiekrechtelijke stadionverboden heeft opgelegd gekregen, zal het dossier opgenomen en bijgehouden worden in een bestand door de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie. De persoonlijke gegevens van deze personen zullen ter beschikking gesteld worden van de K.B.V.B. en de clubs, zodat aan deze personen geen tickets meer zullen verkocht worden. De politiediensten hebben eveneens toegang tot deze gegevens zodat zij gerichte controles kunnen uitvoeren en aldus kunnen zien of een (verdachte) persoon het recht heeft een stadion te betreden. Deze gegevens moeten ook de toegangscontrole door de identificatie- en arrestatieteams van de politiedienst belast met de ordehandhaving in het stadion, op wie de organisator in welbepaalde gevallen beroep moet doen, mogelijk maken (voor meer details, zie het K.B. houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden).

Le contrôle du respect des interdictions de stade imposée étant capital pour la crédibilité et l'efficacité du système, j'insiste pour qu'il soit donné application systématique à cette disposition.

En vertu de l'article 13 de la loi, les stewards peuvent refuser l'accès au stade à une personne qui a refusé de se soumettre au contrôle superficiel des vêtements et bagages, refuse de se soumettre au steward un objet dont l'introduction dans le stade n'est pas permise par le règlement d'ordre intérieur ou est en possession d'une arme ou d'un objet dangereux. Comme les stewards n'ont aucune compétence de contrainte, ils ne peuvent s'opposer eux-mêmes physiquement à une personne qui essaierait malgré tout d'entrer et doivent donc dans ce cas faire appel aux forces de l'ordre. C'est le deuxième cas d'application de l'article 21 de la loi.

ICI aussi je demande l'application stricte de la loi, sans tolérance, parce que laisser entrer une personne qui n'a ne serait-ce que refusé de se laisser contrôler (même si elle n'avait rien à cacher) représente un risque trop grand pour la sécurité des autres spectateurs et le déroulement paisible de la rencontre.

2.4.3. L'article 22 interdit de pénétrer dans une zone inaccessible au public ou sans avoir un titre d'accès valable. Sont visés bien entendu l'envahissement de terrain, le fait de grimper sur ou de franchir des grilles, murs ou clôtures, mais également le fait de se trouver dans tout endroit dont l'accès est interdit par un pictogramme ou tout autre signe placé par l'organisateur (vestiaires des joueurs et arbitres et couloirs y menant, club-house, bureaux de la direction,...). Il se peut toutefois que les forces de l'ordre ou l'organisateur autorisent l'envahissement de terrain par les supporters qui voudraient ainsi célébrer une victoire; il ne serait dès lors pas punissable. J'insiste cependant pour que ce genre d'envahissement ne soit autorisé qu'à la fin du match. L'envahissement n'est évidemment pas plus interdit si il a pour but de permettre à des spectateurs d'échapper à des bagarres, un incendie,... survenant dans les tribunes (la loi parle à cet égard de « disposition légale, ordre de l'autorité ou autre permission expresse et préalable ou motif légitime faisant apparaître la licéité »).

Même le simple fait de grimper aux grilles, sans en profiter pour insulter, provoquer,... les autres spectateurs ni vouloir accéder par ce biais à un autre endroit, doit faire l'objet d'un procès-verbal.

2.4.4. Je tiens à vous signaler que l'article 22 prévoit des sanctions pour la pénétration dans ces zones sans titre d'accès, sauf si cette pénétration a eu lieu sur ordre de l'autorité. Il va de soi que cette mesure ne peut s'appliquer que dans des circonstances exceptionnelles justifiées par des raisons d'ordre public. Il est évidemment inadmissible que pareille situation d'exception soit exploitée et systématiquement organisée voire provoquée par les supporters eux-mêmes.

J'insiste dès lors sur le fait qu'il n'y a pas lieu de céder d'office aux tentatives de certains supporters de pénétrer en groupe et en extrémis dans le stade en éludant le paiement, mais surtout le contrôle d'accès qui doit permettre la fouille, l'interception éventuelle de supporters exclus, etc.

À défaut de réaction contre ce genre de situations, le risque est grand de voir les dispositions légales mises à mal, à l'intervention même des forces de l'ordre. Je souhaite donc que cette pratique policière se limite strictement à des cas de force majeure prouvés (par exemple, retard pour cause de force majeure d'un transport collectif accompagné).

2.4.5. De manière générale, pour les articles 21 et 22, la présence de personnes à des endroits interdits et la tentative d'y pénétrer sont des causes sérieuses de désordre; en conséquence, le seuil de tolérance est fixé au plus bas.

2.4.6. L'article 23 vise le fait de troubler le déroulement du match, seul ou en groupe, en incitant à la haine ou à l'empotement ou en incitant aux coups et blessures. Les cas typiques sont les chants d'insultes, les propos racistes repris en groupe, les saluts fascistes,... pour lesquels le seuil de tolérance doit être au plus bas. Il est vrai que de tels cas sont parfois difficiles à déterminer, en fonction des circonstances car certains comportements très « chauds » (des chants de groupe, par exemple) sont à la limite entre la provocation et le simple chant de ralliement. L'appréciation est laissée au fonctionnaire de police.

C. LA PROCEDURE

3.1. Chaque procès-verbal de constatation d'un fait visé par les articles 20 à 23 doit être transmis au fonctionnaire désigné par le Roi (le Directeur général de la Direction Générale de la Police Générale du Royaume ou un fonctionnaire de rang 10 faisant partie de cette administration - je vous renvoie à l'arrêté royal du 11 mars 1999 fixant les modalités de la procédure administrative instaurée par la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, Monit. 26 mars) et au procureur du Roi. Chacun de ces faits peut en

De controle op het naleven van de opgelegde stadionverboden is van groot belang voor de geloofwaardigheid en de effectiviteit van het systeem. Ik dring er op aan dat deze bepaling systematisch navoring zal krijgen.

Krachtens artikel 13 van de wet kunnen de stewards de toegang tot het stadion ontzeggen aan een persoon die zich tegen een oppervlakkige controle van kleding en bagage verzet, die weigert de steward een voorwerp af te geven dat volgens het reglement van inwendige orde het stadion niet binnen mag of die in het bezit is van een wapen of een gevaarlijk voorwerp. Aangezien de stewards geen dwang kunnen uitoefenen mogen ze zich niet fysiek verzetten tegen een persoon die kost wat kost het stadion probeert te betreden. Zij moeten in dat geval beroep doen op de ordediensten. Dit vindt men terug in het tweede lid van artikel 21 van de wet.

Ook hier vraag ik de strikte toepassing van de wet, zonder uitzondering, want een persoon binnen laten die zich weigert te laten controleren (zelfs als die niets te verbergen heeft) betekent een te groot risico voor de veiligheid van andere toeschouwers en het vreedzame verloop van de wedstrijd.

2.4.3. Artikel 22 verbiedt de toegang tot een voor het publiek niet-toegankelijke zone of een zone waarvoor men geen geldig toegangsbewijs heeft. Men doelt hier op de bestorming van het speelveld, het klimmen op of het klimmen over de hekken, muren of omheiningen, maar evengoed het zich bevinden op elke plaats waarvan de toegang is verboden door een pictogram of een ander teken daar opgesteld door de organisator (kleedkamers van spelers en scheidsrechters en bijbehorende gangen, clubhuis, burelen van de directie,...). Het kan altijd voorkomen dat de ordediensten of de organisator de bezetting van het terrein toelaten zodat de supporters een overwinning kunnen vieren; dat zal dus niet strafbaar zijn. Ik dring er evenwel op aan dat dit soort bezetting alleen op het einde van de wedstrijd wordt toegelaten. De bezetting van het terrein is vanzelfsprekend ook niet verboden als dat tot doel heeft de toeschouwers de mogelijkheid te geven rellen, brand... komende van de tribunes te ontlopen (de wet spreekt in dit geval van een « wettelijk voorschrift, overheidsbevel of een andere uitdrukkelijke en voorafgaande toelating of gerechtvaardigde reden waaruit het geoorloofd karakter blijkt »).

Zelfs het gewoon op de hekken klimmen, zonder het oogmerk te beledigen, provoceren,... van andere toeschouwers, noch via deze weg toegang willen tot een andere plaats, moet het voorwerp uitmaken van een proces-verbaal.

2.4.4. Ik houd eraan U te melden dat artikel 22 sancties voorziet voor het betreden van bovenvermelde zones zonder toegangsbewijs, behalve wanneer dit is gebeurd op bevel van de overheid. Het spreekt voor zich dat deze maatregel niet toegepast kan worden dan in uitzonderlijke gevallen gerechtvaardigd in het kader van de openbare orde. Het is uiteraard ontoelaatbaar dat een gelijkaardige uitzonderlijke situatie zou worden uitgebuit en systematisch georganiseerd of uitgelokt worden door de supporters zelf.

Ik sta er derhalve op dat er niet zomaar toegegeven wordt aan sommige supporters die in groep en in extrémis het stadion pogen te betreden om zo te ontsnappen aan betaling, maar vooral aan de toegangscontrole die de fouillering moet toelaten, aan de eventuele onderschepping van uitgesloten supporters, enz.

Bij gebrek aan reactie tegen dat soort situaties is het gevaar groot dat de wettelijke bepalingen, op tussenkomst van de ordediensten zelf, uitgehold worden. Ik wens dat dit politiegebruik zich strikt beperkt tot een bewezen geval van overmacht (bijvoorbeeld, oponthoud door overmacht van een collectief begeleid transport).

2.4.5. Algemeen gesteld, voor de artikelen 21 en 22, zijn het zich bevinden van personen op niet-toegankelijke plaatsen en de poging die te betreden ernstige oorzaken van wanorde; de allerlaagste tolerantiegrens is dan ook vastgelegd.

2.4.6. Artikel 23 viseert het verstoren van het verloop van een wedstrijd, alleen of in groep, door het aanzetten tot haat, woede of tot slagen en verwondingen. Typische zaken zijn de beledigende liederen, racistische uitlatingen in groep gepleegd, fascistische groeten,... waarvoor de tolerantiegrens het allerlaagst moet zijn. Het is wel zo dat zulke gevallen soms moeilijk te determineren zijn; er zijn omstandigheden waarbij sommige gedragingen zeer « warm » zijn (zingen in groep, bijvoorbeeld) en die liggen op de grens tussen provocatie en het zingen van clublieders. De beoordeling wordt overgelaten aan de politieambtenaar.

C. DE PROCEDURE

3.1. Elk proces-verbaal tot vaststelling van een feit bedoeld in de artikelen 20 tot 23 moet overgemaakt worden aan een door de Koning aangewezen ambtenaar (de Directeur-generaal van de Algemene Rijkspolitie of een ambtenaar van rang 10 die deel uitmaakt van deze administratie - ik verwijs naar het K.B. van 11 maart 1999 tot vaststelling van de regels voor de administratieve procedure ingevoerd bij wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, B.S. 26 maart) en aan de procureur des Konings. Elk van deze

effet également constituer une infraction pénale, soit directement (par exemple, le jet d'un objet qui cause des coups et blessures; la pénétration irrégulière causant une destruction de biens meubles ou immeubles), soit indirectement à titre d'élément constitutif d'une infraction (par exemple, la pénétration irrégulière donnant lieu à un vol avec effraction).

Le procès-verbal constatant un manquement de la part des organisateurs ne doit quant à lui être envoyé qu'au fonctionnaire désigné par le Roi.

Le procureur du Roi a un mois pour se prononcer sur sa volonté de donner des suites judiciaires au fait constaté, auquel cas l'action administrative est éteinte. Si, à la fin de ce délai, le procureur ne s'est pas prononcé, ou s'il exprime son intention de ne pas poursuivre, une sanction administrative peut être imposée. Il est évident que le procureur n'est pas obligé d'attendre un mois pour se prononcer négativement : c'est alors dès réception de cet avis que la sanction peut être imposée.

3.2. Le traitement administratif du dossier commence dès que le procès-verbal constatant un manquement de la part d'un organisateur arrive chez le Directeur Général de la PGR; celui-ci communique à l'intéressé un dossier reprenant (entre autres) les faits reprochés et une copie du procès-verbal. L'organisateur a trente jours pour réagir, c'est-à-dire communiquer par lettre recommandée à la poste ses moyens de défense ou le fait qu'il désire se défendre oralement, après quoi le Directeur Général de la PGR décide s'il faut imposer une sanction.

Il en va de même pour le traitement des dossiers concernant un fait visé par les articles 20 à 23 de la loi, même si le Directeur Général de la PGR doit attendre pour imposer une sanction d'avoir reçu l'avis du procureur du Roi.

Cette sanction ne peut être imposée que dans les six mois de la constatation des faits. La sanction est exécutoire un mois après sa notification à l'intéressé, à moins qu'il profite de ce délai pour faire appel devant le tribunal de police.

Les délais sont donc très courts : tout doit être traité en six mois; et une sanction peut être imposée (si le procureur du Roi réagit très rapidement, ou si son avis n'est pas requis, et si l'intéressé fait valoir très vite ses arguments) en moins d'un mois ! Cette rapidité constitue un avantage pour l'efficacité du traitement et des poursuites mais cela nécessite une réaction très rapide également du fonctionnaire de police verbalisant.

J'attire particulièrement votre attention sur le fait que les interdictions de stade administratives et à titre de mesure de sécurité s'étendent également à d'autres stades de football que le stade dans lequel l'individu a commis le fait motivant une interdiction de stade. Pénétrer dans un stade où se joue un match national de football (1) ou un match international de football (2) alors qu'on est sous le coup d'une interdiction de stade constitue une infraction à l'article 21 de la loi.

3.3. Le procès-verbal (dont modèle en annexe) doit contenir les éléments suivants :

Les nom, prénom, grade, corps, compétence et signature de l'auteur du procès-verbal;

le jour, la date, l'endroit et l'heure de la survenance du fait ainsi que le match au cours duquel le fait a été constaté;

la description du fait constaté;

la disposition légale violée par le comportement constaté;

les nom, prénom, adresse, nationalité, date et lieu de naissance de la personne qui fait l'objet de ce procès-verbal;

l'adresse administrative du fonctionnaire désigné pour connaître de la cause;

le cas échéant, l'indication du fait qu'une copie en a été envoyée au procureur du Roi;

les éventuels antécédents administratifs relatifs au football (arrestations administratives, pv dressés pour contravention à la loi relative à la sécurité lors des matches de football,...) de l'intéressé.

Ce procès-verbal étant un élément déterminant dans le traitement du dossier, il doit être clair, précis et complet, et ce d'autant plus qu'une copie en est communiquée lors de la communication du dossier par le Directeur Général de la PGR à la personne qui en fait l'objet.

3.4. La décision d'imposer une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité, à laquelle est annexée un PV (modèle en annexe) est différente et contient les éléments suivants :

Les nom, prénom, grade, corps, compétence et signature de l'auteur du procès-verbal;

le jour, la date, l'endroit et l'heure de la survenance du fait ainsi que le match au cours duquel le fait a été constaté;

feiten kan inderdaad ook een strafrechtelijke inbreuk uitmaken, hetzij rechtstreeks (bijvoorbeeld, het gooien van een voorwerp dat leidt tot slagen en verwondingen; het onrechtmatig betreden dat leidt tot schade aan roerende of onroerende goederen), hetzij onrechtstreeks als bestanddeel van een inbreuk (bijvoorbeeld, het onrechtmatig betreden dat leidt tot een diefstal met braak).

Het proces-verbaal dat een tekortkoming vanwege de organisator aantoon, moet uitsluitend aan een door de Koning aangewezen ambtenaar gestuurd worden.

De procureur des Konings heeft één maand de tijd om zich uit te spreken over mogelijke verdere gerechtelijke stappen naar aanleiding van een vastgesteld feit, waardoor de administratieve procedure vervalt. Aan het eind van deze termijn, en als de procureur zich niet uitgesproken heeft, of als hij geen gevolg aan het feit wenst te geven, kan een administratieve sanctie opgelegd worden. Het is evident dat de procureur niet verplicht is een maand te wachten om zich negatief uit te spreken : het is dan vanaf de ontvangst van dat advies dat de sanctie opgelegd kan worden.

3.2. De administratieve aanpak van het dossier begint zodra het proces-verbaal dat een tekortkoming vanwege de organisatoren aanduidt toekomt bij de Directeur-generaal van de ARP. Deze deelt aan de betrokkene het dossier mee met vermelding van (onder andere) de ten laste gelege feiten en een afschrift van het proces-verbaal. De organisator heeft dertig dagen om te reageren; te weten, het meedelen, bij een ter post aangetekende brief, van zijn verweermiddelen of het feit dat hij zich mondeling wenst te verdedigen, waarna de Directeur-generaal beslist of een sanctie opgelegd moet worden.

De procedure is hetzelfde voor de behandeling van dossiers betreffende een feit geïndiceerd door de artikelen 20 tot 23 van de wet, zelfs als de Directeur-generaal van de ARP moet wachten totdat hij het advies van de procureur des Konings kent om een sanctie op te leggen.

Deze sanctie moet opgelegd worden binnen de 6 maanden na vaststelling van de feiten. De sanctie is uitvoerbaar één maand na kennisgeving aan de betrokkene, tenzij die gedurende deze termijn beroep aantekent bij de politierechtbank.

De termijnen zijn dus zeer kort : alles moet behandeld zijn in 6 maanden; een sanctie kan opgelegd worden (als de procureur des Konings zeer vlug reageert, of als zijn stellingname niet vereist is, en als de betrokkene zijn argumenten vlug klaar heeft) in minder dan een maand! Dat dit zo vlug kan, betekent een voordeel voor de doeltreffendheid van de behandeling en de vervolgingen maar vraagt dus wel een snelle reactie, ook van de verbaliserende politieambtenaar.

Ik vestig er in het bijzonder uw aandacht op dat de administratieve en als beveiligingsmaatregel bedoelde stadionverboden eveneens gelden voor andere voetbalstadions dan het stadion waar het individu het feit gepleegd heeft dat aanleiding gaf tot een stadionverbod. Het stadion betreden waar een nationale (1) of internationale (2) voetbalwedstrijd gespeeld wordt terwijl men een stadionverbod lopen heeft, maakt een overtreding van artikel 21 van de wet uit.

3.3. Het proces-verbaal (waarvan model in bijlage) moet volgende elementen bevatten :

de naam, voornaam, graad, het korps, bevoegdheid en handtekening van de auteur van het proces-verbaal;

de dag, de datum, de plaats en het uur van het zich voordoen van het feit, alsook de wedstrijd waarbij het feit vastgesteld is;

de beschrijving van het vastgestelde feit;

de wettelijke bepaling die overtreden is door het vastgestelde gedrag;

de naam, voornaam, adres, nationaliteit, datum en plaats van geboorte van de persoon die het voorwerp uitmaakt van het proces-verbaal;

het administratief adres van de ambtenaar aangewezen om kennis te nemen van de zaak;

in voorkomend geval, de aanduiding van het feit of er een afschrift is verstuurd naar de procureur des Konings;

de eventuele administratieve antecedenten wat betreft het voetbal (administratieve aanhoudingen, PV opgesteld voor een inbreuk tegen de wet betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden,...) van de betrokkene.

Dit proces-verbaal is een determinerend element in de behandeling van het dossier, het moet duidelijk zijn, nauwkeurig en volledig, te meer daar er bij de mededeling van het dossier, door de Directeur-generaal van de ARP, een afschrift van wordt overgemaakt aan de persoon die er het voorwerp van uitmaakt.

3.4. De beslissing, met een PV als bijlage, die een stadionverbod oplegt als beveiligingsmaatregel (model in bijlage) is verschillend en bevat volgende elementen :

de naam, voornaam, graad, het korps, bevoegdheid en handtekening van de auteur van het proces-verbaal;

de dag, de datum, de plaats en het uur van het zich voordoen van het feit, alsook de wedstrijd waarbij het feit vastgesteld is;

la description du fait constaté;

les nom, prénom, adresse, nationalité, date et lieu de naissance de la personne qui fait l'objet de la mesure de sécurité;

l'adresse administrative du fonctionnaire désigné pour confirmer l'interdiction de stade à titre de mesure de sûreté;

les éventuels antécédents administratifs relatifs au football (arrestations administratives, PV dressés pour contravention à la loi relative à la sécurité lors des matches de football,...) de l'intéressé;

le fait que l'intéressé a été entendu ou, s'il n'a pas pu l'être, les raisons pour le justifiant;

le fait que le magistrat a été consulté, ainsi que sa décision;

le fait que l'individu a été averti qu'il fait l'objet d'une telle interdiction;

le cas échéant, l'indication de la disposition pénale violée par le comportement constaté;

la mention que le Directeur Général de la PGR peut confirmer la mesure de sécurité puis entamer des poursuites sur la base de ce procès-verbal et décider d'imposer une amende administrative ou d'imposer une interdiction de stade administrative se substituant à la mesure de sécurité;

l'indication que la mesure a une durée minimale de quatorze jours et, au cas où le fonctionnaire compétent la confirme, de maximum trois mois;

le fait que l'interdiction de stade est valable pour tous les stades dans lesquels se jouent des matches de football.

Le délai dans lequel le fonctionnaire désigné doit confirmer cette mesure étant très court (quatorze jours à partir de la survenance du fait), j'insiste pour que le P-V soit immédiatement communiqué aux autorités compétentes. Cette mesure de sécurité est en effet une des mesures sur lesquelles je compte le plus pour apporter une réponse immédiate au hooliganisme.

3.5. Le fait constaté peut également être constitutif d'infraction pénale; le fonctionnaire de police doit dans ce cas immédiatement signaler le fait au procureur du Roi; celui-ci prend attitude sur l'opportunité d'imposer à l'individu une interdiction de stade à titre de mesure de sûreté; s'il ne juge pas utile de le faire, le policier l'indique sur le PV et laisse la procédure classique, décrite supra, suivre son cours. Si le procureur décide d'intervenir, la mesure de sécurité « administrative » n'est plus nécessaire. Afin d'éviter tout risque, je désire que le Procureur du Roi soit systématiquement averti lorsque le fonctionnaire de police estime nécessaire d'imposer une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité, même si celui-ci n'est pas sûr qu'il s'agisse d'une infraction pénale. C'est donc au Procureur que reviendra le soin de déterminer s'il s'agit ou non d'une infraction pénale; le cas échéant, il lui reviendra d'imposer s'il l'estime utile une interdiction de stade « judiciaire » à titre de mesure de sécurité; à défaut, l'officier de police pourra toujours imposer une interdiction de stade « administrative » à titre de mesure de sécurité.

3.6. L'imposition d'une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité est recommandée lorsque la présence de l'intéressé aux matches suivants constitue un danger réel pour l'ordre public - ce qui peut apparaître entre autres en consultant le « passé administratif » de l'individu.

3.7. Le devoir d'informer la personne faisant l'objet d'une telle mesure, par application de l'article 44, alinéa 5, de la loi, peut rencontrer deux types de difficulté : soit l'intéressé est connu des services de police mais ne peut, pour des raisons d'opportunité, être entendu sur place; soit l'individu ne peut être identifié directement.

Dans le premier cas, le fonctionnaire de police doit communiquer (même oralement) à l'individu qu'il fait l'objet d'une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité; sur cette base, il rédige puis expédie le procès-verbal, sur lequel il indiquera que l'individu n'a pas pu être entendu ainsi que les raisons pour lesquelles cela n'a pas pu se faire; même si le fonctionnaire de police souhaite convoquer cette personne dans les jours suivants, il doit envoyer directement au Directeur Général de la PGR le procès-verbal et la décision d'imposer une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité.

de beschrijving van het vastgestelde feit;

de naam, voornaam, adres, nationaliteit, datum en plaats van geboorte van de persoon die het voorwerp uitmaakt van de beveiligingsmaatregel;

het administratief adres van de ambtenaar aangewezen om het stadionverbod als beveiligingsmaatregel te bevestigen;

de eventuele administratieve antecedenten wat betreft het voetbal (administratieve aanhoudingen, PV opgesteld voor een inbreuk tegen de wet betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden,...) van de betrokkene;

het feit dat de betrokkene gehoord is of, als dit niet het geval is, de redenen om dit te staven;

het feit dat de magistraat geconsulteerd is, alsook zijn beslissing;

het feit dat het individu op de hoogte is gesteld dat hij het voorwerp uitmaakt van zo een verbod;

in voorkomend geval, de aanduiding van de strafrechtelijke bepaling overtreden door het vastgestelde gedrag;

de vermelding dat de Directeur-generaal van de Algemene Rijkspolitie de beveiligingsmaatregel kan bevestigen en vervolging instellen op basis van het proces-verbaal en alzo een administratieve boete kan opleggen of een administratief stadionverbod kan opleggen dat de beveiligingsmaatregel vervangt;

de aanduiding dat de maatregel een minimale duur heeft van veertien dagen en, in geval de bevoegde ambtenaar dit bevestigt, een maximum van drie maanden;

het feit dat het stadionverbod geldt voor alle stadions waar voetbalwedstrijden gespeeld worden.

Aangezien de termijn waarin de aangewezen ambtenaar die maatregel moet bevestigen zeer kort is (te weten 14 dagen vanaf het zich voordoen van het feit), dring ik erop aan dat het PV onmiddellijk meegedeeld wordt aan de bevoegde overheden. Deze beveiligingsmaatregel is namelijk een van de maatregelen waarop ik het meest reken om een onmiddellijk antwoord te bieden aan het hooliganisme.

3.5 Het vastgestelde feit kan uiteraard ook bestaan uit een strafrechtelijke inbreuk. De politieambtenaar moet dit in dat geval onmiddellijk signaleren aan de procureur des Konings : deze beoordeelt of het opportuun is het individu een stadionverbod als beveiligingsmaatregel op te leggen. Als hij het niet nodig acht dit te doen, duidt de politieambtenaar dit aan op zijn PV en laat de klassieke procedure, hierboven beschreven, zijn weg vervolgen. Als de procureur beslist tussen te komen is de « administratieve » beveiligingsmaatregel niet meer nodig. Om elk risico te vermijden wens ik dat de procureur des Konings systematisch op de hoogte wordt gebracht van het feit dat de politieambtenaar het nodig acht een stadionverbod als beveiligingsmaatregel op te leggen, zelfs als die niet zeker is dat het om een strafrechtelijke inbreuk gaat. Het is dan aan de procureur om te bepalen of het al dan niet om een strafrechtelijke inbreuk gaat; in voorkomend geval, komt het hem toe, als hij het nodig acht, een « gerechtelijk » stadionverbod als beveiligingsmaatregel op te leggen; zo niet, kan de politieofficier nog altijd een « administratief » stadionverbod als beveiligingsmaatregel opleggen.

3.6. De instelling van een stadionverbod als beveiligingsmaatregel is aangewezen wanneer de aanwezigheid van de betrokkene bij volgende wedstrijden een reëel gevaar voor de openbare orde zou kunnen betekenen, wat ondermeer kan blijken uit het « administratief verleden » van het individu.

3.7. De plicht om de persoon die het voorwerp uitmaakt van zo een maatregel te informeren, volgens toepassing van artikel 44, 5de lid, van de wet, kan twee soorten moeilijkheden met zich meebrengen : ten eerste, de betrokkene is bekend bij de politiediensten, maar kan wegens een gebrek aan middelen, niet ter plaatse verhoord worden; ten tweede, de betrokkene kan niet onmiddellijk geïdentificeerd worden.

In het eerste geval moet de politieambtenaar aan het individu meedelen (zelfs mondeling) dat hij het voorwerp uitmaakt van een stadionverbod als beveiligingsmaatregel; op deze basis stelt hij een proces-verbaal op, waarop hij aanduidt dat het individu niet is kunnen verhoord worden, alsook de redenen waarom dit niet is kunnen gebeuren, waarna hij het verstuurt. Zelfs als de politieambtenaar deze persoon de volgende dagen bij zich wenst te roepen, moet hij het proces-verbaal en de beslissing om een stadionverbod als beveiligingsmaatregel op te leggen, onmiddellijk doorsturen aan de Directeur-generaal van de ARP.

Dans le deuxième cas, le fonctionnaire de police veillera d'une part à envoyer au Directeur Général de la PGR le procès-verbal contenant les faits constatés et d'autre part à procéder à l'identification de la personne lui-même ou en communiquant à ses collègues tout élément permettant de procéder à cette identification (par exemple, une épreuve des images captées par les caméras de surveillance). Si l'identification peut se faire avant le 14e jour depuis la commission des faits, le fonctionnaire de police ayant constaté les faits doit d'assurer que sa décision (dont modèle en annexe) a bien été communiquée à l'intéressé (remise en mains propres par un fonctionnaire de police assermenté, envoi recommandé à la poste,...) et le signaler immédiatement au Directeur Général de la PGR. Si l'identification ne peut se faire qu'après ces quatorze jours, la mesure de sécurité ne pourra évidemment pas être imposée, mais le Directeur Général de la PGR peut toujours entamer la procédure administrative dès qu'il est en possession de l'identité de l'individu.

4. L'article 34 de la loi prévoit une mesure supplémentaire à l'égard des contrevenants n'ayant en Belgique ni domicile, ni résidence principale; lorsqu'une telle personne commet un fait visé par les articles 20 à 23 de la loi, le fonctionnaire désigné par l'arrêté royal du 11 mars 1999 fixant les modalités de la procédure administrative instaurée par la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football (c'est-à-dire tout fonctionnaire ou agent de la Direction générale de la Police générale du Royaume d'un grade au moins de rang 10 affecté à la cellule football existant au sein de cette administration) peut percevoir immédiatement une somme de dix mille francs auprès de cette personne, si celle-ci l'accepte. Ce paiement fait obstacle à la possibilité d'en encore imposer à la personne une amende administrative — il reste cependant possible de lui imposer une interdiction de stade, soit à titre de sanction administrative, soit à titre de mesure de sûreté.

Ce n'est pas aux fonctionnaires de police qu'est confiée la mission de proposer et de percevoir cette somme d'argent, mais aux fonctionnaires du ministère de l'Intérieur visés supra, qui se rendront sur place lors de matches internationaux ou de matches risquant d'attirer des spectateurs étrangers. La collaboration entre ces fonctionnaires et les services de police chargés du maintien de l'ordre dans le stade devra être parfaite.

Enfin, et parce que le fait visé peut également être constitutif d'une infraction pénale, l'avis de perception sera envoyé au procureur du Roi, qui garde la possibilité de réserver des suites judiciaires au fait.

5. Le procès-verbal de constatation d'un fait sanctionné administrativement, le procès-verbal imposant une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité et la souche du carnet numéroté en cas de perception immédiate d'une somme d'argent doivent être envoyés au service suivant :

Ministère de l'Intérieur
Direction générale de la Police générale du Royaume
Cellule football
56 rue royale
1000 Bruxelles

Etant donné que la loi impose des délais de traitement très brefs, j'insiste pour qu'un traitement des plus rapides soit réservé aux procès-verbaux : le jour même ou, à défaut, le premier jour ouvrable qui suit son établissement, le procès-verbal doit être communiqué au fonctionnaire désigné ainsi que, le cas échéant, au procureur du Roi.

Je vous prie, Madame, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir transmettre la présente circulaire à Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Commissaires d'arrondissement de votre province et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Gouverneur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Ministre de l'Intérieur,

L. Van Den Bossche

Note

(1) C'est-à-dire, selon l'article 2, 2°, de la loi, un match de football auquel participe au moins un club évoluant dans une des deux divisions nationales supérieures.

(2) C'est-à-dire, selon l'article 2, 2°, de la loi, un match de football auquel participe au moins une équipe d'une nationalité autre que belge et qui participe à un championnat étranger ou est représentative d'une nation étrangère.

In het tweede geval zorgt de politieambtenaar ervoor dat hij enerzijds het proces-verbaal betreffende de vastgestelde feiten opstuurt aan de Directeur-generaal van de ARP en anderzijds overgaat tot de identificatie van de persoon - zichzelf of door collega's elk element mee te delen tot toelaat over te gaan tot identificatie van de persoon (bijvoorbeeld, een afdruk van de beelden genomen door de veiligheidscamera's). Als de identificatie kan gebeuren binnen de 14 dagen na het plegen van de feiten moet de politieambtenaar die de feiten vastgesteld heeft, ervoor zorgen dat zijn beslissing (waarvan model in bijlage) correct overgemaakt wordt aan de betrokkene (overhandigd door een beëdigd politieambtenaar, bij een ter post aangetekende brief verstuurd,...) en onmiddellijk gesignaleerd wordt aan de Directeur-generaal van de Algemene Rijkspolitie. Als de identificatie niet binnen de veertien dagen kan gebeuren, kan de beveiligingsmaatregel uiteraard niet meer opgelegd worden, maar de Directeur-generaal van de ARP kan nog altijd de administratieve procedure beginnen van zodra hij kennis heeft van de identiteit van het individu.

4. Artikel 34 van de wet voorziet een supplementaire maatregel ten opzichte van de overtreders die in België woonplaats noch hoofdverblijfplaats hebben; als zo iemand een feit begaat bedoeld in de artikelen 20 tot 23 van de wet, kan de ambtenaar aangewezen door het K.B. van 11 maart 1999 tot vaststelling van de regels voor de administratieve procedure ingevoerd bij wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden (te weten elke ambtenaar of agent van de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie met een minimumgraad van rang 10 aangesteld bij de voetbalcel binnen deze administratie) onmiddellijk, mits instemming van de overtreder, een som van tienduizend frank innen. Die betaling doet de mogelijkheid vervallen een administratieve boete op te leggen. Daarnaast rest er wel de mogelijkheid hem een stadionverbod op te leggen, hetzij als administratieve sanctie, hetzij als beveiligingsmaatregel.

De opdracht om deze geldsom voor te stellen en te innen is niet toevertrouwd aan de politieambtenaren, maar aan de ambtenaren van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, hierboven aangehaald, wanneer die zich ter plaatse begeven bij internationale wedstrijden of wedstrijden die buitenlandse toeschouwers zouden kunnen aantrekken. De samenwerking tussen die ambtenaren en de politiediensten belast met de ordehandhaving in het stadion moet optimaal zijn.

Tenslotte, omdat het vastgestelde feit ook kan bestaan uit een strafrechtelijke inbreuk, zal het bericht van heffing naar de procureur des Konings gestuurd worden, die de mogelijkheid behoudt om gerechtelijke vervolgingen in te stellen.

5. Het proces-verbaal tot vaststelling van een administratiefrechtelijk gesanctioneerd feit, de beslissing die een stadionverbod als beveiligingsmaatregel oplegt en de strook aan het boekje vastgehecht, moeten gestuurd worden aan volgende dienst :

Ministerie van Binnenlandse Zaken
Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie
Voetbalcel
Koningsstraat 56
1000 Brussel

De wet legt zeer korte behandelingstermijnen op, ik sta er dus op dat de processen-verbaal zo vlug mogelijk behandeld worden : de dag zelf of, als dat niet kan, de eerste werkdag na de vaststelling moet het proces-verbaal medegegeerd worden aan de aangewezen ambtenaar, alsook, indien van toepassing, aan de procureur des Konings.

Gelieve, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, deze omzendbrief te willen overmaken aan de Dames en Heren Burgemeesters en Arrondissementscommissarissen van uw provincie,

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. Van Den Bossche

Nota

(1) Te weten, volgens artikel 2, 2°, van de wet, een voetbalwedstrijd waaraan ten minste één club uit een van de hoogste twee nationale afdelingen deelneemt.

(2) Te weten, volgens artikel 2, 2°, van de wet, een voetbalwedstrijd waaraan ten minste één niet-Belgische ploeg deelneemt en die deelneemt aan een buitenlands kampioenschap of representatief is voor een vreemde natie.

Annexe 1. Modèle de procès-verbal de constatation d'un fait visé aux articles 20 à 23 de la loi

(Indication du corps de police)
adresse

PV n°

Dressé par (nom, prénom, grade
et compétence de l'auteur),Le(jour, date, et heure) à (endroit de la survenance du fait)
A l'occasion du match (indication de la rencontre)

PRO-JUSTITIA

Objet :

Identité de la personne faisant l'objet du présent procès-verbal :

- nom :
- prénom :
- adresse :
- nationalité :
- date et lieu de naissance :

Faits constatés :

.....

.....

.....

Ce fait constitue une violation d'une disposition pénale :

oui :

.....

.....

 non

L'intéressé a par le passé fait l'objet de mesures administratives relatives au football :

 oui arrestation administrative interdiction de stade à titre de mesure de sécurité PV dressé pour contravention à la loi relative à la sécurité lors des matches de football non

Le présent procès-verbal est communiqué au :

Ministère de l'Intérieur
Direction générale de la Police Générale du Royaume
Cellule football
Rue royale 56
1000 Bruxelles

Une copie du présent procès-verbal a été envoyée au procureur du Roi de

Signature de l'auteur du procès-verbal

Annexe 2. Modèle de décision et de procès-verbal de constatation d'un fait visé à l'article 44 de la loi

Je soussigné (nom, prénom, grade et compétence de l'auteur),

ai décidé d'imposer une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité à

(nom, prénom, adresse, nationalité, date et lieu de naissance de la personne)

Le (jour, date et heure) à (endroit de la survenance du fait)

Pour des faits visés par la loi du 21 décembre 1998 à la sécurité lors des matches de football, à l'occasion du match .
(indication de la rencontre).

La présente décision est communiquée au :

Ministère de l'Intérieur
Direction générale de la Police Générale du Royaume
Cellule football
Rue Royale
1000 Bruxelles

La mesure de sécurité a une durée minimale de quatorze jours et, au cas où le Directeur Général de la PGR la confirme, de maximum trois mois. Ce fonctionnaire peut, après avoir confirmé la mesure de sécurité, entamer des poursuites sur la base de ce procès-verbal et décider d'imposer une amende administrative ou d'imposer une interdiction de stade administrative se substituant à la mesure de sécurité.

L'interdiction de stade est également valable pour d'autres stades dans lesquels se jouent des matches de football.

Dont procès-verbal en annexe.

Signature

(Indication du corps de police)
adresse

PV n°

Dressé par (nom, prénom, grade
et compétence de l'auteur),

Le(jour, date, et heure) à (endroit de la survenance du fait)
A l'occasion du match (indication de la rencontre)

PRO-JUSTITIA

Objet :

Identité de la personne faisant l'objet du présent procès-verbal :

- nom :

- prénom :

- adresse :

- nationalité :

- date et lieu de naissance :

Faits constatés :
.....
.....

Ce fait constitue une violation d'une disposition pénale :

oui :
.....
.....

non

L'intéressé a par le passé fait l'objet de mesures administratives relatives au football :

oui arrestation administrative

interdiction de stade à titre de mesure de sécurité

PV dressé pour contravention à la loi relative à la sécurité lors des matches de football

.....

non

L'individu a été averti qu'il fait l'objet d'une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité :

oui

non

L'individu a pu être entendu : non

Si non, pour les raisons suivantes :
.....
.....

Le magistrat a été consulté :

oui et sa décision a été la suivante :
.....
.....

non, pour les raisons suivantes :
.....
.....

Signature de l'auteur du procès-verbal.

Annexe 3. Modèle de procès-verbal de constatation d'un fait sanctionné par l'article 18 de la loi

(Indication du corps de police) PV n°
adresse
Dressé par (nom, prénom, grade
et compétence de l'auteur),
Le(jour, date, et heure) à (endroit de la survenance du fait)
A l'occasion du match (indication de la rencontre)

PRO-JUSTITIA

Objet :

Identité de la personne faisant l'objet du présent procès-verbal :

- nom de la personne :

- adresse/siège social :

Les manquements suivants ont été constatés :

Le présent procès-verbal est communiqué au :

Ministère de l'Intérieur
Direction générale de la Police générale du Royaume
Cellule football
Rue royale 56
1000 Bruxelles

Signature de l'auteur du procès-verbal.

Bijlage 1. Model van proces-verbaal tot vaststelling van een feit bedoeld in de artikelen 20 tot 23 van de wet

(Aanduiding van het politiekorps)
adres

PV n°

Opgesteld door (naam, voornaam, graad
en bevoegdheid van de auteur)

De(dag, datum en uur) te (plaats van vaststelling)
Naar aanleiding van de wedstrijd (aanduiding van het treffen)

PRO-JUSTITIA

Onderwerp :

Identiteit van de persoon die het voorwerp uitmaakt van huidig proces-verbaal :

- naam :
- voornaam :
- adres :
- nationaliteit :
- datum en plaats van geboorte :

Vastgestelde feiten :

.....

.....

.....

Dit feit bevat een inbreuk op een strafrechtelijke bepaling :

ja :

.....

.....

neen

De betrokkene heeft in het verleden reeds het voorwerp uitgemaakt van administratieve maatregelen betreffende het voetbal :

- ja : administratieve aanhouding
- stadionverbod als beveiligingsmaatregel
- PV opgesteld voor een overtreding begaan tegen de wet betreffende de veiligheid bij bij voetbalwedstrijden
-

neen

Huidig proces-verbaal wordt overgemaakt aan :

Ministerie van Binnenlandse Zaken
Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie
Voetbalcel
Koningsstraat 56
1000 Brussel

Een afschrift van huidig proces-verbaal is opgestuurd aan de procureur des Konings te

Handtekening van de auteur van het proces-verbaal.

Bijlage 2. Model van beslissing en proces-verbaal tot vaststelling van een feit bedoeld in artikel 44 van de wet

Ik, ondergetekende (naam, voornaam, graad en bevoegdheid van de auteur),
heb besloten een stadionverbod als beveiligingsmaatregel op te leggen aan
(naam, voornaam, adres, nationaliteit, datum en plaats van geboorte van de persoon)

De (dag, datum en uur) te (plaats van het zich voordoen van het feit)

Voor feiten geïllustreerd door de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden,

Naar aanleiding van de wedstrijd (aanduiding van het treffen).

Huidige beslissing wordt overgemaakt aan :

Ministerie van Binnenlandse Zaken
Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie
Voetbalcel
Koningsstraat 56
1000 Brussel

De beveiligingsmaatregel heeft een minimale duur van 14 dagen en, ingeval de Directeur-generaal van de ARP deze bevestigt, een maximum van drie maanden. Deze ambtenaar kan, nadat hij de beveiligingsmaatregel bevestigd heeft, vervolging instellen op basis van huidig proces-verbaal en alzo kan hij een administratieve boete opleggen of kan hij een administratief stadionverbod opleggen dat de beveiligingsmaatregel vervangt.

Het stadionverbod geldt eveneens voor andere stadions waar voetbalwedstrijden gespeeld worden.

Proces-verbaal als bijlage.

Handtekening.

(Aanduiding van het politiekorps)
adres

PV n°

Opgesteld door (naam, voornaam, graad
en bevoegdheid van de auteur)

De(dag, datum en uur) te (plaats van vaststelling)
Naar aanleiding van de wedstrijd (aanduiding van het treffen)

PRO-JUSTITIA

Onderwerp :

Identiteit van de persoon die het overwerp uitmaakt van huidig proces-verbaal :

- naam :

- voornaam :

- adres :

- nationaliteit :

- datum en plaats van geboorte :

Vastgestelde feiten :
.....
.....

Dit feit bevat een inbreuk op een strafrechtelijke bepaling :

ja :
.....
.....

neen

De betrokkene heeft in het verleden reeds het voorwerp uitgemaakt van administratieve maatregelen betreffende het voetbal :

ja administratieve aanhouding

stadionverbod als beveiligingsmaatregel

PV opgesteld voor een overtreding begaan tegen de wet betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden

.....

neen

De betrokkene werd op de hoogte gebracht van het feit dat hij het voorwerp uitmaakt van een stadionverbod als beveiligingsmaatregel :

ja

neen

De betrokkene werd gehoord : neen

Zo niet, om volgende redenen :
.....
.....

De magistraat is geraadpleegd :

ja en zijn beslissing was de volgende :
.....
.....

neen, om volgende redenen :
.....
.....

Handtekening van de auteur van het proces-verbaal.

Bijlage 3. Model van proces-verbaal tot vaststelling van een feit gesanctionneerd door artikel 18 van de wet

(Aanduiding van het politiekorps) PV n°

adres Opgesteld door (naam, voornaam, graad en bevoegdheid van de auteur)

De(dag, datum en uur) te (plaats van vaststelling)

Naar aanleiding van de wedstrijd (aanduiding van het treffen)

PRO-IUSTITIA

Onderwerp :

Identiteit van de persoon die het voorwerp uitmaakt van huidig proces-verbaal :

- naam van de persoon :

adres/sociale zetel :

De volgende gebreken werden vastgesteld :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Huidig proces-verbaal wordt overgemaakt aan :

Ministerie van Binnenlandse Zaken
 Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie
 Voetbalcel
 Koningsstraat 56
 1000 Brussel

Handtekening van de auteur van het proces-verbaal.

**PUBLICATIONS LEGALES
ET AVIS DIVERS**

**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN
EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**Union foncière européenne, société anonyme,
rue du Roitelet 28, 1170 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 511126

Seconde assemblée générale ordinaire au siège social le 17 juillet 1999, à 14 h 30 m. — Ordre du jour : Identique à celui de la première assemblée du 25 juin 1999. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (20775)

**Austracande, société anonyme,
rue Albert Goossens 13, 1367 Gérompont (Ramillies)**

R.C. Nivelles 79483 – T.V.A. 452.108.189

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 17 juillet 1999, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture et discussion des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 2. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nomination et renouvellement du mandat des administrateurs. 6. Divers. (20776)

**C.I.A., société anonyme,
rue Godefroid Kurth 63, 6700 Arlon**

R.C. Arlon 7705

Assemblée générale extraordinaire le 16 juillet 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des modifications statutaires. 3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. Pour y assister, se conformer aux statuts. (20777)

**Ets Movilliat, société anonyme,
rue de Diekirch 75, 6700 Arlon**

R.C. Arlon 22813

Assemblée générale extraordinaire le 16 juillet 1999, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Ratification de la nomination de Mme Papier, R.-M., en tant qu'administrateur. 6. Divers. Pour assister, se conformer aux statuts. (20778)

**Bouvel, naamloze vennootschap,
Zonnestraat 8, 9000 Gent**

H.R. Gent 139259 – BTW 427.003.007

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 17 juli 1999, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Lezing van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Goedkeuring van voornoemde stukken.
4. Ontlasting aan de bestuurders.
5. Resultaatverdeling.
6. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (20779)

**Nita, naamloze vennootschap,
Aarschotsesteenweg 93, 3012 Leuven (Wilsele)**

H.R. Leuven 92259 – BTW 456.047.379

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 16 juli 1999, te 14 uur. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 2. Verwerking van de resultaten. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Ontslag en benoeming van de bestuurders. 5. Varia. (20780)

**J.M.F., naamloze vennootschap,
Deusterstraat 22, 3990 Peer**

H.R. Hasselt 68864 — NN 432.131.931

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Jan Homans, te 3990 Peer, steenweg Wijchmaal 49, op dinsdag 20 juli 1999, om 18 uur, met als agendapunten :

1. Verslag van de bedrijfsrevisor en bijzonder verslag van de raad van bestuur betreffende de kapitaalverhoging in natura.
2. Kapitaalverhoging door inbreng van schuldvorderingen ten bedrage van F 6 240 000 om het kapitaal te brengen van F 2 000 000 op F 8 240 000 met uitgifte van 6 240 nieuwe aandelen zonder vermelding van nominale waarde.
3. Kapitaalvermindering met F 3 204 993 tot aanzuivering van gelezen verliezen om het kapitaal te brengen van F 8 240 000 tot F 5 035 007.
4. Kapitaalverhoging met F 7 481 door incorporatie van reserves om het kapitaal te brengen van F 5 035 007 op F 5 042 488, dit met het oog op de mogelijkheid het kapitaal om te zetten in euro.
5. Aanpassing van de statuten aan de gewijzigde vennootschaps-wetgeving.

Om aan de vergadering te kunnen deelnemen, worden de aandeelhouders verzocht overeenkomstig artikel 30 van de statuten, hun aandelen uiterlijk vijf dagen vóór de vergadering neer te leggen op de maatschappelijke zetel. (20781)

De raad van bestuur.

**Etablissements Willy Balasse, société anonyme,
rue du Midi 45a, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 439368 – T.V.A. 422.385.807

Assemblée générale ordinaire le 27 juillet 1999, à 10 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Examen et approbation du rapport de gestion et du conseil d'administration. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs. Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés, conformément aux statuts, de déposer leurs titres au porteur, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, au siège social de la société. (20782)

**Jily, société anonyme,
chaussée de Jette 683, à 1090 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 515328 – T.V.A. 436.040.932

Assemblée générale extraordinaire le 26 juillet 1999, à 19 heures, au siège social. — Ordre du jour : A) Bilan arrêté au 31 décembre 1998 : 1. Approbation du rapport de gestion et du rapport spécial > article 77 L.C.S.C. 2. Approbation des comptes annuels comportant le bilan, les résultats et l'annexe dans la forme dans laquelle ceux-ci vous sont présentés. 3. Acceptation du mode de répartition du résultat. 4. Décharge concernant la gestion journalière des administrateurs au cours de l'exercice clôturé. B) Conseil d'administration : 1. Notification aux actionnaires du décès de Mme Pleysier, le 15 juin 1999, administrateur délégué jusqu'au jour du décès. 2. Nomination d'un nouvel administrateur en vue du remplacement de Mme Pleysier. 3. Renouvellement des mandats en cours pour une nouvelle période de six ans. (20783)

**K.M. Productions, société anonyme,
Colline du Glain 4A, à 1330 Rixensart**

R.C. Nivelles 73491 – T.V.A. 449.580.152

Assemblée générale ordinaire le 16 juillet 1999, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Nominations statutaires. 4. Divers. 5. Approbation du report de la date d'assemblée. Se conformer aux statuts. (20784)

**S.A. Bourgeois Benelux, société anonyme,
avenue Princesse Elisabeth 74, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 182576 – T.V.A. 401.825.666

L'assemblée générale extraordinaire du 23 juin 1999 n'a pas réuni le quorum requis pour délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour. Une nouvelle assemblée générale extraordinaire se tiendra donc le mardi 20 juillet 1999, à 11 h 30 m, en l'étude du notaire Willekens, Yves, rue de Beersel 63-67, à 1651 Lot.

Ordre du jour :

a) Rapports du conseil d'administration sur la situation financière et les mesures de redressement, sur l'apport en nature et sur l'émission d'actions en dessous du pair comptable et du réviseur d'entreprises désigné par le conseil d'administration sur l'apport en nature ci-après et sur l'émission d'actions en dessous du pair comptable.

b) Décision sur la continuation des activités de la société.

c) Augmentation de capital à concurrence de deux millions quatre cent mille francs belges (2 400 000 BEF), pour le porter de trois millions trois cent mille francs belges (3 300 000 BEF), par la création de vingt mille actions nouvelles sans valeur nominale, du même type et jouissant des mêmes droits et obligations que les actions existantes; ces actions nouvelles sont émises en dessous du pair comptable.

d) Attribution des vingt mille actions nouvelles à la société anonyme de droit français Bourgeois S.A., en rémunération de l'apport de créance : apport par la société Bourgeois S.A. d'une créance en compte-courant de deux millions quatre cent mille francs belges (2 400 000 BEF).

e) Réduction du capital à concurrence de trois millions deux cent mille francs belges (3 200 000 BEF) pour le ramener de cinq millions sept cent mille francs belges (5 700 000 BEF) à deux millions cinq cent mille francs belges (2 500 000 BEF) par amortissement des pertes reportées, à concurrence de trois millions deux cent mille francs belges (3 200 000 BEF).

f) Modification de l'article 5 des statuts. (20785)

**Francis Ferent Distribution, naamloze vennootschap,
Arbeidstraat 1, 9300 Aalst**

H.R. Aalst 51915 – BTW 415.722.402

Algemene vergadering op 26 juli 1999, om 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Jaarverslag. 2. Controleverslag. 3. Goedkeuring van de jaarrekening. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Kwijting aan de commissaris. 7. Statutaire benoemingen. 8. Allerlei. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de statuten. (20786)

**Tempo Oil Belgium, naamloze vennootschap,
Winkelomseheide 249, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 32294 – BTW 404.197.812

Betaling coupon nr. 12

Vanaf 1 juli 1999 wordt coupon nr. 12 betaalbaar gesteld aan de loketten van de Generale Bank, tegen een brutobedrag van 47,20 frank per aandeel. (20861)

**Immo Byttebier, naamloze vennootschap,
Oudenaardstraat 110, 8570 Anzegem-Vichte**

H.R. Kortrijk 117804 — BTW 436.384.489

Gezien de eerste algemene vergadering dd. 14 juni 1999 het wettelijk quorum niet haalde, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot een nieuwe algemene vergadering op maandag 19/07/99 om 18.15 uur ten kantore van notaris Pascal DENYS te Zvevegem, Leopoldstraat 45, mets als agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Kapitaalvermindering met 5.698.820 frank om het te brengen van 17.000.000 frank naar 11.301.180 frank, zonder vernietiging van aandelen, door terugbetaling op ieder aandeel van een bedrag in geld van 214 frank. 3. Voorstel tot besluit dat voormelde kapitaalvermindering volledig toegerekend wordt op het volstort kapitaal en tot uitbetaling in geld aan de aandeelhouders mits naleving art. 72bis Vennootschappenwet. 4. Wijziging artikel 5 statuten om het in overeenstemming te brengen met de voorafgaande kapitaalvermindering. 5. Voorstel tot uitdrukking kapitaal in euro; vaststelling dat het kapitaal van de vennootschap 280.148,93 Euro bedraagt. 6. Kapitaalverhoging met 351,07 Euro om het kapitaal te brengen van 280.148,93 Euro op 280.500 Euro, door incorporatie van een deel van de beschikbare reserve, zonder creatie van nieuwe aandelen, maar met verhoging van de fractiewaarde van elk aandeel. 7. Verschillende wijzigingen van de statuten om ze aan te passen aan de wet van 18 juli 1991 en van 13 april 1995 tot wijziging van de vennootschappenwet en deschrapping van tijdelijke bepalingen. 8. Hernummering en volmachten. Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering zich schikken naar de statuten. (47592)

De raad van bestuur.

**Lucidox, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 29A, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 115178

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 17 juli 1999, om 11 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda : 1. Verdaging jaarvergadering. 2. Jaarverslag. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Kwijting raad van bestuur. 5. Ontslagen en benoemingen.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering, zich schikken naar de statuten.
(82608) De raad van bestuur.

**Verberck, naamloze vennootschap,
Vaart Recheroever 33-41 9800 Deinze**

H.R. Gent 59555 — BTW 427.658.449

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 17 juli 1999, om 10 uur.

Agenda :

1. Lezing van de jaarrekening op 31 december 1998.
2. Goedkeuring van deze jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Verscheidene. (82609)

**Bosvallei, naamloze vennootschap,
Turkestraat 12, 9771 Kruishoutem (Nokere)**

H.R. Oudenaarde 38137

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering van 19 juli 1999, om 11 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda :

1. Ontslag en benoeming.
2. Kwijting bestuurder.

Om toegelaten te worden tot de buitengewone algemene vergadering, zich schikken naar de statuten.
(82610) De raad van bestuur.

**Transport Verdonck, naamloze vennootschap,
Vijfstraten 163-165, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 26684 — BTW 419.467.194

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering, die zal worden gehouden op de zetel van de vennootschap, op dinsdag 13 juli 1999, om 19 uur.

Agenda :

1. Benoeming en ontslag bestuurders.
2. Bezoldiging bestuurders.
3. Varia. (82611)

**Administrations publiques
et Enseignement technique**

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Institut Don Bosco

Appel public pour l'année scolaire 1999-2000 dans la limite des heures disponibles.

Seconde inférieure :

Professeur (m/f) de : cours techniques et/ou pratiques en bois, électricité, imprimerie, mécanique, soudure; cours généraux de form. humaine, français, mathématique, néerlandais, q. d'actualités, sciences et br. apparentées.

Seconde supérieure :

Professeur (m/f) : cours techniques et/ou pratiques en bois, électricité, électronique, imprimerie, informatique, mécanique, soudure.

Conditions :

être porteur du titre requis ou jugé suffisant (arrêté royal du 30 juillet 1975).

Candidature :

à adresser à la direction de l'institut, au plus tard le 31 août 1999. (20787)

Stad Blankenberge

Aanwerving van een zwembadredder

De stad Blankenberge zal één voltijdse zwembadredder in contractueel verband aanwerven.

Aanwervingsvoorwaarden : minimum 18 jaar oud zijn, in het bezit zijn van het diploma van lager secundair onderwijs (of ermee gelijkgesteld onderwijs), genieten van de burgerlijke en politieke rechten, lichamelijk geschikt zijn, van goed zedelijk gedrag zijn.

De kandidaten zullen uitgenodigd worden voor een selectie-interview.

Functiebeschrijving en -profiel en verdere inlichtingen zijn beschikbaar op de personeelsdienst (050/42 99 42).

De kandidaturen, gericht aan het college van burgemeester en schepenen van de stad Blankenberge, J.F. Kennedyplein 1, te 8370 Blankenberge, dienen per aangetekend schrijven ten laatste op vrijdag 16 juli 1999 toe te komen vergezeld van een *curriculum vitae*, een recent bewijs van goed zedelijk gedrag en een afschrift van het diploma van zwembadredder en van het diploma van lager secundair onderwijs. (20788)

Aanwerving van een administratief medewerker

De stad Blankenberge zal één voltijds administratief medewerker in (gesubsidieerd) contractueel verband aanwerven. Betrokkene zal deeltijds in de secretarie en deeltijds in de personeelsdienst tewerkgesteld worden.

Aanwervingsvoorwaarden : minimum 18 jaar oud zijn, in het bezit van het diploma van hoger secundair onderwijs (of ermee gelijkgesteld onderwijs), kunnen werken met P.C., genieten van de burgerlijke en politieke rechten, lichamelijk geschikt zijn, van goed zedelijk gedrag zijn. De kandidaten zullen uitgenodigd worden voor een selectie-interview op 28 juli 1999.

Functiebeschrijving en -profiel en verdere inlichtingen zijn beschikbaar op de personeelsdienst (050/42 99 42).

De kandidaturen, gericht aan het college van burgemeester en schepenen van de stad Blankenberge, J.F. Kennedyplein 1, te 8370 Blankenberge, dienen per aangetekend schrijven ten laatste op vrijdag 16 juli 1999 toe te komen vergezeld van een *curriculum vitae*, een afschrift van het diploma en een recent bewijs van goed zedelijk gedrag. (20789)

Gemeente Sint-Lievens-Houtem

Het gemeentebestuur van Sint-Lievens-Houtem gaat over tot het aanleggen van een wervingsreserve voor de betrekking van politieagent (aspirant of stagedoend). Voltijds man of vrouw.

Alle inlichtingen en aanwervingsvoorwaarden kunnen bekomen worden op de personeelsdienst van het gemeentebestuur van Sint-Lievens-Houtem, tel. 053/60 72 28.

De kandidaturen dienen aangetekend verstuurd te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Marktplein 3, te 9520 Sint-Lievens-Houtem, en uiterlijk toe te komen op 20 juli 1999, vergezeld van de nodige bewijsstukken. (20790)

Gemeente Wingene

Het gemeentebestuur van Wingene werft aan : dynamische « werkleider » voor technische dienst.

Wij zoeken een dynamisch en gemotiveerd persoon die leiding geeft aan de medewerkers van de technische buitendiensten en die nauw samenwerkt met de bouwkundige.

Ervaring opgedaan als leidinggevende in technische functies strekt tot aanbeveling.

De functie is te begeven in vast verband met een proeftijd van één jaar.

Bijzondere voorwaarden :

houder zijn van een eindexamen van hoger secundair of daarmee gelijkgesteld onderwijs;

slagen voor een gewoon aanwervingsexamen;

de volledige relevante, nuttige ervaring in de privé-sector kan in aanmerking genomen worden voor de berekening van de wedde.

Alle verdere informatie betreffende de inhoud van de functie en aanwervingsvoorwaarden kan u bekomen op de personeelsdienst van het gemeentehuis, tel. 051/65 00 76.

Kandidaturen dienen samen met het *curriculum vitae* en een eensluidend verklaard afschrift van het vereiste diploma, bij aangetekend schrijven ingediend te worden bij het college van burgemeester en schepenen van en te 8750 Wingene, vóór 20 augustus 1999. (20791)

Stad Poperinge

De stad Poperinge werft volgende personeelsleden aan :

1 deskundige informatica-systeemverantwoordelijke (B1-B3).

Uw functie.

U staat in voor de totale informatiseringsbegeleiding van alle stedelijke diensten. U houdt contact met alle bevoegde diensten. U analyseert problemen. U informeert voorstellen, adviseert gebruikers en overheid en u staat in voor het beheer van het netwerk.

Uw diploma.

Diploma van het hoger onderwijs van het korte type, toegepaste informatica of gelijkgesteld.

1 deskundige personeel - H.R.M.-verantwoordelijke (B1-B3).

Uw functie.

U formuleert en implementeert het personeels- en vormingsbeleid. U behartigt de relaties met externe diensten en overheden m.b.t. personeelsaangelegenheden.

Uw diploma.

Diploma van het hoger onderwijs van het korte type, maatschappelijk assistent.

1 informatie-ambtenaar (+ lokale economie) (B1-B3).

Uw functie.

U ontwikkelt een dynamisch communicatiebeleid. U coördineert alle communicatiekanalen en -activiteiten. U bouwt het economisch luik uit waarin aandacht wordt besteed aan het plaatselijk handelsbeleid (lokale economie).

Uw diploma.

Diploma van het hoger onderwijs van het korte type, communicatiebeheer.

Al deze betrekkingen zijn voltijds te begeven. Er wordt een wervingsreserve aangelegd met een geldigheidsduur van maximum drie jaar; de geldigheidsduur kan met maximum twee jaar worden verlengd.

Inlichtingen.

Een volledige functiebeschrijving, de aanwervingsvoorwaarden en het examenprogramma kan u aanvragen bij de stad Poperinge, Grote Markt 1, 8970 Poperinge, tel. 057/33 40 81 of 057/34 66 60, fax 057/33 75 81.

Kandidaturen.

De eigenhandig geschreven sollicitatiebrief met uitgebreid *curriculum vitae* en kopie van het vereiste diploma, dient aangetekend gestuurd te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Grote Markt 1, 8970 Poperinge, uiterlijk op 23 juli 1999. De postdatum geldt als bewijs van inschrijving. (20792)

Gemeente Westerlo

Het gemeentebestuur van Westerlo gaat over tot de aanwerving in vast dienstverband, voltijds, van een brandweerman/vrouw, bij de gemeentelijke brandweerdienst.

Een werfreserve van twee jaar wordt aangelegd.

De schriftelijke kandidaturen samen met :

een *curriculum vitae* en

een voor eensluidend verklaard afschrift van het vereiste diploma (lager secundair onderwijs of gelijkgesteld),

dienen per aangetekend schrijven toe te komen bij de heer burgemeester, Boerenkrijglaan 61, te 2260 Westerlo, uiterlijk 6 september 1999.

Aanwervingsvoorwaarden en de volledige functiebeschrijving kunnen bekomen worden op de personeelsdienst, tel. 014/54 75 75. (20793)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brugge

Het O.C.M.W.-Brugge legt via vergelijkend aanwervingsexamen een wervingsreserve aan geldig voor drie jaar voor :

1. Gegradueerd ziekenhuisverpleegkundige t.b.v. het operatiekwartier (m/v).

Diploma of getuigschrift van operatieverpleegkundige behaald aan een hogeschool of vervolmakingscentrum voor verpleegkundigen te zien in het kader van de bijzondere beroepsbekwamingen voor de houders van het diploma van gegradueerd ziekenhuisverpleegkundige.

Akkoord gaan met de clausule dat pas na vijf jaar in het operatiekwartier gewerkt te hebben een mutatieaanvraag ontvankelijk wordt.

Examendata.

Deel I op 30 oktober 1999.

Deel II op 1, 3, 6 en 8 december 1999.

2. Gebrevetteerd of gediplomeerd verpleegkundige t.b.v. het operatiekwartier (m/v).

Diploma of getuigschrift van operatieverpleegkundige behaald aan een hogeschool of vervolmakingscentrum voor verpleegkundigen te zien in het kader van de bijzondere beroepsbekwamingen voor de houders van het diploma of brevet van ziekenhuisverpleegkundige.

Akkoord gaan met de clausule dat pas na vijf jaar in het operatiekwartier gewerkt te hebben een mutatieaanvraag ontvankelijk wordt.

Examendata.

Deel I op 6 november 1999.

Deel II op 10, 13, 15 en 17 december 1999.

3. Gegradueerd pediatriesch verpleegkundige (m/v).

Houder zijn van het diploma gegradueerd pediatriesch verpleegkundige.

Examendata.

Deel I op 25 september 1999.

Deel II op 25, 27 en 29 oktober 1999.

4. Gegradueerd psychiatrisch verpleegkundige (m/v).

Houder zijn van het diploma van gegradueerd psychiatrisch verpleegkundige.

Examendata.

Deel I op 25 september 1999.

Deel II op 18, 20 en 22 oktober 1999.

5. Gegradueerd ziekenhuisverpleegkundige (m/v).

Houder zijn van het diploma van gegradueerd ziekenhuisverpleegkundige.

Examendata.

Deel I op 2 oktober 1999.

Deel II op 15, 17, 19, 23, 24, 26 en 29 november 1999.

6. Gebrevetteerd of gediplomeerd verpleegkundige (m/v).

Houder zijn van het brevet of diploma van ziekenhuisverpleegkundige.

Examendata.

Deel I op 9 oktober 1999.

Deel II op 1, 3, 8 en 10 december 1999.

Wij bieden u een functie met een aantrekkelijk basisloon.

Weekendwerk en nachtdiensten worden extra vergoed.

Toont u interesse voor één van deze functie en beantwoordt u aan het vooropgestelde profiel, aarzel niet uw kandidatuur te stellen.

Dit kan tot uiterlijk 31 juli 1999 met een geschreven kandidaatstelling vergezeld van een afschrift van het diploma en storting van BEF 400 op rekeningnummer 091-0009088-96 met vermelding van het examen.

Te sturen aan de personeelsdienst van het O.C.M.W., Kartuizerinnenstraat 4, te Brugge, waar tevens alle verdere informatie kan bekomen worden (tel. 050/44 94 95 H. De Soete).

Vrijstelling van inschrijvingsgeld voor kandidaten die te Brugge wonen en werkloos of werkzoekend zijn of het bestaansminimum ontvangen. (20794)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Boom

Eén halftijdse betrekking van verpleegkundige A2 en één voltijdse betrekking van verpleeghulp wordt openverklaard voor de dienst van het rusthuis en RVT-dienst.

Kandidaturen met *curriculum vitae* moeten schriftelijk gericht worden aan de heer voorzitter van het O.C.M.W., J. Van Cleemputplein 1, te Boom, en dienen uiterlijk toe te komen op vrijdag 30 juli 1999.

Nadere inlichtingen zijn te bekomen op voormeld adres (tel. 03/880 24 70). (20795)

Hogeschool West-Vlaanderen

De Hogeschool West-Vlaanderen gaat over tot de wervingen in volgende vacante ambten :

Administratief en technisch personeel

0.1. Mediathecaris (m/v) 100 % aan departement Simon Stevin.

Functie : mediatheekbeheer (aankoop-, uitleen- en raadpleegbeleid en automatisering) en jobdienstbegeleiding.

Vereisten : diploma 2^e cyclus academisch onderwijs of van academisch niveau, getuigschrift « initiatie in de bibliotheek-, documentatie- en informatiekunde »

Graad en salarisschaal : A2.

0.2. Systeem-netwerkbeheerder (m/v) 100 % aan departement Hiepso.

Functie : uitbouw, beheer en onderhoud van netwerk, computerpark, hard- en software.

Vereisten : universitair diploma en opleiding netwerkbeheerder.

Graad en salarisschaal : B21.

0.3. Administratief medewerker (m/v) 100 % aan departement Hiepso.

Functie : onthaal en ondersteuning studentensecretariaat en bibliotheekwerking.

Vereisten : kennis PC en min. vijf jaar nuttige ervaring in onthaal en administratie.

Graad en salarisschaal : D11.

0.4. Technisch medewerker (m/v) 100 % aan het departement PIH.

Functie : amanuesis en technisch medewerker chemie.

Vereisten : graduaat chemie, kennis informatica, rijbewijs B.

Graad en salarisschaal : C11.

Alle aanstellingen gaan in op 1 september 1999, afhankelijk van het persoonlijk dossier.

Onderwijzend personeel

Algemene functieomschrijving :

onderwijsverstrekking, cursusontwikkeling en leerprocesbegeleiding;

medewerking studiebegeleiding en andere teamgebonden taken en/of projecten;

mogelijke medewerking wetenschappelijke en maatschappelijke dienstverlening.

Algemene diplomavereisten :

voor praktijklector : minimum diploma één cyclus hogeschoolonderwijs;

voor lector : minimum diploma 2^e cyclus universiteit of hogeschool;

voor assistent : minimum diploma 2^e cyclus universiteit of hogeschool of gelijkwaardig;

voor docent : minimum diploma van doctor op proefschrift of ten minste vijftien jaar te bewijzen nuttige beroepservaring.

Bijkomende en/of specifieke vereisten en/of opdracht : zie per ambt.

Algemeen profiel :

communicatief, teamgeoriënteerd, creatief en geïnteresseerd in nieuwe onderwijsvormen en internationalisering;

verantwoordelijkheidsgevoel, organisatietalent en bereidheid tot navorming;

pedagogisch diploma en/of ervaring inzake onderwijsverstrekking in hogeschoolonderwijs strekt tot aanbeveling.

Aanvangsdata : 1 september 1999 of 16 september 1999, afhankelijk van persoonlijk dossier.

Salarisschaal : praktijklector : 316, lector : 502, assistent : 502, docent : 528; enkel gevraagde aantoonbare ervaring kan verloond worden.

Aan het departement Simon Stevin te Brugge.

1.1. Praktijklector toegepaste informatica (m/v) (100 %).

Bijkomende opdracht : ontwikkeling en onderhoud departementaal intranet en website.

1.2. Lector toegepaste informatica (m/v) (55 %).

Bijkomende opdracht : ontwikkeling cd-rom chemie.

1.3. (Praktijk)lector histologie (m/v) (10 %).

1.4. Lector genetica en moleculaire biologie (m/v) (10 %).

Aan het departement HIEPSO te Kortrijk.

2.1. Praktijklector (m/v) ergotherapie (10 %).

Vereisten : gegradueerde in de ergotherapie met min. drie jaar nuttige beroepservaring.

2.2. Praktijklector (m/v) sociaal werk (80 %).

Vereisten : maatschappelijk assistent met min. vijf jaar nuttige beroepservaring.

2.3. Praktijklector (m/v) websitecreatie (20 %).

Vereisten : kennis en ervaring met informatica en ontwerpen en beheren van websites.

2.4. Praktijklector (m/v) bedrijfscommunicatiebeheer en reclame (20 %).

Vereisten : gegradueerde met kennis van statische en grafische informaticapakketten, reclame en mediacommunicatie, met min. drie jaar nuttige beroepservaring.

Aan het departement PIH te Kortrijk.

Voor de opleidingen industrieel ingenieur.

3.1. Assistent elektriciteit/elektromechanica (m/v) (100 %) (mogelijk vanaf 23 augustus 1999).

Vereisten : kennis van industriële meettechnieken, automatisering en robotica.

3.2. Assistent chemie/milieukunde (x-technoloog) (m/v) (100 %).

3.3. Assistent chemie (m/v) (100 %).

Vereisten : kennis van biochemie.

3.4. Docent industrieel ontwerpen (m/v) (100 %).

Vereisten : ervaring industrieel ontwerpen is een must.

Voor de opleiding multimedia en communicatietechnologie.

4.1. Lector elektriciteit en elektronica (m/v) (100 %).

4.2. Lector elektriciteit en elektronica (m/v) (100 %).

4.3. Lector computertekeningen en beeldverwerking (m/v) (100 %).

4.4. Lector wiskunde en office automation (m/v) (100 %).

Vereisten : kennis van gebruikgericht ontwerpen van toepassingen en toegepaste ergonomie.

4.5. Lector PC- en netwerkbeheer (m/v) (100 %).

Vereisten : kennis van WWW-scripting, databases en ervaring in beheren van PC-park en netwerk.

4.6. (Praktijk)lector multimedia (m/v) (100 %).

Vereisten : grondige kennis van en ervaring in ontwikkeling van multimediaal materiaal, studio-ervaring is noodzakelijk.

4.7. Lector telecommunicatie en PC-technologie (m/v) (100 %).

Diplomavereisten : ing. elektronica optie telecommunicatie.

4.8. (Praktijk)lector informatica (m/v) (100 %).

Vereisten : grondige kennis van algoritmisch denken, objectgeoriënteerd en gestructureerd programmeren, programmeren in C en JAVA.

4.9. Lector informatica en PC-technologie (m/v) (70 %).

Vereisten : grondige kennis van basisinformatica, C/S- en PC-technologie.

4.10. (Praktijk)lector multimedia (m/v) (50 %).

Vereisten : grondige kennis van ontwikkelen van multimediaal materiaal en aantoonbare ervaring met Macromedia Director.

4.11. (Praktijk)lector webtechnologie (m/v) (50 %).

Vereisten : grondige kennis van ASP, Javascript, XML en ervaring met databases.

Aan het departement HPI te Brugge.

5.1. Lector informatica (m/v) (50 %, uitbreidbaar).

Vereisten : grondige kennis van Windows 95/98/NT, Officepakket en programeertalen, netwerk(beheer) en Internet.

5.2. (Praktijk)lector plastische opvoeding (m/v) (100 %).

Bijkomende opdracht : begeleiding stages.

5.3. Lector milieustudie-wereldoriëntatie (partim geschiedenis) (30 %).

Bijkomende opdracht : begeleiding stages.

Aan het departement Vesalius-HISS te Oostende.

6.1. Praktijklector sociaal werk (m/v) (50 %).

Bijkomende opdracht : stage- en scriptiebegeleiding.

Vereisten : diploma assistent in de psychologie en ervaring in werkveld.

6.2. Lector sociaal werk (m/v) (20 %).

Bijkomende opdracht : scriptiebegeleiding.

Vereisten : licentiaat psychologie, optie bedrijfspsychologie en ervaring in het werkveld.

Schriftelijk, gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae*, en bewijsstukken van gevraagde ervaring, worden vóór 15 augustus 1998 bezorgd aan de Hogeschool West-Vlaanderen, ter attentie van resp. :

Centrale diensten, de heer R. Vermeersch, algemeen directeur, Sint-Martens-Latemlaan 2A, 8500 Kortrijk (voor ATP);

Simon Stevin, Mevr. R. Van Dale, Rijselstraat 5, 8200 Brugge (Sint-Michiels);

HIEPSO, de heer D. Coppejans, Renaat De Rudderlaan 6, 8500 Kortrijk;

PIH, de heer L. De Geyter, Graaf Karel de Goedelaan 5, 8500 Kortrijk;

HPI, de heer J. Govaerts, Sint-Jorisstraat 71, 8000 Brugge;

Vesalius-HISS, de heer L. Verhalle, Leffingestraat 1, 8400 Oostende. (20796)

LUC-Diepenbeek

—
Vacature

Het Limburgs Universitair Centrum stelt volgend voltijds mandaat van tijdelijk pedagogisch medewerker (m/v) vacant (zes maanden vanaf september 1999) :

onderwijskundig medewerker

(Mandaat MMC/99/05)

Opdracht :

studiebegeleiding : preventief en remediërend;

kwaliteitszorg : o.m. permanente ombudsfunctie;

medewerking aan onderwijskundige vorming van docenten.

Opmerking : de betrokkene wordt begeleid bij deze taken door de vaste onderwijskundige medewerkers van de faculteit.

Profielkenmerken :

alert zijn voor signalen van studenten en docenten;

goede relationele, communicatieve en rapporteringsvaardigheden;

probleemoplossend vermogen : snel kunnen interageren bij acute problemen;

zelfstandig kunnen werken, verantwoorde initiatieven kunnen nemen aangepast aan de omstandigheden.

Diploma : licentiaat in de pedagogische wetenschappen, licentiaat in de psychologie.

Bijkomende inlichtingen : Mevr. Chris Masui (011/26 86 67), e-mail: chris.masui@luc.ac.be.

U kan zich kandidaat stellen met formulieren die op aanvraag kunnen bekomen worden bij het rectoraat van het Limburgs Universitair Centrum, Universitaire Campus, gebouw D, 3590 Diepenbeek, tel. 011/26 80 03, en die, ingevuld, uiterlijk op vrijdag 30 juli 1999 op dit adres dienen toe te komen. (20797)

Het Limburgs Universitair Centrum stelt volgend mandaat (m/v) vacant :

voltijds doctoraatsbursaal
theoretische natuurkunde

(Mandaat WN1/99/019)

Project : IUAP - thema Brownse motoren en andere ruisgeïnduceerde verschijnselen.

Promotor : prof. dr. C. Van den Broeck.

Diploma : licentiaat wiskunde of natuurkunde.

Bijkomende inlichtingen : dr. Christiaan Van den Broeck 011/26 82 14, e-mail: christiaan.vandenbroeck@luc.ac.be.

U kan zich kandidaat stellen met formulieren die op aanvraag kunnen bekomen worden bij het rectoraat van het Limburgs Universitair Centrum, Universitaire Campus, gebouw D, 3590 Diepenbeek, tel. 011/26 80 03, en die, ingevuld, uiterlijk op vrijdag 27 augustus 1999 op dit adres dienen toe te komen. (20798)

Het Limburgs Universitair Centrum stelt volgend mandaat (m/v) vacant bij het assiterend academisch personeel :

assistent

Voltijds mandaat van assistent (3 x 2) Romaanse filologie (Frans).

(Mandaat MMC/99/02)

Profiel : licentiaat Romaanse talen - Frans.

Enkel kandidaten die hun diploma met minstens « onderscheiding » behaald hebben, komen in aanmerking.

Taakomschrijving :

Onderwijsbegeleidingstaken in de opleidingsonderdelen Frans en zakelijk Frans in de faculteit TEW.

Promotieonderzoek in de toegepaste taalkunde : zakelijke taalkunde, vreemde-talendidactiek.

Bijkomende inlichtingen : prof. dr. Willy Clijsters 011/26 86 80, e-mail: willy.clijsters@luc.ac.be.

U kan zich kandidaat stellen met formulieren die op aanvraag kunnen bekomen worden bij het rectoraat van het Limburgs Universitair Centrum, Universitaire Campus, gebouw D, 3590 Diepenbeek, tel. 011/26 80 03, en die, ingevuld, uiterlijk op vrijdag 27 augustus 1999 op dit adres dienen toe te komen. (20799)

Het Limburgs Universitair Centrum stelt volgend deeltijds mandaat bij het academisch personeel (m/v) vacant :

zelfstandig academisch personeel (20 pct)

(Mandaat BEDR/99/13)

Deeltijds docent Fiscale aspecten van het bedrijfsleven (2 j/u).

De cursus wordt gedoceerd in de tweede cyclus TEW en HI en behandelt de BTW-wetgeving en de fiscale wetgeving betreffende bijzondere verrichtingen van vennootschappen en bijzondere regimes.

Kandidaten dienen een ruime fiscale ervaring te bezitten en dienen in staat te zijn deze materie aan te brengen zowel juridisch als vanuit de impact op beleidsbeslissingen van de onderneming.

Diploma : doctor in de rechten of in de TEW.

Kandidaten zonder doctoraat maar met een wetenschappelijke en specifieke deskundigheid kunnen mits een ruime relevante praktijkervaring eveneens in aanmerking worden genomen.

Bijkomende inlichtingen : prof. dr. Roger Mercken 011/26 86 04, e-mail: roger.mercken@luc.ac.be.

U kan zich kandidaat stellen met formulieren die op aanvraag kunnen bekomen worden bij het rectoraat van het Limburgs Universitair Centrum, Universitaire Campus, gebouw D, 3590 Diepenbeek, tel. 011/26 80 03, en die, ingevuld, uiterlijk op vrijdag 27 augustus 1999 op dit adres dienen toe te komen. (20800)

Universiteit Antwerpen Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen

(externe oproep)

UFSIA, één van de drie Antwerpse universitaire instellingen, gevestigd in het centrum van de stad, heeft binnen de IPO-UFSIA Management School een vacature voor een directeur (m/v).

Functie-inhoud.

Verantwoordelijke voor het dagelijks beleid van de IPO-UFSIA Management School.

Opvolgen van de uitvoering en ontwikkeling van activiteiten in de diverse vakdomeinen.

Verantwoordelijke voor de financiële planning en opvolging.

Verantwoordelijke voor het personeelsbeleid, coaching en sturing van de IPO-staf, het IPO-secretariaat en het onthaal.

Verantwoordelijk voor het communicatiebeleid.

De directeur zal voltijds worden aangesteld met graad 10, voor een termijn van drie jaar.

Aanwervingsvereisten.

Academisch diploma van de tweede cyclus TEW of handelsingenieur, met bedrijfseconomische specialisatie, of een ander academisch diploma van de tweede cyclus met aanvullend een MBA-diploma.

Ervaring met post-experience managementvormingsactiviteiten.

Bedrijfservaring met managementsverantwoordelijkheid.

Dynamische en flexibele persoon met leidinggevende capaciteiten.

Beschikken over een netwerk van contacten met het Vlaamse bedrijfsleven.

Drietaling (Nederlands, Engels, Frans).

Kandidaatstelling.

De sollicitatiebrieven met *curriculum vitae* dienen uiterlijk op 22 juli 1999 toe te komen bij Mevr. Ilse Huyghe, Personeelsdienst UFSIA, Venusstraat 35, te 2000 Antwerpen.

Voor bijkomende inlichtingen kan u terecht bij prof. Rudy Martens (tel. 03/220 41 10). (20801)

Academisch personeel (m/v)

Assiterend academisch personeel.

In de Faculteit politieke en sociale wetenschappen.

1. Eén voltijds mandaatassistent in de vakgroep Sociologie en Sociaal Beleid voor onderwijsbegeleiding en onderzoek in het vakgebied Politieke Wetenschappen, met ingang van 1 oktober 1999.

Profiel.

Licentiaat PSW, sociologie of een andere sociaal-wetenschappelijke discipline; aantoonbare belangstelling voor de theorie en het onderzoek van politiek en openbaar bestuur; graden strekken tot aanbeveling; met doctoraatsverplichting.

Opdracht.

Onderwijsstaken en onderzoekopdrachten in de vakgroep Sociologie en Sociaal Beleid.

2. Eén voltijds mandaatassistent in de vakgroep Sociologie en Sociaal Beleid voor onderwijsbegeleiding en onderzoek in het vakgebied Wonen en Woonbeleid, met ingang van 1 november 1999.

Profiel.

Licentiaat PSW, sociologie of een andere sociaal-wetenschappelijke discipline; aantoonbare belangstelling voor onderzoeksmethoden en statistiek; graden strekken tot aanbeveling; met doctoraatsverplichting.

Opdracht.

Onderwijstaken en onderzoeksopdrachten in de onderzoeksgroep Wonen en Woonbeleid van de vakgroep Sociologie en Sociaal Beleid.

3. Eén voltijds mandaatassistent in de vakgroep Sociologie en Sociaal Beleid voor onderwijsbegeleiding en onderzoek in het vakgebied Welzijn en de Verzorgingsstaat, met ingang 1 oktober 1999.

Profiel.

Licentiaat PSW, Sociologie of een andere sociaal-wetenschappelijke discipline; aantoonbare belangstelling voor onderzoeksmethoden en statistiek; graden strekken tot aanbeveling; met doctoraatsverplichting.

Opdracht.

Onderwijstaken en onderzoeksopdrachten in de onderzoeksgroep Welzijn en de Verzorgingsstaat van de vakgroep Sociologie en Sociaal Beleid.

In de Faculteit rechten.

4. Eén voltijds (of twee halftijdse) en één halftijds mandaatassistent(en) in de vakgroep Rechtswetenschappen voor de begeleiding van de rechtsvakken, met ingang van 1 oktober 1999.

Profiel.

Licentiaat in de rechten; graden strekken tot aanbeveling.

Opdracht.

Begeleiding van de rechtsvakken in de Faculteit rechten.

In de Faculteit toegepaste economische wetenschappen.

5. Eén voltijds mandaatassistent in de vakgroep Milieu en technologiemanagement voor de vakgebieden Technologie (vooral elektrotechniek, elektronica en productietechnologie) en Productiemanagement, met ingang van 1 oktober 1999.

Profiel.

Burgerlijk ingenieur, handelssingenieur, handelsingenieur in de beleidsinformatica.

Opdracht.

De onderwijsopdracht richt zich op de ondersteuning van het vakkenpakket elektrotechniek, elektronica, technologie en technologiemanagement in de opleidingen handelsingenieur en handelsingenieur in de beleidsinformatica. Het doctoraatsonderzoek sluit aan bij de opleiding van de kandidaat en bevat bij voorkeur een economische dimensie of situeert zich op de interfacetechnologie en bedrijfseconomie (productiemanagement in het bijzonder). Ook burgerlijk ingenieurs komen in aanmerking voor het behalen van een doctoraat in de faculteit TEW.

6. Eén voltijds onderzoeksmedewerker in de vakgroep Algemene en Publieke Economie voor het extern gefinancierd onderzoeksproject « Optimal taxation of transport services and the correction of externalities », voor een periode van drie jaar voor zo spoedig mogelijke indiensttreding.

Profiel.

Licentiaat (T)EW, wiskunde, informatica of handelsingenieur; in staat zijn mee te werken aan economische modelbouw en empirische analyse.

7. Eén voltijd onderzoeksmedewerker in de vakgroep Algemene en Publieke Economie voor het extern gefinancierd onderzoeksproject « Modeling competition in the european automobile industry », voor een periode van twee jaar en voor zo spoedig mogelijke indiensttreding.

Profiel.

Licentiaat (T)EW, wiskunde, informatica of handelsingenieur; in staat zijn mee te werken aan economische modelbouw en empirische analyse.

8. Eén voltijds onderzoeksmedewerker in de vakgroep Algemene en Publieke economie voor het extern gefinancierd onderzoeksproject « Financieringsmodellen voor transmurale en eerstelijnszorg, voor toepassing in het vernieuwd Vlaams gezondheidsbeleid », voor een periode van tien maanden en voor zo spoedig mogelijke indiensttreding.

Profiel.

Licentiaat (T)EW, handelsingenieur, handelsingenieur in de beleidsinformatica of andere menswetenschappen met belangstelling voor de gezondheidssector.

Voor de AAP-vacatures kunnen ook laatstejaars zich kandidaat stellen.

Zelfstandig academisch personeel.

In de Faculteit toegepaste economische wetenschappen.

9. Onderwijs van het opleidingsonderdeel « Algemene Biologie » (30 u., technisch keuzevak, 3^e jaar, graad handelsingenieur, groep Technologiemanagement).

10. Onderwijs van het opleidingsonderdeel « Productiebeleid » (voor de cultuursector) (30 u., GAS-Cultuurmanagement).

Kandidaatstelling.

Voor bijkomende inlichtingen en de nodige sollicitatieformulieren kan u terecht op de Personeelsdienst van UFSIA (Martien Cryns, tel. 03/220 45 07). De formulieren dienen uiterlijk op 23 juli 1999 toe te komen bij de rector van UFSIA, Venusstraat 35, te 2000 Antwerpen, uitgezonderd voor vacature 4 uiterlijk op 13 juli 1999. (20802)

Actes judiciaires et extraits de jugements

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Publication faite en exécution de l'article 490
du Code pénal

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490
van het Strafwetboek

Infractions liées à l'état de faillite
Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement

Hof van beroep te Antwerpen

Uit het arrest op tegenspraak uitgesproken door het hof van beroep, tiende correctionele kamer, zitting houdende te Antwerpen op 8 juni 1999,

blijkt dat :

N° 1210 - Kuypers, Guillaume Ernest Jean Leon, bediende, geboren te Eisden op 27 augustus 1950, wonende te Maasmechelen, Oude Baan 519,

Veroordeeld is tot :

Voor de vermengde feiten A1.1) en 2), A2.1), 2) en 3) (zoals heromschreven), B en C :

een hoofdgevangenisstraf van zes maanden met uitstel gedurende drie jaar;

een geldboete van 100 frank \times 150 = 15 000 frank of zestien dagen vervangende gevangenisstraf,

Uit hoofde van :

A. te Houthalen-Helchteren, vanaf 1 september 1993 tot en met 1 september 1994 :

1. als afgevaardigd bestuurder van de gefailleerde handelsvennootschap Liboma Ramenbedrijf N.V., H.R. Hasselt 75144, als zodanig verklaard bij vonnis van 31 augustus 1994 van de rechtbank van koophandel te Hasselt;

1) valsheid in geschriften en gebruik van valse stukken wetende dat ze vals waren;

2) verduistering van activa;

A.2. in de hoedanigheden en omstandigheden voorzien onder 1., met het oogmerk om het faillissement uit te stellen :

1. verzuimd te hebben aangifte te doen van het faillissement binnen de bij artikel 9 van de faillissementswet gestelde termijn;

2. toegestemd hebben in leningen, effectencirculaties en andere al te kostelijke middelen om zich geld te verschaffen;

3. een schuldeiser ten nadele van de boedel te hebben bevoordeeld;

B. te Houthalen-Helchteren en Borgloon, op 31 augustus 1994 :

oplichting;

C. te Beringen, op 18 augustus 1994 :

oplichting.

Het hof beveelt de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Antwerpen, 29 juni 1999.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) J. Geysmans. (20803)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

—
*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*
—

Justice de paix du canton d'Auderghem
—

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem du 23 juin 1999, Mme Austraet, Elise, née le 25 janvier 1914, domiciliée et résidant à 1170 Bruxelles, rue du Loutrier 69, Résidence pour Séniors, a été déclarée incapable de gérer ses biens et pourvue d'un administrateur provisoire de ses biens, étant : M. Luc Austraet, avocat à 1040 Bruxelles, avenue Commandant Lothaire 14.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Vandenbranden, A. (64436)

Justice de paix du canton de Bastogne
—

Suite à la requête déposée le 15 avril 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Bastogne rendue le 4 mai 1999, M. Nielen, José, né le 23 juillet 1939 à Hompré, célibataire, domicilié Assenois 35, à 6640 Vaux-sur-Sûre, résidant au Home « En Famille », Salvacourt 11, à 6640 Hompré (Vaux-sur-Sûre), a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Batardy, Frédérique, avocat, domicilié rue du Sablon 63, à 6600 Bastogne.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Aernouts, Marie-Yvonne. (64437)

Justice de paix du premier canton de Huy
—

Suite à la requête déposée le 4 juin 1999, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy rendue le 21 juin 1999, Mme Gimine, Marie, née le 6 avril 1935, veuve, domiciliée rue G. Durbuy 13, à 4500 Huy, résidant au Centre hospitalier hutois, rue des Trois Ponts 2, à 4500 Huy, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Jean-Marc Husson, avocat à 4500 Huy, rue des Bons Enfants 31.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Beaudinet, Francine. (64438)

Justice de paix du second canton de Namur
—

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Namur en date du 30 juin 1999, le nommé Salpeteur, Marcel, né à Lustin le 2 mars 1923, domicilié et résidant à l'H.N.P. Saint-Martin, rue Saint-Hubert 84, à 5100 Dave, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Pierre Grossi, avocat, rue de Dave 45, à 5100 Jambes.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Gregoire. (64439)

Justice de paix du canton de Péruwelz
—

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Péruwelz du 24 juin 1999, la nommée Vercruysse, Valérie, né le 19 mai 1969, domiciliée à 7600 Péruwelz, rue Pont à la Faulx 18, résidant actuellement à la clinique de Bonsecours, avenue de la Basilique, à 7603 Bonsecours, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Luc Denayer, avocat, domicilié à 7640 Antoing, rue Bauduin 90, requête déposée le 27 mai 1999.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Pascale Wallez. (64440)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Péruwelz du 24 juin 1999, la nommée Menet, Carine, épouse de Dufour, Michel, née le 22 janvier 1962, domiciliée à 7500 Tournai, chemin Vert 15-3, résidant actuellement à la clinique de Bonsecours, avenue de la Basilique, à 7603 Bonsecours, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Jean-Philippe Pochart, avocat, domicilié à 7500 Tournai, rue de l'Athénée 10, requête déposée le 27 mai 1999.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Pascale Wallez. (64441)

Justice de paix du canton de Philippeville

Par ordonnance du juge de paix du canton de Philippeville rendue en date du 23 juin 1999, la nommée Geentjens, Albertina, née le 21 juin 1917, domiciliée à 5630 Cerfontaine, rue de Virelle 33, a été déclarée capable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant: Meunier, Jacqueline, avocat, domiciliée à 5620 Florennes, rue Buisseau des Forges 7.

Pour extrait certifié conforme: le greffier adjoint délégué, (signé) M.P. Renault. (64442)

Justice de paix du canton de Waremme

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Waremme en date du 24 juin 1999, mandat a été conféré à Humblet, Dominique, avocat, domicilié à 4300 Waremme, rue Ernest Malvoz 32/5, en sa qualité d'administrateur provisoire de Mattiussi, Gwenaëlle, née à Waremme le 28 décembre 1980, domiciliée à 4300 Waremme, rue Porte de Liège 87.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) G. Prinsens. (64443)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Waremme en date du 30 juin 1999, mandat a été conféré à Humblet, Dominique, avocat, domicilié à 4300 Waremme, rue Ernest Malvoz 32/5, en sa qualité d'administrateur provisoire de Beauquin, Marie-Françoise, née le 7 février 1963, domiciliée à 4300 Waremme, Clos du Vergier 20.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) G. Prinsens. (64444)

Justice de paix du canton de Wavre

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre en date du 24 juin 1999, Hachez, Magdeleine, domiciliée à 1380 Lasne, chemin du Paradis 20, a été désigné administrateur provisoire des biens de Nolet de Brauwere van Steeland, Tanguy, né à Bruxelles le 28 mars 1979, domicilié à 1380 Lasne, chemin du Paradis 20, résidant actuellement au Centre neurologique William Lennox, 1340 Ottignies.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) V. Smekens. (64445)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre en date du 24 juin 1999, le nommé De Visscher, Guy, domicilié à Wavre, route de Rixensart 77, a été désigné administrateur provisoire des biens de Van Dam, Céline, née à Bruxelles le 15 juillet 1907, domiciliée et résidant actuellement à la Résidence des Mays, chaussée de Namur 63, à 1300 Wavre.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) V. Smekens. (64446)

Vrederecht van het kanton Beringen

Bij beschikking van Mevr. de vrederechter, Huysmans, Chris, verleend op 22 juni 1999, werd Mevr. De Mets, Linda, geboren te Zottegem op 18 mei 1956, verblijvende Malokofflaan 18, te 3970 Leopoldsburg, doch gedomicilieerd te 9660 Brakel, Boterhoek 55, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Vandenberghe, Christel, bejaardenhulpster, wonende te 3970 Leopoldsburg, Malakofflaan 18.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) De Ridder, R. (64447)

Vrederecht van het kanton Deinze

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deinze, verleend op 30 juni 1999, werd Vermeersch, Johnny, geboren te Deinze op 25 mei 1966, gedomicilieerd en verblijvende te 9800 Deinze-Wontergem, Dentergemstraat 8, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Vermeersch, Tonia, arbeidster, zus, Kapittelstraat 34, 8720 Dentergem.

Deinze, 30 juni 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Dora Stevens. (64448)

Vrederecht van het tweede kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 28 juni 1999, werd Vanherenthals, Marguerite, geboren te Terhulpen op 23 augustus 1920, gedomicilieerd te 3090 Overijse, Kouterstraat 24, verblijvende R.V.T., Egenhovenstraat 22, 3060 Bertem, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Janssens, Marc, boekhouder, Veste 10, 1932 Zaventem (Sint-Stevens-Woluwe).

Leuven, 28 juni 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (64449)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 28 juni 1999, werd Demoitie, Elvire, geboren te Tienen op 8 juni 1913, gedomicilieerd te 3300 Tienen, Leuvenselaan 331, verblijvende Rustoord E. Remy, Fr. Lintsstraat 33, 3000 Leuven, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Stabel, Raf, leraar, Distelvinkenstraat 8, 3010 Leuven (Kessel-Lo).

Leuven, 28 juni 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (64450)

Vrederecht van het kanton Ninove

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Ninove, verleend op 28 juni 1999, werd Van Impe, Paul, geboren te Ninove op 11 juli 1955, wonende te 9450 Haaltert-Denderhoutem, Daal 24, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Cottiels, Mia, advocaat, met kantoor te 9450 Haaltert-Denderhoutem, Dries 57.

Ninove, 1 juli 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Van de Velde, Guido. (64451)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Ninove, verleend op 28 juni 1999, werd Van Den Berghe, Anna, geboren te Denderhoutem op 17 augustus 1924, wonende te 9450 Haaltert-Denderhoutem, Daal 24, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Cottiels, Mia, advocaat, met kantoor te 9450 Haaltert-Denderhoutem, Dries 57.

Ninove, 1 juli 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Van de Velde, Guido. (64452)

Vrederecht van het kanton Roeselare

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Roeselare, verleend op 22 juni 1999, werd Liberloo, Stefaan, geboren te Gent op 1 juni 1981, wonende te 8800 Roeselare, Motestraat 13, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, zijn moeder : Debacker, Martine, mindervalide, wonende te 8800 Roeselare, Motestraat 13.

Roeselare, 30 juni 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Willy Bouden. (64453)

Vrederecht van het tweede kanton Turnhout

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Turnhout, verleend op 1 juli 1999, werd Brosens, Willy Jan Maria, geboren te Turnhout op 2 mei 1957, zonder beroep, wonende te 2330 Merksplas, Looiweg 8, verblijvende Dienstverleningscentrum 't Zwart Goor, Zwart Goor 1, te 2330 Merksplas, niet in staat verklaard zelf zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Brosens, August Jacob, geboren op 1 maart 1926, gepensioneerde, wonende te 2330 Merksplas, Looiweg 8.

Turnhout, 1 juli 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Van Gorp, Sylvain. (64454)

Vrederecht van het eerste kanton Turnhout

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Turnhout, verleend op 29 juni 1999, werd Leppens, Alfons Antoon, geboren te Oud-Turnhout op 22 november 1925, invalide, wonende te 2360 Oud-Turnhout, Polderstraat 12, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Leppens, Frans Jozef Louis, geboren te Oud-Turnhout op 13 januari 1932, gepensioneerde, wonende te 2360 Oud-Turnhout, Donk 57.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 11 juni 1999.

Turnhout, 30 juni 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Dignef, Kristien. (64455)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Turnhout, verleend op 30 juni 1999, werd Goos, Maria Joanna Rosalia, geboren te Vosselaar op 27 maart 1923, zonder beroep, wonende te 2350 Vosselaar, Heilanders 5, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Hal, Ida Maria Joannes, geboren te Turnhout op 27 april 1953, werkzoekende, wonende te 2350 Vosselaar, Heilanders 5.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 18 juni 1999.

Turnhout, 30 juni 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Dignef, Kristien. (64456)

Vrederecht van het kanton Zelzate

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 24 juni 1999, werd De La Ruelle, Francine, geboren te Charleroi op 13 juni 1957, verblijvende en gedomicilieerd te Sint-Jan-Baptist, Suikerkaai 81, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Raes, Bart, advocaat, Dorp-Oost 19E.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) K. Lieta-
nie. (64457)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 24 juni 1999, werd Van Hoorebeke, Karien, geboren te Gent op 17 augustus 1972, verblijvende P.C. Sint-Jan-Baptist, Suikerkaai 81, te Zelzate, gedomicilieerd te Zelzate, Assenedesteenweg 94/102, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Raes, Bart, advocaat, Dorp-Oost 19E.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) K. Lieta-
nie. (64458)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Vrederecht van het tweede kanton Turnhout

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Turnhout, werd Mevr. Hilda Gaby Jacqueline Verstappen, geboren te Tongerlo op 25 maart 1947, wonende te 2350 Vosselaar, Ericalaan 30, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het tweede kanton Turnhout, op 2 maart 1999 (rolnummer 99B13-Rep.R. 556/1999) tot voorlopig bewindvoerder over Cuyvers, Charlotta Maria Carolina, geboren te Tongerlo op 16 februari 1918, gepensioneerde, voorheen verblijvende te Oostende, Belgisch Zeeinstituut voor Orthopedie, 2350 Vosselaar, Ericalaan 30, thans verblijvende Home Heiberg, Heibergstraat 17, te 2340 Beerse, (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 9 maart 1999, blz. 7505 en onder nr. 61349), met ingang van 29 juni 1999 ontslagen van haar opdracht.

Voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde beschermd persoon Cuyvers, Charlotta : de heer Ludo Felix Corneel De Keyzer, advocaat, geboren te Mortsel op 28 februari 1947, wonende te 2350 Vosselaar, Bolk 57.

Turnhout, 29 juni 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Van Gorp, Sylvain. (64459)

Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind

Justice de paix du canton de Leuze

Par ordonnance du 25 juin 1999, de M. le juge de paix du canton de Leuze il a été mis fin au mandat de Me Victor Debonnet, avocat, dont le cabinet est sis à Tournai, rue de l'Athénée 12, en qualité d'administrateur provisoire des biens de Van Muyllder, Louis Ghislain, né le 5 janvier 1935 à Lessines, en son vivant domicilié à Leuze-en-Hainaut, Institut Psychiatrique Saint Jean de Dieu, avenue de Loudun 126, et décédé à Leuze le 19 juin 1999.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean-Claude
Delbecq. (64460)

Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du 29 juin 1999, M. le juge de paix du second canton de Namur, a ordonné la mainlevée de la mesure d'administration provisoire prise le 25 mars 1998 à l'égard de Mme Lecocq, Marie-Thérèse, né le 26 juillet 1925, résidant à 5000 Namur, rue Saint-Nicolas 2, Hôme d'Harscamp, et a déchargé Me Françoise Dorange, avocat, domiciliée à 5000 Namur, rue Juppín 6-8, de sa mission d'administrateur provisoire.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Gregoire. (64461)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 99-1099 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 1^{er} juillet 1999, M. Mottin, Jean Emmanuel, domicilié à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, avenue A.J. Slegers 55/bte4, agissant en son nom personnel et agissant en sa qualité de mandataire en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 30 juin 1999, et donnée par Mme Caulier, Denise Rachel Georgette, domiciliée à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, avenue A.J. Slegers 55, bte 4, a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Mottin, Georges Abraham, né à Bruxelles le 5 novembre 1919, de son vivant domicilié à Schaerbeek, clos du Chemin Creux 6A, et décédé le 25 mai 1999 à Schaerbeek.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Van Winckel, Pierre, notaire à 1200 Bruxelles, avenue A.J. Slegers 84.

Bruxelles, le 1^{er} juillet 1999.

(Signé) Roelant, Marina, greffier adjoint délégué. (20804)

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen werd het gerechtelijk akkoord toegestaan aan de heer Lambrechts, Jozef, aannemer-schrijnwerker, wonende te 2500 Lier, Rivierstraat 92, H.R. Mechelen 48502, BTW 702.248.821.

Werden aangesteld als commissarissen inzake opschorting : de heer W. Van Oosten, accountant, Velodroomstraat 231, te 2850 Boom, en Gerry Verschuren, advocaat, kantoorhoudende aan de Battelsesteenweg 376, 2800 Mechelen.

Indienen van schuldvorderingen : vóór 25 juli 1999 bij G. Verschuren, Battelsesteenweg 376, te 2800 Mechelen.

Uitspraak over de definitieve opschorting : 6 september 1999, om 11 uur, rechtbank van koophandel te Mechelen, zittingszaal eerste verdieping, Voochtstraat 7, 2800 Mechelen.

Voor de commissarissen inzake opschorting, (get.) G. Verschuren. (20807)

Tribunal de commerce d'Arlon

Sursis

Par jugement du 1^{er} juillet 1999, le tribunal de commerce de l'arrondissement judiciaire d'Arlon, y séant, province de Luxembourg, a prononcé la révocation du sursis définitif accordé le 3 décembre 1998 à M. Godard, Claude, menuisier, domicilié rue Gilbert Godart 74, à 6750 Willancourt (Musson), R.C. Arlon 7184, pour l'activité commerciale d'entreprise de charpenterie et de menuiserie du bâtiment, T.V.A. 695.007.968, et a donné décharge au commissaire au sursis.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J.-L. Godiscal. (20805)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 12 avril 1999, le tribunal de commerce de Nivelles a accordé le sursis provisoire à la S.P.R.L. Portit, dont le siège social est établi à 1460 Ittre (Virginal), rue du Tubize 12b, R.C. Nivelles 82716, T.V.A. 458.983.610.

Le tribunal a désigné Eléonore Westerlinck, avenue de Mérode 8, à 1330 Rixensart, en qualité de commissaire au sursis.

Les créanciers sont invités à faire leurs déclarations de créances, avec pièces à l'appui, au greffe du tribunal de commerce, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles, au plus tard le 10 septembre 1999.

Il sera statué le 29 novembre 1999, à 9 heures, en l'auditoire du tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles, sur l'octroi du sursis définitif (concordat judiciaire).

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (20806)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 29 juni 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de C.V. O.H.A. Deheik, met maatschappelijke zetel te 1500 Halle, Porseleinstraat 5, H.R. Brussel 572530, BTW 450.883.615, handelsactiviteit : groothandel in brandhout.

Curator : Mevr. Nadine Mollekens, met kantoor te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, V. Nonnemanstraat 56, bus 2.1.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 28 juli 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) N. Mollekens.

(Pro deo) (20808)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement prononcé le 24 juin 1999, la faillite de la S.P.R.L. Europol Belgium, rue Waelhem 118, 1030 Bruxelles, a été clôturée pour cause d'absence totale d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me J.-M. Derick.

(Pro deo) (20809)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Door vonnis uitgesproken op 24 juni 1999 werd het faillissement van de B.V.B.A. Europol Belgium, Waelhemstraat 118, 1030 Brussel, afgesloten bij gebrek aan actief.

De rechtbank verklaarde dat de gefailleerde niet verschoonbaar was.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-M. Derick.

(Pro deo) (20809)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement prononcé le 24 juin 1999, la faillite de la S.P.R.L. Asclepias, avenue Paul de Merten 57, 1090 Bruxelles, a été clôturée pour cause d'absence totale d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me J.-M. Derick.

(Pro deo) (20810)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Door vonnis uitgesproken op 24 juni 1999 werd het faillissement van de B.V.B.A. Asclepias, Paul De Mertenlaan 57, 1090 Brussel, afgesloten bij gebrek aan actief.

De rechtbank verklaarde dat de gefailleerde niet verschoonbaar was.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-M. Derick.

(Pro deo) (20810)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Les créanciers ayant produit au passif de la faillite de la S.P.R.L. Hibel Colco Import sont invités à se présenter le mercredi 4 août 1999, à 14 heures, en l'auditoire du tribunal de commerce de Bruxelles, salle D, au palais de justice, place Poelaert, à Bruxelles, afin d'assister à la reddition des comptes que fera le curateur de ladite faillite et de donner leur avis sur l'excusabilité de la faillie s'il y a lieu.

Dividende à répartir aux créanciers chirographaires : 0 %.

Le curateur, (signé) A. De Smeth.

(20811)

Rechtbank van koophandel te Brussel

De schuldeisers die een schuldvordering ingediend hebben in het passief van het faillissement van B.V.B.A. Hibel Colco Import, zijn uitgenodigd zich aan te bieden op woensdag 4 augustus 1999, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Brussel, zaal D, justitiepaleis, Poelaertplein, te Brussel, teneinde aanwezig te zijn bij de overlegging der rekeningen door de curator van dit faillissement en hun oordeel te geven over de verschoonbaarheid van de gefailleerde, indien hiervoor reden is.

Dividend te verdelen tussen de gewone schuldeisers : 0 %.

De curator, (get.) A. De Smeth.

(20811)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles rendu en date du 28 juin 1999, la S.C.R.L. Prop'Net, ayant son siège social à 1420 Braine-l'Alleud, avenue de la Grande Armée 61, a été déclarée en faillite, R.C. Nivelles 72993, T.V.A. 437.641.531.

La société exerçait un commerce de nettoyage de bureaux.

Curateur : Me Christine Jeegers, avenue de Mérode 8, à 1330 Rixensart.

Les créanciers peuvent introduire leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce de Nivelles jusqu'au 28 juillet 1999.

Clôture du procès-verbal des créances le 5 août 1999, à 11 heures, au siège de ce tribunal.

(Signé) Christine Jeegers, curatrice.

(20812)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 28 juin 1999, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, a reporté au 6 octobre 1998 la date de cessation des paiements de la S.A. Immo II Remant & fils, dont le siège est sis place Albert I^{er} 29A, à 6000 Charleroi, R.C. Charleroi 188187, T.V.A. 451.300.913, et dont la faillite a été déclarée par jugement de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi le 6 avril 1999.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Blampain.

(20813)

Par jugement de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, du 29 juin 1999, a été déclarée, sur aveu, la faillite de Mme Andrée Fadeur, domiciliée à 6200 Châtelet, place du Péron 33, R.C. Charleroi 157981, T.V.A. 661.296.906.

Le jugement déclaratif de la faillite a fixé la date provisoire de cessation des paiements au 12 juin 1999.

Les déclarations de créance doivent être adressées au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, boulevard Général Michel 1, à 6000 Charleroi, pour le 20 juillet 1999 au plus tard.

Le jugement déclaratif de la faillite a fixé la clôture du procès-verbal de vérification des créances au 17 août 1999.

Juge-commissaire : M. Baneton.

Curatrice : Isabelle Bronkaert, avocate, boulevard Mayence 17, à 6000 Charleroi.

La curatrice, (signé) Isabelle Bronkaert.

(Pro deo) (20814)

Par jugement de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi en date du 28 juin 1999, a été déclarée la faillite de M. Jacques Mangon, rue du Ruisseau 24A, 6061 Montignies-sur-Sambre, R.C. Charleroi 192212.

Le tribunal a fixé la date provisoire de cessation des paiements au 28 juin 1999, et ordonne aux créanciers de déposer leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce de Charleroi avant le 20 juillet 1999, le procès-verbal de vérification des créances devant se dérouler à 8 h 30 m du matin dans la chambre du conseil de la première chambre du tribunal précité siégeant au local ordinaire de ses audiences, palais de justice de Charleroi le 17 août 1999.

Le tribunal a désigné en qualité de juge-commissaire, M. Luc Frère, et en qualité de curateur, Me Pierre Lambert, avocat à 6000 Charleroi, boulevard Audent 25.

Le pro-deo a été accordé.

Charleroi, le 29 juin 1999.

Pour extraits conformes : le curateur, (signé) Pierre Lambert. (20815)

Tribunal de commerce de Huy

Par jugement du 23 juin 1999, le tribunal de commerce de Huy a déclaré clôturées les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Alcovins, dont le siège social était établi avenue Albert I^{er} 7, à 4500 Huy, exploitant un commerce de gros et de détail, import-export de vins en bouteilles et de spiritueux, R.C. Huy 38090, déclarée par jugement de ce tribunal du 27 janvier 1993, désignant Me Robert Gerard, avocat à 4500 Huy, chaussée de Liège 13, en qualité de curateur.

Donne décharge au curateur de sa mission.

Dit n'y avoir lieu à excusabilité de la société faillie.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) R. Gerard. (20816)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite : Schumacher, Henri Rose Josette Pierre, né à Dison le 7 janvier 1946, domicilié à 4800 Verviers (Petit-Rechain), avenue Julien Davignon 16, R.C. Verviers 60629, pour la fabrication de meubles et de menuiseries métalliques, la fabrication d'articles en tôles à destination industrielle et non industrielle, la fabrication de machines ainsi que pour l'exploitation d'un atelier de soudure à 4820 Dison, Impasse de la Limite 13.

Juge-commissaire : M. Troupin, José.

Curateur : Me Voisin, Jules.

Par jugement du jeudi 24 juin 1999 le tribunal de commerce de Verviers a clôturé la faillite préqualifiée par liquidation.

Par le même jugement le tribunal a déclaré le failli excusable.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (20817)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 29 juin 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur citation, de la S.A. Groupe Russo Rol, ayant son siège social rue Hors Château 110, à 4000 Liège, R.C. Liège 161341, T.V.A. 432.181.223, exerçant les activités d'intermédiaire d'assurance, affaires immobilières et intermédiaire en prêts et financement commerce d'importation et exportation de marchandises diverses.

Date du début de l'activité commerciale : 1^{er} septembre 1987.

Le même jugement a reporté au 29 décembre 1998 l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Luc Jamin.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 10 août 1999, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations de créance doivent être déposées pour le 5 août 1999 au plus tard, au greffe du tribunal de commerce.

Le curateur, (signé) Me P. Henfling, avocat, rue Charles Morren 4, à 4000 Liège. (Pro deo) (20818)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 21 juin 1999, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur aveu, la S.P.R.L. Cable & Pose, dont le siège social est sis à 7370 Dour, rue des Wallants 1, ayant exercé les activités d'entreprise de travaux de canalisations diverses, R.C. Mons 140596, T.V.A. 417.651.613.

Curateur : Me Christine Delbart, avocate à 7000 Mons, rue des Telliers 20.

Dépôt des déclarations de créance pour le 20 juillet 1999 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 10 août 1999, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) C. Delbart, curateur. (20819)

Tribunal de commerce d'Eupen

Faillite sur aveu

Par jugement du 29 juin 1999, le tribunal de commerce d'Eupen a déclaré la faillite de M. Laschet, Reiner Jacob, né le 26 janvier 1964, domicilié à 4720 La Calamine, rue de l'Eglise 41, et exploitant à 4720 La Calamine, rue de l'Eglise 19, inscrit jusqu'au 29 juin 1999 au R.C. Eupen 59221, pour les activités : salon de consommation de glace et de pâtisserie.

Juge-commissaire : M. Pieper, Helmut.

Curateur : Me Heindricks, Ch., avocat, rue Mitoyenne 49b, 4840 Welkenraedt.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours, à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le vendredi 27 août 1999, à 9 heures, au greffe du tribunal de commerce, Aachener Strasse 78, 4700 Eupen.

Le curateur, (signé) M. Ch. Heindricks. (20820)

Handelsgericht Eupen

Konkurs auf Geständnis

Durch Urteil vom 29. Juni 1999 hat das Handelsgericht Eupen den Konkurs auf Geständnis des Herrn, Laschet, Reiner Jacob, geboren in Moresnet am 26. Januar 1964, wohnhaft in 4720 Kelmis, Kirchstrasse 41, und mit Niederlassung in 4720 Kelmis, Kirchstrasse 19, eingetragen bis 29. Juni 1999 H.R. Eupen 59221, für die Haupttätigkeit von: betreiben einer Eisdiele und Konditorei, verkündet.

Konkursrichter: Herr Pieper, Helmut.

Konkursverwalter: Herr Heindricks, Ch., Rechtsanwalt, rue Mitoyenne 49b, 4840 Welkenraedt.

Die Gläubiger müssen ihre Forderungen innerhalb von dreissig Tagen ab Urteilspruch in der Kanzlei des Handelsgerichts hinterlegen.

Schlußprotokoll der Forderungen: am Freitag, den 27. August 1999, um 9 Uhr, in der Kanzlei des Handelsgerichts Eupen, Aachener Strasse 78, 4700 Eupen.

Der Konkursverwalter, (Gez.) Ch. Heindricks. (20820)

Tribunal de commerce d'Eupen

Faillite sur aveu

Par jugement du 1^{er} juillet 1999, le tribunal de commerce d'Eupen a déclaré la faillite de la société coopérative à responsabilité limitée « Fibre-Bau S.C. », ayant ses siège social et d'exploitation à 4770 Amel (Schoppen), Industriezone 53B, R.C. Eupen 61016, T.V.A. 442.645.642, pour l'activité principale : fabrication de modules en fibre de verre.

Juge-commissaire : M. Pauls, M.

Curateur : Me J.L. Ransy, avocat, rue Lamberts 44, 4840 Welkenraedt.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours, à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le lundi 30 août 1999, à 9 heures, au greffe du tribunal de commerce, Aachener Strasse 78, 4700 Eupen.

Le curateur, (signé) J.L. Ransy. (20821)

Handelsgericht Eupen

Konkurs auf Geständnis

Durch Urteil vom 1. Juli 1999 hat das Handelsgericht Eupen den Konkurs auf Geständnis der Genossenschaft mit beschränkter Haftung « Fibre-Bau S.C. », mit Gesellschaftssitz und Niederlassung in 4770 Amel (Schoppen), Industriezone 53B, H.R. Eupen 61016, MWSt 442.645.642, für die Haupttätigkeit: Fabrikation von Modulen aus Fiberglasbeton, verkündet.

Konkursrichter : Herr Pauls, M.

Konkursverwalter: Herr Ransy, J.L., Rechtsanwalt, rue Lamberts 44, 4840 Welkenraedt.

Die Gläubiger müssen ihre Forderungen innerhalb von dreissig Tagen ab Urteilsspruch in der Kanzlei des Handelsgerichts hinterlegen.

Schlußprotokoll der Forderungen: am Montag, den 30. August 1999, um 9 Uhr, in der Kanzlei des Handelsgerichts Eupen, Aachener Strasse 78, 4700 Eupen.

Der Konkursverwalter, (Gez.) J.L. Ransy. (20821)

Tribunal de commerce d'Eupen

Faillite sur aveu

Par jugement du 23 juin 1999, le tribunal de commerce d'Eupen a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Belrom, ayant son siège social à 4760 Büllingen, Hauptstrasse 337, inscrite au R.C. Eupen 63245, sans avoir une inscription pour l'exploitation à 4960 Malmedy, rue La Vaulx 47, T.V.A. 456.235.243, pour les activités : entreprise de chantiers de construction.

Juge-commissaire : M. Helmut Pieper.

Curateur : Me M. Orban, avocat, Kaperberg 50, 4700 Eupen.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours, à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le vendredi 20 août 1999, à 9 heures, au greffe du tribunal de commerce, Aachener Strasse 78, 4700 Eupen.

Le curateur, (signé) M. Orban. (20822)

Handelsgericht Eupen

Konkurs auf Geständnis

Durch Urteil vom 23. Juni 1999 hat das Handelsgericht Eupen den Konkurs auf Geständnis der P.G.M.B.H. Belrom, mit Gesellschaftssitz in 4760 Büllingen, Hauptstrasse 337, H.R. Eupen 63245, ohne Eintragung für die Niederlassung in 4960 Malmedy, rue La Vaulx 47, MWSt 456.235.243, für die Haupttätigkeiten: Planung und Baubewachung, verkündet.

Konkursrichter: Pieper, Helmut.

Konkursverwalter: Herr Orban, M., Rechtsanwalt, Kaperberg 50, 4700 Eupen.

Die Gläubiger müssen ihre Forderungen innerhalb von dreissig Tagen ab Urteilsspruch in der Kanzlei des Handelsgerichts hinterlegen.

Schlußprotokoll der Forderungen: am Freitag, dem 20. August 1999, um 9 Uhr, in der Kanzlei des Handelsgerichts Eupen, Aachener Strasse 78, 4700 Eupen.

Der Konkursverwalter, (Gez.) M. Orban. (20822)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 29 juni 1999 is Machines Franssens N.V., Landbouwstraat 55bis, 2845 Niel, H.R. Antwerpen 6569, BTW 403.674.606, opening faillissement na intrekking gerechtelijk akkoord.

Rechter-commissaris : de heer Heirbaut, Hubert.

Curatoren : Mr. Van Doosselaere, Thierry, Lange Gasthuisstraat 27, 2000 Antwerpen-1, en Mr. Teughels, Yves, Coremansstraat 14A, 2600 Berchem (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 29 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 30 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curatoren, Van Doosselaere, Thierry en Teughels, Yves.

(Pro deo) (20823)

Rechtbank van koophandel te Brugge

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brugge, d.d. 24 juni 1999, werd, op bekentenis, voor geopend verklaard het faillissement van Delys, Erik, wonende te 8200 Brugge, Lieven Bauwensstraat 3/2, H.R. Brugge 56151, voor onderneming voor het plaatsen van verlichting, drijfkracht en telefoon, BTW 682.050.847.

Staking van betaling : voorlopig bepaald op 24 juni 1999.

Rechter-commissaris : de heer Emile Vanbiervliet.

Curator : Mr. Johan Mermuys, advocaat te 8490 Jabbeke, Aatrijksesteenweg 1c.

Plaats en uiterste datum voor aangifte van schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, en dit vóór 23 juli 1999.

Datum en plaats van de zitting voor de afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 9 augustus 1999, om 9 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, zaal N, op de eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Johan Mermuys, curator.

(Pro deo) (20824)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis d.d. 29 juni 1999 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd het faillissement van de N.V. DB & C°, destijds met maatschappelijke zetel gevestigd te 9170 Sint-Pauwels, Zandstraat 189, H.R. Sint-Niklaas 53961, BTW 453.216.662, gesloten wegens gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Emmanuel Koslowski. (20825)

Bij vonnis d.d. 29 juni 1999 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd het faillissement van de B.V.B.A. Agro Import M.D.N., destijds met zetel gevestigd te 9140 Temse, Smesstraat 172, H.R. Sint-Niklaas 48113, BTW 440.001.502, gesloten wegens gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Emmanuel Koslowski. (20826)

Bij vonnis d.d. 29 juni 1999 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd het faillissement van de N.V. Infra Construction, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9100 Sint-Niklaas, Prins Albertstraat 39, H.R. Sint-Niklaas A8668, BTW 452.171.438, gesloten wegens gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Emmanuel Koslowski. (20827)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

De tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt heeft bij vonnis van 10 juni 1999 het faillissement, na vereffening, gesloten verklaard van Intercool N.V., met maatschappelijke zetel te Hasselt, De Schiervellaan 1, H.R. Hasselt 63000, failliet verklaard op 9 april 1992.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard en heeft de curatoren ontlast van hun opdracht.

Voor eensluidend uittreksel: de curatoren, (get.) Lieve Dehaese; Johan Dehaese. (20828)

De tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt heeft bij vonnis van 10 juni 1999 het faillissement, na vereffening, gesloten verklaard van Wanten, Willy, wonende te Zonhoven, Vrankenschansweg 2, H.R. Hasselt 87524, failliet verklaard op 10 april 1997.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard en heeft de curatoren ontlast van hun opdracht.

Voor eensluidend uittreksel: de curatoren, (get.) Lieve Dehaese; Johan Dehaese. (20829)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, d.d. 22 juni 1999, werd het faillissement van de B.V.B.A. M. & S., met zetel te 8870 Izegem, Brugstraat 2, failliet verklaard bij vonnis van 16 september 1997, gesloten wegens gebrek aan actief en werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: (get.) Marianne Michiels, Burgemeester Nolfstraat 27, 8500 Kortrijk. (Pro deo) (20830)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 1 juli 1999, op bekentenis, vakantiekamer, werd het faillissement vastgesteld inzake DDC N.V., in vereffening, met doel bij te dragen tot de vestiging en/of de ontwikkeling van ondernemingen, verhuur van diensten, stellen van handelingen voor derden en optreden als tussenpersoon, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Nederkouter 124, niet ingeschreven in het H.R. Gent (voorheen H.R. Brussel 542486), BTW 442.763.230.

Rechter-commissaris: de heer Philippe Delens.

Datum staking van de betalingen: 30 juni 1999.

Indienen schuldvorderingen: griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 29 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen: 9 september 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator: Mr. Geert Defreyne, advocaat, kantoorhoudende te 9051 Sint-Denijs-Westrem, Kareelstraat 3.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (20831)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 29 juni 1999, werd het faillissement van de B.V.B.A. Vogt Management België, met maatschappelijke zetel te 3620 Lanaken, Epesiastraat 28, H.R. Tongeren 73349, onderneming in onroerende goederen, boekhoudkantoor, BTW 448.097.438, gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief en werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

De curatoren, (get.) R. Miguet; L. Cuypers. (20832)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 29 juni 1999, werd het faillissement van de B.V.B.A. Perron Monopole, Perron 22, te 3740 Bilzen, gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief.

Dat er geen redenen voorhanden zijn om gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

Dat in toepassing van art. 83 Faill.W. de gefailleerde rechtspersoon ophoudt te bestaan.

Dat de opdracht van de curatoren een einde heeft genomen en hen algemene kwijting wordt gegeven.

Voor eensluidend uittreksel: de curatoren, (get.) A.M. & J. Scheepers. (20833)

Bij vonnis van 29 juni 1999 werd het faillissement van de N.V. Electrical Contracting, afgekort: « N.V. E.C. », met maatschappelijke zetel te 3600 Genk, Hasseltweg 78, H.R. Tongeren 50282, fabricatie van elektrisch materiaal, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) J. Orij. (20834)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis d.d. 28 juni 1999 werd, op dagvaarding, het faillissement open verklaard van de B.V.B.A. Helmut Rieck Spedition, met maatschappelijke zetel te 2880 Bornem, Breevendreef 89, H.R. Mechelen 70839, BTW 445.358.969.

Datum staking van betaling: 28 juni 1999.

Rechter-commissaris: Mevr. J. Gils, rechter in handelszaken.

Curator: Mr. Eric Van hoogenbemt, advocaat te 2800 Mechelen, Hombeeksesteenweg 62.

Indienen van de schuldvorderingen: vóór 27 juli 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen: op 11 augustus 1999, om 9 uur, in de rechtbank van koophandel te Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Eric Van hoogenbemt. (20835)

Bij vonnis d.d. 28 juni 1999 werd, op bekentenis, het faillissement open verklaard van Mevr. De Herdt, Maria, geboren te Duffel op 26 januari 1961, wonende te 2850 Boom, Diepestraat 20, handeldrijvend onder de benaming « 't Bagetje », te 2830 Willebroek, Dendermondsesteenweg 111, H.R. Mechelen 83304, BTW 790.068.463.

Datum staking van betaling: 28 juni 1999.

Rechter-commissaris: Mevr. J. Gils, rechter in handelszaken.

Curator: Mr. Eric Van hoogenbemt, advocaat te 2800 Mechelen, Hombeeksesteenweg 62.

Indienen van de schuldvorderingen: vóór 27 juli 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen: op 11 augustus 1999, om 9 uur, in de rechtbank van koophandel te Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Eric Van hoogenbemt. (20836)

Bij vonnis d.d. 28 juni 1999 werd, op bekenenis, het faillissement open verklaard van Mevr. De Mol, Francine, geboren te Antwerpen op 29 maart 1959, wonende te 2850 Boom, Diepestraat 20, handeldrijvend onder de benaming « 't Bagetje », te 2830 Willebroek, Dendermondsesteenweg 111, H.R. Mechelen 83304, BTW 790.068.463.

Datum staking van betaling: 28 juni 1999.

Rechter-commissaris: Mevr. J. Gils, rechter in handelszaken.

Curator: Mr. Eric Van hoogenbemt, advocaat te 2800 Mechelen, Hombeeksesteenweg 62.

Indienen van de schuldvorderingen: vóór 27 juli 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen: op 11 augustus 1999, om 9 uur, in de rechtbank van koophandel te Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Eric Van hoogenbemt. (20837)

De rechtbank van koophandel te Mechelen, tweede kamer, heeft bij vonnis van 21 juni 1999 het faillissement van Van Rompaey, Dirk, wonende te 2580 Putte, Aarschotsebaan 23, H.R. Mechelen 69045, gesloten verklaard en de curator van zijn opdracht ontheven.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Verbiest, Eric.
(Pro deo) (20838)

De rechtbank van koophandel te Mechelen, tweede kamer, heeft bij vonnis van 21 juni 1999 het faillissement van Willems, Luc, wonende te 2560 Nijlen, Bevel-Dorp 70, H.R. Mechelen 78643, gesloten verklaard en de curator van zijn opdracht ontheven.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Verbiest, Eric.
(Pro deo) (20839)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 28 juni 1999, werd de heer Meuris, Marc Sebastiaan Maria, geboren te Lier op 19 april 1956, schrijnwerker, Bruggeneindestraat 5, Heist-opden-Berg, H.R. Mechelen 64800, BTW 630.331.338, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris: de heer H. Verbruggen.

Staking van betaling: op 28 juni 1999.

Curator: Mr. Willy Vets, advocaat te Mechelen, Louizastraat 35.

Indienen van de schuldvorderingen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 6 augustus 1999.

Afsluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen: op 11 augustus 1999, te 9 uur, op de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend afschrift: de curator, (get.) Willy Vets. (20840)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 28 juni 1999, werd de heer Staas, Roelof, geboren te Emmen (Nederland) op 11 augustus 1944, aannemer, Liersesteenweg 180, te Berlaar, H.R. Mechelen 82422, BTW 731.419.590, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris: de heer H. Verbruggen.

Staking van betaling: op 28 juni 1999.

Curator: Mr. Willy Vets, advocaat te Mechelen, Louizastraat 35.

Indienen van de schuldvorderingen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 6 augustus 1999.

Afsluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen: op 11 augustus 1999, te 9 uur, op de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend afschrift: de curator, (get.) Willy Vets. (20841)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van koophandel te Mechelen, op 21 juni 1999, werd het faillissement van de B.V.B.A. Algemene Interieurverzorging, Mechelsesteenweg 343, te Mechelen, H.R. Mechelen 61992, gesloten.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Willy Vets. (20842)

De rechtbank van koophandel te Mechelen, tweede kamer, heeft bij vonnis van 21 juni 1999, het verzet van de heer Campion, Luc, wonende te 2800 Mechelen, Besterveld 1, H.R. Mechelen 69021, tegen het vonnis van sluiting d.d. 3 mei 1999, waarbij het faillissement gesloten verklaard, de curator van zijn opdracht ontheven en gefailleerde niet verschoonbaar verklaard, ontvankelijk en gegrond verklaard.

Gefailleerde werd bij vonnis van 21 juni 1999 verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Verbiest, Eric.
(Pro deo) (20843)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Faillissement: de N.V. Tropimex Benelux, met maatschappelijke zetel te 9700 Oudenaarde, Aalststraat 19, volgens het vennootschapsdossier thans te 9500 Geraardsbergen, Gasthuisstraat 31, H.R. Oudenaarde 44742, voor een onderneming in vruchtensappen, BTW 455.405.892.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, d.d. 29 juni 1999, werd voornoemde N.V. Tropimex Benelux, failliet verklaard en werd de datum van staking van betaling bepaald op 29 juni 1999.

Mr. Philippe Vande Weghe, K. Vandendoorenstraat 15, te 9600 Ronse, en Mr. Lieven De Moor, advocaat te 9660 Brakel, H. Decoestraat 10, werden als curatoren aangesteld.

De heer Luc Libert, rechter in handelszaken in genoemde rechtbank, werd aangesteld als rechter-commissaris.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14, 9700 Oudenaarde, binnen de dertig dagen.

Nazicht van de schuldvorderingen is gesteld op dinsdag 10 augustus 1999, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14.

Voor gelijkvormig uittreksel: de curator, (get.) Lieven De Moor. (20844)

Rechtbank van koophandel te Veurne

Concordataire- en afrekeningsvergadering

Bij bevelschrift van de heer Marc De Hantsetters, rechter-commissaris van de faling van de heer Cloet, Leon, wonende te Diksmuide, Woumenweg 226, uitgesproken bij vonnis d.d. 14 februari 1990, worden de schuldeisers, definitief opgenomen in het passief van voormeld faillissement, uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal plaatshebben in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Veurne, gerechtsgebouw, Peter Benoîtlaan 2, op maandag 6 september 1999, om 10 u. 45 m., en tot de afrekeningsvergadering, deze op zelfde dag, plaats en uur als hierboven, teneinde er mededeling te horen van de curator over de afwikkeling en de rekeningen van het faillissement, deze te bespreken en af te sluiten en er hun advies te kennen te geven omtrent de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

Voor eensluidend afschrift: de curator, (get.) F. George, Zuidstraat 39, 8630 Veurne. (20845)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par requête du 1^{er} juin 1999, M. Benoît Jean Laurent Pierre Ghislain Dubois, journaliste, né à Jemappes le 8 septembre 1959, et son épouse, Mme Pascale Brigitte Elisabeth Legast, logopède, née à Soignies le 25 février 1960, demeurant à Hélécine (Neerheylysem), rue des Charrons 50, mariés sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de leur contrat de mariage reçu par le notaire Etienne Hachez, à Soignies, en date du 5 juin 1982, ont introduit devant le tribunal de première instance de Nivelles une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par le notaire Jean Dandoy, à Jodoigne, en date du 1^{er} juin 1999.

Ce contrat modificatif comporte adoption du régime légal de communauté.

(Signé) J. Dandoy, notaire. (20846)

Suivant jugement prononcé le 21 juin 1999 par le tribunal de première instance de Huy, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Monie, Dimitri Georges Georgine, ingénieur, né à Sfax (Tunisie) le 27 novembre 1965, et son épouse, Mme Lefevre, Marcia Nicole, sans profession, née à Arlon le 30 octobre 1967, domiciliés et demeurant ensemble à Modave, rue du Village 16, dressé par acte du notaire Jacques Bataille, à Huy, le 24 mars 1999, a été homologué.

Le contrat modificatif adopte le régime de la séparation de biens.

Pour extrait conforme: le notaire, (signé) Bataille, G. (20847)

Bij verzoekschrift van 3 juni 1999 gericht tot de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, hebben de heer Eduard Franciscus Van Hoof, chauffeur, en zijn echtgenote, Mevr. Reinhilde Alina Leonarda Ceupens, bediende, samenwonende te Mechelen (Hombeek), Sint-Martinusstraat 20, de rechtbank verzocht over te gaan tot de homologatie van de akten verleden voor het ambt van notaris Marc De Backer, te Mechelen, op 3 juni 1999, waarbij hun bestaande stelsel van de wettige gemeenschap van goederen vereffend werd en het wettelijk stelsel wordt aangenomen waarbij er persoonlijke onroerende goederen in de nieuwe huwelijksgemeenschap worden ingebracht.

Voor de verzoekers, (get.) Marc De Backer, notaris. (20849)

Bij verzoekschrift van 27 mei 1999 gericht tot de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen hebben de heer Vladan Petrovic, invalide, en zijn echtgenote, Mevr. Biljana Kostic, huisvrouw, samenwonende te Mechelen, Rembert Dodoensstraat 43, de rechtbank verzocht over te gaan tot de homologatie van de akten verleden voor het ambt van notaris Marc De Backer, te Mechelen, op 27 mei 1999, waarbij hun bestaande stelsel van de scheiding van goederen gewijzigd wordt in het wettelijk stelsel en er persoonlijke onroerende goederen in de nieuwe huwelijksgemeenschap worden ingebracht.

Voor de verzoekers, (get.) Marc De Backer, notaris. (20850)

Uit een verzoekschrift gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde blijkt dat:

1. de heer Baert, Rudy Alfons Maria, boomkweker, geboren te Wetteren op 24 juni 1953, en zijn echtgenote:

2. Mevr. Christiaens, Myriam, helpster, geboren te Wetteren op 28 december 1956, wonende te 9260 Wichelen (Serskamp), Doornstraat 15,

de homologatie hebben aangevraagd van de wijziging van hun huwelijksvoorwaarden, houdende behoud van het wettelijk stelsel van gemeenschap van goederen met inbreng van aan de man persoonlijk toebehorende onroerende goederen in het gemeenschappelijk vermogen, vastgelegd in akte verleden voor notaris Eduard Janssens, te Sint-Lievens-Houtem, op 17 juni 1999.

(Get.) Eduard Janssens, notaris te Sint-Lievens-Houtem. (20851)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 23 juni 1999 hebben de heer Dujardin, Roland Pierre, bediende, en zijn echtgenote, De Kerf, Marina Marcel Mariette, werkster, samenwonende te 2110 Wijnegem, Schijnbeemdenlaan 19, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift, d.d. 11 juni 1999, neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Theofiel Boen, te Antwerpen, op 11 juni 1999, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 25 juni 1999.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers, de griffier, (get.) M. Schoeters. (20852)

Ingevolge vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, d.d. 15 december 1998, werd homologatie verleend aan de akte inhoudende wijziging huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Franky Camiel Jean Van Damme, en zijn echtgenote, Mevr. Diane Marthe Cyrille Van de Cauter, samenwonende te Grimbergen, Benedenstraat 104, houdende wijziging naar een stelsel van zuivere scheiding van goederen.

(Get.) Martine Robberechts, notaris. (20853)

Bij verzoekschrift d.d. 21 juni 1999, hebben de heer De Clercq, Jozef, gepensioneerde, en zijn echtgenote, Mevr. Lombaerts, Annetta, huisvrouw, samenwonende te 2890 Sint-Amands, Winkelstraat 26A, aan de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen verzocht de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, inhoudende de overgang van het stelsel der zuivere scheiding van goederen naar het stelsel van algehele gemeenschap van goederen, verleden voor ondergetekende notaris op 21 juni 1999, te homologeren.

Voor de echtgenoten de Clercq-Lombaerts, (get.) P. Vandenberghe, notaris. (20854)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, van 17 mei 1999, werd de wijziging van huwelijksvermogensstelsel ingevolge akte van notaris Eric Tallon, te Geetbets, van 29 juni 1998, verleden tussen de heer Isenborghs, Eddy Albert Edmond, en zijn echtgenote, Hendrickx, Greta Stephanie Euphrasie, wonende te Geetbets, Wolfshaagweg 21, gehomologeerd.

(Get.) Eric Tallon, notaris. (20855)

Ameublement

D'un acte reçu le 29 septembre 1998 par le notaire Serge Cambier, à Flobecq, enregistré un rôle sans renvoi, à Lessines, le 2 octobre suivant, volume 628, folio 33, case 13, au droit de 1 000 francs, par le receveur a.i., (signé) Tonneau, F., transcrit au bureau des Hypothèques, à Tournai, le 13 octobre suivant, volume 15038, n° 24, il résulte que M. Flameng, Johan Robert Isidore, ouvrier, né à Ath le 12 août 1970, et son épouse, Dame Vandecasteele, Séverine Yvette Julia, femme d'entretien, née à Tournai le 4 septembre 1975, domiciliés à Flobecq, place Paul-Henri Jouret 3, mariés le 11 septembre 1993, à Celles, sous le régime légal de la communauté à défaut de contrat de mariage; régime non modifié à ce jour, apporte au patrimoine commun et par suite ameublit :

commune de Flobecq, première division, ex-Flobecq :

place Paul-Henri Jouret 3 : maison avec toute dépendance actuellement cadastrée section C, numéro 1260 F, pour une contenance d'un are soixante centiares.

Bien qui lui appartenait pour l'avoir accepté aux termes d'un acte de donation intervenu entre lui-même et son père Flameng, Jean-Pierre, électricien, époux Delmotte, Claudine, demeurant à Eudeghien, rue du Village 7, reçu le 29 septembre 1998 par ledit notaire Serge Cambier, enregistré deux rôles sans renvoi, à Lessines le 2 octobre suivant, volume 628, folio 33, case 15, au droit de 85 000 francs, par le receveur a.i., (signé) Tonneau, F., transcrit audit bureau des Hypothèques le 13 octobre suivant, volume 15038, n° 25.

Ne voulant pas apporter d'autre modification dans la composition des patrimoines communs et respectifs, ils n'ont pas à dresser inventaire préalable et régler transactionnellement la liquidation de leurs droits. Voulant cependant que toutes les autres dispositions de leur contrat de mariage restent d'application.

Telles sont les conventions matrimoniales des parties dont l'homologation sera soumise au tribunal de première instance compétent au terme de l'article 1395 du Code civil.

Extrait pour satisfaire à la loi du 9 juillet 1998.

Déposé simultanément : expédition de l'acte de constitution.

Pour extrait analytique conforme : (signé) Serge Cambier, notaire. (20860)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Tribunal de première instance de Bruxelles

La douzième chambre du tribunal de première instance de Bruxelles a désigné le 16 juin 1999, M. Marcel-Henry Moerens, avocat et juge suppléant, avenue du Pesage 61, bte 18, à 1050 Bruxelles, en qualité de curateur à succession de Goemaere, Louis Eugène, né à Ixelles le 7 mars 1934, domicilié en son vivant à Saint-Josse-ten-Noode, rue Linné 95/5, décédé à Saint-Josse-ten-Noode le 24 juin 1998.

Bruxelles, le 1^{er} juillet 1999.

Le greffier adjoint délégué, (signé) Ch. Sauvage. (20856)

Bij beschikking gegeven door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent d.d. 3 december 1999, gekend onder RV 98/1431/B, werd advocaat Koenraad De Greve, Hoogstraat 12-14, te 9960 Assenede, aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Fasseel, Georges Adrienne Valerie Clementine, geboren te Wachtebeke op 14 september 1945, en in leven laatst wonende te 9060 Zelzate, aan de Winkelstraat 1/201, die is overleden te Gent op 22 december 1997.

(Get.) Koenraad De Greve, advocaat. (20857)

Séparation de corps et de biens – Scheiding van tafel en bed

Rechtbank van eerste aanleg te Brussel

De ondergetekende, J. Beeckman, griffier-hoofd van dienst bij de burgerlijke griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, bevestigt hierbij dat in het ter griffie, overeenkomstig artikel 1311 van het gerechtelijk wetboek gehouden register, een uittreksel van de vordering tot scheiding van goederen werd ingeschreven, in de zaak A.R. 99/6828/A, in zake :

Moens, Christiane, wonende te 1730 Asse, Benedenstraat 44, tegen :

Van der Hasselt, Emile Marie Germaine, wonende te 1730 Asse, Benedenstraat 44.

Hij bevestigt hierbij dat de inschrijving in de Algemeen Rol op 23 juni 1999 geschiedde.

Waarvan getuigschrift afgeleverd in brevet aan Mr. Liesbeth Verlinden, advocaat te 1785 Merchtem, Langensteenweg 53.

Opgesteld ter griffie van deze rechtbank op 28 juni 1999.

(Get.) J. Beeckman, griffier-hoofd van dienst. (20859)